

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, 1ère chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 2 août 1962, d'une demande d'avis sur le projet de loi contenant le Code judiciaire, ainsi que les 25 septembre, 19 et 23 octobre et 1er décembre 1962, 18 janvier, 2 et 21 mars et 10 mai 1963, de divers amendements à ce projet, a consacré à l'examen de cette affaire 82 séances; il a donné son avis à la séance du 18 juin 1963.

Le rapport portant sur la première partie du Code consacrée aux principes généraux a été adressé au Conseil d'Etat par le Ministre de la Justice le 21 novembre 1962; celui relatif aux articles 58 à 555 réglant l'organisation judiciaire a été envoyé le 20 mars 1963.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e augustus 1962 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over het ontwerp van wet houdende het Gerechtelijk Wetboek, waarop de 25e september, de 19e en de 23e oktober en de 1e december 1962, de 18e januari, de 2e en de 21e maart en de 10e mei 1963 amendementen werden ingediend, heeft aan het onderzoek daarvan 82 zittingen gewijd en heeft zijn advies gegeven in zitting van 18 juni 1963.

Het verslag over het eerste deel van het Wetboek - algemene beginselen - is de 21e november 1962, het verslag over de artikelen 58 tot 555 - regeling van de rechterlijke organisatie - de 20e maart 1963 door de Minister van Justitie aan de Raad van State gezonden.

INTRODUCTION.

De tous les projets de loi soumis au Conseil d'Etat depuis sa création, aucun n'approche en étendue le projet de Code judiciaire.

Celui-ci comprend plus de deux mille articles qui embrassent toute la matière de l'organisation judiciaire , de la compétence et de la procédure, autre que la procédure pénale. Il substituera ainsi aux quelque cinquante lois, oeuvre de près de deux siècles de législation, qui règlent cette matière, un ensemble coordonné et rationnel.

Tant sur le terrain des principes que dans le détail des institutions, le projet apparaît donc comme une entreprise législative d'une exceptionnelle ampleur.

Le Conseil d'Etat, dans l'avis qui va suivre, n'a pu, certes, en de nombreux points, marquer son accord sur les termes du projet mais de ces divergences d'opinion, d'ailleurs inévitables dans un domaine aussi complexe, on ne devrait pas inférer que le Conseil d'Etat n'aurait point apprécié comme il convient tant l'utilité des réformes proposées que la valeur même de l'oeuvre accomplie par le Commissaire royal à la réforme judiciaire, auquel il tient à rendre ici un particulier hommage.

+

+ +

.../...

OBSERVATIONS QUANT A LA CONCEPTION GENERALE ET AU CONTENU
DU PROJET.

I.

Le projet consiste en un texte dénommé "Code judiciaire".

La notion de Code implique la réunion en un seul corps de lois de l'ensemble des dispositions légales relatives à une même matière; c'est sur cette conception qu'ont été construits les Codes dits napoléoniens : Code civil, Code de procédure civile, Code de commerce, Code pénal, Code d'instruction criminelle. A l'exception de quelques textes peu nombreux qui ont été maintenus en dehors des codifications, chacun de ces Codes réunissait en principe l'ensemble des dispositions légales relatives aux matières qu'il traitait et abrogeait en conséquence les dispositions antérieures sur les mêmes matières; ainsi tout le droit civil se trouvait concentré dans le Code civil, toutes les règles de la procédure, dans le Code de procédure civile, etc ...

A s'en tenir à cette conception logique, qui est la raison même d'une codification et la condition de son utilité, un Code judiciaire doit contenir l'ensemble des dispositions de droit positif qui constituent le droit judiciaire, c'est-à-dire les règles relatives à l'organisation des tribunaux, à leur compétence et à la procédure qui doit être suivie devant eux.

Or, si une première partie du "Code" est consacrée à des principes généraux applicables à toutes les juridictions de l'ordre judiciaire, et une deuxième partie, à l'organisation de ces juridictions, y compris les juridictions répressives (mais à l'exception des juridictions militaires), ses troisième et quatrième parties ne concernent respectivement que la compétence et la procédure en matière civile. Ainsi tout ce qui se rapporte à la compétence des juridictions répressives organisées par le projet et à la procédure à suivre devant ces juridictions est systématiquement exclu du "Code judiciaire".

Sans aucun doute, cette omission s'explique par le fait que l'étude de la réforme de la procédure en matière répressive vient seulement d'être entamée; vraisemblablement le Gouvernement estime-t-il qu'il ne convient pas d'attendre que cette étude soit parachevée pour commencer la revision de la partie du droit judiciaire qui est déjà prête.

Il n'en reste pas moins que le projet dans son état actuel ne concerne qu'une partie du droit judiciaire et qu'il ne constitue donc pas un Code de cette branche du droit. Dès lors, il ne s'indique pas que le projet soit présenté comme un projet de "Code judiciaire", mais bien comme un projet contenant les X^e ... parties de pareil Code, lequel serait complété par les dispositions du droit judiciaire répressif après leur éventuelle revision.

Pour éviter toute ambiguïté et afin de ne pas préjuger des propositions que le Commissaire royal à la réforme de la procédure pénale sera amené à faire au Gouvernement, peut-être conviendrait-il même que le projet

soit scindé en plusieurs projets relatifs respectivement à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure en matière non répressive. Ce procédé permettrait au législateur de décider s'il est opportun que les diverses branches du droit judiciaire soient réunies en un seul Code ou s'il est préférable de conserver les distinctions actuelles. Il semble que ce sera lorsque le législateur aura eu l'occasion de se prononcer sur l'ensemble de la réforme judiciaire - dans ses divers aspects - qu'il sera le mieux en mesure de faire ce choix.

II.

Le projet comporte une première partie, qui est consacrée à des "principes généraux". Ces principes consistent en des définitions ou en des dispositions qui concernent plus spécialement l'une ou l'autre des branches du droit judiciaire, sans à proprement parler les intéresser toutes; leur examen sera fait en même temps que celui des parties du projet auxquelles elles se rattachent logiquement.

En conséquence, les articles 1er, 2, 3, 4, 6, 7 et 8 ci-après seront examinés dans la première partie de l'avis consacrée à l'organisation judiciaire.

OBSERVATIONS RELATIVES AUX ARTICLES 1er à 4 et 6 à 8 DE LA PREMIERE PARTIE DU PROJET.

Article 1er. Le présent Code régit l'organisation et la compétence des cours et tribunaux, la forme, l'instruction et le jugement des demandes qui leur sont soumises, les voies de recours, de sûreté et l'exécution.

Article 2. Les règles énoncées dans le présent Code s'appliquent à toutes les procédures, à moins que la loi n'en dispose autrement.

1.

Il n'est pas d'usage d'indiquer dans une disposition liminaire les principales matières réglées par une loi. Ni la Constitution belge, ni les principaux Codes, ni à l'étranger, le Code civil allemand, par exemple, ne contiennent pareille disposition, qui n'énonce d'ailleurs aucune règle de droit.

2.

L'expression "voie de sûreté" est inconnue dans la terminologie juridique belge. Elle devrait, dès lors, être définie, sinon dans l'article 1er, du moins dans les chapitres subséquents de la première partie du projet, qui sont précisément consacrés à des définitions.

Toutefois, si, comme il est vraisemblable, le projet entend par cette expression, uniquement les modalités préalables à l'exécution de jugements, cette mention pourrait être omise sans inconvénient.

3.

A s'en tenir au texte des articles 1er et 2, il semble que les règles énoncées dans le Code judiciaire s'appliqueront à toutes les procédures, aussi bien en matière répressive que dans les autres matières et même aux procédures qui se dérouleraient devant les juridictions administratives. Le Rapport du Commissaire royal qui soutient le commentaire du projet signale toutefois que l'article 2 a pour objet de "pallier les incertitudes qui sont nées dans le passé en raison du silence de la loi quant aux formalités que comportaient les actions relativement auxquelles ces formalités n'avaient point été expressément précisées; le Code judiciaire forme désormais le droit commun de la procédure devant les cours et tribunaux". Même limitées à la procédure devant les

cours et tribunaux, les règles établies par le Code s'appliqueraient encore à la matière répressive, sous réserve des dispositions particulières à la procédure pénale, lesquelles, de ce fait, revêtiraient un caractère dérogatoire au droit commun et seraient donc d'interprétation restrictive.

On peut se demander si telle est véritablement la portée du projet et, dans l'affirmative, si cette combinaison des dispositions générales du Code judiciaire avec les règles particulières de la procédure pénale ne risque pas de conduire à des controverses inutiles.

+
+ +

Même si la portée des articles 1er et 2 devait se limiter à l'instruction et au jugement des affaires qui entrent dans la compétence des cours et tribunaux par application des règles reprises dans la troisième partie du projet, il y aurait lieu de souligner que cette compétence s'étendra désormais à de nombreuses matières qui n'étaient pas soumises jusqu'à présent aux règles de la procédure civile et pour lesquelles le législateur, comme le pouvoir réglementaire, avait prévu des procédures simples, peu onéreuses et expéditives, telles que celles qui sont en usage devant les juridictions administratives des diverses branches de la sécurité sociale.

Article 3. Les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure sont applicables aux procès en cours sans dessaisissement cependant de la juridiction qui, à son degré, en avait été valablement saisie et sauf les exceptions prévues par la loi.

Selon le Rapport, cet article établit à titre de règle permanente le principe de la "rétroactivité des lois de procédure, admis en doctrine et en jurisprudence nonobstant le principe énoncé à l'article 2 du Code civil"; les articles 55 et 56 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence, ne contenaient que des dispositions transitoires.

Il convient d'observer que l'article 3 serait inapplicable en ce qui concerne les procès en cours devant des juridictions dont une nouvelle loi consacrerait la disparition. Dans ce cas, des dispositions transitoires demeureraient indispensables.

Article 4. Les juges et officiers du ministère public veillent au respect des règles énoncées au présent Code, les droits des parties saufs, sans préjudice des nullités, des dommages-intérêts et des poursuites disciplinaires s'il y a lieu.

Cet article, tel qu'il est rédigé, n'a aucune portée particulière : les juges et officiers du ministère public veillent, par définition, au respect de toutes les lois.

.../...

Si l'on s'en réfère au Rapport, le projet entend charger spécialement les juges et officiers du ministère public de veiller au respect des dispositions qui ne sont pas sanctionnées par la nullité; l'article est destiné à remplacer l'article 1030, alinéa 2, du Code de procédure civile dont le "caractère irritant" fait qu'il ne reçoit plus d'application. L'emploi de l'expression "les droits des parties saufs", dont une simple lecture du texte ne permet pas de saisir la portée, aurait pour but de formuler l'idée que la mission confiée aux juges et officiers du ministère public n'enlève pas aux parties les droits que la procédure accusatoire leur confère: "la direction du procès leur appartient et elles sont les plus aptes, dans un régime libéral, à apprécier ce que leur intérêt commande".

Le devoir confié aux magistrats par cet article de veiller au respect des règles "sera rempli, selon le cas, par l'exercice de la discipline qui leur appartient ou par le renvoi aux autorités disciplinaires compétentes, soit par le rappel des formalités qui auraient été méconnues".

L'article 4 ne confère donc aucun pouvoir particulier aux juges et officiers du ministère public; comme le texte le laisse supposer, il ne s'agit que du rappel, dans une intention particulière, de ce qui constitue l'essence même de la fonction de ces magistrats. Dès lors, cette disposition, sans portée pratique, ne contient l'énoncé d'aucune règle de droit et doit être omise.

IR.

L. 8082/1 .

Article 6. Il y a déni de justice lorsque le juge a refusé de juger sous quelque prétexte que ce soit, même du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi.

Selon le Rapport, le principe énoncé à cet article est repris de l'article 4 du Code civil. Toutefois "au lieu de disposer d'entrée de jeu que le juge qui refuse de juger pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice, l'on a défini le déni de justice".

Tel qu'il est rédigé, cet article contient la définition d'une infraction et un tel objet n'a pas sa place dans un Code d'organisation judiciaire et de procédure civile. Il fait d'ailleurs double emploi avec l'article 258 du Code pénal, qui reprend tous les éléments de l'infraction en cause.

L'article 4 du Code civil énonce un principe fondamental de l'exercice de la fonction judiciaire et non point une règle de droit pénal.

Ce texte appelle cependant une critique : l'article 4 du Code civil, s'il impose aux juges de juger même en présence du silence de la loi, ne lui fait pas connaître comment il doit suppléer à ce silence.

L'ordonnance de l'Etat indépendant du Congo du 14 mai 1886 disposait que "quand la matière n'est pas prévue par un décret, un arrêté ou une ordonnance déjà promulgué, les contestations qui sont de la compétence des tribunaux du Congo seront jugées d'après les coutumes locales, les principes généraux du droit et l'équité".

.../...

Si l'on veut améliorer le texte de l'article 4 du Code civil, encore conviendrait-il de faire connaître aux juges quelle est la règle à suivre en cas de silence de la loi. C'est ce que souligne le Professeur Meijers, dans son rapport sur le projet de nouveau Code civil néerlandais "Ontwerp voor een nieuw Burgerlijk Wetboek", Toelichting, Eerste Gedeelte, La Haye 1954, page 24, lorsqu'il dit qu'il faut préciser "hoe bij het zwijgen der wet het recht moet worden gevonden" (cité par M.W.J. Ganshof van der Meersch, dans son étude "Le droit de la défense, principe général du droit"; Mélanges Dabin, p. 583).

Toutefois dès l'instant où le projet ne se propose pas de prévoir expressément la suppléance de la règle écrite, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de maintenir sans changement le texte du Code civil, sauf à l'insérer dans le présent Code.

Articles 7 et 8. Ces articles n'appellent pas d'observation.

OBSERVATIONS RELATIVES A LA DEUXIEME PARTIE DU PROJET.

Livre premier. - Organes du pouvoir judiciaire.

I. Observation générale.

Le projet apporte à l'organisation judiciaire actuelle de très nombreuses modifications. Si certaines d'entre elles ne consistent qu'en d'utiles adaptations, voire même de simples modifications de rédaction, ou ne font que consacrer certaines interprétations doctrinales ou jurisprudentielles de textes en vigueur, d'autres, au contraire, constituent des réformes fondamentales et modifient profondément les principes qui sont traditionnellement à la base de l'organisation judiciaire de notre pays:

- 1° Le projet crée, dans chaque canton judiciaire, un "tribunal de police", destiné à reprendre les attributions que le juge de paix exerce actuellement en matière répressive; cette juridiction ne constituera pas, comme c'est le cas actuellement là où des "tribunaux de police" ont été créés, une justice de paix supplémentaire, mais bien une juridiction nouvelle. Dans de nombreux cantons, le juge de paix continuera cependant à exercer, comme juge du tribunal de police, les compétences qu'il exerce actuellement en matière répressive comme juge d'une juridiction unique possédant à la fois une compétence civile et une compétence pénale.

D'autre part, au tribunal de police, l'office du ministère public sera désormais exercé par le procureur du Roi près le tribunal d'arrondissement du ressort, assisté de ses substituts et de certains commissaires de police de l'arrondissement, désignés par le Roi.

- 2° Le tribunal de première instance, le tribunal de commerce et les juridictions prud'hommales sont supprimés comme juridictions autonomes. A leur place, est créé un tribunal "d'arrondissement", divisé en trois sections, dénommées respectivement "tribunal de première instance", "tribunal de commerce" et "tribunal social".

Le "tribunal de première instance", section du tribunal "d'arrondissement", sera desservi par des magistrats de carrière; par contre, les chambres du "tribunal de commerce" et du "tribunal social" seront présidées par

un magistrat spécialement désigné par le Roi parmi les juges du tribunal "d'arrondissement" et composées en outre chacune de deux "juges-asseesseurs commerciaux" ou de deux "juges-asseesseurs sociaux", nommés à temps sur des listes de présentation dans la confection desquelles les autorités judiciaires n'interviendront pas, et qui ne seront pas des magistrats de carrière. Les juges du tribunal "d'arrondissement" ne pourront présider les chambres sociales que s'ils sont porteurs d'un diplôme spécial de droit social.

- 3° La cour d'appel voit ses attributions actuelles augmentées de celles du conseil de prud'hommes d'appel. Elle sera divisée en chambres civiles, correctionnelles, commerciales et sociales.

Les chambres civiles et correctionnelles seront composées de conseillers à la cour d'appel, nommés selon le prescrit de l'article 99, alinéa 2, de la Constitution; les chambres commerciales et les chambres sociales seront présidées par des conseillers à la cour d'appel spécialement désignés par le Roi et composées en outre chacune de deux "conseillers assesseurs commerciaux" ou de deux "conseillers assesseurs sociaux", nommés à temps et n'ayant pas la qualité de magistrat de carrière.

- 4° La Cour de cassation comprendra trois "sections" qui remplaceront les deux chambres actuelles : la première connaîtra des pourvois en matière civile et commerciale; la seconde, des pourvois en matière répressive et la

- troisième, des pourvois en matière sociale. Ne pourront siéger à la section sociale que les conseillers à la Cour de cassation porteurs d'un diplôme spécial de droit social.
- 5° L'organisation de la cour d'assises ne subit pas de changements notables.
- 6° Les juridictions militaires sont laissées en dehors du projet.
- 7° Parallèlement à la suppression de certaines juridictions et à la création de juridictions nouvelles, les compétences sont réparties de façon nouvelle. En outre, les juridictions organisées par le projet acquièrent compétence en certaines matières qui sont actuellement tranchées par des juridictions administratives; ainsi tout le contentieux social se trouve soustrait aux juridictions administratives pour être attribué aux juridictions de l'ordre judiciaire.
- 8° Quant au recrutement des magistrats de carrière, le projet soumet les nominations dans la magistrature, d'une part, à des conditions d'expérience découlant de l'exercice antérieur de fonctions ou de professions réputées constituer une préparation adéquate et, d'autre part, à l'accomplissement fructueux d'un stage de trois ans.

+

+ +

Si la Constitution n'a pas organisé le pouvoir judiciaire dans le détail et a laissé ce soin à la loi (Constitution, article 139, 6°), elle en a cependant déterminé les organes par référence à l'organisation qui existait dans nos provinces avant 1830 et a fixé les principes fondamentaux qui règlent le recrutement et le statut des membres des cours et tribunaux.

Ont ainsi depuis 1831 une existence constitutionnelle : la Cour de cassation (articles 90, 95 et 106), les cours d'appel (articles 99 et 104), les cours d'assises ou tout au moins le jury (article 98), les tribunaux de première instance (article 99), les justices de paix (article 99) et les juridictions militaires (article 105). Des tribunaux de commerce peuvent être créés dans les lieux déterminés par la loi (article 105).

L'article 94 de la Constitution réserve à la loi la création de tout tribunal ou juridiction contentieuse; il interdit la création de commissions et de tribunaux extraordinaires.

Il n'est pas sans intérêt de relever que chaque fois que le législateur a estimé devoir organiser des juridictions appelées à exercer plus spécialement certaines compétences du pouvoir judiciaire, c'est dans le cadre des cours et tribunaux prévus par la Constitution que ces juridictions ont été organisées : ainsi les tribunaux correctionnels dont la Constitution ne parle pas expressément ne sont autre chose que des chambres des tribunaux de première instance spécialement compétentes en matière répressive; les conseils

de prud'hommes, créés par la loi du 9 avril 1842, n'ont été reconnus constitutionnels que parce qu'ils furent considérés comme des tribunaux de commerce d'un genre spécial dont l'article 105 de la Constitution abandonne au pouvoir législatif le soin de fixer l'organisation et les attributions, ainsi que le mode de nomination et la durée des fonctions des membres (voir, à ce sujet, les travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1842, et spécialement le rapport de la section centrale, au Moniteur des 26 février et 7 mars 1842).

Il en fut de même des juridictions de l'enfance, que la loi du 15 mai 1912 a organisées dans le cadre des tribunaux de première instance et des cours d'appel.

De même encore, les tribunaux de police auxquels le législateur a estimé devoir confier la compétence des juges de paix de certains cantons, sont des justices de paix supplémentaires et non des juridictions nouvelles (lois du 12 août 1911, du 2 octobre 1913, du 29 mars 1929, du 25 avril 1960 et du 28 juillet 1962).

Il en fut de même enfin lorsqu'après la dernière guerre, le législateur a estimé devoir confier à des juridictions autres que les cours d'assises et les tribunaux correctionnels la répression des infractions en matière de sûreté extérieure de l'Etat; c'est dans le cadre des juridictions militaires, prévues par l'article 105 de la Constitution, que ces juridictions ont été organisées.

Ainsi, depuis cent trente ans, en vertu d'une interprétation législative de la Constitution, qui ne s'est jamais démentie, aucune atteinte n'a été portée à la configuration du pouvoir judiciaire telle que la Constitution l'a établie; aucune juridiction de l'ordre judiciaire n'a été organisée autrement que dans le cadre des cours et tribunaux qui tiennent leur existence de la Constitution elle-même.

Le projet rompt avec cette interprétation traditionnelle :

- 1° En disposant à l'article 59 qu'il y a une justice de paix par canton judiciaire et à l'article 60 qu'il y a des "tribunaux de police" et que leur siège est fixé au chef-lieu des cantons, le projet crée, à côté des justices de paix traditionnelles, des juridictions distinctes de celles-ci et que la Constitution ne connaît pas.
- 2° En disposant à l'article 73 qu'il y a un tribunal "d'arrondissement" par arrondissement judiciaire, le projet crée une juridiction qui, même si elle s'identifie en fait, comme il sera exposé plus loin, avec l'actuel tribunal de première instance, est une juridiction que la Constitution ignore.
- 3° En supprimant l'autonomie du tribunal de première instance pour n'en faire qu'une section d'un tribunal "d'arrondissement", en supprimant les tribunaux de commerce et en les remplaçant, sous la même dénomination, par une section du tribunal "d'arrondissement", qui n'aura ni la même compétence, ni la même composition et dont les juges n'auront

pas le même statut que ceux des tribunaux de commerce actuels, le projet modifie notablement l'organisation judiciaire telle qu'elle est tracée par la Constitution.

Ce serait donc la première fois que le législateur se fonderait sur l'article 94 de la Constitution pour constituer des juridictions étrangères au cadre constitutionnel et qui seraient saisies de contestations ayant pour objet des droits civils . Il appartiendra au législateur de décider s'il lui est loisible de supprimer des juridictions dont la Constitution prévoit l'existence et de les remplacer par des juridictions qu'elle ne connaît pas, et si les modifications que le projet apporte à l'organisation de l'un des trois pouvoirs peuvent être réalisées autrement que par la voie d'une revision constitutionnelle (voir à ce sujet : M.N.J. Leclercq "Un chapitre du droit constitutionnel des Belges, - Le pouvoir judiciaire , Belgique judiciaire 1889, col. 1265 et suivantes-Giron, "Dictionnaire de droit administratif , V° Pouvoir judiciaire", n°28).

II. Observations sur l'article 58.

Article 58. "L'organisation des justices de paix, des tribunaux de police, des tribunaux d'arrondissement, des cours d'appel, des cours d'assises et de la Cour de cassation est régie par le présent Code.

Il y a des tribunaux militaires dont l'organisation et les attributions sont régies par des lois spéciales".

1.

Cette disposition, qui ne contient l'énoncé d'aucune règle de droit, pourrait être omise sans inconvénient.

Le Conseil d'Etat propose de la remplacer par une disposition relative à la division territoriale du Royaume, comme il sera indiqué dans l'observation consacrée à l'article 59.

2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles seule l'organisation des tribunaux militaires demeure réglée par des lois spéciales. Les juridictions militaires appartiennent au pouvoir judiciaire tout comme les autres juridictions répressives; celles-ci sont reprises au projet, celles-là devraient donc logiquement l'être aussi.

TITRE PREMIER - Des cours et tribunaux et de leurs membres.

Chapitre premier . - Le juge de paix et le tribunal de police.

Section première. - Dispositions générales.

"Article 59. Il y a une justice de paix par canton judiciaire".

Dès lors qu'aucune définition du canton judiciaire n'est donnée, cet article est sans portée pratique.

L'article 2 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire renvoie quant au siège et au ressort des justices de paix à un tableau joint à la loi. D'autres textes, antérieurs et ultérieurs, énumèrent les communes qui font partie de chaque canton. Ces textes sont abrogés par le projet (partie abrogatoire : article 6). Le renvoi à un tableau nouveau à annexer au Code est donc indispensable et ce tableau doit être annoncé dès le début de la partie du Code qui est relative à l'organisation judiciaire. La partie de l'article 186, qui est consacrée à cette matière, devrait donc en être distraite. Un texte relatif à cet objet est proposé ci-après; il pourrait être inséré à la place de l'article 58 du projet, dont l'omission est proposée.

Si cette suggestion était suivie, l'article 59 du projet ne soulèverait plus d'observation.

"Article 60. Il y a des tribunaux de police.
Leur siège est fixé au chef-lieu des cantons,
sauf dans les cas prévus à l'article 3 (complément)".

1.

Cet article - comme d'ailleurs plusieurs autres dispositions du projet - se réfère à un complément qui n'a pas été communiqué au Conseil d'Etat et à défaut duquel il ne lui a pas toujours été possible de déterminer la portée exacte du texte.

.../...

2.

En disposant, dans un article distinct de celui qui prévoit l'existence des justices de paix, qu'"il y a des tribunaux de police", dont "le siège est fixé au chef-lieu des cantons", le projet semble devoir être interprété comme créant une juridiction répressive nouvelle, distincte des justices de paix. Dans cette interprétation, que confirme le rapport, le juge de police ne sera pas le juge de paix tenant audience "en matière de police", comme il est prévu dans l'article 5 de la loi du 18 juin 1869, même si, dans certains cas (article 61), le service des deux juridictions doit être assuré par un même magistrat. D'autre part, les tribunaux de police prévus au projet ne seront pas, comme les tribunaux de police existant actuellement, des "justices de paix supplémentaires".

Sous réserve de l'observation générale faite au début de l'examen du livre premier, le Conseil d'Etat estime que le chapitre consacré à la "justice de paix" et au "tribunal de police" devrait être scindé en deux sections concernant respectivement chacune de ces juridictions, afin de mieux faire ressortir leur existence distincte.

Le texte proposé in fine des observations concernant le chapitre premier tient compte de cette suggestion.

3.

La notion de "chef-lieu de canton", qui n'est d'ailleurs pas définie, n'est utilisée que pour la disposition relative aux "tribunaux de police". Le Conseil d'Etat renvoie à cet égard à l'observation qu'il a faite au sujet de l'article 59.

Article 61. "Dans les cas prévus à l'article 3 (complément) un ou plusieurs juges exercent exclusivement leurs fonctions au tribunal de police.

Dans les autres cas les fonctions de juge de police sont remplies par le juge de paix".

Le Conseil d'Etat s'abstient de toute observation sur cet article dont la portée exacte ne peut être déterminée que par le complément, dont il n'a pas connaissance.

Article 62.-

Cet article répartit les justices de paix et les "tribunaux de police" en deux catégories d'après la population de leurs cantons; dans l'économie du projet, cette répartition n'a plus aucune conséquence puisque, là où il y a lieu, des références directes sont faites au chiffre de la population (voir notamment les articles 177 et 355).

L'article 62 devrait donc être omis.

Article 63.-

Cet article, qui établit les règles selon lesquelles est déterminé le chiffre de la population de certains cantons, a pour seule utilité de permettre de fixer le traitement des magistrats et greffiers lorsque ce traitement est déterminé par rapport au chiffre de la population. Il trouverait mieux sa place dans la partie du Code qui est relative aux traitements.

Article 65.-

A l'alinéa 1er, il y a lieu de préciser qu'il s'agit du premier président de la cour d'appel.

Section II. - Du service.Article 66.-

Cet article, en son alinéa 1er, ne précise pas si, lorsqu'il y a plusieurs juges de police titulaires, le Roi prend l'avis de chacun d'eux ou seulement de celui qui, suivant le texte de l'article 68 et sous réserve des observations que cet article appelle, "a la responsabilité et assume la répartition du service".

De même, n'est pas envisagée l'hypothèse où, en application de l'article 67 du projet, le tribunal de police est divisé en sections desservies chacune par un juge de paix titulaire.

Article 67.-

Cette disposition, qui reproduit l'article 6 de la loi du 18 juin 1869, devrait être modifiée de façon à faire disparaître l'équivoque qu'elle contient quant au ressort du "tribunal de police" qui paraît, à première lecture, être la commune.

Article 68. "Lorsque le tribunal de police comprend plusieurs juges, le plus ancien a la responsabilité et assume la répartition du service".

L'expression "le plus ancien des juges a la responsabilité" est équivoque. En effet, les membres des cours et tribunaux n'encourent aucune responsabilité civile du fait de leurs fonctions. La responsabilité envisagée par le projet ne concerne vraisemblablement que le fonctionnement matériel du "tribunal de police".

Cette observation vaut également pour l'article 70. Il en est tenu compte dans les textes proposés ci-après.

Article 69. "Lorsque les nécessités du service le justifient, le Roi peut nommer des juges de paix de complément chargés d'assurer, concurremment avec le juge de paix ou, le cas échéant, le juge de police titulaire, la desserte d'un ou de plusieurs cantons.

Le Roi prend préalablement, sur les nécessités du service, les avis du premier président de la cour d'appel, du procureur général, du président du tribunal d'arrondissement et du procureur du Roi.

Les juges de paix de complément ne deviennent juges de paix ou juges de police titulaires que s'ils sont l'objet d'une nomination à ces nouvelles fonctions".

1.

Sans préjudice de la présentation proposée pour les dispositions qui concernent, d'une part, les justices de paix et, d'autre part, les "tribunaux de police", cette disposition trouverait mieux sa place après l'article 64, afin que l'institution des juges de paix de complément suive celle des juges de paix titulaires et des juges de paix suppléants.

2.

L'arrêté-loi du 20 septembre 1945, modifié par la loi du 1er juin 1949, fixe à 20 le nombre maximum des juges de paix de complément qui peuvent être nommés pour l'ensemble du Royaume. Il paraît conforme aux principes constitutionnels interprétés par une pratique législative constante que le nombre des magistrats soit fixé par le législateur lui-même; le projet devrait être complété en ce sens, à moins que le complément annoncé à l'article 186 ne contienne cette précision.

3.

L'article 1er de l'arrêté-loi du 20 septembre 1945, modifié par la loi du 1er juin 1949, porte : "Lorsque les nécessités du service l'exigent, le Roi peut ...". Dans le texte du projet, le mot "l'exigent" a été remplacé par les mots "le justifient".

Une substitution semblable se remarque dans de nombreuses dispositions du projet. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée de cette modification de la terminologie traditionnelle; il estime préférable de maintenir le texte actuel.

Article 72. "En cas d'empêchement légitime d'un juge de paix et de ses suppléants, le tribunal d'arrondissement renvoie les parties devant un autre juge de paix du même arrondissement. Le jugement de renvoi est rendu à la requête de la partie la plus diligente, parties présentes ou dûment appelées sous pli judiciaire, par le greffier, et le procureur du Roi entendu.

Ce jugement n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel.

Si des circonstances de force majeure le justifient, le Roi peut, sur avis du premier président de la cour d'appel et du procureur général, transférer temporairement le siège du juge de paix dans une autre commune du ressort de la cour".

1.

Dans l'article 8 de la loi du 18 juin 1869, dont l'alinéa 1er de l'article 72 du projet s'inspire, figure l'expression "sur les conclusions du procureur du Roi" et non pas "le procureur du Roi entendu". Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée de cette modification.

2.

La matière de l'alinéa 3 est sans liaison avec celle des deux premiers alinéas. Il convient d'en faire l'objet d'un article distinct.

+

+

+

Le groupe des articles 58 à 72 soulève, en outre, quelques observations de forme qui ne nécessitent aucun commentaire; il en a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

LIVRE PREMIER . - ORGANES DU POUVOIR JUDICIAIRE.

Article a¹.-

Le territoire du Royaume est divisé en arrondissements judiciaires. Chaque arrondissement judiciaire comprend plusieurs cantons judiciaires.

Les limites des arrondissements et des cantons judiciaires ainsi que le siège des juridictions dont ces arrondissements et cantons constituent le ressort sont fixés au tableau annexé à la présente loi.

TITRE PREMIER.- Les cours et tribunaux.

Chapitre premier. - La justice de paix et le tribunal de police.

Section première. - La justice de paix.

Article a².-

Article 59

Il y a une justice de paix par canton judiciaire.

Article a³.-

Article 64
pro parte

Chaque justice de paix est desservie par un juge de paix et par des juges de paix suppléants dont le nombre est de quatre au plus.

Article a⁴.-

article 69
partim

Le Roi peut, lorsque les nécessités du service l'exigent, après avoir pris l'avis du premier président de la cour d'appel, du procureur général, du président du tribunal (d'arrondissement) (1) et du procureur du Roi, nommer des juges de paix de complément chargés d'assurer avec les juges de paix titulaires, le service d'un ou de plusieurs cantons.

Le nombre maximum en est fixé a ...

Les juges de paix de complément ne deviennent juges de paix titulaires que s'ils sont l'objet d'une nomination à ces nouvelles fonctions.

Article a⁵.-

article 65
pro parte

En cas d'empêchement légal d'un juge de paix ou de vacance de sa charge, le premier président de la cour d'appel peut déléguer par ordonnance un autre juge de paix ou un juge de police, titulaire, de complément ou suppléant, du même arrondissement judiciaire, pour exercer temporairement ses fonctions au siège vacant.

Cette ordonnance est rendue sur les réquisitions du procureur général ou sur avis de celui-ci.

.../...

(1) Voir observation relative aux articles 73 et suivants.

La délégation prend fin avec la cessation de la cause qui l'a motivée sans cependant qu'il y ait lieu de recommencer devant un autre siège l'instruction des affaires en cours de débat ou en délibéré, pour lesquelles la délégation produira ses effets jusqu'au jugement.

Article a⁶.-

article 66
pro. parte

Les audiences sont tenues au siège de la juridiction. Le nombre, les jours et la durée des audiences ordinaires sont déterminés par le Roi sur avis du président du tribunal (d'arrondissement), du procureur du Roi, du juge de paix et du bâtonnier de l'ordre des avocats.

Cette détermination ne fait pas obstacle à ce que le juge, si les nécessités du service l'exigent, siège tous les jours, même les dimanches et jours fériés, le matin comme l'après-midi. Il peut donner audience chez lui en tenant les portes ouvertes.

Article a⁷.-

article 70

Lorsque le juge de paix titulaire est assisté d'un ou de plusieurs juges de paix de complément, il procède à la répartition du service.

Lorsque cette répartition intéresse plusieurs juridictions pourvues de titulaires différents, elle est réglée de commun accord entre ceux-ci.

Les difficultés sont tranchées par le président du tribunal (d'arrondissement), sur avis du procureur du Roi.

Article a⁸.-

article 71
pro parte

Les juges de paix suppléants sont appelés à remplacer le titulaire, suivant l'ordre de leur nomination.

Article a⁹.-

article 72
pro parte

En cas d'empêchement légitime d'un juge de paix et de ses suppléants, le tribunal (d'arrondissement) renvoie les parties devant un autre juge de paix du même arrondissement. Le jugement de renvoi est rendu à la requête de la partie la plus diligente, parties présentes ou dûment convoquées par pli judiciaire par le greffier, sur les conclusions du procureur du Roi.

Ce jugement n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel.

Article a¹⁰.-

article 72
pro parte

En cas de force majeure, le Roi peut, sur avis du premier président de la cour d'appel et du procureur général, transférer temporairement le siège d'une justice de paix dans une autre commune du ressort de la cour d'appel.

Section II. Le tribunal de police.Article a¹¹.-

Article 60

Il y a un tribunal de police par canton judiciaire.

Toutefois, dans les cas déterminés au tableau annexé au présent Code, le ressort d'un même tribunal de police s'étend à plusieurs cantons.

Article a¹².-

Articles 61,
pro parte,
, et 71 pro
parte.

Chaque tribunal de police est desservi par un ou plusieurs juges de police. Lorsqu'il comprend plusieurs juges de police, le plus ancien procède à la répartition du service.

Outre les fonctions qui leur sont attribuées par l'article a⁴, les juges de paix de complément peuvent être chargés d'assurer avec les juges de police titulaires le service d'un tribunal de police.

Des juges de police suppléants dont le nombre est de quatre au plus, peuvent être nommés aux tribunaux de police. L'article a⁸ leur est applicable.

Toutefois ... (voir avis, observation sous l'article 61 du projet) ...

Article a¹³.-

Article 65
pro parte

En cas d'empêchement légal d'un juge de police ou en cas de vacance de sa charge, un autre juge de

police ou un juge de paix, titulaire, de complément ou suppléant, du même arrondissement judiciaire, peut être délégué dans les conditions prévues à l'article a⁵.

Article a¹⁴. -

Article 67.

Lorsque le territoire d'une même commune est partagé entre plusieurs cantons judiciaires et que les fonctions de juge de police y sont exercées par le juge de police titulaire, ces cantons formeront néanmoins le ressort d'un seul tribunal de police. Le service de celui-ci sera fait, pendant un terme que fixe le Roi, successivement par chaque juge de paix, en commençant par le plus ancien. Le Roi peut aussi diviser ce tribunal de police en plusieurs sections, desservies chacune par un des juges de paix.

Article a¹⁵. -

Article 66
pro parte

L'article a⁶ est applicable aux tribunaux de police et aux juges de police. Toutefois, lorsqu'il y a plusieurs juges de police, le Roi ne prend l'avis que du plus ancien. Dans le cas prévu à l'article a¹⁴, il prend l'avis de tous les juges de paix intéressés.

+

+ +

.../...

Chapitre II. Le tribunal d'arrondissement.

L'organisation et la composition de la juridiction que le projet institue sous la dénomination du tribunal "d'arrondissement" ainsi que le mode de recrutement de son personnel peuvent être résumés comme suit :

- 1° il y a un tribunal "d'arrondissement" par arrondissement judiciaire (article 73);
- 2° cette juridiction est **divisée en chambres**; ces chambres sont groupées dans trois sections, **dénommées** respectivement : "tribunal de première instance", "tribunal de commerce" et "tribunal social" (article 74);
- 3° le tribunal d'arrondissement comporte un **président** du tribunal "d'arrondissement" (article 75), des juges au tribunal "d'arrondissement" (article 77) et des juges suppléants au tribunal "d'arrondissement" (article 87). Il paraît comporter aussi des vice-présidents au tribunal "d'arrondissement" (articles 288, 331 et 412), bien que leur mode de nomination ne fasse l'objet d'aucune disposition du projet, que l'existence de magistrats ayant cette qualité ne soit pas prévue dans l'énumération des fonctions judiciaires que l'on trouve aux articles 291, 307, 319 et 322 et que la rédaction des articles 311 et 355, qui règlent respectivement le rang et le traitement des vice-présidents, ne permette pas de déterminer s'il s'agit des vice-présidents au tribunal "d'arrondissement", ou des vice-présidents au "tribunal de première instance ou de commerce" ou au "tribunal social".
- 4° le "tribunal de première instance", section du tribunal "d'arrondissement", comporte un président (article 75) et des vice-présidents (articles 195 , 319, etc...).

.../...

Il ne comporte pas de "juges au tribunal de première instance"; les juges au tribunal d'arrondissement exercent de plein droit leurs fonctions au "tribunal de première instance" (article 77). Certains articles du projet emploient cependant l'expression "juge au tribunal de première instance" (articles 79, 120).

5° Le "tribunal de commerce", section du tribunal "d'arrondissement", comporte dans certains cas un président et un ou plusieurs vice-présidents (article 82).

Il comprend une ou plusieurs chambres composées chacune d'un juge au tribunal "d'arrondissement", qui préside, et de deux juges-asseesseurs consulaires (article 81). L'article 87 prévoit l'existence de juges-asseesseurs consulaires suppléants.

6° Le "tribunal social", section du tribunal "d'arrondissement", comporte dans certains cas un président et un ou plusieurs vice-présidents (article 84). Il comprend une ou plusieurs chambres composées chacune d'un juge au tribunal "d'arrondissement", qui préside, et de deux juges-asseesseurs sociaux (article 83).

L'article 87 prévoit l'existence de juges-asseesseurs sociaux suppléants.

7° Quant au mode de collation des fonctions judiciaires :

a) la présidence du tribunal "d'arrondissement" est exercée par le président du "tribunal de première instance" (article 75);

b) les articles 189 et 190 déterminent les conditions de nomination aux fonctions de juge ou de juge suppléant au tribunal "d'arrondissement", mais aucune disposition du projet ne prévoit à qui appartient le pouvoir de nomination ni selon quelles modalités éventuelles elles seront faites;

- c) l'article 195 fixe les conditions de nomination des présidents et vice-présidents des "tribunaux de première instance"; l'article 196 fixe les modalités de ces nominations, qui se font sur présentation; mais aucune disposition du projet ne détermine l'autorité qui nomme;
- d) les juges appelés à présider les chambres du "tribunal de commerce" sont désignés par le Roi pour une période de trois ans parmi les juges au tribunal "d'arrondissement" qui ont au moins deux ans de fonctions judiciaires effectives; cette désignation est renouvelable et, dans ce cas, elle a lieu à titre définitif. Demeurant juges au tribunal "d'arrondissement", les juges désignés pour présider les chambres du "tribunal de commerce" ne perdent pas leur vocation à siéger au "tribunal de première instance" (article 197).

Les juges-asseesseurs consulaires et les juges-asseesseurs consulaires suppléants sont nommés par le Roi, sur la proposition conjointe des Ministres ayant la Justice, les Affaires économiques et les Classes moyennes dans leurs attributions, pour une durée de cinq ans (articles 199 et 201).

Pour pouvoir être nommé président du tribunal de commerce, il faut avoir été nommé à titre définitif à ce tribunal (article 198), ce qui implique que seuls les juges au tribunal "d'arrondissement" peuvent accéder à ces fonctions.

Le mode et les conditions de nomination des vice-présidents au tribunal de commerce ne sont indiqués par aucune disposition du projet.

e) Les juges appelés à présider les chambres du "tribunal social" sont désignés par le Roi sur la proposition conjointe des Ministres ayant la Justice et le Travail dans leurs attributions pour une période de trois ans, parmi les juges au "tribunal d'arrondissement" qui ont au moins deux ans de fonctions judiciaires effectives ou deux ans de fonctions au Conseil d'Etat et qui sont porteurs du diplôme de licencié en droit social; la désignation est renouvelable et, dans ce cas, elle a lieu à titre définitif. Les juges désignés pour exercer leurs fonctions au "tribunal social" ne perdent pas leur vocation à siéger au "tribunal de première instance" (article 202).

Les juges-asseesseurs sociaux et les juges-asseesseurs sociaux suppléants sont nommés sur proposition du Ministre du Travail parmi les candidats présentés sur des listes établies d'une part par les organisations interprofessionnelles des employeurs, et d'autre part par les organisations interprofessionnelles des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants (article 204).

Pour pouvoir être nommé président du "tribunal social", il faut avoir été nommé à titre définitif à ce "tribunal" (article 203), ce qui implique que seuls les juges au tribunal "d'arrondissement" peuvent accéder à ces fonctions.

Le mode et les conditions de nomination des vice-présidents au "tribunal social" ne sont indiqués par aucune disposition du projet.

+

+

+

.../...

Le projet, en tant qu'il concerne le tribunal "d'arrondissement", appelle plusieurs observations générales.

1.

L'article 73, qui formera le fondement légal de l'existence des tribunaux "d'arrondissement", soulève la question de savoir si la suppression de juridictions dont la Constitution prévoit l'existence et leur remplacement par des juridictions qu'elle ne connaît pas trouve un fondement suffisant dans la Constitution. A ce sujet, le Conseil d'Etat se borne à renvoyer à l'observation générale qu'il a faite au début de l'examen du livre premier de la deuxième partie du Code en projet.

En ce qui concerne le tribunal "d'arrondissement", il échet toutefois de relever que si, en droit, cette juridiction est nouvelle, il résulte cependant de l'économie du projet, qu'en fait, elle s'identifie avec l'actuel tribunal de première instance, auquel sont attribuées d'importantes compétences nouvelles et dont l'organisation n'est modifiée que pour l'exercice de celles-ci. En effet :

1° tandis que le projet prévoit, en ses articles 82 et 84, que le Roi peut nommer un président au "tribunal de commerce" et au "tribunal social", les articles 76 à 80, relatifs au "tribunal de première instance", ne contiennent aucune disposition concernant la présidence de ce tribunal; cependant, l'article 75 prévoit que le tribunal d'arrondissement est présidé par "le président du tribunal de première instance";

2° alors que les "juges au tribunal d'arrondissement" qui exercent leurs fonctions comme présidents de chambre au sein du tribunal de commerce ou du tribunal social (articles 81 et 83) font l'objet d'une nomination spéciale en cette qualité (articles 199 et 204), l'article 77 précise que "les juges au tribunal d'arrondissement exercent de plein droit leurs fonctions au tribunal de première instance".

Il s'en déduit que la section du tribunal d'arrondissement dénommée "tribunal de première instance" n'a pas d'organisation distincte de celle de ce tribunal, puisque le président et les juges de l'un sont de plein droit président et juges de l'autre.

Par contre, si le "tribunal de première instance" n'a pas d'organisation propre, le tribunal "d'arrondissement", comme tel n'a pas de compétence d'attribution distincte de celle de ses sections. Seul le président du tribunal "d'arrondissement", c'est-à-dire le président du "tribunal de première instance" (article 75), se voit attribuer des compétences particulières (3e partie du projet, articles 29 à 33).

Le tribunal "d'arrondissement" n'aura donc qu'une existence purement nominale et se confondra avec l'actuel tribunal de première instance.

Etant donné, d'autre part, qu'il est peu logique de dénommer "tribunal de première instance", une seule des sections du tribunal "d'arrondissement" alors que les autres sections de ce tribunal sont également, en principe, des juridictions du premier degré, le Conseil d'Etat suggère de s'en tenir à l'expression "tribunal de première instance" pour dénommer la juridiction réorganisée

par le chapitre II du livre premier. Cette dénomination serait à la fois plus explicite et mieux appropriée à l'institution. Consacrée par la Constitution, elle présenterait l'avantage de supprimer toute hésitation d'ordre constitutionnel.

2.

Aux termes de l'article 75, le tribunal "d'arrondissement" est présidé par le président du "tribunal de première instance". Si, comme il vient d'être dit, cette disposition trouve son explication naturelle dans le fait que le tribunal "d'arrondissement" n'est en réalité que le tribunal de première instance autrement dénommé, il se conçoit cependant difficilement que le président d'une juridiction qui groupe plusieurs sections ne possède cette qualité qu'à raison de celle de président de l'une de ces sections; il serait évidemment plus logique que la qualité de président du "tribunal de première instance" soit attachée à celle de président du tribunal "d'arrondissement", mais ce système se heurterait au prescrit constitutionnel, qui règle la nomination du président du tribunal de première instance et non celle du président d'un tribunal "d'arrondissement" que la Constitution ignore (article 99, alinéa 2, de la Constitution).

La fiction à laquelle le projet est obligé de recourir en accuse les inconvénients; ceux-ci disparaîtraient si la suggestion faite en conclusion de l'observation 1 était suivie.

3.

L'article 77 dispose que les juges au tribunal "d'arrondissement" exercent de plein droit leurs fonctions au "tribunal de première instance".

Alors qu'aux termes de l'article 75, la qualité de président du tribunal "d'arrondissement" est acquise de plein droit au président du "tribunal de première instance", l'article 77 confère de plein droit la qualité de juge au "tribunal de première instance" aux juges au tribunal "d'arrondissement". Ceci souligne, une fois de plus, que le tribunal "d'arrondissement" prévu par le projet et le tribunal de première instance qui existe actuellement s'identifient en une seule et même institution. Dans cette interprétation, l'article 77 constitue une évidence : il va de soi que les juges d'un tribunal exercent de plein droit leurs fonctions à ce tribunal. Si cependant le tribunal "d'arrondissement" devait être considéré comme une juridiction distincte du "tribunal de première instance", l'article 77 se heurterait à un obstacle constitutionnel : la Constitution, en disposant que les juges des tribunaux de première instance sont directement nommés par le Roi, s'oppose à ce que l'exercice de ces fonctions soit confié par la loi et de plein droit à des magistrats d'une autre juridiction. Ce n'est qu'au Constituant qu'il appartiendrait de modifier le mode de désignation des magistrats appelés à exercer leurs fonctions au tribunal de première instance.

4.

Du rapprochement des articles 81, 199 et 201, d'une part, et de celui des articles 83, 204 et 205, d'autre part, il se déduit que les chambres du "tribunal de commerce" et les chambres du "tribunal social" se composent d'un président, magistrat de carrière, et de deux juges-asseesseurs, nommés à temps par le Roi.

Si le statut juridique des juges-asseesseurs n'est pas déterminé avec précision, en ce sens que le projet ne permet pas toujours de déterminer à quelles obligations des magistrats de carrière ils sont soumis, ni de quelles prérogatives ils jouissent, les articles 81 et 83 cependant ne font aucune distinction entre le magistrat qui préside et les juges-asseesseurs qui siègent avec lui; tous trois siègent et délibèrent sur un pied d'égalité et exercent également la fonction de juges. L'on pourrait donc croire que l'article 100 de la Constitution, qui énonce le principe de l'inamovibilité des juges, leur est de plein droit applicable. Il n'en est cependant pas ainsi : les juges-asseesseurs sont nommés pour un terme de cinq ans (articles 201 et 205), sur proposition de certains Ministres (articles 199 et 204), et, pour les juges-asseesseurs sociaux, sur la présentation de certains organismes privés (article 204).

La question se pose de savoir si ce système satisfait au prescrit constitutionnel concernant le mode de nomination des juges.

Lors des débats qui eurent lieu au mois de mai 1790 devant l'Assemblée constituante de France, on considéra que tous les pouvoirs, étant des manifestations immédiates de la souveraineté nationale, devaient être directement conférés par la Nation elle-même; le pouvoir judiciaire étant un de ces pouvoirs, ceux qui l'exercent, c'est-à-dire les juges, doivent donc être élus par la Nation (Esmein, *Eléments de droit constitutionnel*, 8e édition, page 544 ; Duguit, *La séparation des pouvoirs*, page 71).

Cette conception extrême, qui voulait que tous les juges fussent élus, a été abandonnée sous le régime napoléonien et n'a pas été reprise par le Congrès national. La Constitution belge réserve au Roi la nomination des juges, mais assure leur indépendance par d'autres moyens, tels que les conditions dans lesquelles ils accèdent aux fonctions de conseiller des cours d'appel et de la Cour de cassation et, plus encore, leur inamovibilité consacrée par l'article 100.

La Constitution prévoit que des lois particulières organiseront à côté de ces juridictions ordinaires, les tribunaux militaires et, éventuellement, des tribunaux de commerce.

S'il est vrai que la Constitution ne dispose pas formellement que les juges des tribunaux de commerce, à défaut de jouir de la garantie de l'inamovibilité, seront élus, le législateur a, pendant un siècle, admis qu'il doit en être ainsi.

Le projet cependant prévoit la nomination de juges-asseesseurs consulaires qui ne sont ni élus, ni inamovibles.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'un pareil régime ne sauvegarde pas le principe de l'indépendance du juge.

Il estime d'autre part, que c'est vainement que l'on se réclamerait de l'article 105 de la Constitution pour justifier le système établi par le projet. Les tribunaux de commerce dont il est question à l'article 105 de la Constitution sont des juridictions d'exception, autonomes et distinctes de la juridiction ordinaire que constitue le tribunal de première instance. Selon le projet, au contraire, le tribunal de commerce n'est rien de plus que la dénomination donnée à la section du tribunal d'arrondissement qui possède la compétence en matière commerciale; il n'est composé que d'une ou de plusieurs chambres de ce tribunal, dont il est une partie intégrante. Le tribunal d'arrondissement n'étant lui-même que le tribunal de première instance actuel autrement dénommé, il s'en déduit que "le tribunal de commerce" organisé par le projet fait partie intégrante du tribunal de première instance; la nomination des personnes appelées à exercer les fonctions de juge à ce tribunal est réglée non pas par l'article 105, mais par les articles 99 et 100 de la Constitution.

Cette observation vaut également pour les juges-asseesseurs sociaux.

5.

Aux termes des articles 82 et 84, le Roi peut nommer dans certains cas un président et un ou plusieurs vice-présidents aux tribunaux de commerce et aux tribunaux sociaux.

Alors que l'article 99, alinéa 2, de la Constitution prévoit que les présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance ne sont nommés que sur présentation, le projet permet au Roi de nommer le président du tribunal de commerce et le président du tribunal social sans présentation. Or, ces magistrats sont, à certains égards, placés dans une situation supérieure à celle des vice-présidents du tribunal de première instance (articles 311 et 345, notamment). Les articles 82 et 84 paraissent ainsi faire brèche au système constitutionnel qui n'entend pas laisser l'avancement des magistrats à la discrétion du pouvoir exécutif.

D'autre part, indépendamment des éventuels vice-présidents au tribunal d'arrondissement, le projet crée trois catégories de vice-présidents : les vice-présidents du "tribunal de première instance" (article 195, etc ...), les vice-présidents du "tribunal de commerce" (article 82) et les vice-présidents du "tribunal social" (article 84). L'application de l'article 99, alinéa 2, de la Constitution, c'est-à-dire la nomination sur présentation, n'est prévue que pour les seuls vice-présidents du tribunal de première instance (article 196). Le projet crée ainsi entre les juges appartenant tous à une même juridiction - le tribunal "d'arrondissement" - des règles différentes d'avancement.

Les observations particulières qui suivent ne sont faites que sous réserve des observations générales formulées ci-dessus.

Section première. - Dispositions générales.

Article 73. "Il y a un tribunal d'arrondissement par arrondissement judiciaire".

Pas plus que le "canton judiciaire", l'"arrondissement judiciaire" n'est défini.

Si la suggestion faite au sujet de l'article 58 est retenue, la rédaction de l'article 73 pas plus que celle de l'article 59 ne donnerait lieu à observation.

Article 74.-"Le tribunal d'arrondissement est divisé en chambres.

Les chambres forment trois sections : le tribunal de première instance, le tribunal de commerce et le tribunal social".

Cet article, tel qu'il est rédigé, prête à confusion, d'abord parce qu'il semble disposer que les sections sont formées au sein de chaque chambre, ce que démentent les articles suivants ; ensuite , parce qu'il qualifie de "tribunal", aussi bien l'ensemble constituant ce que le projet appelle "tribunal d'arrondissement" que

.../...

- 2° les juges d'instruction, juges des saisies et juges des enfants sont choisis parmi les juges "ayant exercé des fonctions judiciaires effectives pendant au moins trois ans". Cette exigence est nouvelle;
- 3° les juges d'instruction et les juges des enfants sont actuellement désignés pour des termes successifs de trois ans. Le projet prévoit que les renouvellements se font pour une durée de cinq ans;
- 4° actuellement le juge des enfants peut être nommé définitivement après quinze ans, "dans les tribunaux de première classe". Cette faculté disparaît.

La rédaction suivante est proposée pour cet article:

"Article 79. Le Roi désigne parmi les juges au tribunal ... , selon les nécessités du service, un ou plusieurs juges d'instruction, un ou plusieurs juges des saisies et un ou plusieurs juges des enfants.

Ces magistrats sont désignés pour un terme de trois ans, renouvelable chaque fois pour une durée de cinq ans, parmi les juges ayant exercé des fonctions judiciaires effectives pendant au moins trois ans. Ils peuvent continuer à siéger à leur rang pour le jugement des affaires sou-mises aux sections civile et correctionnelle".

Article 80.-

L'alinéa 2 de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"En outre, le président du tribunal peut, à la demande du procureur du Roi, désigner un juge titulaire pour remplir ces fonctions pour un terme de trois mois. Cette désignation peut être renouvelée".

Section III. - Du tribunal de commerce.

Article 82. Dans les cas déterminés à l'article 9 (complément), le Roi nomme parmi les juges au tribunal de commerce un président et un ou plusieurs vice-présidents".

1.

Le Conseil d'Etat n'étant pas en possession du complément, n'est pas en mesure d'apprécier complètement la portée de cet article.

2.

Il résulte des autres dispositions du projet que les seules attributions que le président du "tribunal de commerce " possédera en cette qualité seront celles qui figurent à l'article 316 (avis au président du tribunal "d'arrondissement" sur la confection de la liste destinée à régler l'ordre du service) et à l'article 319 (remplacement du président du tribunal "d'arrondissement" empêché d'exercer les fonctions qui lui sont spécialement attribuées).

Quant aux vice-présidents, aucune disposition du projet ne leur attribue des fonctions quelconques.

Section IV. - Du tribunal social.

"Article 85. Le Roi détermine les règles d'après lesquelles les juges-asseesseurs sociaux présentés par les diverses organisations d'employeurs et de travailleurs sont appelés à siéger".

1.

Il y a lieu d'omettre les mots "présentés par les diverses organisations d'employeurs et de travailleurs", puisque tous les juges-asseesseurs sociaux sont nommés à la suite de pareille présentation (voir article 204).

2.

Les dispositions de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, qui sont relatives à la composition et à l'organisation des chambres pour ouvriers et pour employés, ainsi que le principe même d'une composition paritaire de ces chambres ne sont pas repris par le projet. Cette matière est entièrement abandonnée à l'appréciation souveraine du pouvoir exécutif. Il serait souhaitable que le projet, s'inspirant d'une tradition constante en droit public belge, énonce tout au moins les principes fondamentaux qui régleront le fonctionnement du "tribunal social" et, à cette occasion, précise si le principe de la composition paritaire est aboli ou maintenu. Au surplus, l'article 204 dispose que les juges-asseesseurs sociaux sont nommés sur des listes présentées d'une part par les organisations interprofessionnelles des employeurs, d'autre part par les organisations interprofessionnelles des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants. Les travailleurs indépendants étant dans de nombreux cas des employeurs, on n'aperçoit pas comment il serait encore possible de composer les chambres d'une manière paritaire.

Section V. - Du bureau d'assistance judiciaire.Article 86.

Cet article n'appelle pas d'observation.

Section VI. Des juges suppléants.Article 87.-

Le premier alinéa de cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Il y a des juges suppléants au tribunal (d'arrondissement); ils n'ont pas de fonctions habituelles et remplacent momentanément, soit les juges, soit les membres du ministère public qui sont empêchés".

Section VII. Du service.Article 88.-

1.

Cet article reprend en partie l'article 2 de la loi du 22 juillet 1927 modifiant les lois d'organisation judiciaire. L'avis du procureur du Roi et celui du bâtonnier de l'Ordre des avocats constituent une innovation du projet.

2.

Le texte primitivement soumis au Conseil d'Etat prévoyait expressément la publication du règlement du tribunal "au Moniteur belge". Cette disposition n'est pas reprise dans le texte amendé, sans doute est-ce en raison du fait que la publication au Moniteur belge d'un arrêté royal qui intéresse la généralité des citoyens est de droit, sauf disposition légale contraire.

Article 90. "Lorsqu'au sein d'une même section une chambre est surchargée, le président du tribunal d'arrondissement ou le cas échéant le président de cette section, peut répartir une partie des affaires attribuées à cette chambre entre les autres chambres de la même section.

Le président du tribunal d'arrondissement peut pareillement, de l'accord des parties, transférer à une section du tribunal une affaire attribuée à une autre section. Cette disposition n'est pas applicable aux affaires prévues à l'article 14 (III)".

L'application de l'alinéa 2 pourra avoir comme conséquence, par exemple :

- 1° le jugement par des chambres de la section commerciale ou sociale d'affaires pénales, ou de demandes d'exequatur de décisions rendues par un juge étranger ;
- 2° le jugement par la section commerciale et vice versa d'affaires sociales;
- 3° le jugement par la section civile d'affaires sociales ou commerciales.

Article 91. "Hormis les cas prévus à l'article 92 les demandes sont attribuées suivant les nécessités du service aux chambres composées de trois juges ou à celles ne comprenant qu'un juge.

Néanmoins le prévenu peut, au plus tard après l'interrogatoire d'identité, demander son renvoi devant une chambre à trois juges, qui sera alors ordonné".

L'alinéa 1er de cet article concerne les affaires civiles et correctionnelles, tandis que l'alinéa 2 ne concerne que les affaires correctionnelles; aucun des deux alinéas ne s'applique aux affaires commerciales et sociales. En conséquence, il y a lieu de faire précéder l'alinéa 1er des mots : "En matière civile et correctionnelle et hormis ...".

Au second alinéa, il y a lieu d'insérer les mots "en matière correctionnelle" après le mot "néanmoins".

L'alinéa 1er de cet article s'inspire de l'article unique, VIII, de la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les tribunaux. Il en diffère toutefois en ce que, en matière correctionnelle, il permet de renvoyer devant les chambres à juge unique, toutes les affaires et non plus seulement certaines d'entre elles.

Par contre, l'alinéa 2, qui reprend en partie l'article unique, IX, de la même loi, permet à tous les prévenus et non plus à certains d'entre eux, de demander le renvoi devant une chambre à trois juges "au plus tard après l'interrogatoire d'identité".

"L'interrogatoire d'identité" n'est pas une formalité prévue par l'article 190 du Code d'instruction criminelle; il serait préférable d'exiger que le prévenu soulève ce moyen "aussitôt après l'appel de la cause".

Article 92.-

Le § 1er de cet article reprend l'article unique, III, alinéa 2, de la loi du 25 octobre 1919 précitée, modifiée par la loi du 7 août 1924, ainsi que l'article unique, VIII, dernier alinéa, de la même loi. Aux affaires que ces dispositions réservent aux chambres à trois juges le projet ajoute les appels des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix et les affaires en matière disciplinaire.

Les tribunaux de première instance n'ayant plus aucune compétence en matière de discipline judiciaire, il serait utile que l'article 92, ou tout au moins l'Exposé des motifs, indique de quelles affaires disciplinaires il s'agit.

Article 93.- "Lorsque le tribunal est appelé à siéger chambres réunies pour le jugement des affaires civiles renvoyées après cassation, il se compose d'une chambre de trois juges et de deux autres juges.

Si la cause est de la compétence de la chambre sociale, le tribunal se compose de trois juges au tribunal d'arrondissement dont un au moins exerce ses fonctions au tribunal social, et de quatre juges-asseesseurs sociaux.

La désignation de la chambre et des juges est faite par le président du tribunal d'arrondissement. Les chambres réunies sont présidées par lui ou par son dévolutaire".

1.

Cette disposition contient une innovation par rapport à la législation existante, qui ne connaît de composition spéciale du siège que pour les renvois en matière civile devant les Cours d'appel.

2.

L'alinéa 3 n'indique pas si le président "ou son dévolutaire" doit être compris parmi les cinq magistrats prévus par l'alinéa 1er ou s'il s'y ajoute, cas dans lequel il y aurait six juges et non cinq.

Au surplus, l'expression "chambres réunies" est inexacte puisque la composition spéciale du siège, envisagée par l'article 93, n'est nullement obtenue par la réunion de plusieurs chambres.

3.

L'expression "dévolutaire" ne fait pas partie de la terminologie juridique belge. Cette expression utilisée en matière ecclésiastique, y a un sens particulier qui n'est pas celui dans lequel le projet l'emploie. Il y a donc lieu de l'éviter.

Cette remarque s'applique également à diverses autres dispositions du projet.

Le texte proposé ci-après tient compte de ces observations :

"Les affaires civiles renvoyées après cassation sont jugées par une chambre de cinq juges.

Les affaires sociales renvoyées après cassation sont jugées par une chambre composée de trois juges dont l'un exerce ses fonctions au (tribunal social) et de quatre juges-asseesseurs sociaux.

Le président du tribunal (d'arrondissement) désigne le président et les membres de ces chambres".

4.

L'alinéa 1er ne sera applicable que si dans chaque tribunal il y a au moins cinq juges, ce qui n'est pas le cas de tous les tribunaux de première instance actuels.

5.

Rien n'est prévu dans cet article pour le jugement des affaires correctionnelles et commerciales renvoyées après cassation.

Article 94.:

"La chambre du conseil de la section correctionnelle du tribunal de première instance ne comprend qu'un juge".

.../...

1.

Cette disposition reprend en partie l'article unique, XV, de la loi du 25 octobre 1919 précitée; ce dernier article comprend en outre des règles relatives à la procédure devant la chambre du conseil, qui ne sont pas abrogées par le projet et qui demeurent donc en vigueur.

2.

En prévoyant l'existence d'une "section correctionnelle", le projet rencontre la proposition faite par le Conseil d'Etat au sujet de l'article 74.

Article 95.-

"Le président du tribunal d'arrondissement tient l'audience à laquelle sont portés les référés".

La matière des référés relevant de la compétence spéciale du président lui-même (cfr. article 30/III du projet), cette disposition pourrait être omise.

Article 96.-

"Les demandes en intervention suivent, pour leur distribution, le sort de la demande principale".

La demande en intervention étant un incident de la demande principale, cette disposition est superflue et doit être omise.

Article 97.-

"Le serment qui doit être prêté devant le tribunal de première instance préalablement à l'exercice des fonctions déterminées par la loi, est reçu à l'audience de la première chambre ou, le cas échéant, à l'audience de la chambre des vacations".

La détermination de la chambre compétente pour recevoir les serments devrait être laissée au règlement particulier de chaque tribunal.

Article 98.-

Cette disposition devrait figurer parmi celles qui sont consacrées aux assemblées générales (Livre II, chapitre VI, articles 340 et suivants).

Il serait utile au surplus que le projet, ou tout au moins l'exposé des motifs, précise de quel avis il s'agit. Le statut des huissiers de justice qui fait l'objet des articles 509 et suivants prévoit en son article 540, 3° et 4°, que le conseil de la chambre d'arrondissement donne certains avis. L'article 2 de l'arrêté du 2 nivôse, an XII, confère des attributions semblables à la Chambre des notaires. Mais ni l'une ni l'autre de ces dispositions ne prévoient les homologations d'avis, ni d'ailleurs le projet de loi relatif aux fonctions d'huissier de justice voté par la Chambre des Représentants (Doc. Sénat, session 1961-1962, n°72).

Section VIII. - Des délégations de juges d'un tribunal
à un autre.

Article 99.-

"En cas d'empêchement légal d'un juge ou de vacance d'une place de juge, au sein d'un tribunal d'arrondissement, le premier président peut déléguer, par ordonnance, un juge ou un juge suppléant du ressort de la cour d'appel, pour y exercer temporairement ses fonctions.

Cette ordonnance est rendue sur les réquisitions du procureur général ou sur avis de celui-ci.

La délégation prend fin avec la cessation de la cause qui l'a motivée sans cependant qu'il y ait lieu de recommencer devant un autre siège l'instruction des affaires en cours de débat ou en délibéré pour lesquelles la délégation produira ses effets jusqu'au jugement".

1.

Tel qu'il est rédigé, cet article est difficilement conciliable avec la disposition de l'article 100, alinéa 3, de la Constitution, qui porte que "le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement". Si l'exigence d'une nomination nouvelle laisse supposer que cette formalité n'est applicable qu'à un déplacement définitif, celle du consentement de l'intéressé, par contre, est absolument générale et le législateur ne pourrait se dispenser d'y satisfaire. Il conviendrait donc de rédiger les alinéas 1er et 2 comme suit :

.../...

"En cas d'empêchement légal d'un juge ou de vacance d'une place de juge au sein d'un tribunal (d'arrondissement), le premier président peut charger, par ordonnance et avec son accord, un juge ou un juge suppléant d'un autre tribunal du ressort de la cour d'appel d'y exercer temporairement ses fonctions.

L'ordonnance est rendue sur les réquisitions du procureur général ou sur avis de celui-ci.

...".

2.

Si l'alinéa 3 de cette disposition règle d'une manière précise et conforme aux exigences de l'article 8 de la Constitution, le sort des affaires dont le juge intéressé a été saisi par le fait de sa délégation, le texte est par contre muet quant au sort des affaires dont il était saisi dans son tribunal d'origine au moment de sa délégation. Il conviendrait donc de compléter l'article 99 par un alinéa 4 rédigé comme suit :

"Pendant la durée de la délégation dont il fait l'objet, le juge ou le juge suppléant ainsi délégué reste saisi, dans son tribunal d'origine, des affaires en cours de débat ou en délibéré, dans lesquelles il a siégé avant que la délégation produise ses effets".

.../...

Chapitre III - Les cours d'appel.

L'organisation des cours d'appel subit une importante modification.

Du rapprochement des articles 102 et 214, d'une part, et de celui des articles 103 et 215 d'autre part, il se déduit que les chambres à compétence commerciale et les chambres à compétence sociale seront composées d'un magistrat de carrière qui préside et de deux conseillers-asseesseurs, nommés par le Roi pour un terme de cinq ans.

Toutes les objections d'ordre constitutionnel que le Conseil d'Etat a présentées au sujet du procédé qui consiste à recruter certains membres des tribunaux d'arrondissement dans des conditions autres que celles qui sont prévues par les articles 99 et 100 de la Constitution doivent être intégralement réitérées en ce qui concerne le recrutement des conseillers-asseesseurs des cours d'appel. S'y ajoute même, pour ce qui est de ces cours, la considération que si les tribunaux de commerce et les tribunaux sociaux forment des sections distinctes du tribunal "d'arrondissement" et sont doués, tout au moins en principe, d'une certaine autonomie, il n'en est même pas ainsi des chambres commerciales et des chambres sociales des cours d'appel; ces chambres sont, au même titre que les chambres civiles et que les chambres correctionnelles, des chambres de la cour et les personnes appelées à y exercer la fonction de juges sont donc toutes des conseillers à la cour d'appel. Or, seul un des conseillers dans les chambres commerciales ou sociales aura été nommé sur présentation de la cour ou du conseil provincial

par application de l'article 99 de la Constitution et jouira de la nomination à vie par application de l'article 100, tandis que les autres membres de ces chambres auront été désignés directement par le Roi pour un mandat à temps.

Les articles 99 et 100 de la Constitution seraient donc méconnus.

Les observations ci-après ne sont faites que sous réserve de ces observations générales.

Intitulé du chapitre III : pour assurer la concordance entre les intitulés des différents chapitres du titre premier, il conviendrait d'écrire : "la cour d'appel".

Section première. - Dispositions générales.

Article 100.--

"Il y a à la cour d'appel des chambres civiles, des chambres correctionnelles, des chambres commerciales et des chambres sociales".

Le chapitre relatif aux cours d'appel ne contient pas de disposition parallèle à celle qui existe pour les tribunaux "d'arrondissement" en ce qui concerne la délimitation du ressort. D'autre part, la rédaction de l'article 100 s'écarte de celle de l'article 74, qui contient une disposition analogue en ce qui concerne les tribunaux.

Il est proposé de rédiger l'article 100 comme suit :

.../...

"Le siège et le ressort des cours d'appel sont fixés au tableau annexé au présent Code.

Chaque cour d'appel comprend des chambres civiles, des chambres correctionnelles, des chambres commerciales et des chambres sociales".

Par application des articles 47 (III) et 48 (III), les matières fiscales et électorales sont déférées aux chambres civiles.

Article 104.-

"Sur l'appel des jugements rendus par le juge des enfants, la cour siège au nombre d'un seul membre, président ou conseiller à la cour".

1.

Cet article ne dit pas comment ni pour quel terme le président ou le conseiller appelé à siéger pour connaître de l'appel des jugements rendus par le juge des enfants, sera désigné. C'est l'article 210 qui règle cette matière.

Cette façon de procéder est différente de celle qui a été utilisée pour le tribunal "d'arrondissement"; l'article 79 contient, en effet, toutes les dispositions essentielles relatives à l'organisation de la fonction de juge des enfants.

Il convient d'assurer la concordance entre la rédaction de l'article 79 et celle de l'article 104.

2.

Cet article désigne par le titre de "président" sans plus, les magistrats qui, dans les articles 102, 103 et 105 sont appelés "présidents de chambre". Il convient d'adopter pour la désignation d'une même fonction, une dénomination unique.

Section II. Du service.Article 106.-

1.

Le Conseil d'Etat rappelle l'observation qu'il a formulée sous l'article 88 : à défaut de disposition expresse dérogatoire au droit commun, la publication d'un arrêté royal au Moniteur belge est de droit.

2.

La dénomination "conseillers consulaires et sociaux" est employée par cet article pour désigner les "conseillers-asseesseurs consulaires et les conseillers-asseesseurs sociaux". Il y a lieu d'employer une terminologie uniforme.

Article 108.-

"Lorsque la cour est appelée à siéger chambres réunies pour le jugement des affaires autres qu'en matière répressive renvoyées après cassation, elle se compose de deux chambres, désignées et présidées par le premier président ou son dévolutaire.

Les chambres réunies ne peuvent siéger qu'au nombre de sept membres, y compris le président.

Si la cause est de la compétence d'une chambre sociale, quatre des membres du siège doivent être des conseillers-asseesseurs sociaux".

1.

Cet article est repris de l'article unique, XI, de la loi du 25 octobre 1919. A défaut d'exposé des motifs, le Conseil d'Etat n'est pas à même de se rendre compte si l'omission de l'expression "en audience solennelle" est intentionnelle.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Lorsque la cour est appelée à siéger chambres réunies pour connaître des affaires autres que répressives renvoyées après cassation, elle est présidée par le premier président ou le président de chambre qu'il délègue à cet effet et se compose, en outre, de deux chambres qu'il désigne".

2.

Le deuxième alinéa pourrait être omis : puisque la composition des chambres réunies est déterminée à l'alinéa 1er, il est inutile de préciser qu'elles ne peuvent siéger qu'au nombre de sept membres, ce qui résulte du texte proposé ci-dessus.

3.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas si l'alinéa 3 constitue une exception à un principe général ou l'application de celui-ci, ce principe étant que les deux chambres réunies doivent être de même catégorie (civile, commerciale ou sociale) que la chambre dont la décision a été cassée.

Si l'alinéa 3 était une disposition exceptionnelle, il en résulterait qu'en règle générale les deux chambres réunies ne devraient pas être nécessairement de la même catégorie, ni de même catégorie que celle qui a rendu la décision cassée, de telle sorte que s'il s'agissait par exemple d'affaires relevant de la compétence des chambres commerciales, le premier président pourrait désigner deux chambres civiles.

De toute façon, il y aurait lieu de préciser ce point.

Article 110.-

"Le premier président peut attribuer aux chambres civiles des affaires correctionnelles.

Sur réquisitoire du procureur général, motivé par l'existence d'un arriéré correctionnel, le premier président charge une ou plusieurs chambres civiles de tenir, de quinze en quinze jours, indépendamment des audiences civiles ordinaires, une audience supplémentaire consacrée au jugement des affaires correctionnelles.

L'arriéré correctionnel existe dès qu'il est devenu impossible de satisfaire au prescrit de l'article 209 du Code d'instruction criminelle.

Les affaires correctionnelles, dont les chambres civiles sont appelées à connaître, leur sont attribuées par le premier président".

1.

Cet article ne reprend pas l'alinéa 1er de l'article 81 de la loi du 18 juin 1869, qui permet la distribution aux chambres correctionnelles de l'arriéré civil. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons de cette omission.

2.

Le premier et le quatrième alinéas de ce texte ayant exactement la même portée, il y a lieu d'omettre ce dernier.

3.

L'article 81 de la loi du 18 juin 1869 emploie l'expression "de quinzaine en quinzaine". La "quinzaine", dans le langage courant, désigne une durée de quatorze jours. L'expression "de quinze en quinze jours", utilisée dans le projet, n'a pas la même portée.

4.

Il ne paraît pas opportun de remplacer l'expression "les affaires sont distribuées", utilisée dans la loi du 18 juin 1869, par celle : "les affaires ... sont attribuées".

Cette remarque vaut également pour d'autres articles du projet où il a été procédé de la même manière, notamment l'article 112.

Article 112.-

"Les affaires correctionnelles prévues à l'article 479 du Code d'instruction criminelle, sont attribuées à la chambre civile présidée par le premier président ou son dévolutaire".

Cet article, qui reprend l'article 4 du décret du 6 juillet 1810 contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales, en supprime la référence à l'article 10 de la loi du 20 avril 1810, lequel est par ailleurs abrogé par une autre disposition du projet. Il en résulte que si la procédure spéciale prévue à l'article 479 du Code d'instruction criminelle demeure applicable aux catégories de magistrats qui y sont énumérées, il n'en sera plus de même pour celles qui sont énumérées à l'article 10 de la loi du 20 avril 1810, non plus qu'aux membres du Conseil d'Etat et de son auditorat, auxquels ce dernier article a été déclaré applicable par l'article 57 de la loi du 23 décembre 1946, modifié par la loi du 15 avril 1958.

Article 113.-

Le Conseil d'Etat propose l'omission de cet article, qui fait double emploi avec l'article 343.

Chapitre IV. Les cours d'assises.

L'intitulé du chapitre IV appelle la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'intitulé du chapitre III.

Section première. - Dispositions générales.

Article 116.-

Cet article utilise les termes de "session" et de "série"; il serait opportun dans un but de clarté de définir ces notions.

Section II. - De la composition de la Cour.Article 118.-

"La cour d'assises comprend un président et deux assesseurs".

Aucune disposition du projet ne mentionne expressément la présence du jury.

Il y aurait lieu de compléter cet article par l'alinéa suivant :

"Elle siège avec l'assistance du jury. Celui-ci est formé de la manière prévue au présent Code, pour chaque session".

Article 119.-

"La cour d'assises est présidée par un membre de la cour d'appel délégué à cet effet par le premier président. Ce magistrat peut être délégué pour présider successivement plusieurs cours d'assises au cours de la même session.

... "

La disposition qui prévoit qu'un même magistrat peut être délégué pour présider successivement plusieurs cours d'assises au cours de la même session a amené le Conseil d'Etat à demander au Commissaire royal quelle était l'hypothèse envisagée par ce texte. Il lui a été répondu "qu'un magistrat de la Cour peut être délégué pour présider successivement plusieurs cours d'assises dans le ressort de la Cour d'appel au cours de sessions qui y sont respectivement tenues" Il ne s'agit donc pas, comme le dit le texte, de présider plusieurs cours d'assises "au cours de la même session". En effet, une session n'est jamais commune à plusieurs cours.

Il conviendrait donc de rédiger le texte comme suit :

"Ce magistrat peut, par la même ordonnance, être chargé de présider successivement les sessions tenues par différentes cours d'assises du ressort de la Cour d'appel".

Article 120.-

1.

Cet article prévoit notamment que les assesseurs sont désignés parmi les "président, vice-présidents et juges les plus anciens du tribunal de première instance". Dans le système du projet, il n'existe plus de juges au "tribunal de première instance" (cfr. article 77).

2.

Cet article contient une modification de détail quant au remplacement des membres de la Cour d'assises en cas d'empêchement. L'alinéa 2 permet en effet au président du tribunal de remplacer les assesseurs qu'il avait désignés. L'article 93, alinéa 1er, de la loi du 18 juin 1869 réserve cette faculté au premier président de la Cour d'appel; ce dernier ne disposera plus de cette faculté à l'avenir.

Section III. Du jury.

Article 63.-

"Le jury siège au nombre fixe de douze jurés".

C'est pourquoi le texte de l'article 91 de la loi du 18 juin 1869 assure la publicité de "l'ordonnance portant fixation du jour ... " (1ère hypothèse) et de "la délibération qui en indique le jour et le lieu" (2ème hypothèse).

Le projet maintient ces deux modes de convocation des assises et y ajoute un troisième par ordonnance du premier président fixant le jour et le lieu de l'ouverture de la session, en cas de dédoublement des assises d'une même province (cfr. article 116).

Mais l'article 126 prévoit la publication de :

- l'ordonnance portant fixation du jour d'ouverture de la session (1ère hypothèse) ;
- celle qui en indique le jour et le lieu (3ème hypothèse).

La dernière hypothèse n'est pas envisagée, alors que le texte de l'article 114, alinéa 2, la prévoit encore.

L'article 126 devrait donc être complété comme suit :

"L'ordonnance du premier président prévue à l'article 125, celle qui est prévue à l'article 116 ou la délibération prévue à l'article 114, est publiée par affiches ... ".

Cet article devra en outre être complété par la mention des lieux où cet affichage devra être fait.

.../...

Article 127.-

L'alinéa 1er de cet article reproduit celui de l'article 96, alinéa 1er, de la loi du 18 juin 1869; il omet toutefois le mot "pas" entre les mots "n'occupe" et "les jurés". Le texte actuellement en vigueur paraît préférable.

Chapitre V. La Cour de cassation.Section première. - Dispositions générales.Observation commune aux articles 128, 129 et 131.Article 128.-

"La Cour de cassation comprend trois sections".

Article 129.-

"Chaque section de la Cour de cassation comprend une ou plusieurs chambres.

Chaque chambre est constituée de cinq conseillers, non compris le président".

Article 131.-

"Les arrêts ne peuvent être rendus qu'au nombre de cinq conseillers, y compris le président.

Toutefois, lorsque, après avoir pris l'avis du conseiller chargé du rapport, et du procureur général, le premier président estime qu'une affaire doit être traitée en audience plénière, la chambre se réunit au nombre de neuf conseillers, y compris le président.

Dans tous les cas où la Cour doit siéger chambres réunies, elle siège en nombre impair et doit être composée de dix-sept membres au moins.

Les accusations admises contre les ministres, en exécution de l'article 90 de la Constitution, sont jugées par les chambres réunies".

D'après l'article 128 du projet, la Cour de cassation n'est plus divisée en chambres mais en sections. Chaque section comporte, aux termes de l'article 129, une ou plusieurs chambres, dont le nombre n'est pas fixé par la loi.

Si l'on compare les dispositions du projet avec celles de la loi du 18 juin 1869, notamment l'article 129 du projet avec les articles 132, alinéa 1er, et 134, alinéas 1er et 2, de ladite loi modifiée par celle du 25 février 1954, on constate que le projet substitue les "sections" aux "chambres" actuelles, tandis que les chambres dont il est question au projet correspondent à des divisions des chambres actuelles.

Les "chambres réunies" dont il est question à l'article 131 du projet, qui reprend sans modification l'article 134 de la loi du 18 juin 1869 précité, devraient donc en réalité être appelées des "sections réunies".

Mais les termes "chambres réunies" sont employés par la Constitution (article 90). Il est donc impossible d'adapter la terminologie de l'article 131 à celle des articles 128 et 129.

Le projet devrait renoncer à cette terminologie nouvelle, qui risque de créer des confusions. Si cette suggestion est retenue, la rédaction de l'article 259 devra également être modifiée.

.../...

Article 128.-

Malgré l'article 126 de la Constitution qui prévoit que la ville de Bruxelles est la capitale de la Belgique et le siège du Gouvernement, la loi du 18 juin 1869 en son article 119 dispose que la Cour de cassation siège à Bruxelles. Le projet ne reprend pas cette disposition.

Article 129.-

L'alinéa 2, qui dispose qu'une chambre se compose de cinq conseillers, non compris le président, est inconciliable avec la disposition de l'article 131, alinéa 2, qui prévoit que "la chambre", en audience plénière, se réunit au nombre de neuf conseillers.

Article 131.-

Aux termes de l'alinéa 3 de l'article 134 de la loi du 18 juin 1869, modifié par la loi du 25 février 1954, la Cour, chambres réunies, siège en nombre impair et doit être composée de 17 membres au moins. Le même article en son alinéa 4 introduit une exception à cette règle pour le jugement des Ministres : la Cour siège en nombre pair et comprend 18 membres au moins.

Le projet ne reprend pas cette exception. L'alinéa 4 de l'article 131 n'a plus d'autre portée que de rappeler la disposition de l'article 90 de la Constitution. Il est donc superflu : il pourrait à la rigueur être inséré dans une disposition énumérant les cas où la Cour siège, chambres réunies (cfr. article 134 ci-après).

Section II. Du service.Article 132.-

"Le règlement contenant l'ordre de service de la Cour est établi par le Roi sur les avis du premier président, du procureur général et du bâtonnier.

Le règlement est affiché au greffe et publié au Moniteur belge".

1.

L'article 208 de la loi du 18 juin 1869, qui est toujours en vigueur en ce qui concerne la Cour de cassation, précise ce que doit contenir le "règlement contenant l'ordre de service de la Cour". Le projet, qui abroge la loi de 1869, ne contient plus cette précision.

2.

L'alinéa 2 prévoit expressément la publication au Moniteur belge.

Dans un but de concordance générale, il y aurait lieu d'unifier la rédaction des articles 88 (observation n°2), 106 et 132, soit en faisant figurer dans chacun de ces articles, soit en y supprimant, ce rappel au droit commun.

Article 133.-

"La première section connaît des pourvois en matière civile et commerciale, la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, la troisième des pourvois en matière sociale. Les autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation sont réparties entre les sections par le premier président".

L'article 133 de la loi du 18 juin 1869, modifié par la loi du 25 février 1954, attribue la connaissance des pourvois en matière civile à la première chambre, celle de tous les autres pourvois à la deuxième .

Le projet attribue la connaissance des pourvois en matière civile à la première "section", celle des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police à la deuxième "section", celle des pourvois en matière sociale à la troisième "section", les autres pourvois étant répartis entre les sections par le premier président.

Il y a lieu d'observer à cet égard que parmi les pourvois dont la distribution est laissée à la discrétion du premier président figurent les pourvois en matière fiscale (impositions directes), qui constituent une des attributions les plus importantes de la Cour à l'heure actuelle.

Il conviendrait de préciser - cette notion étant nouvelle - s'il faut entendre par "pourvois en matière sociale", ceux qui sont formés contre des décisions rendues par les "chambres sociales" des cours d'appels.

Article 134.-

Il est suggéré de reprendre dans cette disposition tous les cas où la Cour est appelée à siéger "chambres réunies".

Une énumération partielle serait susceptible de créer une équivoque.

TITRE II. - Du ministère public et des magistrats qui le composent.

En ses articles 137 à 156, le projet apporte quelques modifications importantes aux principes qui sont actuellement à la base de l'organisation du ministère public. Ces modifications portent notamment sur la définition du rôle du ministère public au sein du pouvoir judiciaire sur l'abandon, tout au moins partiel, du principe de l'indivisibilité du ministère public ainsi que sur l'organisation du ministère public près le tribunal de police. Les observations que certaines de ces réformes appellent seront faites sur les articles qui les consacrent.

Article 137.-

"Le ministère public représente le pouvoir exécutif au sein du pouvoir judiciaire".

Cet article s'inspire de l'article 1er du titre VIII du décret des 16/24 août 1790, en remplaçant la rédaction défectueuse. L'article 137 rappelle en effet la double qualité des membres du ministère public qui sont à la fois représentants du pouvoir exécutif et magistrats de l'ordre judiciaire. (voir à ce sujet H. Bekaert, La mission du ministère public en droit privé, in Mélanges en l'honneur de Jean Dabin - pp. 419-451).

Les attributions que le ministère public est appelé à exercer à raison de cette double qualité sont si étroitement mêlées qu'aucune ligne de démarcation absolument nette ne saurait être tracée entre elles. Dès lors, toute définition succincte du ministère public risque de demeurer imparfaite.

Le texte proposé n'échappe pas à cet écueil; il est dès lors préférable de l'omettre.

Les articles suivants fixent d'ailleurs le rôle et les attributions du ministère public. Dans la mesure où il s'avérerait difficile de donner à ces articles une rédaction suffisamment détaillée, il appartiendrait à la doctrine et à la jurisprudence de les interpréter, notamment à la lumière des traditions judiciaires.

Article 138.-

"Le ministère public exerce l'action de la justice répressive sous les modalités déterminées par la loi.

Dans les matières civiles, il intervient par voie d'action, de réquisition ou d'avis. Il agit d'office dans les cas spécifiés par la loi et en outre chaque fois qu'à ses yeux l'intérêt public exige son intervention".

1.

Le premier alinéa serait mieux rédigé de la façon suivante : "Le ministère public exerce l'action publique selon les modalités déterminées par la loi".

2.

Le rapport explique l'innovation que constitue la seconde phrase de l'alinéa 2.

A l'heure actuelle, en vertu de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810, le ministère public poursuit d'office l'exécution des lois dans les matières qui intéressent l'ordre public. Mais sur ce point son appréciation

.../...

n'est pas souveraine; le tribunal ou la cour peuvent rejeter son action sans même l'examiner au fond, s'ils estiment qu'il n'y a pas matière d'ordre public ou que le but poursuivi par l'action du ministère public n'est pas la protection de l'ordre public.

Le Procureur général LECLERCQ, dans ses conclusions précédant l'arrêt de la Cour de cassation du 22 mars 1923 (Pas. 1923, I, 243), expliquait l'interprétation de l'article 46 de la façon suivante :

"L'article 46 de la loi du 20 avril 1810 et la question de savoir s'il reconnaît au ministère public le pouvoir d'agir d'office en matière civile, même dans les cas non spécifiés par la loi, a suscité une controverse célèbre.

....

En Belgique elle a été résolue par l'arrêt de la Cour de cassation du 5 mai 1881 (Pasic. 1881 - I - 230) en ce sens que le ministère public a le droit d'agir, quand l'ordre public est intéressé.

La discussion toutefois continue quand il s'agit d'indiquer les limites de l'action qui est ainsi reconnue.

....

Pour préciser la portée de l'article, délimiter le pouvoir concédé au ministère public, il faut résoudre deux difficultés.

D'abord, le sens exact des mots "ordre public" doit être fixé; ensuite, la portée de la formule "poursuivre d'office l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public" doit être reconnue.

.../...

La première signification à trouver est celle de l'expression "ordre public".

Ici, l'imprécision devient maîtresse...

Cependant puisque l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 emploie les termes "ordre public" et qu'il doit être appliqué, il est indispensable de se rendre compte du sens de ces mots, sans avoir toutefois la prétention d'épuiser tout le contenu de la notion.

... en prenant chaque mot qui la compose dans son sens usuel, l'expression "ordre public" implique une disposition des choses les unes par rapport aux autres, déterminée par une règle relative à la Nation ou à l'Etat. On peut donc comprendre l'ordre public comme l'organisation des choses, telle qu'elle est nécessaire à la Nation ou à l'Etat.

Après avoir cherché à comprendre les mots "ordre public", il faut reconnaître, pour saisir la portée de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810, le sens de la disposition par laquelle il charge le ministère public "de poursuivre d'office l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public"... Deux interprétations sont possibles. La première, et elle justifie l'action du demandeur, s'en tient exclusivement au texte de l'article 46; elle ne se préoccupe pas du but que la loi a eu en vue.

Le ministère public, dit l'article 46, poursuit d'office l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public. "Poursuivre l'exécution" c'est agir pour que la loi soit respectée dans ses dispositions d'ordre public. Par conséquent, conclut-on, si une loi est d'ordre public, le ministère public a toujours action pour la faire respecter, même lorsque des intérêts privés sont seuls en cause. La compétence *ratione materiae*, les règles sur le délai d'appel, sont d'ordre public. Le juge

.../...

civil s'est-il déclaré compétent pour juger un litige que le ministère public estime de la compétence du juge consulaire ? La cour d'appel a-t-elle déclaré non recevable comme tardif un appel que le ministère public croit recevable ? Celui-ci aura le droit de prendre son recours contre ces décisions; il poursuivra ainsi l'exécution de ces lois d'ordre public qui sont les lois sur la compétence ou sur les délais d'appel. Dans tous les cas où les parties invoquent avec raison, à l'appui de leurs requêtes en cassation, une loi d'ordre public, le ministère public aurait pu agir d'office et se pourvoir en cassation en vue de poursuivre l'exécution de cette même loi d'ordre public.

Cette interprétation qui donne une aussi grande extension à la faculté, inconnue au ministère public par l'article 46 de la loi du 20 avril 1810, est, semble-t-il, la raison fondamentale de l'opposition rencontrée par la thèse que l'arrêt du 5 mai 1881 a consacrée et qui reconnaît au ministère public le droit d'agir d'office, en matière civile, dans des cas non spécifiés par la loi, mais où l'ordre public est intéressé.

L'objection que M. le Procureur général FAIDER disait "être d'une grande puérité", il la résumait dans les termes suivants : "On prétend que le ministère public, lancé dans les espaces judiciaires, va abuser de l'ordre public" (Pasic. 1881, I, 241).

A coup sûr, si l'article 46 est ainsi compris, si le ministère public peut agir d'office chaque fois qu'il invoque une loi d'ordre public, même si des intérêts privés sont seuls en cause, on pourrait dire sans exagération, employant les expressions de M. FAIDER, que le ministère public est "lancé dans les espaces judiciaires". Mais il y a de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 une autre interprétation possible. Elle aussi

est conforme au texte légal; elle tient toutefois compte de la nature de l'institution du ministère public et des inconvénients auxquels le législateur a cherché, en 1810, à remédier par l'article 46. Ce que le législateur a voulu par là c'est que l'ordre public soit maintenu ; il a institué une procédure permettant de mettre fin à des situations qui seraient contraire à l'ordre public. En chargeant le ministère public de poursuivre l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public, il lui a donné mission de veiller à ce qu'il ne se crée pas d'états de choses contraires à l'ordre public; si le fait se produit, le ministère public dorénavant a une action lui permettant de demander leur suppression.

.....

La différence entre les deux interprétations possibles de l'article 46 apparaît ainsi clairement. D'après l'une, le ministère public peut agir dès que, comme argument, il invoque une loi d'ordre public, peu important les choses dont il y a lieu de modifier la disposition, et peu importe que son action ne tende qu'à la suppression d'un état n'intéressant que des intérêts privés; le résultat de l'action est sans pertinence au point de vue de sa recevabilité; c'est l'argument à son appui qu'il faut seul envisager.

D'après l'autre interprétation c'est le résultat de l'action qui est à examiner. La disposition est finaliste; la fin, en vue de laquelle l'action a été accordée au ministère public, c'est le maintien de l'ordre public. Si l'action n'a pas cette fin, si elle n'a pas pour but la disparition d'une situation qui lèse l'ordre public, elle sera non recevable. De ces deux interprétations, les arrêts de la cour et les conclusions qui les ont précédés ont constamment repoussé la première et admis implicitement la seconde.

..... "

(voir aussi H. BEKAERT - op. cit. pp. 426 et suiv.) .

L'article 138 du projet remplace la notion d'ordre public par celle d'"intérêt public", qui est moins précise encore.

Actuellement , en pratique, l'intervention du ministère public , par voie d'action principale, en dehors du cas où un texte spécial lui confère le droit d'agir, se limite à certaines situations qui intéressent la protection des incapables. Encore peut-on généralement rattacher dans ces matières l'action du ministère public par des liens, il est vrai, assez lâches, à certaines dispositions du Code civil ou de la loi hypothécaire (voir Répertoire pratique Droit belge, V° ministère public, n° 3287 et suivants). C'est dire qu'en fait le champ d'application de l'article 46 de la loi de 1810 se limite à peu de chose et il n'apparaît pas que cette situation ait fait naître dans les milieux judiciaires le sentiment de la nécessité d'une réforme.

D'autre part, toutes les fois que le ministère public intervient parce que l'ordre public serait intéressé, il invite le tribunal à prononcer une sanction dont le principe se trouve inséré dans la loi. Ainsi, s'il demande au tribunal d'annuler telle délibération d'un conseil de famille qui contrevient à une règle d'ordre public, cette sanction est au moins implicitement prévue par le législateur. Il en serait tout autrement si le ministère public prétendait agir parce qu'il juge que l'intérêt public est en jeu.

Aucun texte légal n'attribue aux tribunaux le pouvoir de prendre telle mesure, comme par exemple l'annulation d'un acte, sous le prétexte que ce que le ministère public estime être l'intérêt public, serait lésé.

Il s'ensuit que l'action intentée par le ministère public dans le cadre élargi qui lui est offert par le texte du projet, ne conduirait à aucun résultat. En effet, il ne suffit pas d'énoncer le principe selon lequel le ministère public possède une action, il faut en outre définir quelle est cette action et quelles en sont les conditions d'exercice et les conséquences.

La notion d'ordre public figure dans de nombreuses lois , et notamment dans l'article 6 du Code civil. Les travaux préparatoires de diverses lois établissent également que le législateur attache à certaines dispositions le caractère de dispositions d'ordre public. S'il est vrai que la notion d'ordre public n'est pas d'une précision absolue, il serait excessif de prétendre qu'elle est dans tous les cas une source de controverse et de difficulté.

Quant à la notion d'intérêt public, elle est dépourvue de contenu légal. Aucun texte n'attache aux lois qui concernent l'intérêt public des conséquences particulières . Le fait de soumettre cette notion à l'appréciation souveraine du ministère public n'y changerait rien.

On doit en conclure que la seconde phrase de l'alinéa 2 de l'article 138 est vouée à demeurer sans effets et qu'elle devrait être omise.

Article 139.-

Le mot "huissiers" doit être remplacé par "huissiers de justice", qui est l'appellation consacrée par les article 509 et suivants du projet comme d'ailleurs par le projet de loi relatif aux fonctions des huissiers de justice récemment voté par les deux Chambres.

Article 142.-

"Les fonctions du ministère public près la Cour de cassation sont exercées sous l'autorité du Ministre de la Justice par le procureur général".

1.

Ce texte est trop général. Les officiers du ministère public n'agissent sous l'autorité du Ministre de la Justice que lorsqu'ils sont représentants du pouvoir exécutif au sein du pouvoir judiciaire, mais non point lorsqu'ils agissent en tant que magistrats (voir à ce sujet Propos sur le ministère public, Mercuriale prononcée par M. Raoul Hoyoit de Termicourt, en ce temps procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles, à l'audience de rentrée du 15 septembre 1936, Revue du droit pénal et de criminologie, 1936, pp. 961 et suivantes).

En ce qui concerne plus spécialement les membres du ministère public près la Cour de cassation, ils donnent leur avis dans toutes les affaires et assistent à la délibération (articles 36 et 39 de l'arrêté du Prince Souverain du 15 mars 1815, repris par les articles 438 et 442 (IV) du projet).

Ils exercent ces attributions en toute indépendance et sans avoir à se conformer à des instructions du Ministre de la Justice.

La même observation vaut pour l'article 143.

2.

Les articles 142, 143, 144, 151 et 152 règlent une même matière pour les différentes juridictions. Il serait souhaitable qu'une rédaction uniforme soit adoptée pour chacun de ces textes et qu'il en résulte de façon non équivoque que tous les membres des parquets (avocats généraux, substituts du procureur général, etc ...) exercent, chacun selon les modalités fixées par la loi, les fonctions du ministère public.

Article 144.-

Il se déduit du rapprochement des articles 144 et 151 que les procureurs du Roi ne posséderont plus désormais la qualité de substitut du procureur général, qui leur a été reconnue par l'article 43 de la loi du 20 avril 1810 et qui est réaffirmée par l'article 152 de la loi du 18 juin 1869. Le rapport ne s'explique pas sur cette modification du statut des procureurs du Roi.

Celle-ci paraît peu en harmonie avec le système général du projet, qui maintient le principe de l'unité du ministère public, dont toutes les fonctions sont concentrées entre les mains du procureur général, lequel les exerce soit directement, soit par voie de direction et de surveillance sur tous les autres membres des parquets de son ressort (voir notamment l'article 143, qui confère aux procureurs généraux près les cours d'appel "toutes les fonctions du ministère public près les cours et tribunaux de leur ressort"; l'article 144, qui dispose que les procureurs généraux sont "assistés" par des avocats généraux, des substituts du procureur général et des procureurs du Roi; l'article 150, en vertu duquel les fonctions du ministère public près les cours d'assises sont exercées par le procureur général, qui peut y déléguer des membres des parquets d'appel et des parquets d'arrondissement; l'article 151, selon lequel les procureurs du Roi exercent leurs attributions sous la surveillance et la direction du procureur général; l'article 153, qui confère désormais au procureur général le droit de faire les présentations aux places de premier substitut du procureur du Roi).

Ce principe de l'unité du ministère public - que personnalise le procureur général - est encore accentué par la nouvelle organisation du ministère public près les tribunaux de police : les fonctions en seront désormais exercées - sous la surveillance et la direction du procureur général - par les procureurs du Roi (article 151).

En retirant aux procureurs du Roi la qualité de substitut du procureur général, le projet n'a cependant pas entendu porter atteinte au principe de l'unité.

Article 146.-

1.

Aux termes de cet article, les avocats généraux qui siègent aux audiences des chambres sociales doivent être porteurs du diplôme de licencié en droit social. La licence en droit social n'est pas un grade académique, qui ne puisse être conféré qu'à la suite d'examens dont le programme est fixé par la loi, mais un grade scientifique, créé dans les universités de l'Etat par les arrêtés royaux du 12 septembre 1962 et qui y est conféré dans les conditions prévues par ces arrêtés. Rien n'interdit aux universités libres de conférer le même grade sous d'autres conditions et notamment à la suite d'examens qui porteraient sur des programmes différents.

2.

En ne permettant qu'à certains avocats généraux de siéger dans les chambres sociales des cours d'appel, le projet rompt avec le principe traditionnel de l'indivisibilité du ministère public. En principe, tous les magistrats d'un même parquet ont vocation égale à accomplir tous les actes de la fonction du ministère public, à la seule exception des attributions que la loi réserve aux chefs de corps en cette qualité. Les attributions que les magistrats des parquets exercent spécialement au sein de leur parquet ne peuvent résulter que de l'affectation que leur donne leur chef de corps et que celui-ci peut, à tout moment, modifier.

.../...

3.

Il se déduit du rapprochement des articles 145 et 146 que, si l'avocat général ne peut siéger aux chambres sociales qu'à la condition d'être porteur du diplôme de licencié en droit social, le procureur général peut siéger à ces mêmes chambres quand il le juge convenable et sans être porteur de ce diplôme.

4.

Le projet n'indique pas quelle serait la sanction du fait qu'un avocat général non porteur du diplôme de licencié en droit social aurait néanmoins siégé dans une chambre sociale.

Articles 151 et 152.-

Suivant l'article 153 de la loi du 18 juin 1869, les fonctions du ministère public près le tribunal de police sont remplies par le commissaire de police dans les lieux où il est établi et, dans les autres lieux, par le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin.

Le projet attribue ces fonctions au procureur du Roi qui les exercera, comme toutes ses autres fonctions, "sous la surveillance et la direction du procureur général" (article 151) et "avec l'assistance de substituts" (article 152). Le procureur du Roi et ses substituts seront assistés dans l'exercice de leurs fonctions par un ou plusieurs commissaires de police désignés par le Roi et choisis parmi les commissaires de police de l'arrondissement (article 156).

L'exercice des fonctions du ministère public près les tribunaux de police par des magistrats du parquet de première instance n'est pas une innovation du projet. Déjà, l'article 4 de l'arrêté-loi du 21 septembre 1945, maintenu en vigueur par la loi du 1er juin 1949, autorise dans certaines conditions le procureur général à charger un substitut du procureur du Roi de remplir les fonctions d'officier du ministère public près un tribunal de police.

En confiant les fonctions du ministère public près les tribunaux de police au procureur du Roi de l'arrondissement, le projet généralise ce système et confie ces fonctions au procureur du Roi. Il retire par là l'exercice de ces fonctions au commissaire de police du siège du tribunal de police, aux bourgmestres et aux échevins. D'autre part, en permettant au Roi de désigner parmi les commissaires de police de l'arrondissement, des commissaires de police qui assisteront le procureur du Roi et ses substituts, le projet aura pour effet que ces commissaires, qui sont des fonctionnaires communaux, pourront se voir attribuer, sans l'accord de l'autorité communale, des fonctions qui retiendront une partie de leur activité en dehors de la commune où ils ont été nommés.

L'article 152 pourrait alors être supprimé.

Article 154.-

L'alinéa 2 de cet article soulève les mêmes observations que celles qui ont été faites sous l'article 146.

.../...

Article 155.-

"Il y a dans chaque parquet un auditorat du travail.

Les magistrats appelés à y exercer leurs fonctions sont désignés par le procureur du Roi parmi les substituts de son parquet, porteurs du diplôme de licencié en droit social.

Les membres de l'auditorat du travail exercent spécialement leurs fonctions au tribunal social".

Ce texte organise dans chaque parquet un auditorat du travail dont les membres exercent spécialement leurs fonctions au tribunal social.

L'article 154 signale déjà d'ailleurs que les substituts qui siègent au tribunal social doivent être porteurs du diplôme de licencié en droit social. Suivant le rapport, le projet entend faire jouer à cet auditorat un rôle important et lui confère des pouvoirs étendus; il est précisé cependant que ces pouvoirs sont ceux que prévoit l'article 138, et l'article 155 ne détermine ni la compétence de l'auditorat du travail, ni les attributions de ses membres.

L'auditorat du travail n'est donc en fait qu'une section du parquet dont les membres devront être licenciés en droit social. Les substituts qui en feront partie seront des membres du parquet n'ayant ni plus ni moins de pouvoirs que les autres substituts. Cet "auditorat" ne comportera d'ailleurs pas d'"auditeurs". Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons qu'il y aurait de grouper sous une dénomination spéciale les magistrats du parquet d'arrondissement qui exerceront leurs fonctions au tribunal social, alors qu'aucune prérogative spéciale ne les distingue des autres magistrats du parquet.

L'organisation d'un véritable auditorat impliquerait la fixation de règles spéciales de fonctionnement et l'octroi à cet auditorat de pouvoirs qui lui seraient propres.

TITRE III. - Des greffiers.Article 157.-

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Il y a dans chaque justice de paix un greffier-chef de greffe.

Dans les justices de paix qui comprennent un personnel de greffe d'au moins quatre membres y compris le chef de greffe et un greffier, et dans les tribunaux de police prévus à l'article 3 (complément), le greffier-chef de greffe porte le titre de greffier en chef".

Article 158.-

Le premier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Il peut y avoir, outre le greffier-chef de greffe, un ou plusieurs greffiers :

- 1° dans les justices de paix dont les cantons comprennent 50.000 habitants au moins;
 - 2° dans les justices de paix de Bruxelles;
 - 3° dans les tribunaux de police prévus à l'article 3 (complément)
- ... "

Article 159.-

A l'alinéa 1er, les mots "ainsi qu'il est dit à l'article 61" sont superflus et pourraient être omis.

A l'alinéa 2, la formule : " ... le greffier assure le service des audiences de police avec le juge de paix du canton auquel il est attaché" paraît assimiler les activités du greffier à celles du juge. Il vaudrait mieux reprendre la rédaction de l'article 13, alinéa 2, de la loi du 18 juin 1869.

Articles 160 et 161.-

Dans un but de clarté ces deux articles devraient n'en former qu'un seul.

Article 162.-

Il y aurait lieu de préciser si le droit de se choisir un secrétaire appartient au président du tribunal "d'arrondissement" ou aux présidents de chacun des "tribunaux" composant le tribunal "d'arrondissement".

Articles 163 et 164.-

Ces deux articles devraient être groupés en un seul et leur rédaction devrait être semblable à celle des articles 160 et 161.

Articles 171, 172 et 175.-

L'alinéa 2 de l'article 171, l'article 172 et l'article 175 ne sont pas en concordance avec l'article 157, en vertu duquel il y a un greffier en chef dans certaines justices de paix et dans certains tribunaux de police.

Article 173.-

L'alinéa 1er reproduit textuellement l'alinéa 1er de l'article 160 de la loi du 18 juin 1869, modifié par la loi du 20 décembre 1957. Toutefois, il remplace par l'expression "actes afférents au siège où il est établi" l'expression "actes afférents à la juridiction près laquelle il est établi". Le texte actuellement en vigueur est meilleur et devrait être repris.

TITRE IV. - Du personnel des greffes et des parquets.

La loi du 18 juin 1869, modifiée par la loi du 20 décembre 1957, fixe elle-même les principales règles du statut du personnel des greffes, tandis qu'elle confie au Ministre de la Justice le soin de régler le statut du personnel des parquets. Le projet corrige cette discordance et règle lui-même le statut du personnel des greffes et celui du personnel des parquets.

Les articles 177 à 185, qui fixent ces statuts, n'appellent pas d'observation.

TITRE V. Du siège et du personnel des cours et tribunaux.
Du territoire sur lequel s'exerce leur juri-
diction.

Article 186.-

Cet article se réfère à un complément qui n'a pas été porté à la connaissance du Conseil d'Etat.

Si les suggestions formulées par le Conseil d'Etat au sujet des articles 59 et 100 sont retenues, l'article 186 ne devrait se référer à un complément que pour ce qui concerne le personnel des cours et tribunaux; l'intitulé du titre V devrait alors être modifié en conséquence.

TITRE VI. - Conditions de nomination des membres de
l'ordre judiciaire et des greffiers.

Chapitre premier. - Des juges de paix et des juges de
police.

Article 188.-

Suivant cet article, les candidats juges de paix suppléants doivent satisfaire aux conditions exigées des candidats juges de paix effectifs.

Cette exigence pouvant rendre difficile le recrutement des juges suppléants dans les cantons ruraux, le Commissaire royal a exprimé l'avis qu'il serait souhaitable de prévoir certaines dérogations en faveur des notaires qui voudraient se porter candidats juges suppléants dans une justice de paix ou un tribunal de police. Le Conseil d'Etat n'a toutefois pas été saisi d'un amendement dans ce sens.

.../...

Chapitre II. - Des membres du tribunal d'arrondissement.

Section première. - Des juges au tribunal d'arrondissement.

Les articles 191 et 192 ne concernent pas la nomination "des juges au tribunal d'arrondissement" mais celle des procureurs du Roi et des substituts. L'intitulé de la section première devrait donc être complété par les mots : "et des officiers du ministère public".

Article 193.-

Il a été porté à la connaissance du Conseil d'Etat que cet article doit être supprimé.

Section 2. - Des membres du tribunal de première instance.

Article 194.-

Cette disposition trouverait mieux sa place à la suite de l'article 88.

Article 195.-

Ni cet article, ni l'article 196 ne déterminent l'autorité qui nomme les présidents et vice-présidents du tribunal de première instance. Sans doute est-ce en considération du fait que l'article 99, de la Constitution réserverait ces nominations au Roi. Mais

pareille considération ne serait pas pertinente : le "tribunal de première instance" prévu au projet n'est pas la même juridiction que celle dont parle la Constitution. Si la dénomination du "tribunal d'arrondissement" était remplacée par celle de "tribunal de première instance", comme le Conseil d'Etat l'a proposé plus haut, la présente observation serait sans objet.

Article 196.-

Pour la seconde phrase de l'alinéa 2, il serait préférable de conserver la rédaction de l'article 19 de la loi du 18 juin 1869 et d'écrire : "la présentation appartient au Conseil de la province où la place est vacante".

Section III. - Des membres du tribunal de commerce.

Article 197.-

La rédaction du dernier alinéa devra être modifiée si la proposition faite au sujet des articles 74 et 76 est suivie. Cette rédaction doit en toute hypothèse être harmonisée avec celle du dernier alinéa de l'article 202 relatif au même objet.

Au surplus, l'expression "suivant le rang de leur réception" n'est pas claire. S'il ne s'agit que du rang dans lesquelles juges du tribunal d'arrondissement qui exercent des attributions au tribunal de commerce prennent séance lorsqu'ils siègent au tribunal de première instance, la disposition est inutile, la matière étant réglée par les articles 311 et 312 du projet.

Article 200.-

En tant qu'elle concerne les juges-asseesseurs consulaires suppléants, cette disposition ne se justifierait que si une autre disposition du Code créait cette fonction et la définissait.

Les 3° et 4° de cet article permettent la nomination comme juge-assesseur consulaire :

- a) de tous les administrateurs de sociétés anonymes, de sociétés de personnes à responsabilité limitée ou de sociétés coopératives.

Suivant l'article 2, alinéa 2, et l'article 6 de la loi du 13 juin 1924 relative à l'électorat, à l'éligibilité et aux élections pour la formation des tribunaux de commerce, modifiée par la loi du 10 avril 1934, n'étaient admis à l'éligibilité que ceux des administrateurs qui "sont placés à la tête de la gestion journalière de l'entreprise";

- b) des membres du personnel des sociétés exerçant une fonction dirigeante au sein de l'entreprise.

Le 3° de cet article doit être complété par les mots "ou les gérants" (voir lois coordonnées sur les sociétés, articles 129 et suivants).

Section IV. - Des membres du tribunal social.

Article 202.-

1.

L'article prévoit une proposition conjointe de deux Ministres pour la nomination des juges au "tribunal social". Cette nomination est faite pour un terme de trois ans et peut être renouvelée.

Ne peut-on craindre de voir un Ministre ne proposer le renouvellement du mandat du magistrat que s'il estime que la jurisprudence de celui-ci a été conforme aux tendances qu'il juge préférables ? Cette éventualité est par elle-même de nature à peser sur l'objectivité du juge.

Il est vrai que le magistrat est nommé à vie et à défaut de renouvellement de son mandat restera magistrat mais affecté à d'autres fonctions. Dès lors, l'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif risquerait d'être mise en péril.

2.

La rédaction de l'article 202 devrait être mise en concordance avec celle de l'article 197 : ainsi, il y a lieu au premier alinéa d'écrire "les juges appelés à présider les chambres du "tribunal social" - ", et au deuxième alinéa de remplacer le mot "nommés" par le mot "désignés".

Au dernier alinéa le projet fait allusion à une section correctionnelle, rencontrant ainsi la suggestion faite par le Conseil d'Etat au sujet des articles 74 et 76. Par contre à l'article 197, il n'est question que de chambre correctionnelle.

Article 204 .-

"Les juges-asseesseurs sociaux et les juges-asseesseurs sociaux suppléants sont nommés par le Roi, sur proposition du Ministre du Travail, en nombre égal parmi les candidats présentés, sur deux listes comprenant chacune trois candidats par siège vacant, d'une part par les organisations interprofessionnelles des employeurs, d'autre part par les organisations interprofessionnelles des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants. Les candidats doivent être âgés de trente ans accomplis".

Indépendamment des observations générales que le Conseil d'Etat a faites concernant le mode de nomination des juges-asseesseurs commerciaux et des juges-asseesseurs sociaux, cet article soulève une observation particulière. Les expressions "organisations interprofessionnelles des employeurs" et "organisations interprofessionnelles des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants" n'étant pas définies par le projet, le caractère interprofessionnel d'une organisation d'employeurs, de travailleurs salariés ou de travailleurs indépendants est abandonné à l'appréciation souveraine du pouvoir exécutif.

Afin d'éviter tout risque d'arbitraire, il conviendrait que le projet établisse à ce sujet des critères objectifs, par exemple, par voie de référence à des lois existantes.

Des difficultés pourraient surgir, d'autre part, si, comme il est à supposer, il entre dans les intentions du Gouvernement que seules les organisations interprofessionnelles de l'arrondissement judiciaire puissent présenter des candidats à des sièges vacants au tribunal social de l'arrondissement; il n'est pas certain, en effet, que ces organisations soient toujours constituées territorialement dans les limites des arrondissements judiciaires.

Chapitre III. Des membres de la cour d'appel.

Articles 208 et 209.

1.

En vertu de ces articles, les cours d'appel comporteront deux catégories de présidents : d'une part, les présidents choisis dans leur sein par les cours elles-mêmes en application de l'article 99, dernier alinéa, de la Constitution et, d'autre part, les conseillers désignés par le Roi pour présider certaines chambres. Les magistrats appartenant à l'une ou l'autre de ces catégories seront tous des "présidents de chambre"; une même dénomination couvrira ainsi des fonctions d'origine et de nature différentes.

2.

En confiant au Roi la désignation des conseillers qui présideront les chambres commerciales et les chambres sociales de la cour d'appel, le projet rompt avec un usage constant, consacré par les articles 193 et 194 de la loi du 18 juin 1869, et d'ailleurs rappelé dans l'article 316 du projet, selon lequel c'est au pouvoir judiciaire lui-même, en la personne du premier président, qu'il appartient de décider de l'affectation des membres de la cour aux différentes chambres, sans ingérence du pouvoir exécutif.

3.

L'expression "conseillers à la cour" est peu heureuse. Il convient d'écrire soit "conseiller à la cour d'appel", soit plus simplement "conseiller", aucune confusion n'étant possible puisque l'article où figure cette expression se trouve dans le chapitre consacré aux membres de la cour d'appel. Cette observation vaut pour plusieurs autres articles du même chapitre.

Article 212.-

Au troisième alinéa, il y a lieu d'écrire "dont ils ont été membres" et non "dont ils sont membres".

Article 213.-

L'article 70 modifié de la loi du 18 juin 1869, dont l'article 213 du projet reprend la substance, a donné lieu à des difficultés d'application, depuis que, à la suite de diverses lois de surséance et d'autres lois qui ont créé des places de conseiller de complément, le nombre des places de conseiller dans chaque cour d'appel n'est plus le même que le nombre des places prévues dans ledit article 70.

Des solutions opposées ont été données à ces difficultés par les cours de Bruxelles et de Liège; le Conseil d'Etat ignore si ces difficultés sont actuellement résolues.

Sans doute, le rétablissement de la concordance entre le nombre des places et celui des présentations prévues à l'article 213 est-il de nature à faire disparaître ces difficultés, mais à la condition que des nouvelles lois ne créent pas de nouvelles discordances.

Afin d'établir un système qui ne devrait pas être revu à chaque modification du nombre organique des places de conseiller dans les cours, il serait plus opportun de régler ces deux matières indépendamment l'une de l'autre, ce qui serait facilement réalisé en supprimant la première phrase des 1° (a,b, etc...), 2° et 3° (a,b, c et d) de l'article 213 et en rédigeant le texte de la manière suivante :

.../...

" ...

1° Cour de Bruxelles :

- a) les première ... présentations appartiennent au conseil provincial d'Anvers;
- b) les deuxième, etc ...

Lorsque le nombre total des présentations dont l'ordre est fixé ci-dessus pour chaque cour d'appel est épuisé, la présentation suivante est faite par le conseil provincial auquel appartient la première présentation et ainsi de suite dans le même ordre".

Dans ce système, l'ordre dans lequel chaque conseil provincial présentera aux vacances à pourvoir demeurera le même, quel que soit le nombre des conseillers.

Article 215.-

L'alinéa 1er pourrait être supprimé et remplacé par la mention de l'article 204 à l'alinéa 3 . Serait ainsi supprimée la discordance résultant de ce que l'article 204 a été amendé par le Gouvernement alors que l'article 215 ne l'a pas été.

Chapitre IV. - Des membres du jury.

Article 221.-

L'article énumère les catégories de personnes qui ne sont pas portées ou cessent d'être portées sur la liste des jurés.

.../...

Il contient un 4° relatif au Conseil d'Etat mentionnant les auditeurs et les substituts. Il serait préférable d'écrire : "Les membres du Conseil d'Etat, les assesseurs de la section de législation, les membres de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe". Cette rédaction aurait l'avantage de demeurer adéquate dans le cas où l'organisation actuelle du Conseil d'Etat et les titres qui y sont en usage seraient modifiés.

La rédaction du 9° prête à confusion en ce sens que la formule "exerçant leur profession" semble ne s'adresser qu'aux accoucheuses alors qu'elle concerne toutes les professions énumérées. Il serait préférable d'écrire "les docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, et les docteurs en médecine vétérinaire, ainsi que les dentistes, les pharmaciens et les accoucheuses, lorsqu'ils exercent leur profession".

Article 222.-

Le dernier alinéa permet aux femmes d'être dispensées du service du jury sur leur seule demande. Cette disposition reprend textuellement l'article 100, alinéa 2, de la loi du 18 juin 1869, modifié par la loi du 21 décembre 1930. Au moment où ce texte a été adopté, il n'y avait que quelques femmes qui, pour des motifs de reconnaissance nationale, étaient portées sur les listes des électeurs généraux.

Actuellement, cette liste comporte plus de noms d'électrices que d'électeurs et les femmes sont admises dans toutes les carrières judiciaires.

On doit se demander si cette disposition est encore en harmonie avec le statut juridique des femmes et si l'octroi d'une dispense généralisée en faveur des femmes, se concilie avec le caractère d'un devoir civique qui s'attache à l'exercice des fonctions de juré.

Article 223.-

1.

Le quatrième alinéa de cet article énumère une série de diplômes dont la possession entraîne l'inscription sur la liste des jurés.

Les appellations utilisées ne correspondent pas aux titres donnés à ces diplômes par les lois en vigueur.

Au lieu de "un des diplômes prévus par la loi sur la collation des grades académiques", il convient d'écrire "un des diplômes prévus par la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires".

.../...

D'autre part, en employant les mots "grades académiques" le projet exclut les grades scientifiques.

Au lieu de "certificat homologué de fréquentation de cours complets d'enseignement moyen du degré supérieur sans distinction entre l'enseignement officiel ou privé", il suffit d'écrire "certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur".

Que faut-il entendre par "un diplôme ou certificat d'enseignement technique délivré par les établissements d'enseignement technique de l'Etat, par les établissements techniques agréés ou par les jurys constitués en vertu de la loi organique de l'enseignement technique" ? Actuellement l'enseignement technique comporte trois branches : l'enseignement technique supérieur, l'enseignement technique secondaire qui se divise en enseignement technique secondaire inférieur (trois premières années) et supérieur, et l'enseignement professionnel. Si l'intention du Gouvernement n'était pas d'attacher l'inscription sur la liste des jurés à la possession de n'importe quel diplôme ou certificat d'enseignement technique, il importerait que le projet le précise.

Au lieu de "un diplôme d'école normale primaire ou un diplôme de section normale moyenne délivré par les établissements contrôlés par l'Etat", il faut écrire : "un diplôme d'instituteur ou d'institutrice ou un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur".

.../...

2.

Il y aurait lieu de mettre cet article en concordance avec l'article 219 au sujet du caractère écrit ou verbal des déclarations qui y sont prévues.

Article 232.-

Pour tenir compte des dispositions des articles 115 et 116, l'alinéa 2 de cet article doit être rédigé comme suit :

"Les personnes décédées, celles qui ont fixé leur domicile hors de la province, celles qui ont accompli leur soixante-cinquième année et celles qui font partie du jury d'une autre cour d'assises sont remplacées".

Article 235.-

Cet article pourrait être rédigé comme suit :
"le président de la Cour d'assises rend une ordonnance convoquant les jurés effectifs ainsi qu'un nombre de jurés supplémentaires laissé à son appréciation".

Article 236.-

"Le président transmet l'ordonnance de convocation au ministère public qui la fait signifier à chacun des jurés".

Il est proposé de supprimer la formule :
"qui la fait signifier à chacun des jurés", la signification étant prévue à l'article 237.

.../...

Article 237.-

Le premier alinéa pourrait être rédigé de la façon suivante : "le ministère public signifie à chacun des jurés l'extrait de l'ordonnance qui le concerne. Cette signification est faite huit jours au moins avant la date pour laquelle il est convoqué, avec sommation à se présenter au siège de la Cour d'assises sous peine des sanctions prévues à l'article 239".

Article 239.-

"Tout juré qui ne se rend pas à l'audience sur la citation qui lui a été notifiée est condamné par la Cour d'assises à une amende qui est :

- pour la première fois, de cinq cents francs;
- pour la seconde fois, de mille francs;
- pour la troisième fois, de quinze cents francs.

Cette dernière fois, il est de plus déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions de juré. L'arrêt est imprimé et affiché à ses frais".

Article 240.-

"Sont excusés ceux qui justifient qu'ils étaient dans l'impossibilité de se rendre à leur poste au jour indiqué.

La cour prononce sur la validité de l'excuse".

.../...

Article 241.-

"Les peines portées à l'article 239 sont applicables à tout juré qui, même s'il s'est rendu à son poste, se retire avant l'expiration de ses fonctions sans une excuse valable, La cour prononce sur la validité de l'excuse".

Article 242.-

"Les trois articles précédents sont applicables aux jurés supplémentaires".

Au début de l'article 239, il est proposé d'écrire : "le juré qui ne se présente pas à l'audience sur la citation qui lui a été notifiée ..., etc...".

A l'article 240, alinéa 1er, il vaudrait mieux écrire : "sont excusés ceux qui justifient qu'ils étaient dans l'impossibilité de remplir leurs obligations au jour indiqué".

L'alinéa 2 n'indique pas quelle juridiction sera compétente si par suite des circonstances le juré absent ne peut faire valoir ses causes d'excuse qu'après la clôture de la session.

L'article 241 devrait être modifié comme suit : "les peines portées à l'article 239 sont applicables à tout juré qui, même s'il s'est présenté à l'audience, se retire avant l'expiration de ses fonctions ...".

Il serait préférable de grouper les trois articles 239, 241 et 242 en un seul qui pourrait être rédigé comme suit :

"Le juré et le juré supplémentaire qui ne se présentent pas à l'audience sur la citation qui leur a été notifiée, ou qui s'y étant rendus se retiennent avant l'expiration de leurs fonctions, sont condamnés par la Cour d'assises à une amende qui est :

- pour la première fois, de cinq cents francs;
- pour la seconde fois, de mille francs;
- pour la troisième fois, de quinze cents francs.

Cette dernière fois, ils sont de plus déclarés incapables d'exercer à l'avenir les fonctions de juré. L'arrêt est imprimé et affiché à leurs frais".

Ce texte reprend la substance de la partie encore en vigueur de l'article 396 du Code d'instruction criminelle qui date de 1808. Il faut relever :

- 1° que les amendes qui y sont prévues devront être majorées de 190 décimes par application de la loi du 5 mars 1952;
- 2° que contrairement aux usages existant depuis l'entrée en vigueur du Code pénal de 1867, le taux des amendes n'est pas fixé dans les limites d'un maximum et d'un minimum;
- 3° que faute d'une disposition expresse l'application de circonstances atténuantes est exclue;
- 4° que la récidive légale à la différence des articles 54 et 57 du Code pénal n'est pas limitée à un certain délai.

.../...

Article 253.-

Cette disposition reproduit l'article 390 du Code d'instruction criminelle; aux termes de l'article 232 du projet, la liste n'est formée que pour une session; il est donc superflu de prévoir qu'elle sera "considérée comme non avenue après le service pour lequel elle a été formée".

Chapitre V. - Des membres de la
Cour de cassation.

Article 255.-

Cet article devrait être complété par un alinéa rédigé dans les mêmes termes que l'alinéa 2 de l'article 211.

Article 257.-

Cet article prévoit que "la Cour pourvoit à la vacance", alors que l'article 216, qui règle le même objet pour la Cour d'appel, dispose que "la Cour peut pourvoir à la vacance". Si l'intention du Gouvernement n'est pas d'accorder une faculté à la Cour d'appel et d'imposer une obligation à la Cour de cassation, ces deux articles devraient être rédigés de la manière identique.

Article 258.-

Dans cet article le Procureur général est désigné sous le titre "Procureur général à la Cour de cassation...". A l'article 256, ce même magistrat est dénommé "Procureur général près la Cour de cassation...". Il conviendrait d'unifier la terminologie et d'adopter la dénomination "Procureur général près la Cour de cassation" qui a été consacrée par l'article 151 de la loi du 18 juin 1869.

.../...

La même observation vaut mutatis mutandis pour les avocats généraux ainsi que pour les magistrats du ministère public près les cours d'appels.

Article 259.-

"Les magistrats appelés à siéger dans la section sociale doivent être porteurs du diplôme de licencié en sciences sociales".

La chambre plénière prévue à l'article 131, alinéa 2, doit comprendre neuf conseillers; les chambres réunies dont il est question à l'article 131, alinéa 3, sont composées de dix-sept membres au moins; or, tant l'audience plénière que les chambres réunies peuvent être appelées à traiter de matières sociales. Compte tenu des exigences de la loi linguistique, tous les membres de la cour devraient être porteurs du diplôme de "licencié en sciences sociales".

Pour le surplus, cet article soulève les observations qui ont été formulées antérieurement au sujet des mots "section" et du "diplôme de licencié en droit social", le projet employant par inadvertance l'expression "science sociale".

Chapitre VI. - Des greffiers.

Ce chapitre, qui contient les articles 260 à 269, ne soulève pas d'observation.

.../...

Chapitre VII. - Des employés de greffe.Chapitre VIII.- Des employés de parquet.

1.

Les articles 270, 273, 282 à 284 disposent que les employés du greffe et du parquet nommés à titre provisoire sont soumis au statut des agents temporaires de l'Etat.

Cette référence de la loi à des dispositions réglementaires établies pour d'autres agents de l'Etat _ pourrait créer des difficultés s'il s'avérait impossible d'appliquer intégralement le statut des agents temporaires aux employés des greffes et des parquets nommés à titre provisoire. Mieux vaudrait dire "la loi laisse au Roi le soin de fixer le statut de ces derniers".

2.

Le projet ne reprend pas l'article 149 de la loi du 18 juin 1869 qui prévoit l'existence de messagers des cours et tribunaux, distincts des messagers des greffes et des parquets.

3.

Dans les articles 270 à 272, 282 et 283, il est préférable d'employer la formule "avoir réussi un examen" plutôt que "avoir subi avec satisfaction" un examen.

.../...

D'autre part l'emploi, dans ces dispositions, des seuls mots "le procureur général" prête à confusion; il y aurait lieu de préciser suivant le cas s'il s'agit du procureur général près la Cour de cassation ou du procureur général près la cour d'appel.

4.

A l'article 271, alinéa 2, il est superflu d'exempter les employés de greffe qui voudraient être nommés rédacteurs de la condition prévue au 1° de cet article puisque, pour être nommé employé ils doivent remplir cette condition. Au même alinéa le mot "paragraphe" doit être remplacé par le mot "article". D'autre part l'article 282 ne reprend pas en faveur des employés de parquet, les exemptions prévues par l'article 271, alinéa 2, pour les employés de greffe.

5.

L'article 281, dans sa rédaction amendée, est relatif aux conditions de nomination "des commis-rédacteurs au parquet". Au vu de l'article 182, il faut lire "commis secrétaires au parquet".

Chapitre IX - Dispositions générales.Article 285.-

"Pour pouvoir faire l'objet d'une première nomination en qualité de magistrat effectif, le candidat doit avoir accompli un stage pendant au moins trois ans et justifié, à l'issue de celui-ci, de ses aptitudes, selon les modalités déterminées par le Roi.

L'accomplissement de ce stage dispense, pour sa durée, le candidat des conditions d'activité énoncées aux articles 189 et 190"

1.

Le projet formule une règle qui ne peut être applicable qu'aux magistrats nommés directement par le Roi (article 99, alinéa 1er, de la Constitution).

En disposant que les conseillers à la Cour de cassation et aux cours d'appel, ainsi que les présidents et vice-présidents des tribunaux seront nommés sur la présentation des corps qu'elle désigne, la Constitution a réservé à ces seuls corps l'appréciation de l'affectation des candidats.

La liberté de leur choix ne pourrait être entravée par l'exigence de la réunion dans le chef des candidats de conditions qui, comme l'appréciation du caractère fructueux d'un stage, ne seraient pas purement objectives.

2.

Tous les Belges étant également admissibles aux emplois publics (article 6 de la Constitution), tous les candidats qui remplissent les conditions prévues par la loi doivent être admis à participer au stage. Il ne pourrait en être autrement que si la loi déterminait des conditions objectives d'admission au stage.

3.

Le texte du projet ne prévoit aucune dispense du stage; les candidats ayant exercé des fonctions dans une université ou au Conseil d'Etat ou les avocats ayant une longue pratique du barreau y seront donc également astreints.

4.

En ne faisant référence, à l'alinéa 2, qu'aux articles 189 et 192, l'article exclut les juges de paix et de police de son application.

LIVRE II. - DES FONCTIONS JUDICIAIRES.TITRE PREMIER. - Des conditions requises
pour l'exercice des fonctions judiciaires;Chapitre premier. - De la réception et de
la prestation de serment.Article 289.-

Si cet article en son dernier alinéa entend régler aussi la prestation de serment des greffiers, l'expression "membres des cours et tribunaux" n'est pas appropriée. Il serait préférable de rédiger l'alinéa de la façon suivante :

"Les autres personnes dénommées dans l'article 288 prêtent ce serment, lors de leur réception, entre les mains du premier président de la Cour ou du président du tribunal"

Article 291.-

1.

Cet article omet sans raison apparente les vice-présidents des tribunaux d'arrondissement qui sont cependant mentionnés à l'article 288.

2.

La fin de cet article pourrait être rédigée comme suit :

"...ces personnes prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831, oralement ou par écrit entre les mains du premier président de la cour d'appel".

Chapitre II. - Incompatibilités.Section première. - Du cumul.Article 292.-

"Le cumul des fonctions judiciaires effectives et permanentes est interdit.

Est nul le jugement rendu par un magistrat qui a précédemment connu de la cause dans l'exercice d'une autre fonction judiciaire".

.../...

Les fonctions de juge de paix et de juge de police seront dorénavant distinctes suivant l'article 61 du projet; elles pourront être cumulées. Il y a donc lieu de compléter l'alinéa 1er de l'article 292 par les mots "sauf les cas prévus par la loi".

Article 293.-

"Les fonctions de l'ordre judiciaire sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection; avec toute fonction publique, d'ordre politique ou administratif comportant un traitement ou un salaire à charge de l'Etat, des provinces ou des communes; avec les charges de notaire ou d'huissier de justice; avec la profession d'avocat; avec l'état militaire et avec l'état ecclésiastique".

Article 293.-

1.

L'article 175 de la loi du 18 juin 1869 interdit le cumul des fonctions de l'ordre judiciaire notamment avec "toute fonction rétribuée de l'ordre administratif"; le projet ne reprend pas expressément cette interdiction, mais la remplace par une énumération limitative dont il pourrait être déduit a contrario que l'exercice des fonctions judiciaires ne serait pas incompatible avec une fonction de l'ordre administratif comportant un traitement à charge d'un établissement public. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement : l'article 294 prescrit, en effet, que, par dérogation à l'article 293, la participation rétribuée d'un magistrat à la gestion ou au contrôle d'un organisme public peut être autorisée par le Ministre de la Justice.

Le texte devrait donc être précisé et prévoir que les fonctions de l'ordre judiciaire sont incompatibles avec toute fonction publique rémunérée d'ordre politique ou administratif .

2.

Les fonctions de l'ordre judiciaire étant déclarées incompatibles avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection, il y aura désormais incompatibilité entre ces fonctions et celles de membre d'une commission d'assistance publique, qui sont conférées par le conseil communal suivant une procédure d'élection (Loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique, articles 9 et suivants, modifiés par la loi du 8 juin 1945).

3.

Les termes "les fonctions de l'ordre judiciaire" paraissent devoir être interprétés comme comprenant les fonctions des juges-asseesseurs et des conseillers-asseesseurs, ainsi que celles des juges, juges-asseesseurs et conseillers-asseesseurs suppléants. Cette interprétation se trouve renforcée par le rapprochement des termes "fonctions de l'ordre judiciaire" qui figurent à l'article 293, et de l'expression plus restrictive de "fonctions judiciaires effectives et permanentes", qui figure à l'article 292. Elle est en contradiction avec l'article 300, qui règle spécialement la matière des incompatibilités en ce qui concerne les magistrats suppléants et les conseillers et juges-asseesseurs et leurs suppléants.

Afin d'éviter toute hésitation, il conviendrait de rédiger l'article 293 de façon à faire ressortir que les incompatibilités qu'il édicte ne s'appliquent qu'aux magistrats de carrière des cours, tribunaux et parquets, aux membres des greffes et, éventuellement, au personnel administratif des parquets et des greffes, si telle est l'intention du Gouvernement.

Article 294.-

Par dérogation à la règle prévue à l'article 293, l'article 294 permet aux magistrats qui y seront dûment autorisés, l'exercice de certaines fonctions rétribuées à charge de l'Etat ou des pouvoirs publics.

Cette faculté soulève une importante question de constitutionnalité, que le Conseil d'Etat a déjà examinée à plusieurs reprises, notamment dans ses avis : L. 3547 (Doc. Sénat 1952-1953, n° 436) sur un projet devenu la loi du 20 mars 1954 modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. L. 6122 (Doc. Sénat 1957-1958, n° 235) sur un projet devenu la loi du 28 avril 1958, prorogeant, pour 1957 et 1958, la loi du 20 mars 1954. L. 6672 (Doc. Sénat 1958-1959, n° 216) sur un projet devenu la loi du 27 mai 1960 sur la protection contre l'abus de la puissance économique.

Au surplus l'exposé des motifs s'explique longuement à ce sujet.

.../...

L'autorisation du Roi, qui est prévue à cet article, est superflue lorsqu'il s'agit de fonctions à la nomination du Roi, à plus forte raison l'autorisation du Ministre ne peut-elle être requise pour de pareilles nominations.

Article 295.-

"Aucun membre des cours, tribunaux parquets et greffes ne peut être nommé ou désigné aux fonctions ou charges prévues à l'article 293 sans l'avis du chef de corps ou du magistrat dont il dépend hiérarchiquement".

1.

Le texte paraît n'exiger que la consultation des chefs de corps ou des autorités hiérarchiques, et non point leur avis favorable.

2.

L'expression "chef de corps" n'est pas légalement définie.

3.

Le texte ne règle pas le cas des "chefs de corps" eux-mêmes, ni celui des juges de paix ou des juges de police.

..../...

4.

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà relevé, le statut des juges et conseillers-asseesseurs au sein du pouvoir judiciaire n'est pas défini avec précision par le projet; il n'est pas déterminé notamment si ces personnes sont "membres" de la juridiction où elles sont appelées à remplir des fonctions de juge.

Il n'est dès lors pas possible de déterminer si les articles 295 à 299 s'appliquent à ces personnes, ou si ces articles ne concernent que les magistrats dont il est question à l'article 293.

L'article 300, qui ne parle que des "incompatibilités" et qui paraît ainsi ne faire référence qu'à l'article 293, ne permet pas de résoudre cette difficulté.

5.

Sauf à employer dans les articles 295 à 299 une expression autre que "les membres des cours, etc...", il y aurait lieu d'écrire "les membres des cours et tribunaux, des parquets et des greffes".

Article 296.-

"Les membres effectifs et suppléants des cours, tribunaux, parquets et greffes ne peuvent être requis pour aucun autre service public, sauf les cas prévus par la loi".

.../...

1.

Il n'y aura de membres suppléants des cours que si les conseillers-asseesseurs suppléants sont considérés comme membres de ces cours, et il n'y a pas de membres suppléants aux parquets et aux greffes.

2.

Il serait à la fois plus logique et plus clair de distraire de cet article et de renvoyer à l'article 300, ce qui concerne les suppléants.

Article 300.-

1.

Cet article, qui ne parle que des "incompatibilités", semble ne faire implicitement référence qu'au seul article 293; en effet, dans les articles suivants, il ne s'agit pas à proprement parler d'incompatibilités, mais bien de certaines activités qui sont interdites aux magistrats. L'article 296, que le projet entend rendre applicable aux magistrats suppléants, les mentionne expressément.

Comme il a été dit à cet article, mieux vaudrait concentrer à l'article 300 tout le régime d'interdiction de cumul, d'incompatibilités et d'activités interdites aux magistrats suppléants et aux juges et conseillers-asseesseurs et cela par voie de référence expresse aux articles que le Gouvernement entend leur rendre applicables.

.../...

2.

En étendant aux juges suppléants les règles d'incompatibilité prévues pour les magistrats, le projet interdit notamment aux juges suppléants d'exercer un mandat public conféré par élection ou une fonction publique d'ordre politique. Il s'écarte ainsi du régime établi par l'article 178 de la loi du 18 juin 1869.

Section 2. De la parenté ou de l'alliance.

Article 301.-

"Les conjoints, parents et alliés jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement, ne peuvent, sauf dispense du Roi, faire partie d'un même tribunal ou d'une même cour comme juges, juges suppléants, assesseurs ou comme greffiers en chef, greffiers-chefs de greffe, greffiers et commis-greffiers.

Il ne peut être accordé aucune dispense pour les tribunaux composés d'une seule chambre".

1.

Cet article s'inspire de l'article 180 de la loi du 18 juin 1869, mais ne reprend pas la mention des officiers du ministère public. Les membres du parquet près d'une cour ou d'un tribunal pourront désormais être conjoints, parents ou alliés de membres de la même cour ou du même tribunal et siéger dans les mêmes chambres.

La même observation vaut pour les officiers du ministère public siégeant au tribunal de police (article 303).

.../...

2.

L'article 180 précité porte le mot "simultanément" que le projet n'a pas repris. S'il n'est pas douteux que l'interdiction prévue à l'article 301 du projet ne porte que sur l'exercice "simultané" de fonctions dans un même tribunal par des conjoints, parents ou alliés au degré indiqué, l'on ne voit pas pourquoi cependant cette précision, qui figure dans le texte actuel, a été supprimée.

D'autre part, en vertu de l'article 100, alinéa 1er, de la Constitution, les magistrats qui ont été admis à l'éméritat ou à l'honorariat par limite d'âge demeurent membres de la juridiction dans laquelle ils exerçaient leurs fonctions; pris à la lettre, l'article 180 de la loi du 18 juin 1869 et l'article 301 du projet interdiraient au parent ou à l'allié d'un magistrat émérite ou honoraire de faire partie du tribunal ou de la cour dont ce magistrat est toujours membre. Telle n'est cependant pas l'interprétation correcte de ces textes.

Si le Gouvernement estime opportun de modifier la rédaction de l'article 180 précité, sans d'ailleurs en modifier le sens, sans doute serait-ce l'occasion d'apporter cette précision dans le texte même.

3.

Il conviendrait de préciser si les mots "même tribunal" ou "tribunaux" désignent le tribunal "d'arrondissement" mentionné à l'alinéa 1er de l'article 74 ou, au contraire, le "tribunal de première instance, le tribunal de commerce ou le tribunal social"

.../...

prévus à l'alinéa 2 de cet article. S'il s'agit du tribunal "d'arrondissement", l'alinéa 2 de l'article 301 est sans application possible puisque, en vertu de l'article 74, cette juridiction comprend au moins trois chambres.

Article 303.-

Il convient d'écrire comme à l'article 301 "conjointes ni parents, ni alliés jusqu'au degré ...".

Article 304.-

"En cas de mariage ou d'alliance après la nomination, celui par le fait duquel l'alliance est survenue, ne peut continuer ses fonctions, sans avoir obtenu la dispense prévue à l'article 301".

1.

L'article ne règle pas les conséquences d'un refus de la dispense ni la manière dont l'application de cet article se concilie avec le prescrit des alinéas 1er et 2 de l'article 100 de la Constitution. En effet, en donnant au Roi le pouvoir d'accorder - et donc aussi de refuser - la dispense, le texte permet de priver un juge de sa place ou de le suspendre autrement que dans les conditions prévues par l'article 100, alinéa 2, de la Constitution.

Toute autre serait la situation si le texte prévoyait que le juge dont le mariage produirait l'une des conséquences que l'article 301 a pour but d'éviter

.../...

et qui n'aurait pas préalablement demandé et obtenu dispense sera réputé démissionnaire. Dans ce système, en effet, le juge ne serait pas privé de sa place par une décision de l'Exécutif, mais ce serait lui-même qui en aurait volontairement démissionné.

2.

Le texte ne règle pas le cas de mariage de personnes exerçant toutes deux des fonctions au même tribunal. Laquelle de ces deux personnes demeurera en fonctions et laquelle aura besoin d'une dispense ?

Article 305.-

Cet article n'établit pas une règle d'organisation judiciaire, mais plutôt une disposition de procédure. Elle trouverait mieux sa place dans la partie du Code qui traite des causes de récusation.

Chapitre III. - De la résidence.

Article 306.-

1.

Cet article prévoit l'obligation de résider dans "l'agglomération" où se trouve la juridiction. La composition des agglomérations est déterminée de manière différente par plusieurs textes.

.../...

2.

Les alinéas 3 et 4 permettent au Roi d'accorder dispense de résidence à certains magistrats des parquets, alors que les alinéas 1er et 2 ne créent d'obligation de résidence pour aucun membre des parquets.

3.

Comme il a déjà été relevé plusieurs fois, aucune disposition du projet ne permet de déterminer si l'expression "membres des cours... d'appel et des tribunaux d'arrondissement " comprend les conseillers et juges-asseesseurs.

Article 307.-

Cet article paraît se rattacher au régime disciplinaire par le rappel des notions d'infraction et d'avertissement. Si, dans l'intention du Gouvernement, il s'agit là d'une action disciplinaire, il y aurait lieu d'insérer cette disposition dans la partie du code qui traite de la discipline, dans le cas contraire, la rédaction de l'article devrait être modifiée pour éviter toute confusion.

.../...

Chapitre IV. - Des magistrats autorisés à
accepter une fonction judiciaire auprès
d'un organisme international.

Les articles 308 et 309, qui composent ce chapitre, ne soulèvent aucune observation.

TITRE II. - De l'exercice des fonctions
judiciaires.

Chapitre premier. - Du rang et de la préséance.

Observation générale sur le chapitre premier.

On notera que ni les conseillers-asseesseurs ni les juges-asseesseurs ne sont prévus dans les listes de rang, ce qui paraît les exclure de la notion de "membre de la cour" ou de "membre du tribunal".

Article 310.-

1.

Le projet emploie l'expression de "préside à la Cour"; sans doute ne s'agit-il que des présider élus par les cours conformément à l'article 99, dernier alinéa, de la Constitution, et non pas des conseillers désignés par le Roi pour présider les chambres civiles et sociales des cours d'appel et cela même le renouvellement de la désignation la rend défini:

Si, comme le Conseil d'Etat l'a fait observer au sujet des articles 208 et 209 (observation 1), les magistrats appartenant à l'une ou l'autre de ces catégories de présidents sont des "présidents de chambre", seuls les premiers sont des "présidents à la cour d'appel" et prennent rang entre le premier président et les conseillers.

2.

A la fin de l'article, il faut écrire "les greffiers dans l'ordre de leur nomination, les commis-greffiers dans le même ordre". Cette observation vaut également par l'article 311.

Article 311.-

1.

Contrairement à l'article 310 qui ne confère aucune préséance aux conseillers à la cour d'appel désignés par le Roi pour exercer des fonctions aux chambres commerciales et sociales de la cour, l'article 311 accorde une préséance aux juges du tribunal d'arrondissement qui, après avoir été désignés par le Roi pour exercer des fonctions au tribunal de commerce et au tribunal social, pourront en être nommés président sans autre condition que le simple renouvellement de leur désignation après trois ans.

.../...

L'article 311 leur accorde même préséance sur les vice-présidents; si, comme il doit être supposé, les vice-présidents sont les vice-présidents nommés sur présentation, conformément à l'article 99 de la Constitution, le projet aura pour résultat d'accorder préséance à des magistrats qui pourront être beaucoup moins anciens que les vice-présidents, lesquels n'accèdent généralement à ces fonctions qu'après dix à quinze ans d'exercice des fonctions de juge.

Ces prérogatives s'accompagnant d'avantages pécuniaires, comme semble le prévoir l'article 355, le projet aura pour résultat de permettre d'accorder à des magistrats moins anciens et nommés dans des conditions infiniment plus faciles que la nomination sur présentation, des avantages moraux et pécuniaires qui ne correspondent pas à des conditions de recrutement ou d'aptitudes différentes ou plus sévères.

Si le Gouvernement estime devoir tenir compte de cette observation et modifier le rang de préséance au sein du tribunal d'arrondissement, il y aura lieu, par voie de conséquence, d'apporter des modifications aux articles qui consacrent pratiquement le rang fixé par l'article 311, notamment aux articles 319, 320 et 390.

2.

Les présidents du tribunal social et du tribunal de commerce sont placés sur le même rang. Toutes difficultés quant à la préséance seraient évitées si, après leur mention, l'on ajoutait "dans l'ordre de leur ancienneté de président".

.../...

3.

Si les vice-présidents dont l'article 311 fixe le rang sont les vice-présidents du tribunal d'arrondissement, l'on constatera que le projet ne règle pas le rang des vice-présidents au tribunal de commerce ni celui des vice-présidents au tribunal-social; si, au contraire, les vice-présidents visés au projet sont ces derniers, c'est le rang des vice-présidents du tribunal d'arrondissement qui n'est pas déterminé. A moins que les uns et les autres soient tous mis au même rang.

4.

In fine de l'article, il faut écrire : "Les greffiers-chefs de service ou dirigeants, dans l'ordre de leur nomination, les greffiers dans le même ordre; les commis-greffiers dans le même ordre".

5.

Les juges suppléants ne sont plus prévus à la liste de rang. Le rapport est muet sur les raisons de cette omission.

Articles 312 et 314.

Le premier de ces articles fixe le rang que les magistrats appartenant à une même cour ou à un même tribunal observent entre eux, mais ne fixe pas le rang de chacune de ces juridictions.

.../...

Si l'article 314 prescrit aux cours et tribunaux qui assistent à une cérémonie publique d'observer entre eux l'ordre hiérarchique, il ne fixe pas non plus quel est cet ordre.

Cette matière, pour laquelle il faut se référer au décret du 24 messidor an XII, serait opportunément reprise ou rappelée soit dans l'article 312, soit dans l'article 314, soit dans un article unique qui rassemblerait ces deux dispositions.

Article 313.-

Cet article a pour objet de régler le rang des conseillers appelés à présider des assises ou des chambres sociales siégeant ailleurs qu'au siège de la cour d'appel, ce que le texte ne détermine pas clairement.

D'autre part, l'expression "Les conseillers à la cour d'appel qui seront délégués aux chambres sociales" n'est pas exacte.

Tenant compte de ces deux observations, l'article 313 pourrait être rédigé comme suit :

"Les conseillers à la cour d'appel appelés à présider les chambres sociales de la cour ou délégués pour présider une session des assises, au siège d'un tribunal d'arrondissement qui n'est pas le siège de la cour d'appel elle-même, prendront rang et séance avant tous les membres de ce tribunal. Le même ordre sera observé dans les cérémonies publiques".

.../...

Chapitre II. Du service des audiences.Article 318.-

Il vaudrait mieux modifier la rédaction de l'article et écrire :

"Le service d'audience des membres du parquet est déterminé pour la Cour de cassation et pour la cour d'appel par le procureur général près ces cours, et pour le tribunal par le procureur du Roi".

Chapitre III. - Des empêchements et des
remplacements.Article 319.-

La rédaction de cet article est ambiguë. Suivant les renseignements fournis par le Commissaire royal, les remplacements doivent avoir lieu dans l'ordre énoncé par cet article, les présidents du tribunal de commerce ou du tribunal social étant départagés par l'ancienneté.

Sous réserve de l'observation que le Conseil d'Etat a faite concernant les vice-présidents au tribunal, le texte pourrait être rédigé comme suit :

"Lorsque le premier président d'une cour est empêché d'exercer les fonctions qui lui sont spécialement attribuées, il est remplacé par l'un des présidents, ou à leur défaut par l'un des conseillers, dans l'ordre de leur ancienneté".

.../...

Lorsque le président d'un tribunal (d'arrondissement) est empêché d'exercer les fonctions qui lui sont spécialement attribuées, il est remplacé par le président du (tribunal de commerce) ou le président du (tribunal social), ou à leur défaut par un des vice-présidents du (tribunal de première instance), ou à leur défaut par un des juges, dans l'ordre de leur ancienneté".

Article 320.-

Si l'on entend à l'alinéa 2 que la règle des remplacements soit la même qu'à l'article 319, il conviendrait aussi d'ajouter les mots "dans l'ordre de leur ancienneté" après les mots "le président du tribunal social".

Article 324.-

"En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur général est remplacé par le premier avocat général ou par l'avocat général qu'il désigne.
...".

Il résulte du texte et des explications qui en ont été données par le Commissaire royal que les procureurs pourront désigner leurs remplaçants, mais qu'en l'absence de désignation c'est l'ancienneté qui réglera les remplacements. Dans ces conditions, il serait préférable de reproduire sans modification le texte de l'article 204, alinéa 1er, de la loi du 18 juin 1869.

.../...

Article 326.-

Les expressions "parquet d'arrondissement" et "parquet d'appel" doivent être remplacées par "parquet près le tribunal d'arrondissement" et "parquet près la cour d'appel".

Article 327.-

L'alinéa 2 de cet article, qui a trait au traitement des magistrats délégués, devrait figurer dans la partie du Code qui traite de cette matière. La même observation vaut pour les greffiers, article 330, alinéa 2.

Article 328.-

Au troisième alinéa, il serait préférable d'écrire "d'un greffe dans un autre".

Chapitre IV. - Des absences et des congés.Article 331.-

Dans la partie de l'alinéa 2, commençant par les mots "les vice-présidents", il semble qu'il faille remplacer les mots "sans autorisation préalable du tribunal" par les mots "sans autorisation du président du tribunal".

.../...

Chapitre V. - Des vacances et des chambres des
vacations.

Article 334.-

"Les tribunaux d'arrondissement, les cours d'appel et la Cour de cassation ont deux mois de vacances chaque année depuis le 1er juillet jusqu'au 1er septembre, sans cependant que l'appel et les débats d'aucune cause puissent être différés en raison de celles-ci et avant leur commencement.

L'instruction et le jugement des affaires criminelles, correctionnelles et de police ne sont ni retardés, ni interrompus".

1.

Cet article a pour objet d'interdire la remise de toute cause avant le commencement des vacances et en raison de la proximité de celles-ci. Le texte ne précise pas si les débats commencés avant les vacances doivent se poursuivre pendant celles-ci.

2.

En fait les vacances judiciaires se terminent le 31 août.

.../...

Il conviendrait que les intentions du Gouvernement soient énoncées d'une façon expresse par l'emploi d'une terminologie exempte d'ambiguïté.

2.

Aucune disposition du chapitre VI ne permet de déterminer si les conseillers-asseesseurs et les juges-asseesseurs sont appelés ou non à siéger aux assemblées générales ou éventuellement aux assemblées des chambres.

Article 343.-

Cet article prévoit que la cour, toutes chambres assemblées, peut enjoindre au procureur général de poursuivre à raison des faits qu'elle lui dénonce; ce texte n'a pas pour effet de donner au procureur général d'autres pouvoirs que ceux dont il dispose en vertu du Code d'instruction criminelle.

Article 347.-

"Toutes les fois qu'il y a convocation de l'assemblée générale, le premier président en instruit le Ministre de la Justice et lui fait part de l'objet dont la cour délibérera".

Ce texte est repris de l'article 67 du décret du 6 juillet 1810 et est donc antérieur à la Constitution belge.

.../...

Suivant les "Pandectes belges" cette disposition serait tombée en désuétude, (V° Assemblées générales n° 73). Elle semble peu compatible avec le principe de la séparation de pouvoirs : les relations entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif sont assurées par le ministère public, lequel, suivant l'article 349 du projet, assiste aux assemblées générales.

Le Ministre de la Justice peut ainsi être informé de l'objet des assemblées générales sans qu'une obligation en ce sens soit faite au premier président de la cour.

Article 348.-

1.

L'alinéa 2, qui est relatif à la composition des assemblées générales lorsqu'elles connaissent des poursuites disciplinaires, trouverait mieux sa place dans l'article 426.

2.

Il est inutile de prévoir la composition des assemblées générales des tribunaux siégeant en matière disciplinaire puisqu'en vertu des articles 405 et suivants, les tribunaux n'ont plus aucune attribution en cette matière. A moins qu'il ne s'agisse de la discipline exercée actuellement par le tribunal de première instance sur certains officiers ministériels, mais les textes en vigueur ne fixent pas, pour ce cas, une composition spéciale de l'assemblée générale.

.../...

Article 349.-

L'alinéa premier règle une matière qui n'a pas de rapport direct avec les autres dispositions de cet article. Il serait préférable d'en faire un article séparé.

Article 352.-

Il convient de lire "Par dérogation à l'article 60, § 3, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1935 ...".

Chapitre VII. - Du costume.Chapitre VIII.- Dispositions communes relatives
aux traducteurs, rédacteurs et employés de greffe
et de parquet.

Les dispositions de ces chapitres n'appellent pas d'observation.

TITRE III. - Des traitements, salaires et frais
de fonctionnement.Chapitre premier. - Des traitements des magistrats
de l'Ordre judiciaire.Article 355.-

1.

A la fin de cet article le traitement du juge de complément est indiqué comme étant "le traitement immédiatement inférieur à celui du juge titulaire"; cette formule est imprécise et il serait préférable d'indiquer le montant du traitement qui sera alloué.

2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle, dans les justices de paix des cantons de moins de 50.000 habitants, il n'est pas prévu de traitement pour le juge de police, alors qu'aucune disposition du projet, dans l'état où il est soumis au Conseil d'Etat, n'interdit la nomination d'un juge de police dans les cantons de moins de 50.000 habitants.

3.

Le projet ne permet pas de déterminer si à la Cour d'appel "les présidents de chambre" sont, comme dans les textes actuels, les "présidents à la Cour d'appel c'est-à-dire les présidents élus en leur sein par la Cour, ou s'il s'agit également des conseillers désignés par le Roi pour présider les chambres commerciales et sociales.

Article 356.-

"Le Roi détermine les jetons de présence qui peuvent être alloués aux conseillers-asseesseurs consulaires, aux conseillers-asseesseurs sociaux, aux juges-asseesseurs consulaires et aux juges-asseesseurs sociaux".

Selon que l'on considérera que les juges et conseillers-asseesseurs sont ou non membres de l'Ordre judiciaire, leurs traitements devront être fixés par la loi en vertu de l'article 102 de la Constitution ou, au contraire, pourront l'être par le Roi, comme le propose le projet.

.../...

Article 358.-

"Dans les cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres à défaut de président titulaire jouissent du traitement affecté aux fonctions de président".

Le texte ne précise pas à quelle hypothèse fait allusion l'expression "à défaut de président titulaire"; s'agit-il du cas de vacance d'une place de président en attendant qu'il y soit pourvu par la cour, ou du cas où le nombre des chambres est plus élevé que le nombre des présidents à la cour.

Article 359.-

"Lorsque le supplément de traitement accordé à des magistrats à raison de leur qualité de juge d'instruction, juge des enfants, juge d'appel des enfants et premier substitut, n'est pas touché par le titulaire soit à raison de la vacance de sa place, soit pour tout autre motif, il est dû pour moitié à celui qui, à titre de son office, en remplit momentanément les fonctions.

Le magistrat appelé à remplacer momentanément un autre magistrat, qui bénéficie d'un traitement plus élevé, touche la moitié de la différence entre son traitement et celui attaché aux fonctions exercées provisoirement".

La disposition du premier alinéa ne présente pas de difficultés : celui qui remplit momentanément certaines fonctions touchera le supplément de traitement attaché à ces fonctions, lorsque le titulaire ne le touche pas.

Article 362.-

"Les traitements, les suppléments de traitement et majorations d'ancienneté des magistrats sont soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères".

Pour connaître le point de départ de ce régime de mobilité, il conviendrait de préciser sur quelle base sont fixés les traitements établis à l'article 355. Cette précision pourrait être apportée soit à l'article 362, soit éventuellement à l'article 355 au moment où le législateur arrêtera les montants des traitements.

Article 364.-

Le deuxième alinéa de cet article devrait être rattaché à la disposition plus générale de l'article 376.

Article 365.-

Il y aurait lieu de remplacer la mention de l'article 364 par celle de l'article 363.

Pour le surplus cet article, qui appelle les mêmes observations que celles qui ont été faites sous l'article 294, n'est pas en concordance avec ce dernier; aux termes de cet article, les magistrats peuvent dans certaines conditions exercer certaines fonctions rétribuées sans qu'il y soit prévu que les fonctions à la nomination du Roi et les indemnités à charge du Trésor public soient exclues de son champ d'application.

.../...

Chapitre II. - Des traitements des greffiers
et secrétaires des parquets.

Article 368.-

1.

Alors qu'au sujet de l'article 361, le Commissaire royal a déclaré que les fonctions exercées par des magistrats au Congo belge en ce qui concerne le calcul des anciennetés, feraient l'objet d'une disposition transitoire, l'article 368 règle directement la question pour les greffiers. Un même procédé devrait être observé dans les deux cas.

2.

Il paraît superflu de faire encore mention des services rendus par les greffiers de l'Etat indépendant du Congo en vue du calcul des augmentations périodiques.

3.

Au § 2, il y aurait lieu d'écrire : "au Congo belge et au Ruanda-Urundi, avant l'accession de ces territoires à l'indépendance ...".

Article 370.-

A l'alinéa 2, il paraît devoir être déduit des mots "S'il touche un traitement, à charge de l'Etat" que l'exercice par intérim des fonctions de greffier en chef, de greffier-chef de service et de greffier-chef de greffe pourrait être confié à des personnes étrangères au greffe, ou à l'Ordre judiciaire et même aux services de l'Etat. Si telle est l'intention du Gouvernement, l'article 328 du projet, qui règle la matière d'une autre façon, devrait être modifié et il devrait être prévu comment, par qui et pour quelle durée les fonctions intérimaires seront conférées.

Article 375.-

Il ne paraît pas que l'article 364, auquel l'article 375 fait référence, puisse être appliqué aux secrétaires et secrétaires adjoints des parquets.

Chapitre III. - Dispositions communes aux
chapitres précédents.

Il serait préférable d'intituler ce chapitre : "Dispositions communes aux chapitres Ier et II".

Article 376.-

L'alinéa 2 de cet article fait référence à l'article 63; comme le Conseil d'Etat l'a suggéré à propos de cet article, il serait préférable de le transférer à l'article 376, lequel devrait régler l'ensemble des questions relatives au mode de détermination de la population des cantons.

.../...

Article 377.-

Il conviendrait d'écrire "le traitement court à partir du premier du mois qui suit la prestation de serment; il prend fin le premier du mois qui suit la cessation des fonctions".

Chapitre IV. - Dispositions relatives aux magistrats suppléants.

Article 378.-

Le Conseil d'Etat ne voit pas à quelle hypothèse fait allusion le terme "démis". Les juges et les substituts sont, selon le cas, déchus ou révoqués mais non démis.

Chapitre V. - Dispositions relatives au personnel des parquets et des greffes.

Chapitre VI. - Des frais de fonctionnement.

Les dispositions de ces chapitres ne soulèvent pas d'observation.

TITRE IV. - De la mise à la retraite, de la pension et de l'éméritat.

Chapitre premier. - De la mise à la retraite.

Article 386.-

L'article parle d'une décision considérée comme "irrévocable".

Le terme "irrévocable" n'est pas défini dans le Code. Les articles 19 et 28 définissent le jugement définitif et la décision passée en force de chose jugée.

Il faudrait écrire "passée en force de chose jugée". Cette observation vaut aussi pour l'article 387.

Article 387.-

Cet article prévoit que le délai du pourvoi en cassation est de cinq jours, mais il n'indique pas quel est le point de départ de ce délai. Pas plus que la loi du 25 juillet 1867, le projet ne précise quelle doit être la forme du pourvoi. Etant donné la brièveté du délai, il s'agit vraisemblablement d'un pourvoi fait par simple déclaration au greffe, sans indication des lois violées. Encore conviendrait-il que le projet le précise.

Au dernier alinéa, il est préférable de remplacer les mots "au ministère public près la cour d'appel" par les mots "au procureur général près la cour d'appel".

Chapitre II. - De la pension et de l'éméritat.

Article 391.-

Cet article s'inspire de l'article 9 de la loi du 25 juillet 1867. Mais alors que cette disposition accorde l'éméritat au magistrat qui a "trente années de service, dont quinze au moins dans la magistrature", le projet ne l'accorde qu'au magistrat qui a "trente années de service judiciaire". Le rapport n'indique pas la portée de la modification proposée : s'agit-il de trente années de service dans la magistrature ? Ou cette formule englobe-t-elle aussi,

.../...

par exemple, les années d'exercice de la profession d'avocat ou d'avoué ? Le projet devrait être précisé sur ce point.

Le deuxième alinéa précise que la pension de l'éméritat est égale au taux moyen du traitement pendant les cinq dernières années "sous réserve des règles relatives au cumul des pensions". Ces mots doivent être omis. En effet, la pension de l'éméritat ne peut être touchée par les dispositions en matière de cumul de pension, étant donné que, pour les magistrats, cet éméritat est fondé sur l'article 100 de la Constitution. C'est pourquoi en vertu de l'article 11 de la loi du 20 mars 1958, les réductions en cas de cumul de pensions sont effectuées, si l'intéressé est un magistrat émérite, "sur tous les éléments de son revenu global autres que la pension d'éméritat".

Article 392.-

Le troisième alinéa se réfère à "la loi sur les pensions des membres du personnel civil de l'Etat". Il existe diverses lois en matière de pensions du personnel civil de l'Etat. Dès lors, il conviendrait, soit de préciser les dispositions dont il doit être fait application en vue d'effectuer le calcul de la pension, soit d'indiquer les bases du calcul à effectuer. Cette observation vaut également pour l'article 397.

.../...

TITRE V. - De la discipline.Chapitre premier. - Dispositions réglant la
hiérarchie et la surveillance.Article 398.-

En tant qu'il confère à la Cour de cassation un droit de surveillance sur les cours d'appel, cet article est inspiré de l'article 82 du Senatus Consulte du 16 thermidor an X, dont la compatibilité avec la Constitution a été mise en doute (R.P.D.B. V° Discipline judiciaire, n° 6) et qui n'a pas été repris dans l'article 147 de la loi du 18 juin 1869.

Article 401.-

L'article serait mieux rédigé de la façon suivante :

"Quand un magistrat du ministère public s'écarte à l'audience du devoir de son état, le premier président de la cour ou le président du tribunal (d'arrondissement) auprès duquel ...".

Cette modification implique la suppression du membre de phrase : "et, le cas échéant, à l'intervention du premier président".

Article 402.-

"Les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges d'instruction et les juges de paix exercent la police judiciaire sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel".

.../...

La règle que contient cet article se retrouve à l'article 279 du Code d'instruction criminelle où elle a sa place et où elle est complétée par ses conséquences. On voit mal la nécessité de la reproduire ici.

Article 403.-

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "le procureur général près la Cour de cassation".

Chapitre II. - Dispositions disciplinaires.

Article 404.-

Cet article fait à lui seul l'objet du chapitre II, intitulé "Dispositions disciplinaires"; l'article lui-même fait allusion aux "mesures disciplinaires", matière traitée par le chapitre III.

Afin d'éviter des subdivisions qui ne répondent pas à des nécessités véritables, il y aurait lieu de faire de l'article 404 le premier article du chapitre III, qui deviendrait ainsi le chapitre II.

L'article 404 pourrait être rédigé comme suit :

"Ceux qui manquent aux devoirs de leur charge, ou qui par leur conduite portent atteinte à la dignité de son caractère, sont passibles des mesures disciplinaires prévues au présent chapitre".

.../...

Article 405.-

1.

Cet article remplace par une échelle de peines disciplinaires unique, les peines qui sont actuellement prévues pour les diverses catégories de membres de l'Ordre judiciaire et de son personnel administratif, et qui varient selon ces catégories. Désormais les juges les magistrats des parquets, les membres des greffes, le personnel administratif des parquets et des greffes, ainsi que les juges suppléants et, sans doute aussi, les conseillers et juges-asseesseurs seront soumis à un même régime disciplinaire.

2.

Parmi les peines prévues à l'article 405, figure l'avertissement qui, dans le système actuel, n'est pas une peine mais un simple "conseil ou acte de juridiction paternelle" (Rapport au Roi précédant l'arrêté royal n° 184 du 5 juillet 1935).

3.

La censure simple n'est pas définie et ses effets ne sont pas déterminés. Mis à part le fait que cette sanction aura parfois un caractère plus solennel que l'avertissement, l'on ne voit pas la différence entre ces deux peines.

.../...

4.

Le projet emploie deux mots différents - la destitution et la révocation - pour désigner une seule et même sanction qui consiste dans la privation de la fonction; le mot "dstitution" est réservé aux juges et aux magistrats du parquet (articles 409 et 414), tandis que la révocation frappe les greffiers et le personnel administratif des parquets et des greffes (articles 415 et 416). Dans le vocabulaire juridique, la destitution est une peine du droit pénal (Code pénal, article 19); elle frappe ceux qui ont été condamnés à certaines peines criminelles. La destitution ne constitue une peine disciplinaire que pour les notaires, les avoués et les huissiers (D. 25 Ventôse, an XI, articles 32, 52 et 53, et D. 30 mars 1808, article 102). Pour la quasi-totalité des personnes revêtues de fonctions ou emplois publics - sauf les juges et les conseillers d'Etat, qui peuvent être frappés de la déchéance (loi 20 avril 1810, article 59, et loi du 23 décembre 1946, article 56) -, la privation de la fonction s'appelle la révocation et parfois la "démission d'office".

Le Conseil d'Etat suggère de s'en tenir à la terminologie consacrée et de remplacer les mots "la destitution ou la révocation" par "la déchéance ou la révocation, selon le cas".

Article 406.-

1.

Cet article est inspiré de l'article 62ter de la loi du 20 avril 1810, y inséré par l'arrêté royal n° 184 du 5 juillet 1935. Mais, alors que cette disposition n'est pas applicable aux juges, pour lesquels l'article 58 de la même loi prévoit un régime spécial, le projet ne fait plus cette distinction et

.../...

rend l'article 406 d'application générale. Il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'en vertu de l'article 100, alinéa 2, de la Constitution, la suspension prévue par l'article 406 ne pourrait être appliquée à un juge que par un jugement.

2.

La suspension étant provisoire par sa nature, l'expression "suspension provisoire" constitue un pléonasme.

3.

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour l'alinéa 2 :

"L'autorité compétente peut en outre ordonner la suspension provisoire du traitement pendant la durée qu'elle détermine".

Article 407.-

"Les membres du siège et les membres du parquet qui s'absentent sans autorisation peuvent être privés de leur traitement pendant le temps de leur absence.

Ils peuvent être considérés comme démissionnaires et remplacés si leur absence se prolonge plus de six mois, ou si, requis par le procureur général, après un mois d'absence, de se rendre à leur poste, ils n'obtempèrent pas à cet ordre dans les huit jours".

.../...

L'article parle des "membres du parquet" alors que l'article 48 de la loi du 20 avril 1870, dont il s'inspire en partie, parle des "officiers du ministère public". Si cette différence répond à la préoccupation d'exclure les commissaires de police officiers du ministère public près du tribunal de police de l'application de la disposition, il serait préférable, pour éviter tout doute, d'écrire : "Les juges et les officiers du ministère public, autres que les commissaires de police, qui s'absentent ...".

+

L'alinéa 1er envisage une "autorisation de s'absenter" sans préciser qui accorde cette autorisation; il y a lieu de compléter cet article par une référence aux articles 331 et 332.

D'autre part, le texte ne précise pas l'autorité qui décidera, s'il y a lieu, de priver de leur traitement les magistrats absents sans autorisation.

+

Il résulte de l'alinéa 2 que les magistrats dont question ne sont pas réputés démissionnaires de plein droit mais qu'ils peuvent être considérés comme démissionnaires. Le projet n'indique pas l'autorité à qui il sera loisible de les considérer éventuellement comme démissionnaires.

En tout état de cause, en ce qui concerne les juges, cette démission ne peut être prononcée que par un jugement conformément à l'article 100 de la Constitution.

.../...

2.

Il en est de même de la privation de traitement qui constitue une suspension au sens de l'article 100, alinéa 2, de la Constitution (R.P.D.B., V° Discipline judiciaire, n° 41).

Article 408.-

"Les assesseurs qui, bien que régulièrement convoqués, ont été absents sans juste motif à plus de trois audiences au cours d'une période de six mois, seront considérés comme démissionnaires et remplacés".

1.

Cet article ne précise pas qui appréciera le "juste motif", ni à quelle autorité il sera loisible de considérer comme démissionnaires les assesseurs qui s'absentent sans juste motif.

2.

Dans le système du projet les assesseurs, bien qu'ils soient investis du pouvoir de juger, ne sont pas des juges pour l'application de l'article 100, alinéa 2, de la Constitution, puisqu'ils ne sont pas nommés à vie. Le statut disciplinaire des juges ne leur est donc pas applicable de plein droit. Il en résulte que le projet doit nécessairement déterminer les règles de leur statut disciplinaire, par référence à celui des juges, ou autrement. Il devrait d'ailleurs en être de même pour les "magistrats" suppléants dont parle l'article 413. Ces dispositions trouveraient heureusement leur place au début du chapitre II, en en déterminant ainsi le champ d'application.

.../...

Chapitre IV. - Compétence.Section première. - Dispositions concernant les juges.

La compétence disciplinaire à l'égard des juges soulève une observation générale.

Le statut disciplinaire actuel des juges peut se résumer comme suit :

- 1° le juge qui compromet la dignité de son caractère est averti par le président de la juridiction à laquelle il appartient; cet avertissement n'est pas une peine, mais une mesure préalable à l'application d'une peine disciplinaire (loi du 20 avril 1810, article 49);
- 2° si l'avertissement reste sans effet ou si les faits justifient une sanction plus grave, le juge encourt la censure simple, la censure avec réprimande qui comporte privation du traitement pendant un mois, ou la suspension provisoire qui entraîne privation du traitement pendant sa durée (loi du 20 avril 1810, article 50);
- 3° les peines disciplinaires ci-dessus sont prononcées par les cours à l'égard de leurs membres et par les tribunaux de première instance à l'égard de leurs membres et des juges de paix (loi 1810, articles 50bis et 52). En vertu de l'arrêté royal n°184 du 5 juillet 1935, inséré dans l'article 52 de la loi du 20 avril 1810, la censure simple ou avec réprimande peut également être infligée par le premier président de la cour d'appel;

- 4° les décisions disciplinaires des tribunaux de première instance ne peuvent être mises à exécution sans avoir été soumises à la cour d'appel (Loi 1810, article 51), qui peut les réformer (R.P.D.B. V° - Discipline judiciaire , n°48);
- 5° les juges qui ont subi une condamnation pénale peuvent être déchus ou suspendus par la Cour de cassation (Loi 1810, article 59);
- 6° en tout état de cause, les juges ne peuvent être privés de leur place ou suspendus que par un jugement (Constitution, article 100).

Le projet modifie ce système :

Selon le projet, toutes les peines disciplinaires - y compris l'avertissement - mais à l'exception de la destitution qui est réservée à la Cour de cassation, sont de la compétence des cours d'appel à l'égard de leurs membres, des membres des tribunaux "d'arrondissement", des juges de paix et des juges de police; elles sont toutes de la compétence de la Cour de cassation à l'égard de ses membres et des premiers présidents et présidents des cours d'appel.

Toutefois, la censure simple ou avec réprimande peut être prononcée par le premier président des cours à l'égard des magistrats soumis à la discipline de ces cours. L'avertissement peut être donné :

- par le président du tribunal "d'arrondissement", aux juges de paix et aux juges de police;
- par le président de leur juridiction aux vice-présidents et juges des tribunaux "d'arrondissement" et aux juges-assesseurs;
- par le premier président de la cour d'appel : 1° aux mêmes magistrats et 2° aux présidents des tribunaux "d'arrondissement", des "tribunaux de commerce" et des "tribunaux sociaux", aux présidents, conseillers et conseillers-assesseurs des cours d'appel;
- par le premier président de la Cour de cassation : aux personnes indiquées sub 2° ci-dessus et, en outre, aux premiers présidents des cours d'appel, aux présidents de chambre et aux conseillers de la Cour de cassation (1).

De cette analyse se déduisent deux constatations importantes :

- a) la compétence disciplinaire sera désormais déterminée à la fois par la qualité du juge en cause et par la peine à appliquer;
- b) dans certains cas, plusieurs autorités différentes possèdent une même compétence disciplinaire à l'égard d'un même magistrat et à raison des mêmes faits : ainsi l'avertissement peut être donné à un juge du tribunal "d'arrondissement", soit par le président de ce tribunal, soit par le premier président de la cour d'appel, soit par cette cour elle-même. De même, la censure peut être appliquée, soit par une cour, soit par son premier président.

.../...

(1) Le rapport signale que l'avertissement est de la seule compétence du "chef de corps" du magistrat intéressé. Outre le fait que cette compétence exclusive ne résulte pas du texte de l'article 412 et est même contredite par l'article 410, il faut observer que l'expression "chef de corps" est partiellement inexacte : le président du tribunal "d'arrondissement" n'est pas le "chef de corps" du juge de paix ni du juge de police.

Ce système engendre des difficultés que le projet ne résout pas.

Le fait que la compétence disciplinaire se détermine notamment par la hauteur de la peine à appliquer implique nécessairement une appréciation préalable de la gravité des faits. Aucune disposition du projet ne règle ce point.

D'autre part, le fait qu'aux termes de l'article 418 du projet, les diverses autorités compétentes exercent d'office l'action disciplinaire est aussi de nature à créer des difficultés; en effet, aucune disposition du projet ne prévoit comment les faits seront portés à la connaissance de chacune des autorités concurremment compétentes; il n'est pas prévu non plus un ordre de priorité dans lequel chacune de ces autorités pourra retenir la connaissance des faits ou la renvoyer à une autre autorité, il n'est pas prévu que les décisions disciplinaires qui seraient prises par une autorité seront portées à la connaissance des autres autorités, et si elles sont hiérarchiquement supérieures, soumises à leur appréciation; aucun recours -sinon le pourvoi en cassation pour excès de pouvoir (article 56 (III)) - n'est organisé contre une décision disciplinaire contradictoire; aucun droit de réformation ou d'évocation n'est prévu.

Il en résulte que chacune des autorités compétentes pourrait se saisir indépendamment des autres, exercer des poursuites et éventuellement prononcer une peine contre un même magistrat, à raison des mêmes faits.

.../...

D'autre part, des faits qui justifieraient une peine grave pourraient n'être réprimés que d'une façon inadéquate, faute d'organisation d'un système de saisine des autorités disciplinaires.

Enfin, le recours pour excès de pouvoir n'est pas organisé, ni les délais ni les formes de recours, ni les personnes qui possèdent le droit de l'exercer ne sont indiqués.

Article 409.-

"La Cour de cassation seule connaît des poursuites disciplinaires en destitution".

Il résulte du rapprochement des articles 404, 405 et 409, que, contrairement à la législation actuellement en vigueur, selon laquelle la déchéance d'un juge ne peut être prononcée que comme conséquence d'une condamnation pénale, la "destitution" prévue au projet peut être prononcée par la Cour de cassation dans tous les cas où elle l'estime justifiée. L'on peut se demander s'il se concilie avec le principe de l'inamovibilité du juge que la gravité des faits qui justifierait une dérogation à ce principe résulte, non pas d'une circonstance objective déterminée par la loi elle-même, telle que l'existence d'une condamnation pénale, mais de la seule appréciation de l'autorité disciplinaire, celle-ci fût-elle la Cour de cassation.

Article 410.-

Dans le système du projet, les conseillers-asseesseurs ne font pas, à proprement parler, partie des cours d'appel. Les mots "qui en font partie" - qui, au surplus, n'ajoutent rien au texte - devraient être supprimés.

D'autre part, il n'y a pas de "juges-asseesseurs" aux tribunaux "d'arrondissement" mais bien des "juges-asseesseurs sociaux" respectivement aux "tribunaux de commerce" et aux "tribunaux sociaux".

Article 411.-

"La censure simple ou avec réprimande peut être prononcée par le premier président des cours à l'égard des magistrats soumis à la discipline de ces cours".

Comme il a été déjà rappelé, la suspension du traitement qu'entraîne la censure avec réprimande est une suspension au sens de l'article 100, alinéa 2, de la Constitution. La censure avec réprimande ne peut donc être infligée à un juge que par un jugement. Il en résulte que cette peine ne pourrait pas être infligée par le premier président agissant en vertu d'un pouvoir disciplinaire que lui conférerait sa fonction; elle ne pourrait l'être que par ce magistrat siégeant éventuellement comme juge unique d'une chambre de la cour.

Article 413.-

1.

Cet article, qui soumet les magistrats suppléants aux mêmes autorités disciplinaires que les magistrats effectifs, paraît impliquer qu'ils sont aussi soumis au même régime disciplinaire. A ce sujet, le Conseil d'Etat renvoie à l'observation qu'il a faite sous l'article 408.

2.

Il va de soi que les poursuites disciplinaires qui seraient exercées contre les magistrats suppléants en cette qualité ne les soustrairaient pas à l'action des autres autorités disciplinaires dont ils dépendraient à raison d'autres activités.

Section 2. - Dispositions concernant les membres du
parquet.Article 414.-

1.

Il y a lieu de remplacer le mot "destitution" par le mot "révocation", qui est celui qu'emploie l'article 101 de la Constitution.

2.

L'article serait mieux rédigé de la façon suivante :

"Le Roi suspend et révoque les magistrats du ministère public.

Le Ministre de la Justice peut avertir et censurer tous les officiers du ministère public.

Le procureur général près la cour d'appel peut appliquer aux magistrats du ministère public qui lui sont subordonnés, les peines de l'avertissement, de la censure simple et de la censure avec réprimande ; il peut provoquer leur suspension et leur révocation.

Le procureur général près la Cour de cassation exerce les mêmes pouvoirs à l'égard des avocats généraux près cette cour et des procureurs généraux près la cour d'appel".

Section 3. Dispositions concernant les greffiers.

Article 415.-

1.

Depuis la loi du 20 décembre 1957, reprise quant à ce par l'article 260 du projet, les greffiers en chef, greffiers-chefs de greffe, greffiers et commis-greffiers sont tous nommés par le Roi. Il n'y a donc plus lieu de recourir à la périphrase "par l'autorité qui exerce à leur égard le pouvoir de nomination", qui se justifiait lorsque les membres des greffes n'étaient pas tous nommés par une seule et même autorité.

2.

L'alinéa 2 est inspiré en partie de l'article 62, alinéa 3, de la loi du 20 avril 1810, qui prévoyait l'application aux greffiers de la peine de réprimande. Cette peine ne figure pas dans l'échelle établie par l'article 405, mais bien celle de la censure avec réprimande.

3.

Au même alinéa 2, il y a lieu d'écrire "procureur général près la Cour de cassation" et "procureur général près la cour d'appel".

Section 4. Dispositions concernant les secrétaires des
parquets, le personnel des greffes et des
parquets.

Article 416.-

1.

Cet article appelle la même observation que celle qui a été faite sous l'article 415 au sujet de la peine de la réprimande.

2.

L'expression "chef du parquet" est inusitée; mieux vaudrait la remplacer par "le procureur général ou le procureur du Roi, selon le cas".

CHAPITRE V. - Procédure disciplinaire.

Certaines dispositions de ce chapitre paraissent s'appliquer à l'ensemble des membres de l'Ordre judiciaire et au personnel administratif qui y est attaché; d'autres, au contraire, ne concernent manifestement que la procédure disciplinaire à l'égard des juges; d'autres enfin laissent sans réponse la question de savoir si elles sont générales ou non.

L'ordre et la rédaction des articles du chapitre V, ainsi qu'éventuellement son intitulé, devraient être revus, en tenant compte des distinctions nécessaires et dans le souci de prévenir toute difficulté d'interprétation.

Article 417.-

Cet article énonce un principe qui n'est pas discuté : il est évident que les actions disciplinaires, l'action civile et l'action publique sont indépendantes l'une de l'autre, puisqu'elles ont des objets différents. Il n'y aurait pas d'inconvénient à omettre cet article. Une simple allusion à ce principe, dans l'exposé des motifs, suffirait à éviter toute discussion à ce sujet.

Article 418.-

Les observations que cet article appelle en tant qu'il s'applique aux juges ont été faites à l'occasion de l'examen du chapitre IV (observation générale).

Article 419.-

"La procédure disciplinaire est faite en chambre du conseil".

Si, dans l'intention du Gouvernement, les termes "procédure disciplinaire" comprennent la décision elle-même, il échet de rappeler que lorsqu'il s'agit d'un juge et que la sanction emporte privation de sa place ou suspension, elle ne peut être infligée que par un jugement et doit donc être prononcée en audience publique.

Article 420.-

"Aucune sanction disciplinaire ne peut être appliquée que l'intéressé n'ait été entendu ou dûment appelé et que le procureur général n'ait donné ses conclusions par écrit".

1.

Cet article ayant trait à toutes les mesures disciplinaires, y compris l'avertissement qui peut être infligé par le président du tribunal "d'arrondissement", il se conçoit difficilement que le procureur général soit appelé même dans ce cas à donner ses conclusions. Il conviendrait de remplacer les mots "le procureur général" par les mots "le ministère public".

2.

Si, dans les intentions du Gouvernement, cet article ne doit pas s'appliquer en cas de suspension ou de révocation par le Roi, le texte devrait le préciser; dans le cas contraire, il devrait organiser les droits de la défense et préciser par quelle autorité l'intéressé sera entendu.

3.

Il va de soi que le procureur général n'a pas à donner des conclusions par écrit lorsque c'est à lui qu'appartient le pouvoir disciplinaire. Le texte est donc rédigé en termes trop généraux.

Article 421.-

"L'avertissement est donné oralement. Si des motifs graves l'exigent, il est donné par écrit et il en est dressé l'acte".

1.

Cet article prévoit deux formes d'avertissement : l'avertissement oral et l'avertissement écrit. Si, comme il paraît devoir être déduit des textes, ces modalités correspondent à des degrés différents de gravité des faits, elles constituent des peines distinctes, qui devraient être mentionnées séparément à l'article 405.

2.

L'article sous examen prévoit qu'il doit être dressé acte de l'avertissement écrit; l'on ne voit pas de quoi il devrait être dressé acte, sinon, peut-être, de la remise de l'avertissement à l'intéressé. Si telle est l'intention du Gouvernement, le texte devrait le préciser.

Article 422.-

"Devant la Cour de cassation, et les cours d'appel siégeant en matière disciplinaire la partie citée peut être assistée d'un avocat".

Il y aurait lieu de joindre cet article à l'article 420 qui règle les droits de la défense en matière disciplinaire.

Article 425.-

"Si l'intéressé ne comparaît pas, il est jugé par défaut. L'autorité disciplinaire peut recevoir l'opposition à la décision par défaut, si le défaillant justifie qu'il ne lui a pas été possible de comparaître".

Lorsque la peine est infligée par le premier président d'une cour, ou par le président d'un tribunal, par le procureur général ou par le procureur du Roi, voire par le Ministre de la Justice ou par le Roi, peut-on dire que les intéressés sont jugés ? Comment une procédure d'opposition pourrait-elle être organisée dans ces cas ? L'article paraît ne pouvoir s'appliquer que lorsque la discipline est exercée par jugement.

Article 426.-

"Les cours connaissent des poursuites disciplinaires en assemblée générale".

Cet article s'inspire de l'article 50bis de la loi du 20 avril 1810, modifiée par l'arrêté royal

n° 184 du 5 juillet 1935, qui confie également l'exercice des poursuites disciplinaires à l'assemblée générale de la juridiction compétente, mais il n'en reprend pas l'alinéa 2 qui dispose que, pour l'application de cette disposition l'assemblée générale ne sera composée que des sept juges premiers en rang ou de leurs remplaçants. Cette disposition, modifiée par le projet, est reprise dans l'article 348 du projet.

Article 427.-

"Dans tous les cas il est rendu compte au Ministre de la Justice, par les procureurs généraux, des décisions prises par les cours et tribunaux en matière disciplinaire".

Lorsque les peines disciplinaires ont été infligées par le premier président d'une cour ou le président d'un tribunal, ces décisions n'auront pas été prises par les cours et tribunaux, mais par leur chef de corps en vertu d'une attribution personnelle/. Tel qu'il est rédigé, l'article 427 n'obligerait pas le procureur général d'informer le Ministre de la Justice des sanctions infligées par ces magistrats.

De surplus, les tribunaux comme tels ne possèdent plus aucun pouvoir disciplinaire.

✱

+ +

D'autre part, l'article 427 ne visant que les "décisions prises par les cours et tribunaux", les procureurs généraux ne devront pas rendre compte au Ministre de la Justice des sanctions qu'eux-mêmes, les procureurs du Roi ou les greffiers, auront prises contre les personnes soumises à leur discipline respective.

LIVRE III. - DU BARREAU.

Il est apparu utile de regrouper et de reclasser les différentes dispositions de ce livre, en leur faisant subir quelques modifications de forme.

Les textes ainsi remaniés sont repris en annexe aux observations concernant le barreau.

TITRE premier. - Des avocats inscrits au barreau
près les cours d'appel et les tribunaux.Chapitre premier. - Des avocats.

Si, sous le régime actuel, il est admis que l'ordre des avocats a la personnalité juridique, sans que cela soit expressément prévu par la loi, il a paru préférable de le préciser dans le projet de Code judiciaire.

Le commissaire royal a marqué son accord sur ce point.

Article 434.-

Le décret du 2 juillet 1812 étant abrogé par le projet, il n'existe plus de raison d'établir une distinction entre le stage près une cour d'appel et le stage près un tribunal "d'arrondissement".

.../...

Le conseil de l'ordre doit néanmoins avoir la faculté d'apprécier si le stage accompli auprès d'une autre juridiction a été satisfaisant, eu égard aux règles du stage qu'il a lui-même établies, et en conséquence dispenser d'un nouveau stage un avocat qui solliciterait son inscription.

Article 436.-

L'article indiquant, in fine, que la décision n'est pas susceptible d'opposition, il a été jugé utile de rappeler qu'elle peut cependant être frappée d'appel.

Article 437.-

Cet article prévoit que l'exercice de la profession d'avocat est incompatible avec celle d'agent de l'Etat. S'il faut donner à cette expression le sens restreint qui résulte de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat, il serait loisible aux avocats de remplir diverses fonctions administratives auxquelles les dispositions de cet arrêté ne sont pas applicables, telle que celle de membre d'un cabinet ministériel.

Si, par contre, il fallait comprendre parmi les agents de l'Etat toutes les personnes qui prestent des services à l'Etat, l'incompatibilité atteindrait les Ministres, les professeurs des universités de l'Etat

et autres établissements d'enseignement de l'Etat, les assesseurs de la section de législation du Conseil d'Etat. Si, comme il est dit dans le rapport, il entre dans les intentions du Gouvernement d'entendre la notion d'agents de l'Etat au sens "qui a été clairement fixé par l'arrêté royal du 2 octobre 1937" mais en y incluant "les exceptions qu'il énumère à l'application du statut", cette précision devrait résulter du texte même de l'article.

Article 440.-

"Devant toutes les juridictions, sauf les exceptions prévues par la loi, seuls les avocats ont le droit de plaider.

Dans les causes dont il déclare être chargé, l'avocat comparaît comme fondé de pouvoirs sans avoir à justifier d'aucune procuration, sauf lorsque la loi exige un mandat spécial".

Suivant le commissaire royal, le terme "juridiction", qui se trouve au premier alinéa de l'article, doit s'entendre des juridictions qui font partie du pouvoir judiciaire.

.../...

Article 445.-

"Si un avocat, dans ses plaidoiries ou dans ses écrits, attaquait méchamment les principes de la monarchie, la Constitution, les lois du peuple belge ou les autorités établies, le tribunal ou la cour qui connaît de l'affaire pourrait faire dresser procès-verbal par le greffier et saisir de l'incident le conseil de l'ordre dont relève l'intéressé, sans préjudice de l'exercice des pouvoirs de police d'audience qui appartiennent au président ainsi qu'il est dit à l'article 100 (IV)".

Cette disposition est reprise de l'article 39 du décret du 14 décembre 1810; toutefois le projet a ajouté le mot "méchamment", dont la portée est incertaine. Ce texte de l'époque napoléonienne n'est pas en harmonie avec l'article 14 de la Constitution; il est tombé en fait en désuétude. Le président auquel appartient la police de l'audience dispose d'ailleurs de pouvoirs suffisants pour empêcher les abus que pourraient commettre les avocats au cours de leur plaidoirie sans préjudice des poursuites pénales dans le cas où les propos tenus par les avocats seraient constitutifs d'infractions.

Cet article pourrait donc être supprimé.

.../...

Article 459.-

La dernière phrase de cet article doit être omise. Il s'agit, en effet, d'une contestation sur un droit civil, dont les débats doivent se dérouler à l'audience publique conformément à l'article 96 de la Constitution.

Article 462.-

Cet article supprime la radiation de plein droit prévue par l'article 31 du décret du 14 décembre 1810 en cas de troisième suspension.

Il donne au conseil la faculté de rayer l'avocat qui encourt pour la deuxième fois une peine de suspension. La disposition proposée, est inutile, puisque le conseil dispose toujours de la faculté de prononcer la peine de la radiation.

Article 478.-

Le projet supprime l'obligation pour le Roi de consulter la Cour de cassation avant de fixer le nombre des avocats à cette Cour.

Article 485.-

L'article 485 attribue à la Cour de cassation le droit de suspension, ou de radiation d'avocat près la Cour de cassation. Il s'agit ici d'une innovation par rapport à l'arrêté royal du 31 décembre 1836, qui ne réglait pas cette question : les avocats près la

Cour de cassation étant des officiers ministériels nommés par le Roi, c'était au Roi qu'il appartenait de les révoquer, sans qu'il fut nécessaire de le dire dans un texte exprès. Il n'en sera plus de même à l'avenir, selon le projet.

TITRE III. - L'ordre national des avocats.

Chapitre II. - Du conseil général.

Articles 490 et 491.-

Si, suivant l'explication donnée par le commissaire royal pour l'article 490, "il a été jugé opportun de ne prévoir qu'un seul suppléant pour chaque bâtonnier", on ne voit pas quel est encore le sens de l'article 491.

S'il faut entendre par contre que chaque conseil de l'ordre peut désigner plusieurs suppléants pour son bâtonnier, en précisant le rang des suppléances, mais qu'à la réunion du conseil général chaque bâtonnier ne peut être remplacé que par un suppléant, il conviendrait de rédiger le premier alinéa de l'article 490 avec plus de clarté.

Article 502.-

Il serait opportun d'indiquer par un renvoi quelles seront les formes à observer pour l'exercice du recours en annulation.

Il est à noter qu'en ce qui concerne le doyen, le délai de "trois mois suivant l'envoi du règlement" implique que ces règlements soient envoyés au doyen. Or, l'article 500 ne le prévoit pas.

LIVRE III. - DU BARREAU.TITRE PREMIER. - Des avocats inscrits au
barreau près les cours d'appel et les
tribunaux.Chapitre premier. - De l'Ordre des avocats.Article x¹.-

article nouveau
proposé par le
Conseil d'Etat.

Il y a un Ordre des avocats par arrondissement
judiciaire. Il jouit de la personnalité civile.

Article x².-

article 431
du projet.

L'Ordre des avocats est composé des membres
du barreau inscrits au tableau.

Article x³.-

articles 430 et
448, alinéa 2,
du projet.

Il est dressé au plus tard le 1er décembre
de chaque année, un tableau de l'Ordre des avocats
par arrondissement judiciaire et une liste des sta-
giaires.

Dans les arrondissements judiciaires où siège
une cour d'appel, les avocats inscrits au tableau de
l'Ordre portent le titre d'avocat à la cour d'appel.

Le tableau et la liste sont affichés par
les soins du bâtonnier.

Celui-ci veille à leur mise à jour.

.../...

Article x⁴. -

article 428 du
projet.

Nul ne peut exercer la profession ou porter le titre d'avocat s'il n'est docteur en droit, s'il n'a prêté le serment déterminé par la loi et s'il n'est inscrit à un tableau de l'Ordre ou sur une liste des stagiaires.

Article x⁵. -

article nouveau
présenté par le
Conseil d'Etat.

Le docteur en droit qui veut être reçu avocat, se présente au procureur général près la cour d'appel et lui exhibe son diplôme de docteur en droit.

Article x⁶. -

article 429 du
projet.

La réception a lieu à une audience de la cour d'appel, sur la présentation d'un avocat inscrit au tableau depuis dix ans au moins, en présence du bâtonnier de l'Ordre des avocats près la cour d'appel ou du membre du conseil de l'Ordre qu'il aura désigné et sur les réquisitions du ministère public.

Le récipiendaire prête serment en ces termes :
"Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, de ne point m'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques, de ne conseiller ou défendre aucune cause que je ne croirai pas juste en mon âme et conscience".

Le greffier dresse du tout procès-verbal et il certifie, au dos du diplôme, l'accomplissement des formalités.

Le récipiendaire sollicite ensuite son inscription sur une liste des stagiaires.

.../...

Article x⁷.-

articles 434, 435
et 456 partim du
projet.

La durée du stage est de trois ans.

Les obligations du stage sont déterminées par le conseil de l'Ordre qui veille à leur accomplissement. Il organise des conférences auxquelles les stagiaires sont tenus d'assister, pour recevoir l'enseignement des règles professionnelles et s'exercer à la plaidoirie.

Sauf dispense des autorités de l'Ordre, le stage ne peut être interrompu ou suspendu.

Le conseil de l'Ordre peut, le cas échéant, prolonger la durée du stage sans préjudice du droit de refuser l'admission au tableau.

Tout stagiaire qui ne justifie pas, au plus tard cinq ans après son admission, avoir accompli toutes les obligations du stage, peut être omis de la liste.

Le conseil de l'Ordre peut dispenser du stage l'avocat qui a été inscrit au tableau de l'Ordre des avocats près une autre juridiction.

Article x⁸.-

article 434 du
projet.

Le stage judiciaire peut être accompli concurremment avec le stage au barreau.

.../...

Article x⁹.-

article 433
du projet.

L'avocat près une cour d'appel qui obtient son inscription au tableau des avocats près un tribunal y a rang du jour de son inscription au tableau de l'Ordre près la cour.

Article x¹⁰.-

article 432 du
projet.

Les inscriptions à la liste des stagiaires et au tableau sont décidées sans appel par le conseil de l'Ordre, maître du tableau et de la liste des stagiaires.

Article x¹¹.-

article 437 du
projet.

La profession d'avocat est incompatible :

- 1° avec les fonctions de magistrat effectif, de greffier et d'agent de l'Etat;
- 2° avec les charges de notaire et d'huissier de justice;
- 3° avec l'exercice d'une industrie ou d'un négoce;
- 4° avec les emplois et activités rémunérés, publics ou privés, de nature à mettre en péril l'indépendance de l'avocat ou la dignité du barreau.

S'il existe une cause d'incompatibilité, l'omission du tableau ou de la liste des stagiaires est prononcée par le conseil de l'Ordre, soit à la demande de l'avocat intéressé, soit d'office, et, en ce dernier cas, selon la procédure et les voies de recours qui sont prévues en matière disciplinaire.

.../...

Article x¹².-

article 438 du
projet.

Les avocats membres de l'une ou l'autre des deux Chambres législatives, ne peuvent être avocats en titre des administrations publiques, ni plaider, ni suivre aucune affaire litigieuse dans l'intérêt de l'Etat, ni lui donner son avis ou une consultation en pareille affaire, si ce n'est gratuitement.

La même interdiction s'applique aux conseillers provinciaux et aux conseillers communaux, en ce qui concerne les affaires introduites pour la province ou la commune où ils ont été élus.

Article x¹³.-

article 436 du
projet.

Le conseil de l'Ordre peut accorder l'autorisation de porter le titre d'avocat honoraire aux docteurs en droit qui, ayant été inscrits au tableau de l'Ordre durant dix ans au moins, n'exercent plus la profession d'avocat.

Il peut réduire ce délai dans des circonstances exceptionnelles.

L'autorisation n'est accordée, aux conditions fixées par le règlement, que par le conseil de l'Ordre dans le ressort duquel l'intéressé a exercé en dernier lieu la profession d'avocat.

La liste des avocats honoraires est publiée à la suite du tableau de l'Ordre.

.../...

En cas de manquement aux règles de probité et de délicatesse ou aux conditions mises à l'octroi du titre, l'autorisation de porter le titre d'avocat honoraire peut être retirée en tout temps par le conseil de l'Ordre qui l'a accordée, l'intéressé appelé ou entendu; celui-ci a la faculté de se faire assister d'un conseil. La décision n'est pas susceptible d'opposition, mais peut être frappée d'appel devant le conseil de discipline d'appel.

Chapitre II. - Prérogatives et devoirs des
avocats.

Article x¹⁴. -

article 439
du projet.

Les avocats inscrits au tableau de l'Ordre ou à la liste des stagiaires peuvent plaider devant toutes les juridictions du Royaume, sans préjudice des dispositions particulières relatives au Conseil d'Etat.

Article x¹⁵. -

article 440
du projet.

Devant toutes les juridictions, sauf les exceptions prévues par la loi, seuls les avocats ont le droit de plaider.

Dans les causes dont il déclare être chargé, l'avocat comparaît comme fondé de pouvoirs sans avoir à justifier d'aucune procuration, sauf lorsque la loi exige un mandat spécial.

.../...

Article x¹⁶. -

article 446 du
projet.

Si une partie n'obtient pas l'assistance d'un avocat, le bâtonnier procède à une désignation s'il y a lieu.

L'avocat désigné d'office par le tribunal ou le bâtonnier ne peut refuser son ministère sans faire approuver ses motifs d'excuse ou d'empêchement par l'autorité qui l'a désigné.

Article x¹⁷. -

article 442 du
projet.

Les avocats sont appelés dans les cas déterminés par la loi, à suppléer les juges et officiers du ministère public et ne peuvent s'y refuser sans motif d'excuse ou d'empêchement.

Article x¹⁸. -

article 444 du
projet.

Les avocats exercent librement leur ministère pour la défense de la justice et de la vérité.

A moins que la nécessité de la cause ne l'exige les avocats doivent s'abstenir d'avancer dans leur plaidoirie aucun fait grave contre l'honneur ou la réputation des personnes, à peine d'être poursuivis disciplinairement.

Article x¹⁹. -

article 445 du
projet.

Si un avocat, dans ses plaidoiries ou dans écrits, attaque méchamment les principes de la Mor la Constitution, les lois du peuple belge ou les au établies, le tribunal ou la cour qui connaît de l'e pourrait faire dresser procès-verbal par le greffier saisir de l'incident le conseil de l'Ordre dont re l'intéressé, sans préjudice de l'exercice des pou de police d'audience qui appartiennent au préside ainsi qu'il est dit à l'article 100 (IV).

Article x²⁰. -

article 441
du projet.

Les avocats portent le costume prescrit par
le Roi.

Chapitre III. - Du bâtonnier et du conseil de l'Ordre.Article x²¹. -

article 448
partim.

Pour chacun des ordres, il est désigné un
bâtonnier et formé un conseil de l'Ordre.

Article x²². -

article 447 du
projet.

Le bâtonnier est le chef de l'Ordre.

Il convoque et préside l'assemblée générale
des avocats et le conseil de l'Ordre.

En cas de décès ou d'empêchement du bâtonnier,
il est remplacé provisoirement comme il est prévu au
règlement du conseil de l'Ordre, sinon par le plus ancien
bâtonnier membre du conseil.

Article x²³. -

article 456
partim.

Le conseil de l'Ordre a pour mission :
de sauvegarder l'honneur de l'Ordre des avocats;
de maintenir les principes de dignité, de probité et
de délicatesse qui font la base de leur profession;
de réprimer ou de punir par voie de discipline les
infractions et les fautes, sans préjudice de l'action
des tribunaux s'il y a lieu;
de déterminer les obligations du stage et de veiller
à leur accomplissement.

Article x²⁴.-

article 443 du
projet.

Le conseil de l'Ordre peut imposer aux avocats inscrits au tableau, aux avocats stagiaires et aux avocats honoraires, le paiement des cotisations fixées par lui.

Il veille au respect des lois et règlements concernant le paiement des cotisations aux institutions de prévoyance du barreau.

Article x²⁵.-

article nouveau
proposé par le
Conseil d'Etat.

Le conseil de l'Ordre représente l'Ordre des avocats . Tous actes judiciaires et extrajudiciaires sont accomplis en son nom.

Article x²⁶.-

articles 449 et
452 du projet.

Le conseil de l'Ordre se compose du bâtonnier et :

- de quatorze membres si le nombre des avocats inscrits au tableau et à la liste des stagiaires est de cent ou au-dessus;
- de huit membres s'il est de cinquante ou au-dessus;
- de six membres s'il est de trente ou au-dessus;
- de quatre membres s'il est de quinze ou au-dessus;
- de deux membres si leur nombre est au-dessous de quinze.

.../...

Un des membres du conseil de l'Ordre remplit les fonctions de secrétaire du conseil et de secrétaire de l'Ordre.

Article x²⁷.-

article 450 du
projet.

Le bâtonnier et les membres du conseil sont élus directement par l'assemblée de l'Ordre; à cette assemblée sont convoqués tous les avocats inscrits au tableau.

Le bâtonnier et les membres du conseil sont élus par scrutins de listes simultanés mais séparés aux jour et heure fixés par le conseil de l'Ordre et selon la procédure qu'il arrête. Le bâtonnier est élu à la majorité absolue des suffrages et les membres du conseil à la majorité relative sous réserve de l'article x²⁸, alinéa 2.

Le scrutin étant déclaré clos, le résultat en est proclamé devant l'assemblée générale par le président de celle-ci.

Si le scrutin pour l'élection du bâtonnier ne produit pas la majorité absolue, il est procédé immédiatement, ou lors d'une assemblée ultérieure, à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Si au second tour de scrutin, les candidats obtiennent le même nombre de voix, le plus ancien d'entre eux d'après l'ordre du tableau est élu.

Si un membre du barreau est élu en même temps bâtonnier et membre du conseil de l'Ordre, cette dernière élection est non avenue.

Au cas où, pour les élections au conseil de l'Ordre, plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix pour le dernier mandat à conférer, le plus ancien d'entre eux d'après l'ordre du tableau est élu.

Le résultat de l'élection au conseil est proclamé après l'élection du bâtonnier.

Il est dressé procès-verbal des opérations.

Article x²⁸.-

rticle 451 du
rojet.

Le conseil de l'Ordre peut déterminer le mode et les conditions de présentation des candidatures au bâtonnat et au conseil.

Il peut décider qu'il sera pourvu à l'attribution d'un des sièges du conseil selon les règles de présentation et de scrutin prévues pour la désignation du bâtonnier.

Les suffrages émis pour l'élection à ce siège ne peuvent être comptés pour l'élection à un autre siège au conseil de l'Ordre.

rticle 453 du
rojet.

Article x²⁹.-

Le conseil de l'Ordre ne peut délibérer si la majorité des membres qui le composent n'est présente.

rticles 448 et
54 du projet.

Article x³⁰.-

Les conseils de l'Ordre sont renouvelés avant la fin de chaque année judiciaire, pour commencer leurs fonctions à la rentrée des cours et tribunaux.

Si à ce moment le conseil de l'Ordre n'est pas légalement formé ou renouvelé, les fonctions en sont provisoirement remplies par le conseil de l'Ordre sortant.

La liste des membres composant le conseil de l'Ordre est transmise, dans la huitaine de l'élection, au procureur général près la cour d'appel du ressort.

rticle 455 du
rojet.

Article x³¹.-

Le conseil de l'Ordre pourvoit à la défense des personnes dont les revenus sont insuffisants, par l'établissement d'un bureau de consultation et de défense, selon les modalités qu'il détermine.

Les causes manifestement mal fondées ne sont pas distribuées.

Les avocats stagiaires sont tenus de faire rapport au bureau sur les diligences accomplies par eux dans les affaires dont ils sont chargés.

Selon les circonstances, le bureau peut déterminer les sommes que la personne qui fait appel à l'intervention du bureau est tenue soit à titre de provision préalable, soit à titre d'honoraires.

.../...

Chapitre IV. - De la discipline.Article x³². -

article 457 du
projet.

Le conseil de l'Ordre connaît des affaires disciplinaires, à l'intervention du bâtonnier, soit d'office, soit sur plainte, soit sur les dénonciations écrites du procureur général.

Article x³³. -

article 458 du
projet.

Les avocats qui, à l'occasion de l'exercice de leur activité dans un autre arrondissement judiciaire que celui où ils sont inscrits, y contreviennent à la discipline, peuvent s'entendre faire défense d'assister les parties et de plaider devant les juridictions qui y ont leur siège.

Cette défense, dont la durée ne peut excéder trois ans, est prononcée, l'avocat intéressé préalablement appelé devant le conseil de l'Ordre de l'arrondissement où la contravention a été commise.

La décision est susceptible d'opposition et d'appel.

La copie de la décision est adressée au bâtonnier de l'Ordre dont relève l'intéressé, sans préjudice de l'action disciplinaire qui appartient aux autorités de ce barreau.

Article x³⁴.-

rticle 459
u projet.

Les avocats établissent leurs honoraires avec la discrétion qu'on doit attendre de leur ministère. Tout pacte sur les honoraires lié au résultat de la contestation leur est interdit.

Dans les cas où la fixation excède les bornes d'une juste modération, le conseil de l'Ordre la réduit; il a égard notamment à l'importance de la cause et à la nature du travail, sous réserve des restitutions qu'il ordonne et des sanctions disciplinaires, s'il y a lieu, le tout sans préjudice du droit de la partie de se pourvoir en justice, si la cause n'est soumise à l'arbitrage.

Article x³⁵.-

article 460 du
projet.

Le conseil de l'Ordre peut, suivant le cas, avertir, censurer, réprimander, suspendre pendant un temps qui ne peut excéder une année, rayer du tableau ou de la liste des stagiaires.

Les peines de suspension ou de radiation sont mentionnées, en regard des noms de ceux qui en sont l'objet, dans un registre tenu par le secrétaire de l'Ordre et qui peut être consulté par les avocats. Le conseil de l'Ordre a la faculté d'ajouter aux peines de la réprimande ou de la suspension, la défense de prendre part au vote prévu à l'article x²⁷ pendant un temps qui ne pourra excéder trois ans en cas de réprimande et cinq ans en cas de suspension, ainsi que l'inéligibilité aux fonctions de bâtonnier ou de membre du conseil de l'Ordre pendant la même durée.

.../...

Le conseil de l'Ordre décide, s'il l'estime utile, l'affichage intégral ou partiel de ses sentences dans les locaux réservés aux avocats, ou leur publication sans que le nom de l'avocat intéressé puisse y être mentionné.

Article x³⁶.-

article 461 du
projet.

Le conseil de l'Ordre est compétent pour statuer sur des poursuites disciplinaires intentées en raison de faits commis avant la décision qui a omis l'inculpé du tableau de l'Ordre ou de la liste des stagiaires, si l'instruction a été ouverte au plus tard trois mois après cette décision.

Article x³⁷.-

article 463 du
projet.

L'avocat suspendu doit s'abstenir de toute activité professionnelle pendant la durée de sa peine.

Article x³⁸.-

article 464 du
projet.

Lorsque les faits reprochés à un avocat font craindre que l'exercice ultérieur de son activité professionnelle ne soit de nature à causer préjudice à des tiers ou à l'honneur de l'Ordre, le bâtonnier peut prendre les mesures conservatoires que la prudence exige et même faire défense à l'avocat de fréquenter le palais de justice pendant une période n'excédant pas trois mois. Ce délai peut être prolongé par sentence motivée du conseil de l'Ordre. Celle-ci est exécutoire par provision, nonobstant l'appel dont elle est susceptible.

.../...

Article x³⁹. -

article 465 du
projet.

L'avocat est cité dans le délai de quinze jours, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Un délai lui est en outre accordé, s'il le demande, pour préparer sa défense.

Article x⁴⁰. -

article 466 du
projet.

Dans les huit jours de sa prononciation, toute sentence rendue en matière disciplinaire est notifiée par le secrétaire de l'Ordre, au procureur général, par lettre recommandée à la poste et à l'avocat, par lettre recommandée à la poste et par lettre missive.

Article x⁴¹. -

article 467 du
projet.

Si la sentence est rendue par défaut, opposition peut y être formée par l'avocat inculpé, dans un délai de quinze jours à partir de l'envoi de la notification à lui faite.

L'opposition formée tardivement est déclarée irrecevable à moins que le conseil ne relève l'opposant de la forclusion, ce qu'il apprécie souverainement et sans recours.

L'opposition est adressée, par lettre recommandée à la poste, au secrétaire de l'Ordre.

.../...

Le conseil appelle l'opposant devant lui dans les formes et délais de la convocation initiale. Il statue même en son absence. La sentence est réputée contradictoire en tout cas.

Article x⁴².-

article 468 du
projet.

L'avocat intéressé et le procureur général près la cour d'appel ont, l'un et l'autre, le droit d'interjeter appel d'une sentence du conseil de l'Ordre qui porte condamnation ou acquittement.

Article x⁴³.-

article 469 du
projet.

L'appel est notifié par lettre recommandée à la poste au secrétaire du conseil de l'Ordre, dans les quinze jours à partir de l'envoi de la notification de la sentence.

Le secrétaire informé de l'appel, le dénonce, par lettre recommandée à la poste, au procureur général ou à l'avocat inculpé, selon les cas, puis il transmet le dossier au secrétaire du conseil d'appel.

L'appel incident est ouvert tant au procureur général qu'à l'avocat.

Article x⁴⁴.-

article 470 du
projet.

Le procureur général assure l'exécution des sentences de suspension et de radiation.

.../...

Article x⁴⁵.-

rticle 471 du
projet.

Aucun avocat rayé ne peut être inscrit à un tableau de l'Ordre ou porté sur une liste de stagiaires qu'après l'expiration d'un délai de dix ans depuis la décision de radiation et si des circonstances exceptionnelles le justifient.

L'inscription n'est permise qu'après avis conforme du conseil de l'Ordre du barreau auquel l'avocat appartenait et, le cas échéant, moyennant l'autorisation de la juridiction disciplinaire d'appel du ressort, si la radiation a été prononcée par elle.

Le refus d'inscription n'est pas susceptible d'appel.

Chapitre V. - Des conseils de discipline d'appel.Article x⁴⁶.-

article 472 du
projet.

Il est constitué au siège de chaque cour d'appel un conseil de discipline d'appel.

Article x⁴⁷.-

article 473 du
projet.

Le conseil de discipline d'appel se compose d'un président et de quatre assesseurs. Il est présidé par le premier président de la cour d'appel ou un président de chambre que celui-ci désigne.

Le procureur général ou le membre de son parquet qu'il désigne, occupe le siège du ministère public.

Deux des assesseurs appartiennent au barreau dont relève l'avocat inculpé; les deux autres au barreau d'appel du ressort.

Néanmoins si l'avocat inculpé appartient à un barreau d'appel, un des assesseurs est choisi parmi les assesseurs désignés au sein des autres barreaux du ressort.

Au début de chaque année judiciaire, les conseils de l'Ordre des barreaux dressent une liste de huit avocats au moins et de douze au plus pour les barreaux d'appel et de quatre pour les autres barreaux, qui peuvent être appelés à faire partie, comme assesseurs, du conseil de discipline d'appel.

Les assesseurs sont désignés parmi les anciens membres du conseil de l'Ordre des avocats. Si le barreau compte moins de cinquante avocats inscrits au tableau, la liste peut comprendre des avocats inscrits à un autre barreau du ressort.

Le rang occupé par les avocats sur les listes ainsi établies, détermine l'ordre dans lequel ils sont appelés à siéger comme assesseurs.

Dans les quinze jours, les listes sont notifiées par les soins du bâtonnier au président du conseil de discipline d'appel.

Les membres du conseil de l'Ordre qui a rendu la décision frappée d'appel ne peuvent en connaître le degré d'appel.

Article x⁴⁸. -

article 474 du
projet.

La procédure devant le conseil de discipline d'appel est suivie dans la langue employée pour la rédaction de la sentence dont appel.

Le président constitue le siège, ainsi qu'il est dit à l'article x⁴⁷, en se conformant à cette règle.

S'il n'existe pas, en nombre suffisant, d'assesseurs du barreau d'appel connaissant la langue de la procédure, le président du conseil d'appel constitue le siège en y appelant des assesseurs désignés par les autres conseils de discipline du ressort.

S'il n'existe pas, en nombre suffisant, d'assesseurs du barreau auquel appartient l'avocat inculpé, le président constitue le siège en y appelant des assesseurs désignés par les autres conseils de discipline du ressort.

Article x⁴⁹. -

article 475 du
projet.

En même temps qu'ils désignent les assesseurs du conseil de discipline, les conseils de l'Ordre des barreaux d'appel nomment deux membres ou anciens membres du conseil de l'Ordre qui remplissent les fonctions de secrétaire et de secrétaire suppléant du conseil de discipline d'appel, pour une durée de deux ans. Ces mandats sont renouvelables.

Le siège du secrétariat est fixé au palais de justice de la cour d'appel du ressort.

Article x⁵⁰.-

Article 476 du
projet.

Les débats devant le conseil de discipline d'appel ont lieu à huis clos.

Article x⁵¹.-

Article 477 du
projet.

Les sentences du conseil de discipline d'appel sont, par les soins de son secrétaire, notifiées à l'avocat par lettre missive et par lettre recommandée à la poste.

L'opposition de l'avocat aux sentences rendues par défaut par le conseil de discipline d'appel est faite dans les mêmes formes et délais que l'acte d'appel. Elle est instruite et jugée suivant les règles appliquées en première instance.

L'avocat ou le procureur général peuvent dans le délai d'un mois déférer les sentences du conseil de discipline d'appel à la Cour de cassation selon les formes des pourvois en matière civile.

A moins que la sentence n'en décide autrement, le pourvoi est suspensif.

Si la sentence est annulée, la Cour de cassation renvoie la cause devant le conseil de discipline d'appel autrement composé.

.../...

TITRE II. - Des avocats à la Cour de cassation.Article x⁵². -

article 478
partim du
projet.

Le droit de postuler et de conclure devant la Cour de cassation appartient exclusivement, en matière civile, commerciale et sociale, à des avocats qui portent le titre d'avocat à la Cour de cassation.

Article x⁵³. -

article 478
partim du
projet.

Les avocats à la Cour de cassation, dont le nombre est fixé par le Roi, sont nommés par lui sur une liste de trois candidats présentés par la Cour en assemblée générale; expédition de la délibération est adressée par la Cour au Ministre de la Justice.

Ne pourront être présentés à la nomination du Roi que des candidats pratiquant le barreau depuis six ans au moins.

Avant d'entrer en fonctions, les avocats à la Cour de cassation prêtent devant la Cour le serment prescrit par l'article x⁶.

Article x⁵⁴. -

article 484
du projet.

Le conseil de l'Ordre dresse chaque année au plus tard le ... le tableau des avocats à la Cour de cassation; ceux-ci y sont inscrits dans l'ordre de leur prestation de serment; ce tableau est communiqué au procureur général près la Cour.

.../...

Article x⁵⁵.-

article 479 du
projet.

En toutes matières soumises à la Cour, les avocats à la Cour de cassation représentent valablement la partie, sans avoir à justifier d'une procuration sauf lorsque la loi exige qu'ils aient un mandat spécial.

Ils ont le droit de plaider devant toutes les juridictions du Royaume ; l'article x¹⁵, alinéa 2, leur est applicable.

Article x⁵⁶.-

article 480 du
projet.

Si, en matière civile, commerciale et sociale, une partie n'obtient pas l'assistance d'un avocat à la Cour de cassation, le bâtonnier de l'Ordre désigne un avocat d'office s'il y a lieu, le tout sans préjudice des dispositions en matière d'assistance judiciaire.

Article x⁵⁷.-

article 481
partim du
projet.

Les avocats à la Cour de cassation forment un Ordre, qui comprend un bâtonnier et un conseil de l'Ordre. L'Ordre jouit de la personnalité civile.

Article x⁵⁸.-

article 483
du projet.

Le bâtonnier est le chef de l'Ordre. Sauf dans le cas prévu à l'article x⁶⁰, il préside les assemblées générales des avocats à la Cour de cassation. En cas de décès ou d'empêchement du bâtonnier, il est remplacé provisoirement par le membre du conseil de l'Ordre le plus ancien dans l'ordre du tableau.

.../...

Article x⁵⁹. -

articles 481 et
482 partim du
projet.

Le conseil de l'Ordre se compose du bâtonnier qui le préside, et de quatre membres.

Le conseil de l'Ordre représente l'Ordre. Tous actes judiciaires et extrajudiciaires sont accomplis en son nom.

Article x⁶⁰. -

article 482
partim du
projet.

Les avocats à la Cour de cassation se réunissent tous les ans en assemblée générale, au cours du dernier mois précédant les vacances judiciaires, pour élire, par scrutins séparés, d'abord le bâtonnier, à la majorité absolue, puis les autres membres du conseil de l'Ordre, à la majorité relative.

Cette assemblée est présidée par l'avocat le plus âgé, assisté en qualité de secrétaire de l'avocat le plus jeune.

Si le scrutin pour l'élection du bâtonnier ne produit pas la majorité absolue, il est procédé, lors d'une assemblée ultérieure, à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix; si, à ce second tour de scrutin, les deux candidats obtiennent le même nombre de voix, le plus ancien dans l'ordre du tableau est élu bâtonnier.

Article x⁶¹. -

article 481
partim

Les assemblées générales de l'Ordre sont convoquées soit par le bâtonnier, soit par le procureur général près la Cour de cassation.

.../...

Article x⁶². -

article 485
du projet.

En matière disciplinaire, le conseil de l'Ordre peut, suivant l'exigence des cas, avertir, censurer ou blâmer.

Le procureur général peut se faire délivrer expédition de toutes les délibérations de l'assemblée générale et de toutes les décisions du conseil de l'Ordre

Le droit de suspension ou de radiation appartient à la Cour de cassation. La Cour a la faculté d'ajouter à la peine de la suspension la défense de prendre part au vote prévu à l'article x⁶⁰ pendant un temps qui ne pourra excéder cinq ans, ou d'être éligible durant le même temps aux fonctions de bâtonnier ou de membre du conseil de l'Ordre.

La même faculté est réservée au conseil de l'Ordre en cas de blâme.

Article x⁶³. -

article 486
du projet.

Le procureur général près la Cour de cassation et l'avocat intéressé ont, l'un et l'autre, le droit d'interjeter appel d'une sentence du conseil de l'Ordre dans le délai de quinze jours suivant celui de la notification de la sentence.

L'appel est porté devant la Cour de cassation; il est formé par voie de requête adressée au premier président; une copie de cette requête est envoyée dans le délai de huit jours au bâtonnier; les parties intéressées sont, par les soins du greffier, convoquées pour être entendues en chambre du conseil; elles peuvent prendre connaissance au greffe de l'arrêt rendu sur l'appel.

.../...

Article x⁶⁴. -

article 487
du projet.

Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent titre, les dispositions du titre Ier du présent livre sont applicables à l'Ordre des avocats à la Cour de cassation et à ses membres.

TITRE III. - L'Ordre national des avocats.Chapitre premier. - Dispositions générales.Article x⁶⁵. -

article 488
du projet.

Tous les barreaux belges réunis forment l'Ordre national des avocats de Belgique.

L'Ordre national a son siège à Bruxelles.

Il jouit de la personnalité civile.

Article x⁶⁶. -

article 489
du projet.

Les organes de l'Ordre national sont :

1° le conseil général;

2° le doyen, le vice-doyen, les deux secrétaires.

Chapitre II. - Du conseil général.Article x⁶⁷. -

article 490
du projet.

Le conseil général est composé des bâtonniers des différents barreaux.

Chaque bâtonnier peut être remplacé par un de ses suppléants.

.../...

Les membres suppléants sont désignés au cours du mois d'octobre de chaque année par chaque conseil de l'Ordre. Ils sont choisis parmi les membres du barreau qui ont exercé les fonctions de bâtonnier.

Article x⁶⁸.-

article 491
du projet.

Le nombre et le rang des membres suppléants sont déterminés par le conseil de l'Ordre.

Article x⁶⁹.-

article 492
du projet.

Le mandat des membres suppléants a une durée d'un an. Il est renouvelable selon les règles fixées par le conseil de l'Ordre.

Article x⁷⁰.-

article 493
du projet.

Le conseil général veille à la sauvegarde de l'honneur, des droits et des intérêts professionnels communs des avocats.

Article x⁷¹.-

article 494
du projet.

Le conseil général détermine et unifie les règles et usages de la profession d'avocat en raison des rapports qu'elle comporte entre les membres de barreaux différents. Il arrête à cette fin les règlements convenables. Il assure de même le fonctionnement de l'Ordre national.

Article x⁷².-

article 495
du projet.

Le conseil général organise son secrétariat. Il documente les conseils de l'Ordre sur les questions qui intéressent les avocats.

Article x⁷³. -

article 496
du projet.

Les délibérations du conseil général ont lieu dans les deux langues nationales. Les rapports et les résolutions sont établis dans chacune d'elles, sans prééminence de l'un des textes sur l'autre. Les divergences entre ceux-ci sont tranchées par le conseil général, suivant les règles ordinaires d'interprétation.

Article x⁷⁴. -

article 497
du projet.

L'installation du conseil général a lieu le deuxième lundi de novembre au palais de justice de Bruxelles.

Article x⁷⁵. -

article 498
du projet.

Chaque membre du conseil général a une voix.

Toutefois son vote est compté pour autant de voix supplémentaires que le barreau qu'il représente comprend de centaines d'avocats et avocats stagiaires, inscrits au premier octobre de l'année judiciaire en cours, au-delà de cent.

Si le nombre des avocats du barreau représenté dépasse une centaine sans atteindre la centaine supérieure, il est néanmoins compté pour une voix supplémentaire.

Article x⁷⁶. -

article 499
du projet.

Si le conseil général régulièrement convoqué, ne réunit pas la majorité de ses membres, il n'est procédé à aucun vote. Une nouvelle assemblée est convoquée par le doyen. Elle délibère valablement quel que soit le nombre de ses membres présents.

Toute proposition concernant les règles et usages du barreau doit recueillir les deux tiers des voix des membres présents.

Article x⁷⁷.-

article 500 du
projet.

Dès leur adoption, les règlements sont adressés aux procureurs généraux et aux bâtonniers.

Article x⁷⁸.-

article 501 du
projet.

Les règlements adoptés par le conseil général sont obligatoires pour tous les avocats inscrits aux barreaux de Belgique.

Les conseils de l'Ordre des barreaux en assurent l'application. Ils sont seuls compétents en matière disciplinaire.

Article x⁷⁹.-

article 502 du
projet.

Le recours en annulation devant la Cour de cassation prévu à l'article 56 (III) peut être formé par le procureur général près cette Cour et par le doyen.

Le pourvoi est préalablement signifié, selon le cas, au procureur général ou au doyen dans le délai de trois mois suivant l'envoi des règlements comme il est dit à l'article x⁷⁷.

.../...

Article x⁸⁰. -

article 503 du
projet.

Le conseil général représente l'Ordre national.
Tous actes judiciaires et extrajudiciaires sont accomplis
en son nom.

Article x⁸¹. -

article 504 du
projet.

Le conseil général fixe la cotisation à payer
annuellement par les barreaux, à l'effet de couvrir les
frais de l'Ordre national et de son secrétariat.

Chapitre III. - Du doyen, du vice-doyen
et des secrétaires.

Article x⁸². -

article 505 du
projet.

Le conseil général choisit en dehors de ses
membres : le doyen, le vice-doyen et les deux secré-
taires.

Le doyen, le vice-doyen et les secrétaires
siègent au conseil général. Ils y ont voix consultative.
Néanmoins en cas de partage, le doyen ou, le cas échéant,
le vice-doyen qui le remplace, a voix délibérative.

Le doyen et le vice-doyen sont désignés parmi
les anciens bâtonniers.

Les secrétaires sont choisis parmi les anciens
bâtonniers ou les anciens membres d'un conseil de l'Ordre

Le choix des titulaires respecte un juste équi-
libre entre les deux groupes linguistiques.

.../...

Article x⁸³. -

article 506 du
projet.

Le doyen, le vice-doyen et les deux secrétaires
sont élus à la majorité absolue.

Leur mandat a une durée de trois ans.

Les secrétaires sont rééligibles.

Article x⁸⁴. -

article 507 du
projet.

Le doyen convoque et préside le conseil
général.

Il doit le convoquer s'il en est requis par
trois membres au moins du conseil général.

Article x⁸⁵. -

article 508 du
projet.

Le doyen exécute les résolutions du conseil
général et le représente à l'égard des pouvoirs publics
et des barreaux.

Les secrétaires assurent l'établissement et
l'expédition des procès-verbaux du conseil général et
la conservation de ses archives.

LIVRE IV. - LES HUISSIERS DE JUSTICE.

Sur l'invitation du commissaire royal, le
Conseil d'Etat s'abstient d'examiner les dispositions de
ce livre, la matière étant actuellement soumise au Par-
lement.

+ +

.../...

REMARQUES DE FORME.

1. Les mots "l'article précédent" ou d'autres semblables devraient être remplacés par l'indication précise des dispositions auxquelles il est fait référence.
2. Les mots "du présent Code" ou "du présent article" devraient être omis lorsqu'aucun risque de confusion n'est possible.
3. L'indication de l'âge requis pour remplir certaines fonctions devrait être faite, dans toutes les dispositions du projet, de manière uniforme.

+

+ +

Le Conseil d'Etat, après avoir procédé à l'examen de la deuxième partie de l'avant-projet de Code judiciaire, qui est consacrée à l'organisation judiciaire, est d'avis que certaines de ses observations sont d'une importance telle que l'examen par lui des troisième et quatrième parties de l'avant-projet apparaît prématuré. En effet, ces observations sont susceptibles d'amener le Gouvernement à modifier sensiblement la partie du projet relative à l'organisation judiciaire, ce qui aurait pour conséquence d'entraîner la révision des autres parties.

Inleiding.

Van alle ontwerpen die aan de Raad van State sedert zijn oprichting zijn voorgelegd, is er geen dat hem in omvang haalt bij het ontwerp van Gerechtelijk Wetboek.

Het telt meer dan tweeduizend artikelen, die de gehele stof van de gerechtelijke organisatie, de bevoegdheid en de rechtspleging, behalve dan de rechtspleging in strafzaken, behandelen. Het zal dus een vijftigtal wetten, resultaat van nagenoeg twee eeuwen wetgeving, door een geordend en rationeel geheel vervangen.

Zowel wat de beginselen als wat de instellingen ieder op zichzelf betreft, doet het ontwerp zich voor als een buitengewoon omvangrijk wetgevingswerk.

In het advies dat volgt, heeft de Raad van State op talrijke punten niet kunnen instemmen met de tekst van het ontwerp. Uit die meningsverschillen, onvermijdelijk overigens in een zo ingewikkelde zaak, mag echter niet worden afgeleid dat hij het nut van de voorgestelde hervormingen zou onderschatten en geen grote waardering zou hebben voor het werk van de Koninklijke Commissaris voor de gerechtelijke hervorming, aan wie hij hier een bijzondere hulde wenst te brengen.

+

+ +

.../...

OPMERKINGEN OVER DE ALGEMENE OPVATTING EN DE INHOUD VAN
HET ONTWERP.

I.

De ontwerp-tekst heet "Gerechtelijk Wetboek".

"Wetboek" veronderstelt, dat alle wetsbepalingen betreffende eenzelfde stof tot één corpus van wetten bijeen worden gebracht; uit die opvatting zijn de zogenaamde Napoleontische wetboeken tot stand gekomen : het Burgerlijk Wetboek, het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, het Wetboek van koophandel, het Strafwetboek, het Wetboek van strafvordering. Op heel enkele niet gecodificeerde teksten na omvatte elk van die wetboeken in beginsel alle wetsbepalingen over de behandelde materie. Meteen werden daardoor de vroegere desbetreffende bepalingen opgeheven. Zo was het gehele burgerlijk recht samengebracht in het Burgerlijk Wetboek, alles wat de procedure betrof in het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, enz...

In die logische opvatting, waarbuiten een codificatie geen reden van bestaan en geen nut heeft, moet een Gerechtelijk Wetboek alle positiefrechtelijke bepalingen bevatten die het "gerechtelijk recht" uitmaken, met andere woorden de regels betreffende de organisatie en de bevoegdheid van de rechtbanken en betreffende de te volgen rechtspleging.

.../...

Wel is nu een eerste deel van het "Wetboek" gewijd aan algemene beginselen die voor alle gerechten van de rechterlijke macht gelden; een tweede behandelt de organisatie van die gerechten, ook de strafgerechten (maar niet de militaire). Het derde en het vierde deel echter handelen onderscheidenlijk over de bevoegdheid en de rechtspleging, alleen in burgerlijke zaken. Al wat betrekking heeft op de bevoegdheid van de door het ontwerp georganiseerde strafgerechten en op de daarvoor te volgen rechtspleging, is dan ook systematisch uit het "Gerechtelijk Wetboek" geweerd.

Dit zal hierdoor te verklaren zijn dat pas een aanvang is gemaakt met de studie van de hervorming van de rechtspleging in strafzaken; waarschijnlijk oordeelt de Regering dat op de voltooiing van die studie niet moet worden gewacht om te beginnen met de herziening van het gedeelte van het "gerechtelijk recht" dat reeds klaar is.

Er blijft niettemin, dat het ontwerp in zijn huidige staat maar een deel van het "gerechtelijk recht" bestrijkt, en dus geen "Wetboek" van die rechtstak genoemd kan worden. Het kan zich dus niet aandienen als een ontwerp van "Gerechtelijk Wetboek", maar wel als een ontwerp van de delen X ... van zulk een Wetboek, later aan te vullen met de inmiddels eventueel herziene bepalingen van het gerechtelijk strafrecht.

Om dubbelzinnigheid te voorkomen en niet vooruit te lopen op de voorstellen welke de Koninklijke Commissaris voor de hervorming van de rechtspleging in strafzaken aan de Regering zal doen, ware het misschien geraden meer dan één ontwerp te maken : een voor de

gerechtelijke organisatie, een voor de bevoegdheid en een voor de rechtspleging in niet-strafzaken. De wetgever kan dan nog altijd beslissen of de diverse takken van het "gerechtelijk recht" één Wetboek zullen gaan vormen dan wel gesplitst zullen blijven. Tot die keuze zal de wetgever wel het best in staat zijn als hij zich eenmaal over de gehele gerechtelijke hervorming in al haar aspecten hoeft kunnen uitspreken.

II.

Het eerste deel van het ontwerp is gewijd aan de "algemene beginselen". Die beginselen zijn definities of voorzieningen die meer bepaald een of andere tak van het "gerechtelijk recht" betreffen, zonder eigenlijk op alle takken daarvan te slaan. Zij zullen worden onderzocht samen met de delen van het ontwerp waarop zij logisch betrekking hebben.

De artikelen 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8 zullen dan ook worden onderzocht in het eerste deel van het advies, over de "gerechtelijke organisatie".

OPMERKINGEN OVER DE ARTIKELEN 1 TOT 4 EN 6 TOT 8 VAN HET EERSTE DEEL VAN HET ONTWERP.

Artikel 1. Dit Wetboek regelt de organisatie en de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken, de vorm, de behandeling en de berechting van de vorderingen die aan hun oordeel onderworpen worden, de rechtsmiddelen, de maatregelen tot bewaring van recht en de middelen van tenuitvoerlegging.

Artikel 2. De in dit Wetboek gestelde regels zijn van toepassing op alle rechtsplegingen, tenzij de wet anders bepaalt.

1.

Het is niet gebruikelijk in een inleidende bepaling de voornaamste onderwerpen van een wet aan te geven. Noch de Belgische Grondwet, noch de voornaamste Wetboeken, noch, in het buitenland, het Duitse Burgerlijk Wetboek bijvoorbeeld, bevatten zulk een bepaling, die overigens geen rechtsregel stelt.

2.

De term "maatregelen tot bewaring van recht" is onbekend in de Belgische rechtsterminologie. Hij moet dus worden omschreven, zoniet in artikel 1, dan toch in de volgende hoofdstukken van het eerste deel van het ontwerp, die juist aan definities gewijd zijn.

Mocht die term echter, zoals waarschijnlijk is, alleen doelen op de maatregelen die aan de tenuitvoerlegging van vonnissen voorafgaan, dan kan hij zonder bezwaar achterwege blijven.

3.

Te oordelen naar de tekst van de artikelen 1 en 2 zouden de regels van het Gerechtelijk Wetboek toepassing vinden op alle rechtsplegingen, zowel in strafzaken als in andere en zelfs op de rechtspleging voor administratieve rechtscolleges. Het verslag van de Koninklijke Commissaris, dat het ontwerp toelicht, wijst er echter op dat artikel 2 ertoe strekt "de onzekerheid te verhelpen die in het verleden ontstaan is

uit het stilzwijgen van de wet wat betreft de formaliteiten die de rechtsplegingen omvatten waarvoor ze niet uitdrukkelijk werden bepaald; het Gerechtelijk Wetboek vormt voortaan het gemeen recht van de rechtspleging voor de hoven en de rechtbanken". Zelfs beperkt tot de rechtspleging voor hoven en rechtbanken, zouden de regels van het Wetboek nog toepassing vinden in strafzaken, onder voorbehoud van de aan de strafrechtspleging eigen bepalingen, die zodoende van het gemeen recht zouden afwijken en dus beperkend zouden moeten worden uitgelegd.

Men kan zich afvragen of het ontwerp het werkelijk zo bedoelt en, zo ja, of die combinatie van de algemene bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met de bijzondere regels van de strafrechtspleging niet tot node-loze controverses kan leiden.

+

+ +

Zelfs indien de artikelen 1 en 2 beperkt bleven tot het onderzoek en de berechting van zaken die krachtens de regels van het derde deel van het ontwerp onder de bevoegdheid van hoven en rechtbanken vallen, zou erop moeten worden gewezen dat die bevoegdheid zich voortaan zal uitstrekken tot tal van zaken die tot dusver niet onder de burgerlijke rechtsvordering vielen en waarvoor de wetgever, evenals het verordenend gezag, eenvoudige, goedkope en snelwerkende procedures heeft ingesteld, zoals worden toegepast voor de administratieve rechtscolleges in de diverse takken van de sociale zekerheid.

.../...

Artikel 3. De wetten op de gerechtelijke organisatie, de bevoegdheid en de rechtspleging zijn van toepassing op de hangende rechtsgedingen, zonder dat die worden onttrokken aan de instantie van het gerecht waarbij zij op geldige wijze aanhangig zijn, en behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald.

Volgens het verslag stelt dit artikel als vaste regel het beginsel dat "de terugwerking van de wetten op de rechtspleging in de rechtsleer en de rechtspraak wordt aangenomen in weerwil van het beginsel dat in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek ligt uitgedrukt"; de artikelen 55 en 56 van de wet van 25 maart 1876 op de bevoegdheid bevatten alleen overgangsbepalingen.

Op te merken valt, dat artikel 3 niet toepasselijk zou zijn op rechtsgedingen welke hangende zijn bij gerechten, die krachtens een nieuwe wet zouden verdwijnen. In dat geval blijven overgangsbepalingen volstrekt nodig.

Artikel 4. De rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie waken voor de nakoming van de in dit Wetboek gestelde regels, met inachtneming van de rechten van de partijen en onverminderd de middelen van nietigheid, de schadevergoedingen en de tuchtrechtelijke vervolgingen, indien daartoe grond bestaat.

Aldus gesteld, heeft dit artikel geen bijzondere strekking : de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie waken, per definitie, voor de nakoming van alle wetten.

Volgens het verslag wil het ontwerp de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie speciaal opdracht geven te waken voor de nakoming van de bepalingen die niet op straffe van nietigheid zijn voorgeschreven; het artikel moet artikel 1030, tweede lid, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering vervangen, dat wegens zijn "ergerniswekkende aard" niet meer wordt toegepast. Met de woorden "met inachtneming van de rechten van de partijen", waarvan de betekenis op een eerste gezicht niet duidelijk is, zou bedoeld worden dat de taak van rechters en ambtenaren van het openbaar ministerie niet wegneemt dat partijen de rechten behouden, die zij aan de aanklachtprocedure ontleenen : "zij hebben de leiding van het geding en kunnen, in een liberaal regime, het best oordelen wat in hun belang is".

De magistraten zullen voor de nakoming van de regels waken "naar gelang van het geval, door de uitoefening van de tucht die hun toekomt of door de verwijzing naar de bevoegde disciplinaire overheden, ofwel door het herinneren aan de formaliteiten die werden uit het oog verloren".

Artikel 4 verleent dus geen bijzondere bevoegdheid aan de rechters en aan de ambtenaren van het openbaar ministerie; zoals de tekst laat vermoeden, wil hier alleen speciaal gewezen worden op het wezen zelf van het ambt van die magistraten. De bepaling heeft geen praktische draagwijdte, stelt geen rechtsregel, en moet dus vervallen.

Artikel 6. Er bestaat rechtsweigering wanneer de rechter weigert recht te spreken onder enig voorwendsel, zelfs van het stilzwijgen, de duisterheid of de onvolledigheid van de wet.

Volgens het verslag is het beginsel van dit artikel ontleend aan artikel 4 van het Burgerlijk Wetboek. Nochtans "in plaats van bij de inzet te bepalen dat de rechter die weigert recht te spreken "als schuldig aan rechtsweigering vervolgd kan worden", werd de rechtsweigering bepaald".

Zoals het artikel thans is gesteld, omschrijft het een misdrijf, en als zodanig is het niet op zijn plaats in een Wetboek op de gerechtelijke organisatie en de burgerlijke rechtsvordering. Het is bovendien een herhaling van artikel 258 van het Strafwetboek, dat alle bestanddelen van bewust misdrijf opgeeft.

Artikel 4 van het Burgerlijk Wetboek stelt een grondbeginsel van de uitoefening van het rechtersambt, geen strafrechtelijke regel.

Tegen die tekst is echter bezwaar : wel verplicht artikel 4 van het Burgerlijk Wetboek de rechter, zelfs bij stilzwijgen van de wet, recht te spreken, maar het zegt niet wat hem dan te doen staat.

De ordonnantie van de Onafhankelijke Congo-staat van 14 mei 1886 bepaalde : "Wanneer de stof niet bepaald is bij een reeds afgekondigd decreet, besluit of ordonnantie, wordt over de geschillen die tot de bevoegdheid van de rechtbanken van Congo behoren, recht gedaan volgens de plaatselijke gewoonten, de algemene rechtsbeginselen en de billijkheid".

Als men de tekst van artikel 4 van het Burgerlijk Wetboek wil verbeteren, moet men de rechters althans zeggen, welke regel zij bij het zwijgen van de wet moeten volgen. Hierop wijst Professor Meijers in zijn verslag over het ontwerp voor een nieuw Nederlands Burgerlijk Wetboek, Toelichting, Eerste Gedeelte, 's Gravenhage 1954, blz. 24, waar hij zegt dat moet worden geregeld "hoe bij het zwijgen der wet het recht moet worden gevonden" (ook aangehaald bij W.J. Ganshof van der Meersch, in zijn studie "Le droit de la défense, principe général du droit", Mélanges Dabin, blz. 583).

Is de bedoeling van het ontwerp echter niet de schriftelijke regel uitdrukkelijk aanvullen, dan moet de tekst van het Burgerlijk Wetboek naar 's Raads oordeel ongewijzigd worden behouden, maar dan opgenomen in het onderhavige Wetboek.

Artikelen 7 en 8. Bij deze artikelen zijn geen opmerkingen te maken.

OPMERKINGEN OVER HET TWEEDE DEEL VAN HET ONTWERP.

Eerste Boek - Organen van de rechterlijke macht.

I. Algemene opmerking.

Het ontwerp brengt een groot aantal wijzigingen aan in de huidige gerechtelijke organisatie. Een aantal daarvan zijn slechts praktische aanpassingen, of zelfs gewone redactionele wijzigingen, of nog bevestigen slechts bepaalde interpretaties die door de rechtsleer of de rechtspraak aan de geldende teksten zijn gegeven; andere daarentegen zijn diepgaande hervormingen en die raken

.../...

aan de beginselen zelf die van oudsher aan onze gerechtelijke organisatie ten grondslag liggen:

- 1° Het ontwerp richt in ieder gerechtelijk kanton een "politierechtbank" op, die de bevoegdheden welke de vrederechter thans in strafzaken uitoefent, zal overnemen; dat gerecht zal niet, zoals thans het geval is waar "politierechtbanken" opgericht zijn, een toegevoegd vredegerecht, maar een nieuw gerecht zijn. In tal van kantons zal de vrederechter nochtans, als rechter van de "politierechtbank", belast blijven met de bevoegdheid die hij thans in strafzaken uitoefent als rechter van één gerecht, dat zowel voor burgerlijke zaken als voor strafzaken bevoegd is.

Anderzijds zal in de "politierechtbank" het ambt van openbaar ministerie voortaan worden uitgeoefend door de procureur des Konings bij de "arrondissementsrechtbank" van het gebied, bijgestaan door zijn substituten en door bepaalde politiecommissarissen van het arrondissement, die door de Koning worden aangewezen.

- 2° De rechtbank van eerste aanleg, de rechtbank van koophandel en de werkrechtshraden worden als autonome gerechten opgeheven. In hun plaats komt er een "arrondissementsrechtbank", verdeeld in drie afdelingen : "de rechtbank van eerste aanleg", "de rechtbank van koophandel" en "de sociale rechtbank".

De dienst van de "rechtbank van eerste aanleg", afdeling van de "arrondissementsrechtbank", wordt waargenomen door beroepsmagistraten; de kamers van

de "rechtbank van koophandel" en van de "sociale rechtbank" daarentegen, worden voorgezeten door een magistraat die de Koning speciaal benoemt uit de rechters in de "arrondissementsrechtbank"; zij tellen bovendien elk twee "rechters-assessoren in handelszaken" of twee "rechters-assessoren in sociale zaken", die voor een bepaalde termijn worden benoemd uit voordrachtlijsten bij de samenstelling waarvan de rechterlijke overheid niet wordt betrokken en die geen beroepsmagistraten zijn. De rechters in de "arrondissementsrechtbank" mogen de sociale kamers slechts voorzitten indien zij een bijzonder diploma van sociaal recht bezitten.

- 3° Aan de huidige bevoegdheid van het Hof van beroep wordt die van de werkrechtersraad van beroep toegevoegd. Het Hof wordt verdeeld in kamers voor burgerlijke zaken, voor correctionele zaken, voor handelszaken en voor sociale zaken.

De kamers voor burgerlijke zaken en voor correctionele zaken bestaan uit raadsheren in het Hof van beroep, die worden benoemd overeenkomstig artikel 99, tweede lid, van de Grondwet; de kamers voor handelszaken en de kamers voor sociale zaken worden voorgezeten door raadsheren in het Hof van beroep die de Koning speciaal benoemt; zij tellen bovendien elk twee "raadsheren-assessoren in handelszaken" of twee "raadsheren-assessoren in sociale zaken", die voor een bepaalde termijn worden benoemd en geen beroepsmagistraten zijn.

- 4° Het Hof van cassatie zal bestaan uit drie "afdelingen", die de beide huidige kamers zullen vervangen; de eerste afdeling neemt kennis van de voorzieningen in burgerlijke zaken en handelszaken; de tweede van de voorzieningen in strafzaken, de derde van de voorzieningen in sociale zaken. In de afdeling voor sociale zaken mogen alleen zitting hebben raadsheren in het Hof van cassatie die een bijzonder diploma van sociaal recht bezitten.
- 5° De organisatie van het Hof van assisen ondergaat geen grote veranderingen.
- 6° De militaire gerechten worden in het ontwerp niet behandeld.
- 7° Naar aanleiding van de afschaffing van een aantal gerechten en de oprichting van nieuwe, worden de bevoegdheden opnieuw verdeeld. Bovendien krijgen de door het ontwerp ingerichte gerechten bevoegdheid in sommige zaken die thans ter beoordeling van de administratieve rechtscolleges staan; zo worden alle sociale geschillen aan de administratieve rechter onttrokken en aan de gewone rechter toegewezen.
- 8° Wat de werving van de beroepsmagistraten betreft, het ontwerp eist dat de in de magistratuur te benoemen kandidaten ervaring bezitten op grond van vroegere uitoefening van een ambt of van een beroep dat als geschikte voorbereiding kan worden beschouwd, en, anderzijds, dat zij met goed gevolg een stage van drie jaar hebben gedaan.

+

+

+

.../...

De Grondwet heeft de rechterlijke macht weliswaar niet in bijzonderheden georganiseerd en heeft dit aan de wet overgelaten (Grondwet, artikel 139, 6°), maar zij heeft de organen ervan aangewezen, hierbij uitgaande van de organisatie die in onze gewesten bestond vóór 1830, zoals zij ook de grondbeginselen heeft bepaald betreffende de aanwerving en het statuut van de leden van hoven en rechtbanken.

Zo hebben sedert 1831 een grondwettelijk bestaan : het Hof van cassatie (artikelen 90, 95 en 106), de hoven van beroep (artikelen 99 en 104), de hoven van assisen of althans de jury (artikel 98), de rechtbanken van eerste aanleg (artikel 99), de vredegerechten (artikel 99) en de militaire rechtbanken (artikel 105). Rechtbanken van koophandel kunnen worden ingesteld in de plaatsen die de wet aanwijst (artikel 105).

Krachtens artikel 94 van de Grondwet kan geen rechtbank, geen met eigenlijke rechtsmacht belast orgaan worden ingesteld dan krachtens een wet en is ook het instellen van buitengewone rechtbanken of commissies verboden.

Er moge worden op gewezen dat de wetgever, telkens als hij het nodig heeft geacht rechtscolleges in te stellen met bepaalde bevoegdheden van de rechterlijke macht, dat gedaan heeft in het kader van de door de Grondwet ingestelde hoven en rechtbanken : zo zijn de correctionele rechtbanken, die niet uitdrukkelijk in de Grondwet vermeld zijn, niets anders dan kamers van de rechtbank van eerste aanleg die speciaal bevoegd zijn

in strafzaken; de werkrechtcrsraden, ingesteld door de wet van 9 april 1842, zijn slechts als grondwettig erkend omdat zij werden beschouwd als een speciale soort van de rechtbanken van koophandel, waarvan de inrichting, de bevoegdheid, alsmede de wijze van benoeming en de duur van het ambt van hun leden krachtens artikel 105 van de Grondwet door de wetgever worden geregeld (zie daarover de parlementaire voorbereiding van de wet van 9 april 1842, vooral het verslag van de middenafdeling in het Staatsblad van 26 februari en 7 maart 1842).

Dit was ook het geval met de kindergerechten, welke de wet van 15 mei 1912 heeft ingericht in het kader van de rechtbanken van eerste aanleg en van de hoven van beroep.

Ook de politierechtbanken, waaraan de wetgever heeft gemeend de bevoegdheid van de vrederechters van sommige kantons te moeten opdragen, zijn geen nieuwe gerechten maar bijgevoegde vrodegerechten (wetten van 12 augustus 1911, 2 oktober 1913, 29 maart 1929, 25 april 1960 en 28 juli 1962).

Dezelfde regel werd nog toegepast, toen de wetgever na de jongste oorlog oordeelde dat de bestraffing van misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat aan andere gerechten dan de hoven van assisen en de correctionele rechtbanken moest worden opgedragen; die gerechten werden ingericht in het kader van de militaire gerechten, bedoeld in artikel 105 van de Grondwet.

Sedert honderddertig jaar is dus, krachtens een nooit verloochende wettelijke interpretatie van de Grondwet, geen afbreuk gedaan aan de inrichting van de rechterlijke macht zoals die in de Grondwet is bepaald; geen gewoon gerecht werd op een andere wijze ingericht dan in het kader van de hoven en rechtbanken, die hun ontstaan vinden in de Grondwet zelf.

Het ontwerp breekt met deze traditionele interpretatie :

- 1° Door in artikel 59 te bepalen dat er een vredegerecht is in ieder gerechtelijk kanton, en in artikel 60 dat er "politierechtbanken" zijn waarvan de zetel gevestigd is in de hoofdplaats van het kanton, stelt het, naast de traditionele vredegerechten, daarvan onderscheiden gerechten in, welke de Grondwet niet kent.
- 2° Door in artikel 73 te bepalen dat er een "arrondissementsrechtbank" is in ieder gerechtelijk arrondissement, stelt het een rechtbank in die, zelfs al komt zij zoals verder zal worden uiteengezet in feite overeen met de huidige rechtbank van eerste aanleg, een voor de Grondwet onbekend gerecht is.
- 3° Door de rechtbank van eerste aanleg als zelfstandig gerecht op te heffen om er een gewone afdeling van een "arrondissementsrechtbank" van te maken; door de rechtbanken van koophandel af te schaffen en ze, onder dezelfde benaming, te vervangen door een afdeling van de "arrondissementsrechtbank", die noch dezelfde bevoegdheid, noch dezelfde samenstelling

zal kunnen als de huidige rechtbanken van koophandel en wier rechters niet hetzelfde statuut zullen hebben als de rechters van de bestaande rechtbanken, brengt het belangrijke wijzigingen aan in de gerechtelijke organisatie zoals die in de Grondwet is uitgestippeld.

Het zou dus de eerste maal zijn dat de wetgever zich op artikel 94 van de Grondwet zou beroepen voor het instellen van gerechten die buiten het grondwettelijk kader vallen en waarbij civielrechtelijke geschillen aanhangig zouden worden gemaakt. Het staat aan de wetgever te oordelen of hij grondwettelijk ingestelde gerechten kan opheffen en vervangen door gerechten welke de Grondwet niet kent, en of de wijzigingen welke het ontwerp aanbrengt in de inrichting van een van de drie machten, anders dan door een grondwetsherziening tot stand kunnen worden gebracht (Zie daarover : M.N.J. Leclercq : "Un chapitre du droit constitutionnel des Belges, - Le pouvoir judiciaire, Belgique judiciaire", 1889, kol. 1265 vv. - Giron, "Dictionnaire de droit administratif, v° Pouvoir judiciaire", nr 28).

II. Opmerkingen over artikel 58.

Artikel 58. "Dit Wetboek regelt de organisatie van de vrederechten, de politierechtbanken, de arrondissementsrechtbanken, de hoven van beroep, de hoven van assisen en van het Hof van cassatie.

Er zijn militaire rechtbanken, waarvan de organisatie en de bevoegdheden door bijzondere wetten worden geregeld".

1.

Deze bepaling stelt geen rechtsregel en kan zonder bezwaar vervallen.

Voorgesteld wordt, ze te vervangen door een bepaling betreffende de territoriale indeling van het Rijk, zoals zal worden gezegd in de opmerking over artikel 59.

2.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom alleen de organisatie van de militaire rechtbanken door bijzondere wetten geregeld blijft. De militaire rechtbanken maken deel uit van de rechterlijke macht, juist zoals de overige strafgerichten; de ene worden in het ontwerp betrokken, de andere moeten het dus redelijkerwijze ook.

Eerste Titel - Hoven en Rechtbanken - Leden.

Eerste Hoofdstuk - Vrederichter en politierechtbank.

Eerste Afdeling - Algemene bepalingen.

Artikel 59. "Er is een vredegerecht in ieder gerechtelijk kanton".

Als er geen definitie van het begrip gerechtelijk kanton wordt gegeven, heeft het artikel geen praktische strekking.

.../...

Artikel 2 van de wet van 18 juni 1869 op de gerechtelijke organisatie verwijst, wat de zetel en het rechtsgebied van de vrederechten betreft, naar een bij de wet gevoegde tabel. Andere teksten, zowel vroegere als latere, zeggen welke gemeenten ieder kanton omvat. Het ontwerp (artikel 6 van de ophoeffingsbepalingen) heeft die teksten op. Het is dan ook nodig te verwijzen naar een nieuwe bij het ontwerp te voegen tabel, die vooraan in het deel van het Wetboek over de gerechtelijke organisatie moet worden aangekondigd. Het gedeelte van artikel 186 dat daaraan is gewijd, moet dus daaruit worden gelicht. Hiervoor stelt de Raad verder een tekst voor : hij zou kunnen worden ingevoegd op de plaats van artikel 58 van het ontwerp, waarvan de Raad ook de schrapping voorstelt.

Wordt op deze wenk ingegaan, dan zijn bij artikel 59 van het ontwerp geen opmerkingen meer te maken.

Artikel 60. "Er zijn politierechtbanken.

Hun zetel is gevestigd in de hoofdplaats van de kantons, behalve in de gevallen van artikel 3 (bijvoegsel)".

1.

Dit artikel - zoals overigens vele andere bepalingen van het ontwerp - verwijst naar een bijvoegsel dat aan de Raad van State niet medegedeeld is en zonder hetwelk hij niet steeds de juiste draagwijdte van de tekst heeft kunnen achterhalen.

.../...

2.

Door in een ander artikel dan dat over het bestaan van de vrederechten, te bepalen dat er "politie-rechtbanken" zijn, waarvan de "zetel is gevestigd in de hoofdplaats van de kantons", lijkt het ontwerp zo te moeten worden verstaan dat een nieuw, van de vrederechten onderscheiden strafgerecht wordt ingesteld. Volgens die interpretatie, welke het verslag bevestigt, zal de politierechter niet de vrederechter zijn, zitting houdend "in politiezaken", zoals artikel 5 van de wet van 18 juni 1869 bepaalt, zelfs al moet in sommige gevallen (artikel 61) de dienst van beide gerechten door eenzelfde magistraat worden waargenomen. Anderzijds zullen de ontworpen politie-rechtbanken geen "bijgevoegde vrederechten" zijn, zoals de thans bestaande politierechtbanken.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking die bij de aanvang van het onderzoek van het Eerste Boek is gemaakt, is de Raad van State van oordeel dat het hoofdstuk over het "vrederecht" en de "politierechtbank" in twee afdelingen zou moeten worden gesplitst, één voor ieder van die gerechten, zodat hun afzonderlijk bestaan duidelijker tot uiting komt.

De tekst die aan het slot van de opmerkingen over het eerste hoofdstuk is voorgesteld, houdt hiermede rekening.

3.

Het begrip "hoofdplaats van een kanton", dat overigens niet omschreven is, staat alleen in de bepaling betreffende de "politierechtbanken". In dat opzicht

verwijst de Raad van State naar de opmerking die hij maakt heeft naar aanleiding van artikel 59.

Artikel 61. "In de gevallen van artikel 3 (bijvoegsel) vervullen een of meer rechters hun ambt uitsluitend in de politierechtbank.

In de andere gevallen oefent de vrederechter het ambt van politierechter uit".

De Raad van State onthoudt zich van iedere opmerking bij dit artikel, waarvan hij de juiste strekking alleen zou kunnen toetsen aan het bijvoegsel, waarvan hij geen inzage heeft.

Artikel 62.-

Dit artikel deelt de vrederechten en de "politierechtbanken" in twee klassen in, naar gelang van de bevolking van hun kantons; in de opzet van het ontwerp heeft die indeling geen zin meer, want daar waar het nodig is, wordt rechtstreeks naar het bevolkingscijfer verwezen (zie onder meer de artikelen 177 en 355).

Artikel 62 dient dan ook te vervallen.

Artikel 63.-

Dit artikel, dat regelt hoe het bevolkingscijfer van sommige kantons wordt bepaald, heeft als enig nut dat de wedde van de magistraten en griffiers kan worden vastgesteld wanneer die wedde in verhouding is tot het bevolkingscijfer. Het ware beter op zijn plaats in het deel van het Wetboek dat over de wedden handelt.

Artikel 65.-

In het eerste lid moet nader worden bepaald dat het hier gaat om de eerste voorzitter van het Hof van beroep.

Afdeling II - Dienst.Artikel 66.-

In het eerste lid van dit artikel wordt niet gezegd of de Koning, wanneer er verscheidene politierechters titularissen zijn, het advies van ieder van hen vraagt, dan wel alleen van degene op wie, volgens de tekst van artikel 68, en onder voorbehoud van de bij dat artikel te maken opmerkingen, "de verantwoordelijkheid voor en de verdeling van de dienst berust".

Evenmin wordt iets bepaald voor het geval dat de politierechtbank, krachtens artikel 67 van het ontwerp, verdeeld is in afdelingen die ieder door een vrederechter titularis worden bediend.

Artikel 67.-

Dit artikel, waarvan de tekst ontleend is aan artikel 6 van de wet van 18 juni 1869, zou zo moeten worden gewijzigd, dat de dubbelzinnigheid nopens het rechtsgebied van de "politierechtbank", dat op het eerste gezicht de gemeente schijnt te zijn, vervalt.

Artikel 68. "Wanneer er in de politierechtbank verscheidene rechters zijn, berust de verantwoordelijkheid voor en de verdeling van de dienst bij de oudstbenoemde".

De woorden "berust de verantwoordelijkheid voor ... bij de oudstbenoemde" zijn dubbelzinnig. De leden van hoven en rechtbanken zijn immers geenszins civiel-rechtelijk "verantwoordelijk" wegens de uitoefening van hun ambt. De in het ontwerp bedoelde verantwoordelijkheid slaat waarschijnlijk alleen op de materiële werking van de "politierechtbank".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 70. In de hierna voorgestelde teksten is hiermede rekening gehouden.

Artikel 69. "Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan de Koning toegevoegde vrederechters benoemen, die ermede belast zijn, samen met de vrederechter of in voorkomend geval met de politierechter titularis, een of meer kantons te bedienen.

De Koning wint over de behoeften van de dienst vooraf het advies in van de eerste voorzitter van het Hof van beroep, van de procureur-generaal van de voorzitter van de arrondissementsrechtbank en van de procureur des Konings.

De toegevoegde vrederechters worden slechts dan vrederechter titularis of politierechter titularis indien zij tot die nieuwe ambten worden benoemd".

1.

Daargelaten de inkleding die voorgesteld is voor de bepalingen betreffende de vrederechten aan de ene en de "politierechtbanken" aan de andere kant, zou deze bepaling beter na artikel 64 komen, opdat de instelling

.../...

van de toegevoegde vrederechters zou volgen op die van de vrederechters titularissen en van de plaatsvervangende vrederechters.

2.

De besluitwet van 20 september 1945, gewijzigd bij de wet van 1 juni 1949, bepaalt dat er voor het gehele Rijk ten hoogste 20 toegevoegde vrederechters kunnen worden benoemd. Het lijkt in overeenstemming met de grondwettelijke beginselen die door een vaste wetgevende praktijk zijn geïnterpreteerd, dat de wetgever zelf het aantal magistraten bepaalt; het ontwerp zou in die zin moeten worden aangevuld, tenzij die gegevens verstrekt worden in het in artikel 186 aangekondigde bijvoegsel.

3.

Artikel 1 van de besluitwet van 20 september 1945, gewijzigd bij de wet van 1 juni 1949, bepaalt : "Wanneer de noodwendigheden van de dienst het vereisen, kan de Koning ...". In het ontwerp is het woord "vereisen" vervangen door "rechtvaardigen".

Zulke wijzigingen komen veelvuldig voor in het ontwerp. Het is de Raad van State niet duidelijk wat met die wijziging van de traditionele terminologie wordt beoogd; hij acht het verkieslijk de huidige tekst te behouden.

Artikel 72. "Ingeval een vrederechter en zijn plaatsvervangers wettig verhinderd zijn, verwijst de arrondissementsrechtbank de partijen naar een andere vrederechter van hetzelfde arrondissement. Het vonnis van verwijzing wordt uitgesproken op verzoek van de meest gerede partij, de partijen tegenwoordig zijnde of bij gerechtsbrief behoorlijk opgeroepen door de griffier, en de procureur des Konings gehoord.

Tegen dit vonnis staat geen verzet of hoger beroep open.

In gevallen van overmacht kan de Koning, op advies van de eerste voorzitter van het Hof van beroep en van de procureur-generaal, de zetel van het vredegerecht tijdelijk verplaatsen naar een andere gemeente van het rechtsgebied van het Hof".

1.

In artikel 8 van de wet van 18 juni 1869, dat als voorbeeld heeft gediend voor het eerste lid van artikel 72 van het ontwerp, staat "op de conclusie van de procureur des Konings", en niet "de procureur des Konings gehoord". De bedoeling van die wijziging is de Raad van State niet duidelijk.

2.

Het onderwerp van het derde lid staat los van die van het eerste en het tweede lid. Men make daarvan een afzonderlijk artikel.

+

+ +

.../...

Bij de groep artikelen 58 tot 72 zijn bovendien een aantal vormopmerkingen te maken die geen commentaar behoeven; in de hierna voorgestelde tekst is daarmede rekening gehouden :

BOEK I. - ORGANEN VAN DE RECHTERLIJKE MACHT.

Artikel a¹. -

Het grondgebied van het Rijk is verdeeld in gerechtelijke arrondissementen. Ieder gerechtelijk arrondissement bestaat uit verscheidene gerechtelijke kantons.

De grenzen van de gerechtelijke arrondissementen en kantons en de zetel van de gerechten waarvan die arrondissementen en kantons het rechtsgebied vormen, zijn vastgesteld in de bij deze wet gevoegde tabel.

TITEL I. - Hoven en rechtbanken.

Hoofdstuk I. - Vrederecht en politierechtbank.

Afdeling I. - Vrederecht.

Artikel a². -

artikel 59

Er is een vrederecht in ieder gerechtelijk kanton.

Artikel a³. -

artikel 64
partim

Ieder vrederecht wordt bediend door een vrederechter en door ten hoogste vier plaatsvervangende vrederechters.

Artikel a⁴.-

Artikel 69
partim

Wanneer de behoeften van de dienst het vereisen kan de Koning, nadat hij het advies van de eerste voorzitter van het Hof van beroep, van de procureur-generaal van de voorzitter van de (arrondissements-) rechtbank (1) en van de procureur des Konings heeft ingewonnen, toegevoegde vrederechters benoemen, die ermede belast zijn samen met de vrederechters titularissen een of meer kantons te bedienen.

Hun maximaal aantal is vastgesteld op ...

De toegevoegde vrederechters worden slechts dan vrederechter titularis indien zij tot die nieuwe ambten worden benoemd.

Artikel a⁵.-

Artikel 65
partim

Wanneer een vrederechter wettig belet is of wanneer zijn ambt openstaat, kan de eerste voorzitter van het Hof van beroep bij bevelschrift een andere, werkende, toegevoegde of plaatsvervangende, vrederechter of politierechter van hetzelfde gerechtelijk arrondissement opdragen tijdelijk zijn ambt in het ledigstaande gerecht te vervullen.

Dit bevelschrift wordt gegeven op vordering of op advies van de procureur-generaal.

.../...

(1) Zie opmerking bij de artikelen 73 en volgende.

De opdracht eindigt wanneer de oorzaak ervan vervalt. Dit mag er echter geen aanleiding toe zijn, voor een andere zetel de behandeling te hernemen van zaken waarover de debatten aan gang zijn of die ter beraadslaging liggen. Daarvoor blijft de opdracht gelden tot aan het vonnis.

Artikel a⁶.-

Artikel 66
partim

De zittingen worden ten zetel van het gerecht gehouden. Het aantal, de dagen en de duur van de gewone zittingen worden door de Koning vastgesteld op advies van de voorzitter van de (arrondissements-) rechtbank, van de procureur des Konings, van de vrederechter en van de stafhouder van de orde van advocaten.

Deze vaststelling bolet niet dat de rechter alle dagen, zelfs op zon- en feestdagen, zowel 's voormiddags als 's namiddags, zitting houdt, indien de behoeften van de dienst het eisen. Hij kan te zijnen huize zitting houden met open deuren.

Artikel a⁷.-

Artikel 70

Wanneer de vrederechter titularis door een of meer toegevoegde vrederechters is bijgestaan, verdeelt hij de dienst.

Wanneer bij deze verdeling verscheidene gerechten met verschillende titularissen betrokken zijn, wordt zij door hen in onderlinge overeenstemming geregeld.

De moeilijkheden worden door de voorzitter van de (arrondissements-) rechtbank beslecht op advies van de procureur des Konings.

Artikel a⁸.-

Artikel 71
partim

De plaatsvervangende vrederechters worden volgens de rang van hun benoeming geroepen om de titularis te vervangen.

Artikel a⁹.-

Artikel 72
partim

Ingeval een vrederechter en zijn plaatsvervangers wettig belet zijn, verwijst de (arrondissements-) rechtbank de partijen naar een andere vrederechter van hetzelfde arrondissement. Het vonnis van verwijzing wordt uitgesproken op verzoek van de meest geroede partij de partijen tegenwoordig zijnde of bij gerechtsbrief behoorlijk opgeroepen door de griffier, op de conclusie van de procureur des Konings.

Tegen dit vonnis staat geen verzet of hoger beroep open.

Artikel a¹⁰.-

Artikel 72
partim

In geval van overmacht kan de Koning, op advies van de eerste voorzitter van het Hof van beroep en van de procureur-generaal, de zetel van een vredegerecht tijdelijk verplaatsen naar een andere gemeente van het rechtsgebied van het Hof van beroep.

Afdeling II. - Politierechtbank.Artikel a¹¹. -

Artikel 60

Er is een politierechtbank in ieder gerechtelijk kanton.

In de gevallen bepaald in de bij dit Wetboek gevoegde tabel strekt het rechtsgebied van eenzelfde politierechtbank zich echter uit over meer dan een kanton.

Artikel a¹². -

Artikelen 61,
64 partim, 68
en 71 partim

Iedere politierechtbank wordt bediend door een of meer politierechters. Is er meer dan een politierechter, dan verdeelt de oudstbenoemde de dienst.

Naast het ambt dat hun is opgedragen door artikel a⁴, kunnen de toegevoegde vrederechters ermede belast worden, samen met de politierechters titularissen een politierechtbank te bedienen.

In de politierechtbanken kunnen plaatsvervangende politierechters, ten hoogste vier, worden benoemd. Artikel a⁸ is op hen van toepassing.

Nochtans ... (zie advies, opmerking bij artikel 61 van het ontwerp) ...

Artikel a¹³. -Artikel 65
partim.

Wanneer een politierechter wettig belot is of wanneer zijn ambt openstaat, kan aan een andere werkende, toegevoegde of plaatsvervangende politierechter of vrederechter van hetzelfde gerechtelijk arrondissement

.../...

opdracht worden gegeven onder de voorwaarden bepaald in artikel a⁵.

Artikel a¹⁴.—

Artikel 67.

Wanneer het grondgebied van eenzelfde gemeente verdeeld is over verscheidene gerechtelijke kantons en het ambt van politierechter er wordt uitgeoefend door de politierechter titularis, vormen die kantons niettemin het rechtsgebied van één politierechtbank. De diens ervan wordt gedurende een termijn die de Koning bepaalt achtereenvolgens waargenomen door elke vrederechter, te beginnen met de oudstbenoemde. De Koning kan die politierechtbank ook splitsen in verscheidene afdelingen, elk bediend door een van de vrederechters.

Artikel a¹⁵.—

Artikel 66
partim

Artikel a⁶ is van toepassing op de politierechtbanken en op de politierechters. Is er echter meer dan een politierechter, dan wint de Koning alleen het advies van de oudstbenoemde in. In het geval van artikel a¹⁴ wint hij het advies van alle betrokken vrederechter in.

+
+ +

.../...

Hoofdstuk II - Arrondissementsrechtbank.

De inrichting en samenstelling van het gerecht dat het ontwerp instelt onder de benaming "arrondissementsrechtbank", alsook de wijze waarop het personeel van die rechtbank wordt aangeworven, kunnen als volgt worden samengevat :

- 1° er is een "arrondissementsrechtbank" in ieder gerechtelijk arrondissement (artikel 73);
- 2° die rechtbank is in kamers verdeeld; die kamers zijn gegroepeerd in drie afdelingen, onderscheidenlijk de "rechtbank van eerste aanleg", de "rechtbank van koophandel" en de "sociale rechtbank" (artikel 74);
- 3° de "arrondissementsrechtbank" bestaat uit een voorzitter van de "arrondissementsrechtbank" (artikel 75), rechters in de "arrondissementsrechtbank" (artikel 77) en plaatsvervangende rechters in de "arrondissementsrechtbank" (artikel 87).

Er lijken ook ondervoorzitters in de "arrondissementsrechtbank" te zijn (artikelen 288, 331 en 412), ofschoon geen bepaling van het ontwerp zegt hoe zij worden benoemd, geen magistraten met die hoedanigheid zijn vermeld onder de rechterlijke ambten vermeld in de artikelen 291, 307, 319 en 322, en uit de redactie van de artikelen 341 en 355, die onderscheidenlijk de rang en de wedde van de ondervoorzitters regelen, niet kan worden opgemaakt of het gaat om ondervoorzitters in de "arrondissementsrechtbank", dan wel om ondervoorzitters in de "rechtbank van eerste aanleg", de "rechtbank van koophandel" of de "sociale rechtbank" :

- 4° de "rechtbank van eerste aanleg", afdeling van de "arrondissementsrechtbank", heeft een voorzitter (artikel 75) en ondervoorzitters (artikelen 195, 319, enz...).

Er zijn in die rechtbank geen "rechters in de rechtbank van eerste aanleg"; de rechters in de arrondissementsrechtbank oefenen van rechtswege hun ambt uit in de "rechtbank van eerste aanleg" (artikel 77). Sommige artikelen van het ontwerp gebruiken nochtans de term "rechter in de rechtbank van eerste aanleg" (artikelen 79 en 120);

- 5° de "rechtbank van koophandel", afdeling van de "arrondissementsrechtbank", heeft in sommige gevallen een voorzitter en een of meer ondervoorzitters (artikel 82). Zij telt een of meer kamers, ieder bestaande uit een rechter in de "arrondissementsrechtbank", die voorziet, en twee rechters-assessoren in handelszaken (artikel 81). Volgens artikel 87 zijn er ook plaatsvervangende rechters-assessoren in handelszaken;

- 6° de "sociale rechtbank", afdeling van de "arrondissementsrechtbank", heeft in sommige gevallen een voorzitter en een of meer ondervoorzitters (artikel 84). Zij telt een of meer kamers, ieder bestaande uit een rechter in de "arrondissementsrechtbank", die voorziet, en twee rechters-assessoren in sociale zaken (artikel 83).

Volgens artikel 87 zijn er ook plaatsvervangende rechters-assessoren in sociale zaken;

.../...

7° wat nu het begeven van de rechterlijke ambten betreft :

- a) de "arrondissementsrechtbank" wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg (artikel 75);
- b) de artikelen 189 en 190 bepalen de voorwaarden om tot rechter of plaatsvervangend rechter in de "arrondissementsrechtbank" te worden benoemd, maar geen bepaling van het ontwerp zegt wie de benoemingen doet of volgens welke eventuele regelen zij worden gedaan;
- c) artikel 195 bepaalt de voorwaarden voor benoeming van de voorzitters en ondervoorzitters van de "rechtbanken van eerste aanleg"; artikel 196 bepaalt de regelen voor die benoemingen, welke op voordracht geschieden, maar geen bepaling van het ontwerp zegt wie benoemt;
- d) de rechters die kamers van de "rechtbank van koop-handel" zullen voorzitten, worden door de Koning voor drie jaar aangewezen uit de rechters in de "arrondissementsrechtbank", die ten minste gedurende twee jaar een rechterlijk ambt werkelijk hebben vervuld; die aanwijzing kan worden vernieuwd en wordt dan definitief. Aangezien zij rechter in de "arrondissementsrechtbank" blijven, verliezen de rechters die worden aangewezen om kamers van de "rechtbank van koophandel" voor te zitten, niet hun roeping om zitting te nemen in de "rechtbank van eerste aanleg" (artikel 197).

.../...

De rechters-assessoren in handelszaken en hun plaatsvervangers worden voor vijf jaar door de Koning benoemd op gezamenlijke voordracht van de Ministers die de Justitie, de Economische Zaken en de Middenstand in hun bevoegdheid hebben (artikelen 199 en 201).

Om tot voorzitter van de "rechtbank van koop-handel" te worden benoemd, moet men in die rechtbank vast benoemd zijn (artikel 198), zodat alleen rechters in de "arrondissementsrechtbank" voor dat ambt in aanmerking komen.

Geen bepaling van het ontwerp zegt hoe en onder welke voorwaarden de ondervoorzitters in de "rechtbank van koophandel" worden benoemd;

- e) de rechters die kamers van de "sociale rechtbank" zullen voorzitten, worden door de Koning, op de gezamenlijke voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid de Justitie en de Arbeid behoren, voor drie jaar aangewezen uit de rechters in de "arrondissementsrechtbank", die gedurende ten minste twee jaar het ambt van werkend rechter hebben vervuld of gedurende twee jaar een ambt bij de Raad van State hebben uitgeoefend, en houder zijn van het diploma van licentiaat in het sociaal recht; de aanwijzing kan worden vernieuwd en wordt dan definitief. De rechters die worden aangewezen om hun ambt in de "sociale rechtbank" uit te oefenen, verliezen niet hun roeping om zitting te nemen in de "rechtbank van eerste aanleg" (artikel 202).

.../...

De rechters-assessoren in sociale zaken en hun plaatsvervangers worden op voorstel van de Minister van Arbeid benoemd uit de kandidaten voorgedragen op lijsten, de ene opgemaakt door de interprofessionele werkgeversorganisaties, de andere door de interprofessionele organisaties van werknemers en zelfstandigen (artikel 204).

Om tot voorzitter van de "sociale rechtbank" te kunnen worden benoemd, moet men in die "rechtbank" vast benoemd zijn (artikel 203), zodat alleen rechters in de "arrondissementsrechtbank" voor dat ambt in aanmerking komen.

Geen bepaling van het ontwerp zegt hoe en onder welke voorwaarden de ondervoorzitters van de "sociale rechtbank" worden benoemd.

+

+ +

Voor zover het ontwerp betrekking heeft op de "arrondissementsrechtbank, geeft het aanleiding tot enkele algemene opmerkingen.

1.

Bij artikel 73, waaraan de "arrondissementsrechtbanken" hun wettelijk bestaan zullen ontleenen, rijst de vraag of er in de Grondwet voldoende rechtsgrond te vinden is voor de afschaffing van gerechten in vier

.../...

bestaan zij voorziet, en voor de vervanging ervan door gerechten welke zij niet kent. Er moge worden volstaan met een verwijzing naar de algemene opmerking die de Raad van State heeft gemaakt bij het begin van het onderzoek van het Eerste Boek van het Tweede Deel van het ontwerp-Wetboek.

Wat de "arrondissementsrechtbank" betreft, moet er echter worden op gewezen dat zij, al is zij in rechte nieuw, naar uit het ontwerp blijkt in feite te vereenzelvigen is met de huidige rechtbank van eerste aanleg, waaraan belangrijke nieuwe bevoegdheden worden verleend en waarvan de inrichting alleen met het oog op de uitoefening daarvan wordt gewijzigd. Immers :

- 1° terwijl de artikelen 82 en 84 van het ontwerp bepalen, dat de Koning een voorzitter kan benoemen in de "rechtbank van koophandel" en in de "sociale rechtbank", bevatten de artikelen 76 tot 80, die de "rechtbank van eerste aanleg" betreffen, geen bepaling nopens het voorzitterschap van die rechtbank; toch zegt artikel 75 dat de "arrondissementsrechtbank" wordt voorgezeten door "de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg";
- 2° terwijl de "rechters in de arrondissementsrechtbank" die hun ambt uitoefenen als kamervoorzitter in de "rechtbank van koophandel" of in de "sociale rechtbank" (artikelen 81 en 83) speciaal in die hoedanigheid worden benoemd (artikelen 199 en 204), preciseert

.../...

artikel 77 : "de rechters in de arrondissementsrechtbank oefenen van rechtswege hun ambt uit in de rechtbank van eerste aanleg".

Hieruit volgt, dat de afdeling van de arrondissementsrechtbank die de "rechtbank van eerste aanleg" vormt, niet op een andere wijze dan de "arrondissementsrechtbank" is ingericht, want de voorzitter en de rechters van de ene zijn van rechtswege voorzitter en rechters van de andere.

Heeft de "rechtbank van eerste aanleg" geen eigen organisatie, de "arrondissementsrechtbank" als zodanig heeft daarentegen geen andere volstreekte bevoegdheid dan haar afdelingen. Alleen de voorzitter van de "arrondissementsrechtbank", dit is de voorzitter van de "rechtbank van eerste aanleg" (artikel 75), krijgt bijzondere bevoegdheden (3e Deel van het ontwerp, artikelen 29 tot 33).

De "arrondissementsrechtbank" zal dus alleen met naam bestaan en met de huidige rechtbank van eerste aanleg samenvallen.

Aangezien het anderzijds weinig logisch is, slechts een van de afdelingen van de "arrondissementsrechtbank", "rechtbank van eerste aanleg" te noemen, terwijl ook de andere afdelingen van die rechtbank in beginsel gerechten van eerste aanleg zijn, stelt de Raad van State voor, de term "rechtbank van eerste aanleg" te gebruiken voor het gerecht dat in hoofdstuk II van het Eerste Boek wordt gereorganiseerd. Die benaming

.../...

is explicieter en tevens beter aangepast aan de instelling. Door de Grondwet bekrachtigd, heeft zij het voordeel dat iedere twijfel nopens de grondwettigheid vervalt.

2.

Luidens artikel 75 wordt de "arrondissementsrechtbank" voorgezeten door de voorzitter van de "rechtbank van eerste aanleg". Vindt die bepaling, zoals gezegd, een natuurlijke verklaring in het feit dat de "arrondissementsrechtbank" in werkelijkheid de rechtbank van eerste aanleg is, maar met een andere naam, toch kan bezwaarlijk worden aangenomen dat de voorzitter van een gerecht dat verscheidene afdelingen telt, die hoedanigheid alleen bezit omdat hij voorzitter is van een van die afdelingen; het ware immers veel logischer de hoedanigheid van voorzitter van de "rechtbank van eerste aanleg" te koppelen aan die van voorzitter van de "arrondissementsrechtbank", maar die regeling zou strijdig zijn met de Grondwet, die de benoeming van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg regelt, en niet die van de voorzitter van een "arrondissementsrechtbank", die zij niet kent (artikel 99, tweede lid, van de Grondwet).

De fictie die het ontwerp nodig heeft, doet de bezwaren scherper voelen; deze kunnen worden ondervangen indien wordt ingegaan op de wenk die als conclusie van opmerking 1 is gegeven.

3.

Artikel 77 bepaalt, dat de rechters in de "arrondissementsrechtbank" hun ambt van rechtswege uitoefenen in de "rechtbank van eerste aanleg".

Terwijl volgens artikel 75 de voorzitter van de "rechtbank van eerste aanleg" van rechtswege voorzitter van de "arrondissementsrechtbank" is, verleent artikel 77 van rechtswege de hoedanigheid van rechter in de "rechtbank van eerste aanleg" aan de rechters in de "arrondissementsrechtbank". Hieruit blijkt eens te meer, dat de "arrondissementsrechtbank" van het ontwerp en de thans bestaande rechtbank van eerste aanleg een en dezelfde instelling zijn. Zo gezien, is artikel 77 een truïsme : het spreekt immers vanzelf dat de rechters in een rechtbank hun ambt van rechtswege in die rechtbank uitoefenen. Mocht de "arrondissementsrechtbank" echter worden beschouwd als een van de "rechtbank van eerste aanleg" onderscheiden gerecht, dan zou tegen artikel 77 een grondwettelijk bezwaar rijzen : de Grondwet, die bepaalt dat de rechters in de rechtbanken van eerste aanleg rechtstreeks door de Koning worden benoemd, staat niet toe dat de uitoefening van dat ambt door de wet en van rechtswege wordt opgedragen aan magistraten van een ander gerecht. Alleen de Grondwetgever kan wijzigingen aanbrengen in de wijze van benoeming der magistraten die hun ambt in de rechtbank van eerste aanleg moeten uitoefenen.

.../...

4.

Uit een onderlinge vergelijking van de artikelen 81, 199 en 201, en vervolgens van de artikelen 83, 204 en 205 blijkt, dat de kamers van de "rechtbank van koop-handel" en die van de "sociale rechtbank" bestaan uit een voorzitter, beroepsmagistraat, en twee rechters-assessoren die de Koning voor een bepaalde tijd benoemt.

Is de rechtstoestand van de rechters-assessoren niet vast bepaald, in die zin dat aan de hand van het ontwerp niet steeds kan worden uitgemaakt welke plichten van de beroepsmagistraten zij moeten vervullen of welke prerogatieven zij genieten, de artikelen 81 en 83 echter maken geen onderscheid tussen de magistraat die voorzit en de rechters-assessoren die met hem zitting nemen; zij hebben alle drie zitting en beraadslagen op voet van gelijkheid en oefenen in gelijke mate het ambt van rechter uit. Men zou dan ook kunnen menen dat artikel 100 van de Grondwet, waarin het beginsel van de onafzetbaarheid van de rechters is neergelegd, van rechtswege op hen van toepassing is. Dit is echter niet zo. De rechters-assessoren worden benoemd voor een termijn van vijf jaar (artikelen 201 en 205), op de voordracht van sommige Ministers (artikelen 199 en 204), en de rechters-assessoren in sociale zaken, op de voordracht van sommige particuliere instellingen (artikel 204).

De vraag is of die regeling voldoet aan de grondwettelijke voorschriften in verband met de benoeming van de rechters.

.../...

Tijdens de debatten die in mei 1790 zijn gevoerd voor de "Assemblée constituante de France", was men van oordeel dat alle machten, als rechtstreekse uitingen van de nationale soevereiniteit, rechtstreeks door de Natie zelf moesten worden verleend; aangezien de rechterlijke macht één van die machten is, moeten zij die haar uitoefenen, de rechters, dus door de Natie worden gekozen (Esmein, *Eléments de droit constitutionnel*, 8e dr., blz. 544; Duguit, *La séparation des pouvoirs*, blz. 71).

Deze extreme opvatting, volgens welke alle rechters zouden moeten worden verkozen, is prijsgegeven onder het Napoleontisch regime en niet overgenomen door het Congrès national. De Belgische Grondwet belast de Koning met de benoeming van de rechters, maar verzekert hun onafhankelijkheid door andere middelen, zoals de wijze waarop zij raadsheer in de hoven van beroep en in het Hof van cassatie worden, en, meer nog, hun onafzetbaarheid die bekrachtigd is in artikel 100.

De Grondwet bepaalt dat bijzondere wetten, naast die gewone gerechten, de militaire rechtbanken en eventueel rechtbanken van koophandel zullen inrichten.

De Grondwet stelt weliswaar niet uitdrukkelijk dat de rechters in de rechtbanken van koophandel, die niet de waarborg van de onafzetbaarheid genieten, verkozen worden, maar de wetgever heeft die wijze van aanstelling gedurende een eeuw aanvaard.

Het ontwerp voorziet echter in de benoeming van rechters-assessoren in handelszaken die niet verkozen worden, noch onafzetbaar zijn.

De Raad van State meent dat een dergelijke regeling het beginsel van de onafhankelijkheid van de rechter niet vrijwaart.

Hij oordeelt anderzijds dat men zich vergeefs op artikel 105 van de Grondwet zou beroepen om de regeling van het ontwerp te verantwoorden. De in artikel 105 van de Grondwet bedoelde rechtbanken van koophandel zijn uitzonderingsgerechten, autonoom en onderscheiden van het gewone gerecht, dit is van de rechtbank van eerste aanleg. Volgens het ontwerp echter is de rechtbank van koophandel niets meer dan een benaming voor de afdeling van de arrondissementsrechtbank die bevoegd is in handelszaken; zij bestaat slechts uit een of twee kamers van die rechtbank, waarvan zij een wezenlijk deel is. Aangezien de arrondissementsrechtbank zelf niets anders is dan de huidige rechtbank van eerste aanleg onder een andere benaming, is de door het ontwerp georganiseerde "rechtbank van koophandel" dus een wezenlijk deel van de rechtbank van eerste aanleg; de benoeming van hen die als rechter in die rechtbank zullen optreden, is niet geregeld in artikel 105, maar in de artikelen 99 en 100 van de Grondwet.

Deze opmerking geldt ook voor de rechters-assessoren in sociale zaken.

5.

Luidens de artikelen 82 en 84 kan de Koning in sommige gevallen een voorzitter en een of meer ondervoorzitters in de rechtbanken van koophandel en in de sociale rechtbanken benoemen.

Terwijl artikel 99, tweede lid, van de Grondwet bepaalt dat de voorzitters en ondervoorzitters der rechtbanken van eerste aanleg alleen op voordracht worden benoemd, machtigt het ontwerp de Koning ertoe de voorzitter van de rechtbank van koophandel en die van de sociale rechtbank zonder voordracht te benoemen. Die magistraten zijn echter in sommige opzichten hoger geplaatst dan de ondervoorzitters van de rechtbank van eerste aanleg (onder andere artikelen 311 en 345). De artikelen 82 en 84 schijnen dus in te druisen tegen de grondwettelijke regeling, die de bevordering van de magistraten niet aan de willekeur van de uitvoerende macht wil overlaten.

Anderzijds, en los van de eventuele ondervoorzitters in de arrondissementsrechtbanken, brengt het ontwerp drie categorieën van ondervoorzitters tot stand : de ondervoorzitters in de "rechtbank van eerste aanleg" (artikel 195 vv.), de ondervoorzitters in de "rechtbank van koophandel" (artikel 82) en de ondervoorzitters in de "sociale rechtbank" (artikel 84). De regel van artikel 99, tweede lid, van de Grondwet, met andere woorden de benoeming op voordracht, is alleen voorgeschreven voor de ondervoorzitters van de "rechtbank van eerste aanleg" (artikel 196). Het ontwerp voert dus verschillende

.../...

bevorderingsregels in voor rechters die alle tot eenzelfde gerecht, de "arrondissementsrechtbank", behoren.

+

+ +

De bijzondere opmerkingen die nu volgen, zijn alleen gemaakt onder voorbehoud van de reeds gemaakte algemene.

Eerste Afdeling. - Algemene bepalingen.

Artikel 73. "Er is een arrondissementsrechtbank in ieder gerechtelijk arrondissement".

Evenmin als voor het "gerechtelijk kanton", wordt gezegd wat onder "gerechtelijk arrondissement" moet worden verstaan.

Wordt ingegaan op de naar aanleiding van artikel 58 gegeven wenk, dan zou bij artikel 73 evenmin als bij artikel 59 een opmerking te maken zijn.

Artikel 74. "De arrondissementsrechtbank is in kamers verdeeld. De kamers bestaan uit drie afdelingen : de rechtbank van eerste aanleg, de rechtbank van koophandel en de sociale rechtbank".

Met zijn huidige redactie kan dit artikel verwarring stichten, in de eerste plaats omdat het schijnt te bepalen dat in iedere kamer afdelingen zijn, hetgeen

.../...

de volgende artikelen tegenspreken; voorts, omdat het de naam "rechtbank" geeft, zowel aan het geheel dat het ontwerp "arrondissementsrechtbank" noemt, als aan ieder van de afdelingen waaruit deze bestaat. De term "rechtbank" zou alleen moeten worden gebruikt om het geheel aan te wijzen. Artikel 74 kan beter als volgt worden gelezen:

"Artikel 74. De (arrondissements)rechtbank bestaat uit een afdeling voor burgerlijke zaken, een afdeling voor correctionele zaken (1), een afdeling voor handelszaken en een afdeling voor sociale zaken.

Iedere afdeling kan een of meer kamers tellen".

Afdeling II - Rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 76. "De rechtbank van eerste aanleg bestaat uit een of meer kamers voor burgerlijke zaken en uit een of meer kamers voor correctionele zaken".

In een regeling die de bevoegdheden van een rechtbank over gespecialiseerde afdelingen spreidt, is het logisch niet te verantwoorden dat één van die afdelingen veelzijdige bevoegdheden behoudt - zoals bevoegdheid in burgerlijke zaken en bevoegdheid in strafzaken.

Het zou rationeler zijn, afzonderlijke afdelingen in te stellen voor de burgerlijke zaken en voor de strafzaken. Die regeling zou bovendien beter beantwoorden

.../...

(1) Zie opmerking bij artikel 76 infra.

aan de algemene strekking van het ontwerp. In de kantons immers zijn de burgerlijke zaken en de strafzaken aan van elkaar onderscheiden gerechten opgedragen : het vrede-gerecht en de politierechtbank; bij het Hof van beroep zijn er geen afdelingen, wel gespecialiseerde kamers voor burgerlijke zaken, voor correctionele zaken, voor handelszaken en voor sociale zaken (artikel 100); bij het Hof van cassatie worden de voorzieningen in burgerlijke zaken en de voorzieningen in strafzaken door verschillende afdelingen behandeld (artikel 133).

Artikel 78. "De kamers van de rechtbank van eerste aanleg bestaan uit één of uit drie rechters".

Behalve wat reeds bij artikel 76 is opgemerkt over de vraag of het opportuun is, afzonderlijke afdelingen voor burgerlijke en voor correctionele zaken in te stellen, zijn bij dit artikel geen opmerkingen te maken.

Artikel 79.-

Dit artikel herhaalt de stof van de artikelen 20 en 21 van de wet van 18 juni 1869 en van artikel 11 van de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1930, maar met enkele verschillen ten opzichte van de thans geldende tekst :

1° het ambt van "rechter over het beslag" is nieuw en komt tegemoet aan een eis van de bepalingen uit het ontwerp die de burgerlijke rechtsvordering betreffen. Uit het laatste lid van artikel 79 blijkt dat het niet noodzakelijk een exclusief ambt is;

.../...

- 2° de onderzoeksrechters, de rechters over het beslag en de kinderrechters worden gekozen uit de rechters "die gedurende ten minste drie jaar werkelijk een gerechtelijk ambt hebben uitgeoefend". Deze eis is nieuw;
- 3° thans worden de onderzoeksrechters en de kinderrechters aangewezen voor opeenvolgende termijnen van drie jaar. Het ontwerp zegt dat de aanwijzing telkens voor vijf jaar kan worden vernieuwd;
- 4° in de huidige regeling kan de kinderrechter "in de rechtbanken van eerste klasse", na vijftien jaar, vast aangesteld worden. Die mogelijkheid vervalt.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 79. De Koning wijst uit de rechters in de rechtbank ..., volgens de behoeften van de dienst, een of meer onderzoeksrechters; een of meer rechters over het beslag en een of meer kinderrechters aan.

Die magistraten worden voor een termijn van drie jaar, die telkens voor vijf jaar kan worden vernieuwd, aangewezen uit de rechters die gedurende ten minste drie jaar werkelijk een gerechtelijk ambt hebben uitgeoefend. Zij kunnen volgens hun rang zitting blijven nemen voor de berechting van de zaken die aan de afdeling voor burgerlijke zaken en de afdeling voor correctionele zaken worden voorgelegd".

Artikel 80.-

Het tweede lid van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Bovendien kan de voorzitter van de rechtbank, op verzoek van de procureur des Konings, een rechter titularis aanwijzen om die ambten gedurende drie maanden waar te nemen. Die aanwijzing kan worden vernieuwd".

.../...

Afdeling III - Rechtbank van koophandel.

"Artikel 82. In de gevallen van artikel 9 (bijvoegsel) benoemt de Koning een voorzitter en een of meer ondervoorzitters uit de rechters in de rechtbank van koophandel".

1.

De Raad van State, die niet in het bezit is van het bijvoegsel, kan de strekking van dit artikel niet ten volle beoordelen.

2.

Uit de overige bepalingen van het ontwerp blijkt dat de enige ambtsbevoegdheden welke de "voorzitter van de rechtbank van koophandel" als zodanig zal hebben, die zijn welke vermeld zijn in artikel 316 (advies aan de voorzitter van de "arrondissementsrechtbank" over het opmaken van de lijst tot regeling van de dienst), en in artikel 319 (vervanging van de voorzitter van de "arrondissementsrechtbank" die verhinderd is de hem speciaal opgedragen ambtsbevoegdheid uit te oefenen).

Wat de ondervoorzitters betreft, geen bepaling van het ontwerp belast hen met enige ambtsverrichting.

Afdeling IV - Sociale rechtbank.

Artikel 85. "De Koning stelt regels volgens welke de rechters-assessoren in sociale zaken, voorgedragen door de onderscheiden werkgevers- en werknemersorganisaties, geroepen worden om zitting te nemen".

.../...

1.

De woorden "voorgedragen door de onderscheiden werkgevers- en werknemersorganisaties" moeten vervallen. Alle rechters-assessoren in sociale zaken worden immers op die voordracht benoemd (zie artikel 204).

2.

De bepalingen van de organieke wet van 9 juli 1926 op de werkrechtersraden, die betrekking hebben op de samenstelling en de inrichting van de kamers voor bedienden en voor werklieden, zijn evenmin als het beginsel zelf van een paritaire samenstelling van die kamers in het ontwerp overgenomen. Die aangelegenheid wordt geheel aan de vrije beslissing van de uitvoerende macht overgelaten. Het ware wenselijk dat het ontwerp, overeenkomstig de vaste traditie in het Belgisch publiekrecht, althans de grondbeginselen voor de werkwijze van de "sociale rechtbank" zou aangeven en daarbij duidelijk zou zeggen of het beginsel van de paritaire samenstelling al dan niet behouden blijft. Bovendien bepaalt artikel 204 dat de rechters-assessoren in sociale zaken benoemd worden uit lijsten voorgedragen, enerzijds door de interprofessionele werkgeversorganisaties, anderzijds door de interprofessionele organisaties van werknemers en zelfstandigen. Zelfstandigen zijn in veel gevallen werkgevers, zodat niet duidelijk is hoe de kamers nog op paritaire wijze kunnen worden samengesteld.

Afdeling V - Bureau voor gerechtelijke
bijstand.

Artikel 86.-

Bij dit artikel zijn geen opmerkingen te maken.

Afdeling VI. - Plaatsvervangende rechters.

Artikel 87.-

Het eerste lid van dit artikel zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Er zijn plaatsvervangende rechters in de (arrondissements)rechtbank; zij hebben geen vaste ambtsbezigheden en vervangen tijdelijk rechters of leden van het openbaar ministerie die verhinderd zijn".

Afdeling VII - Dienst.

Artikel 88.-

1.

Dit artikel herhaalt gedeeltelijk artikel 2 van de wet van 22 juli 1927 tot wijziging van de wetten op de gerechtelijke organisatie. Nieuw in het ontwerp zijn het advies van de procureur des Konings en dat van de stafhouder van de Orde van advocaten.

.../...

2.

De oorspronkelijk aan de Raad van State voorgedegde tekst bepaalde uitdrukkelijk dat het reglement van de rechtbank in het "Belgisch Staatsblad" moest worden bekendgemaakt. Die bepaling staat niet meer in de geamendeerde tekst, ongetwijfeld omdat een koninklijk besluit dat op de burgers in het algemeen betrekking heeft, rechtens in het Belgisch Staatsblad moet worden bekendgemaakt, behoudens hiernoe strijdige bepaling.

Artikel 90. "Wanneer een kamer in een afdeling overladen is, kan de voorzitter van de arrondissementsrechtbank of in voorkomend geval de voorzitter van die afdeling een deel van de aan die kamer toegewezen zaken verdelen over de andere kamers van dezelfde afdeling.

De voorzitter van de arrondissementsrechtbank kan ook een zaak die aan een afdeling van de rechtbank is toegewezen, met instemming van de partijen, aan een andere afdeling opdragen. Deze bepaling geldt niet voor de zaken als bedoeld in artikel 14 (III)".

Toepassing van het tweede lid kan onder meer tot gevolg hebben :

- 1° dat strafzaken of vorderingen tot uitvoerbaarverklaring van beslissingen van vreemde rechters door kamers van de afdeling voor handelszaken of voor sociale zaken worden behandeld;
- 2° dat sociale zaken door de afdeling voor handelszaken worden behandeld, en omgekeerd;
- 3° dat sociale zaken of handelszaken door de afdeling voor burgerlijke zaken worden behandeld.

.../...

Artikel 91. "Behalve in de gevallen van artikel 92 worden de vorderingen volgens de behoeften van de dienst toegewezen aan de kamers met drie rechters of aan die met één rechter.

Evenwel kan de beklaagde, ten laatste na de ondervraging over zijn identiteit, vragen naar een kamer met drie rechters te worden verwezen, hetgeen dan zal worden bevolen".

Het eerste lid van dit artikel heeft betrekking op burgerlijke en correctionele zaken; het tweede alleen op correctionele. Geen van beide is van toepassing op handelszaken en sociale zaken. Derhalve beginne men het eerste lid met de woorden : "In burgerlijke en correctionele zaken en behalve ...".

Het tweede lid beginne men als volgt : "In correctionele zaken kan de beklaagde evenwel, ten laatste ...".

Het eerste lid van dit artikel gaat uit van het enig artikel, VIII, van de wet van 25 oktober 1919 tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken. Het verschilt er echter van, doordat in de nieuwe regeling niet alleen, zoals vroeger het geval was, bepaalde, maar alle correctionele zaken naar de kamers met één rechter zullen kunnen worden verwezen.

Krachtens het tweede lid daarentegen, dat het enig artikel, IX, gedeeltelijk overnoemt, kunnen alle en niet alleen meer sommige beklaagden vragen naar een kamer met drie rechters te worden verwezen, "ten laatste na de ondervraging over hun identiteit".

De "ondervraging over de identiteit" is geen door artikel 190 van het Wetboek van strafvordering voorgeschreven formaliteit ; beter ware voor te schrijven dat de beklaagde dat middel moet aanvoeren "dadelijk nadat de zaak is opgeroepen".

Artikel 92.-

Paragraaf 1 van dit artikel herhaalt het enig artikel, III, tweede lid, van genoemde wet van 25 oktober 1919, gewijzigd bij de wet van 7 augustus 1924, alsook het enig artikel, VIII, laatste lid, van dezelfde wet. Bij de zaken welke die bepalingen uitsluitend aan de kamers met drie rechters toewijzen, voegt het ontwerp nog het hoger beroep tegen vonnissen in eerste aanleg gewezen door de vrederechter en de tuchtzaken.

Aangezien de rechtbanken van eerste aanleg niet meer bevoegd zijn inzake rechterlijke tucht, ware het nuttig in artikel 92, of althans in de memorie van toelichting, te zeggen welke tuchtzaken hier worden bedoeld.

Artikel 93.-

"Wanneer de rechtbank geroepen wordt om burgerlijke zaken die na cassatie verwezen zijn, met ver enigde kamers te berechten, bestaat zij uit een kamer met drie rechters met daarbij twee andere rechters.

Indien de zaak in de bevoegdheid valt van de sociale afdeling, bestaat de rechtbank uit drie rechters in de arrondissementsrechtbank waaronder er ten minste één zijn ambt uitoefent in de sociale rechtbank, en uit vier rechters-assessoren in sociale zaken.

De kamer en de rechters worden aangewezen door de voorzitter van de arrondissementsrechtbank. De verenigde kamers worden voorgezeten door de voorzitter of door de magistraat aan wie hij zijn bevoegdheid opdraagt".

1.

Deze bepaling bevat een nieuwigheid ten opzichte van de bestaande wetgeving, waarin een speciale samenstelling van de rechtbank alleen is voorgeschreven voor verwijzingen naar het Hof van beroep, in burgerlijke zaken.

2.

Het derde lid bepaalt niet of de voorzitter "of de magistraat aan wie hij zijn bevoegdheid opdraagt", moet worden gerekend onder de vijf magistraten bedoeld in het eerste lid, dan wel of hij daarbij komt, in welk geval er niet vijf maar zes rechters zouden zijn.

Bovendien is de term "verenigde kamers" niet juist, want de in artikel 93 bedoelde bijzondere samenstelling van de zetel komt geenszins tot stand door het samenvoegen van verscheidene kamers.

.../...

3.

De Franse term "dévolutaire" is geen Belgische rechts-term. Hij wordt wel gebruikt in kerkelijke aangelegenheden en heeft daar een bijzondere betekenis, maar niet die waarin het ontwerp hem gebruikt. Hij wordt dan ook beter niet gebruikt.

Deze opmerking geldt ook voor andere bepalingen van het ontwerp.

De hierna voorgestelde tekst houdt met die opmerkingen rekening.

"Burgerlijke zaken die na cassatie verwezen zijn, worden berecht door een kamer met vijf rechters.

Sociale zaken die na cassatie verwezen zijn, worden berecht door een kamer bestaande uit drie rechters, van wie één zijn ambt uitoefent in de (sociale rechtbank), en uit vier rechters-assessoren in sociale zaken.

De voorzitter van de (arrondissements)rechtbank wijst de voorzitter en de leden van die kamers aan".

4.

Het eerste lid kan slechts toepassing vinden indien er in iedere rechtbank ten minste vijf rechters zijn, hetgeen niet het geval is in alle huidige rechtbanken van eerste aanleg.

5.

In dit artikel is niets gezegd over de berechting van de na cassatie verwezen correctionele en handelszaken.

Artikel 94.-

"De raadkamer van de afdeling voor correctionele zaken van de rechtbank van eerste aanleg bestaat uit één rechter".

1.

Deze bepaling herhaalt gedeeltelijk het enig artikel, XV, van de reeds genoemde wet van 25 oktober 1919 ; dat artikel stelt bovendien regels betreffende de rechtspleging voor de raadkamer. Het ontwerp heft die niet op, zodat zij van kracht blijven.

2.

Door te voorzien in het bestaan van een "afdeling voor correctionele zaken", komt het ontwerp tegemoet aan het voorstel dat de Raad van State voor artikel 74 heeft gedaan.

.../...

Artikel 95.-

"De voorzitter van de arrondissementsrechtbank houdt de zitting in kort geding".

Aangezien het kort geding tot de bijzondere bevoegdheid van de voorzitter zelf behoort (zie artikel 30/III van het ontwerp), kan deze bepaling vervallen.

Artikel 96.-

"De vorderingen tot tussenkomst worden verdeeld zoals de hoofdvordering".

Aangezien de vordering tot tussenkomst een tussen-eis in de hoofdvordering is, dient deze bepaling als overbodig te vervallen.

Artikel 97.-

"De eed die, voor de aanvaarding van bij de wet bepaalde ambten, moet worden afgelegd voor de rechtbank van eerste aanleg, wordt afgenomen door de eerste kamer of in voorkomend geval door de vakantiekamer".

De kamer die bevoegd is om de eed af te nemen, zou moeten worden aangewezen in het bijzonder reglement van iedere rechtbank.

.../...

Artikel 98.-

Deze bepaling zou moeten staan onder die welke over de algemene vergaderingen handelen (Boek II, hoofdstuk VI, artikelen 340 en volgende).

Bovendien ware het nuttig in het ontwerp, of althans in de memorie van toelichting te zeggen welke adviezen hier worden bedoeld. Het statuut van de gerechtsdeurwaarders, dat vastgesteld is in de artikelen 509 en volgende, bepaalt in artikel 540, 3° en 4°, dat de arrondissementskamer sommige adviezen geeft. Artikel 2 van het besluit van 2 nivose, Jaar XII, kent zulk een bevoegdheid ook toe aan de Kamer van notarissen. Doch geen van beide voorzieningen, noch trouwens het door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurde ontwerp van wet betreffende het ambt van gerechtsdeurwaarder (Gedr.St., Senaat, zitting 1961-1962, nr 72), handelen over de "homologaties van de adviezen".

Afdeling VIII. - Opdracht van rechters van één rechtbank in een andere.Artikel 99.-

"Wanneer een rechter wettig belet is of er een plaats van rechter openstaat, in een arrondissementsrechtbank, kan de eerste voorzitter bij bevelschrift een rechter of een plaatsvervangend rechter uit het rechtsgebied van het hof van beroep opdragen er tijdelijk zijn ambt te vervullen.

.../...

Dit bevelschrift wordt gegeven op vordering of op advies van de procureur-generaal.

De opdracht eindigt wanneer de oorzaak, die er de reden van was, vervalst. Dit mag er echter geen aanleiding toe zijn voor een andere zetel de behandeling te hernemen van zaken waarover de debatten aan gang zijn of die ter beraadslaging liggen. Daarvoor blijft de opdracht gelden tot aan het vonnis".

1.

Zoals het thans is gesteld, is dit artikel bezwaarlijk overeen te brengen met de bepaling van artikel 100, derde lid, van de Grondwet, waarin wordt gezegd dat "de overplaatsing van een rechter niet kan geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming". Waar de voorwaarde dat het om een nieuwe benoeming moet gaan, laat veronderstellen dat deze formaliteit alleen toepassing vindt bij definitieve overplaatsing, is de toestemming van de betrokkene een volstrekt algemene voorwaarde waaraan de wetgever niet kan ontkomen. Men leze het eerste en het tweede lid dan ook als volgt :

"Wanneer een rechter wettig belet is of er een plaats van rechter openstaat, in een (arrondissements-) rechtbank, kan de eerste voorzitter bij bevelschrift een rechter of een plaatsvervangend rechter van een andere rechtbank uit het rechtsgebied van het hof van beroep, met diens toestemming, gelasten er tijdelijk zijn ambt te vervullen.

Het bevelschrift wordt gegeven op vordering of op advies van de procureur-generaal.

2.

Het derde lid van dit artikel regelt weliswaar nauwkeurig en overeenkomstig het voorschrift van artikel 3 van de Grondwet, het lot van de zaken waarvan de betrokken rechter wegens zijn opdracht kennis moet nemen, maar zegt niets over de zaken die bij hem aanhangig waren in zijn rechtbank van herkomst op het tijdstip dat hij zijn opdracht kreeg. Artikel 99 moet dan ook worden aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

"Voor de duur van zijn opdracht, blijft de aldus aangestelde rechter of plaatsvervangende rechter in zijn rechtbank van herkomst kennis nemen van de zaken waarover de debatten aan gang zijn of die ter beraadslaging liggen, en waarin hij zitting had vóór de uitwerking van zijn opdracht".

.../...

Hoofdstuk III - Hoven van beroep.

De organisatie van de hoven van beroep ondergaat een belangrijke wijziging.

Uit de vergelijking van artikel 102 met artikel 214 aan de ene, en van artikel 103 met artikel 215 aan de andere kant is af te leiden, dat de kamers met bevoegdheid in handelszaken en die met bevoegdheid in sociale zaken uit een beroepsmagistraat, die voorzit, en uit twee, door de Koning voor vijf jaar te benoemen raadsheren-assessoren zullen bestaan.

Ook voor de werving van de raadsheren-assessoren van de hoven van beroep gelden ten volle alle grondwettigheidsbezwaren die de Raad van State heeft gemaakt in verband met de methode om sommige leden van de arrondissementsrechtbanken te werven onder andere voorwaarden dan in de artikelen 99 en 100 van de Grondwet zijn bepaald. Voor de hoven van beroep komt daar nog bij, dat de kamers voor handelszaken en die voor sociale zaken niet zijn wat de rechtbanken van koophandel en de sociale rechtbanken ten opzichte van de "arrondissementsrechtbank" zijn : aparte afdelingen met, althans in beginsel, een zekere autonomie. Ze zijn kamers van het hof evengoed als de kamers voor burgerlijke en voor correctionele zaken, zodat allen die worden geroepen om

.../...

daarin het ambt van rechter te vervullen, raadsheer in het hof van beroep zijn. Nu zal slechts één raadsheer van de kamer voor handelszaken en voor sociale zaken met toepassing van artikel 99 van de Grondwet op de voordracht van het Hof of van de provincieraad en met toepassing van artikel 100 van de Grondwet voor het leven zijn benoemd ; de overige leden van die kamer zullen rechtstreeks en voor een bepaalde termijn door de Koning worden aangesteld.

Dit ware een miskennen van de artikelen 99 en 100 van de Grondwet.

Wat hierna is opgemerkt, geldt slechts onder voorbehoud van die algemene bedenkingen.

Opschrift van hoofdstuk III : voor de overeenstemming met het opschrift van de overige hoofdstukken van titel I schrijve men : "Hof van beroep".

Eerste afdeling - Algemene bepalingen.

Artikel 100. "Er zijn in het hof van beroep kamers voor burgerlijke zaken, kamers voor correctionele zaken, kamers voor handelszaken en kamers voor sociale zaken".

Een bepaling als die welke het rechtsgebied van de "arrondissements"rechtbanken aangeeft, komt in het hoofdstuk over de hoven van beroep niet voor. Artikel 100 is bovendien anders geformuleerd dan artikel 74, dat een soortgelijke bepaling voor de rechtbanken bevat.

.../...

Voorgesteld wordt artikel 100 als volgt te lezen :

"De zetel en het rechtsgebied van de hoven van beroep zijn bepaald in de bij dit wetboek gevoegde tabel.

Ieder hof van beroep bestaat uit kamers voor burgerlijke zaken, kamers voor correctionele zaken, kamers voor handelszaken en kamers voor sociale zaken".

Ingevolge de artikelen 47 (III) en 48 (III) worden belastings- en verkiezingszaken aan de kamer voor burgerlijke zaken opgedragen.

Artikel 104. "In hoger beroep tegen vonnissen van de kinderrechtter houdt het hof zitting met één lid, voorzitter of raadsheer in het hof".

1.

Dit artikel zegt niet hoe en ook niet voor hoelang de voorzitter of de raadsheer die kennis neemt van het hoger beroep tegen vonnissen van de kinderrechtter, wordt aangesteld. Dat is in artikel 210 geregeld.

Hier gaat men dus anders te werk dan voor de "arrondissements"rechtbank; de voornaamste bepalingen over het ambt van kinderrechtter staan inderdaad in artikel 79.

Overeenstemming tussen de artikelen 79 en 104 ware gewenst .

.../...

2.

Magistraten die in de artikelen 102, 103 en 105 "kamervoorzitters" worden genoemd, heten hier gewoon "voorzitter". Voor eenzelfde ambt gebruike men liefst dezelfde benaming.

Afdeling II. - Dienst. -Artikel 106.-

1.

De Raad van State herinnert aan hetgeen hij bij artikel 88 heeft opgemerkt. Behoudens uitdrukkelijke afwijking van het gemeen recht, moet een koninklijk besluit van rechtswege in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

2.

De "raadsheren-assessoren in handelszaken" en de "raadsheren-assessoren in sociale zaken" worden hier "raadsheren in handelszaken" en "raadsheren in sociale zaken" genoemd. Men gebruike overal dezelfde benaming.

.../...

Artikel 108.-

"Wanneer het hof geroepen wordt om andere dan strafzaken die na cassatie verwezen zijn, met verenigde kamers te berechten, bestaat het uit twee kamers, aangewezen en voorgezeten door de eerste voorzitter of de magistraat aan wie hij zijn bevoegdheid opdraagt.

De verenigde kamers kunnen geen uitspraak doen dan met zeven leden, de voorzitter daaronder begrepen.

Indien de zaak in de bevoegdheid valt van een sociale kamer, moeten vier leden van de zetel raadsheren-assessoren in sociale zaken zijn".

1.

Dat artikel is het enige artikel, XI, van de wet van 25 oktober 1919. De Raad van State kan, bij gemis van een memorie van toelichting, niet uitmaken of de woorden "in plechtige terechtzitting" met opzet zijn weggelaten.

Men leze het artikel als volgt :

"Wanneer het hof geroepen wordt om van andere dan strafzaken die na cassatie verwezen zijn, met verenigde kamers kennis te nemen, wordt het voorgezeten door de eerste voorzitter of door de kamervoorzitter aan wie hij zijn bevoegdheid opdraagt, en bestaat het bovendien uit twee door hem aan te wijzen kamers".

.../...

2.

Het tweede lid kan vervallen. Aangezien de samenstelling van de verenigde kamers in het eerste lid is aangegeven, hoeft niet meer te worden gezegd, dat die kamers alleen met zeven leden zitting kunnen houden. Dat blijkt genoegzaam uit bovenstaand tekstvoorstel.

3.

De Raad van State kan niet uitmaken of het derde lid een uitzondering dan wel een toepassing van een algemeen beginsel is, met name dat de twee, samen vergaderende kamers tot dezelfde klasse moeten behoren (burgerlijke, handels- of sociale zaken) als de kamer wier beslissing is vernietigd.

Is het derde lid een uitzonderingsbepaling, dan volgt daaruit dat de twee, samen vergaderende kamers in de regel niet noodzakelijk van dezelfde klasse moeten zijn en ook niet van dezelfde klasse als de kamer die de vernietigde beslissing heeft gewezen. Voor zaken die bijvoorbeeld tot de bevoegdheid van de kamer voor handelszaken behoren, zou de eerste voorzitter dus twee kamers voor burgerlijke zaken kunnen aanwijzen.

Hoe het zij, verduidelijking is hier gewenst.

.../...

Artikel 110.-

"De eerste voorzitter kan correctionele zaken toewijzen aan kamers voor burgerlijke zaken.

Op vordering van de procureur-generaal, gegrond op een achterstand in correctionele zaken, geeft de eerste voorzitter aan een of meer kamers voor burgerlijke zaken opdracht, om de vijftien dagen, buiten de gewone zittingen in burgerlijke zaken een bijkomende zitting te houden voor het berechten van correctionele zaken.

Achterstand in correctionele zaken bestaat zodra het onmogelijk geworden is te voldoen aan artikel 209 van het Wetboek van strafvordering.

De correctionele zaken waarvan de kamers voor burgerlijke zaken kennis nemen, worden hun door de eerste voorzitter toegewezen".

1.

Het eerste lid van artikel 81 van de wet van 18 juni 1869, volgens hetwelk achterstand in burgerlijke zaken aan de kamers voor correctionele zaken kan worden toegewezen, is hier weggelaten. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom.

2.

Het eerste en het vierde lid hebben geheel dezelfde strekking. Het laatste kan dus vervallen.

3.

De Franse tekst van artikel 81 van de wet van 18 juni 1869 zegt "de quinzaine en quinzaine". Een "quinzaine" is in de omgangstaal veertien dagen. De uitdrukking "de quinze en quinze jours" in het ontwerp heeft niet dezelfde betekenis.

4.

Het lijkt niet opportuun in de Franse tekst de in de wet van 18 juni 1869 gebezigde uitdrukking "les affaires ... sont distribuées" te vervangen door "les affaires ... sont attribuées".

Dit geldt ook voor andere artikelen van het ontwerp, onder meer voor artikel 112, waar op dezelfde manier te werk is gegaan.

Artikel 112.-

"De correctionele zaken als bedoeld in artikel 479 van het Wetboek van strafvordering worden toegewezen aan de kamers voor burgerlijke zaken, voorgezeten door de eerste voorzitter of door de magistraat aan wie hij zijn bevoegdheid opdraagt".

Dit artikel is artikel 4 van het decreet van 6 juli 1810 "contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales". De verwijzing naar artikel 10 van de wet van 20 april 1810, dat elders in het ontwerp wordt opgeheven, is echter weggelaten. Dit betekent, dat de speciale

rechtspleging, bepaald in artikel 479 van het Wetboek van strafvordering, nog toepassing zal vinden op de aldaar opgesomde categorieën van magistraten, maar niet meer op de categorieën genoemd in artikel 10 van de wet van 20 april 1810 en ook niet meer op de leden van de Raad van State en van diens auditoraat, op wie dat artikel van overeenkomstige toepassing is verklaard bij artikel 57 van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958.

Artikel 113.-

Voorgesteld wordt dit artikel, een doublure van artikel 343, weg te laten.

Hoofdstuk IV - Hoven van assissen.

Bij het opschrift van hoofdstuk IV is dezelfde opmerking te maken als bij dat van hoofdstuk III.

Afdeling 1.- Algemene bepalingen.

Artikel 116.-

Van de begrippen "zitting" en "reeks", waarmee hier wordt gewerkt, ware duidelijkheidshalve een definitie te geven.

.../...

Afdeling II.- Samenstelling van het Hof.-Artikel 118.-

"Het hof van assisen bestaat uit een voorzitter en twee assessoren".

Dat de jury aanwezig moet zijn, wordt in het ontwerp nergens gezegd.

Men voege aan artikel 118 dan ook een lid toe, als volgt :

"Het houdt zitting in aanwezigheid van de jury. Deze wordt voor iedere zitting samengesteld als in dit Wetboek bepaald".

Artikel 119.-

" Het hof van assisen wordt voorgezeten door een lid van het hof van beroep, aan wie de eerste voorzitter daartoe opdracht geeft. Aan deze magistraat kan worden opdracht gegeven om tijdens dezelfde zitting achtereenvolgens verscheidene hoven van assisen voor te zitten.

...".

De Raad van State heeft de koninklijke commissaris moeten vragen, van welke onderstelling is uitgegaan bij de bepaling, dat eenzelfde magistraat opdracht kan worden gegeven om tijdens dezelfde zitting achtereenvolgens verscheidene hoven van assisen voor te zitten. Het antwoord was "dat een magistraat van het hof ermee kan worden belast achtereenvolgens verscheidene hoven van assisen voor te zitten in het rechtsgebied van het hof van beroep tijdens de zittingen die aldaar onderscheidenlijk worden gehouden". Niet het voorzitten van verscheidene assisen

"tijdens dezelfde zitting", zoals de tekst zegt, wordt hier dus bedoeld. Gemeen aan verscheidene hoven is een zitting immers nooit.

De tweede volzin van het eerste lid leze men dus zó :

"Die magistraat kan bij dezelfde beschikking opdracht worden gegeven de zittingen, **die** verschillende hoven van assisen in het rechtsgebied van het hof van beroep houden, achtereenvolgens voor te zitten".

Artikel 120.--

1.

Dit artikel zegt onder meer, dat de assessoren worden aangewezen uit "de voorzitter, de onder**voorzitters** en de oudstbenoemde rechters van de rechtbank van eerste aanleg". De ontworpen regeling kent echter geen "rechtbank van eerste aanleg" meer (cfr. artikel 77).

2.

Dit artikel brengt een wijziging van ondergeschikt belang aan inzake vervanging van verhinderde leden van het hof van assisen. Krachtens het tweede lid immers kan de voorzitter van de rechtbank de door hem aangewezen assessoren vervangen. Volgens artikel 93, eerste lid, van de wet van 18 juni 1869 is alleen de eerste voorzitter van het hof van beroep daartoe bevoegd ; voortaan zal hij dat dus niet meer zijn.

.../...

Afdeling III. - Jury.Artikel 63.-

"De jury houdt steeds zitting met twaalf gezworenen".

1.

Het woord "steeds" kan als overbodig vervallen.

2.

Artikel 122 van het ontwerp komt overeen met artikel 393 van het Wetboek van strafvordering en met artikel 113 van de wet van 18 juni 1869. Het ontwerp moge de wet van 1869 opheffen, het brengt geen wijziging in voornoemd artikel 393 en heft het ook niet op. In het deel van dit advies dat over de concordantiebepalingen handelt, wordt op die opmerking nader ingegaan.

Afdeling IV. - Het houden van assisen.Artikel 126.-

"De beschikking tot vaststelling van de dag waarop de assisen worden geopend, of die welke dag en plaats ervan bepaalt, wordt door aanplakking bekendgemaakt ten minste acht dagen voor de opening".

.../...

Onder de huidige regeling kunnen de assisen worden bijeengeroepen ;

- bij beschikking van de eerste voorzitter die bepaalt op welke dag de zitting wordt geopend, wanneer de assisen, zoals normaal het geval is, in de hoofdplaats van de provincie worden gehouden (eerste onderstelling);
- bij beslissing van het hof van beroep die daartoe de zetel van een andere rechtbank dan die van de provinciehoofdplaats aanwijst en bepaalt op welke dag de assisen daar worden geopend (tweede onderstelling).

Daarom ook schrijft artikel 91 van de wet van 18 juni 1869 openbaarmaking voor van "de beschikking die de dag van ... vaststelt" (eerste onderstelling) en van de "beslissing die dag en plaats ervan bepaalt" (tweede onderstelling).

Het ontwerp behoudt die twee wijzen van bijeenroeping, maar voegt er een derde aan toe : bijeenroeping bij beschikking van de eerste voorzitter die bepaalt op welke dag en plaats de zitting wordt geopend, met name als de assisen van eenzelfde provincie worden gesplitst (cfr. artikel 116).

Nu voorziet artikel 126 in bekendmaking ;

- van de beschikking tot vaststelling van de dag waarop de assisen worden geopend (eerste onderstelling) ;
- van de beschikking die dag en plaats daarvan bepaalt (derde onderstelling).

.../...

Met de tweede onderstelling rekent het dus niet meer, terwijl artikel 114, tweede lid, dat nog doet.

Artikel 126 ware dan ook als volgt aan te vullen :

"De beschikking van de eerste voorzitter, bedoeld in artikel 125, de beschikking bedoeld in artikel 116 of de beslissing bedoeld in artikel 114 wordt bekendgemaakt door aanplakking ...".

Ook dient te worden gezegd waar de aanplakking moet geschieden.

Artikel 127.-

Het eerste lid van dat artikel is artikel 96, eerste lid, van de wet van 18 juni 1869 ; in de Franse tekst late men het woordje "pas" tussen "n'occupe" en "les jurés" liefst niet weg.

Hoofdstuk V. - Hof van cassatie.

Eerste afdeling . - Algemene bepalingen.

Opmerking gemeen aan de artikelen 128, 129 en 131.

Artikel 128.-

"Het hof van cassatie bestaat uit drie afdelingen".

Artikel 129.-

"Iedere afdeling van het hof van cassatie bestaat uit een of meer kamers.

.../...

Iedere kamer is samengesteld uit vijf raadsheren, de voorzitter daaronder niet begrepen".

Artikel 131.-

" De arresten kunnen niet worden gewezen dan met vijf raadsheren, de voorzitter daaronder begrepen.

Wanneer de eerste voorzitter, na het advies van de raadsheer-verslaggever en van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, evenwel oordeelt dat een zaak in voltallige zitting moet worden behandeld, vergadert de kamer met negen raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen.

In alle gevallen waarin het hof met verenigde kamers moet vergaderen, houdt het zitting in oneven getal en met ten minste zeventien leden.

Beschuldigingen tegen ministers, aangenomen ter uitvoering van artikel 90 van de Grondwet, worden berecht door de verenigde kamers".

Volgens artikel 128 van het ontwerp bestaat het Hof van cassatie niet meer uit kamers maar uit afdelingen. Luidens artikel 129 is iedere afdeling samengesteld uit een of meer kamers, waarvan het getal echter niet bij de wet wordt bepaald.

Als men artikel 129 van het ontwerp vergelijkt met de artikelen 132, eerste lid, en 134, eerste en tweede lid, van de wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij die van 25 februari 1954, komt men tot de bevinding, dat de huidige "kamers" door "afdelingen" worden vervangen, terwijl de "kamers" in het ontwerp overeenkomen met onderverdelingen van de huidige kamers.

Artikel 131 van het ontwerp, dat artikel 134 van de wet van 18 juni 1869 ongewijzigd overneemt, zou dus eigenlijk van "verenigde afdelingen" en niet van "verenigde kamers" moeten spreken.

De woorden "verenigde kamers" staan echter in de Grondwet (artikel 90), zodat terminologische aanpassing van artikel 131 aan de artikelen 128 en 129 uitgesloten is.

Van de nieuwe terminologie moet dan ook worden afgezien, want ze kan verwarrend werkend. Wordt op die wenk ingegaan, dan moet ook artikel 259 worden gewijzigd.

Artikel 128.-

Ondanks artikel 126 van de Grondwet, dat bepaalt dat Brussel de hoofdstad van België en de zetel van de Regering is, bepaalt artikel 119 van de wet van 1869, dat het Hof van cassatie te Brussel zetelt. Dat is in het ontwerp niet meer gezegd.

Artikel 129.-

Het tweede lid, volgens hetwelk een kamer buiten de voorzitter uit vijf raadsheren bestaat, is niet overeen te brengen met artikel 131, tweede lid, dat zegt dat "de kamer", in voltallige zitting, met negen raadsheren vergadert.

Artikel 131.-

Krachtens artikel 134, derde lid, van de wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij de wet van 25 februari 1954, houdt het Hof, als het met verenigde kamers vergadert, zitting in oneven getal, met ten minste zeventien leden. Het vierde lid van hetzelfde artikel wijkt van die regel af voor het berechten van ministers : het hof houdt dan zitting in even getal, met ten minste achttien leden.

Het ontwerp kent die uitzondering niet meer. Het vierde lid van artikel 131 wil alleen maar artikel 90 van de Grondwet memoreren, en is dus overbodig : het kan desnoods worden opgenomen in een bepaling die aangeeft in welke gevallen het Hof met verenigde kamers zitting houdt (cfr. artikel 134 hierna).

Afdeling II. - Dienst.Artikel 132.-

"Het reglement houdende de dienstregeling van het Hof wordt door de Koning vastgesteld op advies van de eerste voorzitter, van de procureur-generaal en van de stafhouder.

Het reglement wordt ter griffie aangeplakt en in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt."

.../...

1.

Artikel 208 van de wet van 18 juni 1869, dat ten aanzien van het Hof van cassatie nog steeds gelding heeft, zegt wat in "het reglement houdende dienstregeling van het Hof" moet staan. Het ontwerp, dat de wet van 1869 opheft, geeft die verduidelijking niet meer.

2.

Het tweede lid schrijft uitdrukkelijk bekendmaking in het Belgisch Staatsblad voor.

Terwille van de algemene overeenstemming brengen men eenheid in de redactie van de artikelen 88 (opmerking nr 2), 106 en 132, en memorere men dat gemeenrechtelijk beginsel dus ofwel overal, ofwel nergens.

Artikel 133.-

"De eerste afdeling neemt kennis van de voorzieningen in burgerlijke zaken en handelszaken, de tweede van de voorzieningen in criminele, correctionele en politiezaken, de derde van de voorzieningen in sociale zaken. De overige zaken die ingevolge de wet ter kennisneming van het Hof van cassatie staan, worden door de eerste voorzitter verdeeld onder de "afdelingen".

Volgens artikel 133 van de wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij de wet van 25 februari 1954, neemt de eerste kamer kennis van de voorzieningen in burgerlijke zaken, de tweede van alle andere.

.../...

In het ontwerp staan de voorzieningen in burgerlijke zaken ter kennisneming van de eerste, de voorzieningen in criminele, correctionele en politiezaken ter kennisneming van de tweede, de voorzieningen in sociale zaken ter kennisneming van de derde "afdeling", terwijl de andere zaken door de voorzitter onder de afdelingen worden verdeeld.

In dit verband moge worden opgemerkt, dat de voorzieningen in belastingzaken (directe belastingen), dit wil zeggen thans mede van het omvangrijkste werk van het Hof, tot diegene behoren die de eerste voorzitter naar eigen goeddunken zal kunnen verdelen.

Voorts ware duidelijk te stellen of onder "voorzieningen in sociale zaken" - een nieuw begrip - de voorzieningen tegen beslissingen van de sociale kamers der hoven van beroep te verstaan zijn.

Artikel 134.-

Voorgesteld wordt, hier alle gevallen aan te geven waarin het Hof "met verenigde kamers" zitting houdt.

Gedeeltelijke opsomming kan dubbelzinnig zijn.

.../...

TITEL II. - Het openbaar ministerie en de magistraten
die er deel van uitmaken.

De artikelen 137 tot 156 brengen een aantal belangrijke wijzigingen aan in de beginselen die thans aan de organisatie van het openbaar ministerie ten grondslag liggen. Die wijzigingen betreffen onder meer de omschrijving van de taak van het openbaar ministerie in de rechterlijke macht, het althans gedeeltelijk opgegeven beginsel dat het openbaar ministerie één en onverdeelbaar is, en de organisatie van het openbaar ministerie bij de politierechtbank. Opmerkingen over een aantal van die hervormingen worden bij de desbetreffende artikelen gemaakt.

Artikel 137.-

"Het openbaar ministerie vertegenwoordigt de uitvoerende macht bij de rechterlijke macht".

Dit artikel is gesteld naar het voorbeeld van artikel 1 van titel VIII van het decreet van 16-24 augustus 1790, met wegwerking echter van het gebrekkige in de redactie. Artikel 137 herinnert er inderdaad aan dat de leden van het openbaar ministerie tegelijk vertegenwoordigers van de uitvoerende macht én magistraten van de rechterlijke orde zijn.

De attributen welke het openbaar ministerie wegens die tweeledige hoedanigheid moet uitoefenen, zijn zo verstrengeld dat een strakke schoidingslijn onmogelijk is te trekken. Een bondige definitie van het openbaar ministerie zal wel altijd onvolledig zijn (zie dienaangaande H.BEKAERT "La mission du ministère public en droit privé" in "Mélanges en l'honneur de Jean Dabin", blz. 419-451).

.../...

De voorgestelde tekst ontkomt daaraan niet; men late hem liefst weg.

Taak en bevoegdheid van het openbaar ministerie worden trouwens in de volgende artikelen bepaald. In zover die artikelen zich moeilijk tot in voldoende bijzonderheden mochten laten verwoorden, zal het zaak van de rechtsleer en van de rechtspraak zijn ze in het licht van de gerechtelijke tradities te interpreteren.

Artikel 138.-

"Het openbaar ministerie vordert de toepassing van de strafwet, overeenkomstig de bij de wet gestelde regels.

In burgerlijke zaken komt het openbaar ministerie tussen bij wege van rechtsvordering, vordering of advies. Het treedt ambtshalve op in de gevallen die de wet bepaalt en bovendien telkens als het oordeelt dat het openbaar belang zijn tussenkomst vergt".

I.

Een betere lezing voor het eerste lid ware :

"Het openbaar ministerie oefent de publieke vordering uit overeenkomstig de bij de wet gestelde regels".

II.

De tweede volzin van het tweede lid, een novum, is in het verslag toegelicht.

Ingevolge artikel 46 van de wet van 20 april 1810 vordert het openbaar ministerie thans ambtshalve de toepassing van de wet in zaken waar de openbare orde mee gemoeid is. Het oordeelt in dezen evenwel niet soe-verein; de rechtbank of het hof kan zijn vordering zelfs zonder onderzoek ten principale afwijzen als zij oordelen dat het niet om een zaak van openbare orde gaat of dat de vordering van het openbaar ministerie niet op bescherming van die orde is gericht.

Procureur-generaal LECLERCQ heeft de aan artikel 46 te geven interpretatie in zijn conclusiën voor het arrest van het Hof van cassatie van 22 maart 1923 als volgt toegelicht (Pas. 1923, I. 243) :

"L'article 46 de la loi du 20 avril 1810 et la question de savoir s'il reconnaît au ministère public le pouvoir d'agir d'office en matière civile, même dans les cas non spécifiés par la loi, a suscité une controverse célèbre.

...

En Belgique elle a été résolue par l'arrêt de la Cour de cassation du 5 mai 1881 (Pasic. 1881 - I - 230) en ce sens que le ministère public a le droit d'agir, quand l'ordre public est intéressé.

La discussion toutefois continue quand il s'agit d'indiquer les limites de l'action qui est ainsi reconnue.

...

Pour préciser la portée de l'article, délimiter le pouvoir concédé au ministère public, il faut résoudre deux difficultés.

D'abord, le sens exact des mots "ordre public" doit être fixé; ensuite, la portée de la formule "poursuivre d'office l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public" doit être reconnue.

.../...

La première signification à trouver est celle de l'expression "ordre public".

Ici, l'imprécision devient maîtresse ...

Cependant puisque l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 emploie les termes "ordre public" et qu'il doit être appliqué, il est indispensable de se rendre compte du sens de ces mots, sans avoir toutefois la prétention d'épuiser tout le contenu de la notion.

... en prenant chaque mot qui la compose dans son sens usuel, l'expression "ordre public" implique une disposition des choses les unes par rapport aux autres, déterminée par une règle relative à la Nation ou à l'Etat. On peut donc comprendre l'ordre public comme l'organisation des choses, telle qu'elle est nécessaire à la Nation ou à l'Etat.

Après avoir cherché à comprendre les mots "ordre public", il faut reconnaître, pour saisir la portée de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810, le sens de la disposition par laquelle il charge le ministère public "de poursuivre d'office l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public" ... Deux interprétations sont possibles. La première, et elle justifie l'action du demandeur, s'en tient exclusivement au texte de l'article 46; elle ne se préoccupe pas du but que la loi a eu en vue.

Le ministère public, dit l'article 46, poursuit d'office l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public. "Poursuivre l'exécution" c'est agir pour que la loi soit respectée dans ses dispositions d'ordre public. Par conséquent, conclut-on, si une loi est d'ordre public, le ministère public a toujours action pour la faire respecter, même lorsque des intérêts privés sont seuls en cause. La compétence ratione materiae, les règles sur le délai d'appel, sont d'ordre public. Le juge civil s'est-il déclaré

compétent pour juger un litige que le ministère public estime de la compétence du juge consulaire ? La cour d'appel a-t-elle déclaré non recevable comme tardif un appel que le ministère public croit recevable ? Celui-ci aura le droit de prendre son recours contre ces décisions; il poursuivra ainsi l'exécution de ces lois d'ordre public qui sont les lois sur la compétence ou sur les délais d'appel. Dans tous les cas où les parties invoquent avec raison, à l'appui de leurs requêtes en cassation, une loi d'ordre public, le ministère public aurait pu agir d'office et se pourvoir en cassation en vue de poursuivre l'exécution de cette même loi d'ordre public.

Cette interprétation qui donne une aussi grande extension à la faculté, inconnue au ministère public par l'article 46 de la loi du 20 avril 1810, est, semble-t-il, la raison fondamentale de l'opposition rencontrée par la thèse que l'arrêt du 5 mai 1881 a consacrée et qui reconnaît au ministère public le droit d'agir d'office, en matière civile, dans des cas non spécifiés par la loi, mais où l'ordre public est intéressé.

L'objection que M. le Procureur général FAIDER disait "être d'une grande puérilité", il la résumait dans les termes suivants : "On prétend que le ministère public, lancé dans les espaces judiciaires, va abuser de l'ordre public" (Pasic. 1881, I, 241).

A coup sûr, si l'article 46 est ainsi compris, si le ministère public peut agir d'office chaque fois qu'il invoque une loi d'ordre public, même si des intérêts privés sont seuls en cause, on pourrait dire sans exagération, employant les expressions de M. FAIDER, que le ministère public est "lancé dans les espaces judiciaires". Mais il y a de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 une autre interprétation possible.

.../...

Elle aussi est conforme au texte légal; elle tient toutefois compte de la nature de l'institution du ministère public et des inconvénients auxquels le législateur a cherché, en 1810, à remédier par l'article 46 ... Ce que le législateur a voulu par là c'est que l'ordre public soit maintenu; il a institué une procédure permettant de mettre fin à des situations qui seraient contraires à l'ordre public. En chargeant le ministère public de poursuivre l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public, il lui a donné mission de veiller à ce qu'il ne se crée pas d'états de choses contraires à l'ordre public; si le fait se produit, le ministère public dorénavant a une action lui permettant de demander leur suppression.

...

La différence entre les deux interprétations possibles de l'article 46 apparaît ainsi clairement. D'après l'une, le ministère public peut agir dès que, comme argument, il invoque une loi d'ordre public, peu important les choses dont il y a lieu de modifier la disposition, et peu importe que son action ne tende qu'à la suppression d'un état n'intéressant que des intérêts privés; le résultat de l'action est sans pertinence au point de vue de sa recevabilité; c'est l'argument à son appui qu'il faut seul envisager.

D'après l'autre interprétation c'est le résultat de l'action qui est à examiner. La disposition est finaliste; la fin, en vue de laquelle l'action a été accordée au ministère public, c'est le maintien de l'ordre public. Si l'action n'a pas cette fin, si elle n'a pas pour but la disparition d'une situation qui lèse l'ordre public, elle sera non recevable. De ces deux interprétations, les arrêts de la cour et les conclusions qui les ont précédés ont constamment repoussé la première et admis implicitement la seconde.

..." (zie ook H. BEKAERT, op. cit. 426 en volgende).

.../...

Artikel 138 vervangt "openbare orde" door "openbaar belang", een begrip dat nóg vager is.

In de praktijk treedt het openbaar ministerie thans, behoudens wanneer het daartoe aan een bijzondere tekst het recht ontleent, alleen in sommige gevallen waar het om bescherming van onbekwamen gaat, bij wege van hoofdvordering op. En zelfs dan nog is er doorgaans wel een verband te leggen, een vrij los verband weliswaar, tussen de vordering van het openbaar ministerie en zekere bepalingen van het Burgerlijk Wetboek of van de hypotheekwet (zie Répertoire pratique de Droit belge, V° ministère public, nrs 287 en volgende). In feite is er dus voor de toepassing van artikel 46 van de wet van 1810 maar weinig ruimte en het lijkt niet alsof een hervorming in gerechtelijke kringen als een noodzaak is gevoeld.

Daar komt nog bij, dat het openbaar ministerie, telkens als het optreedt onder aanvoering dat de openbare orde op het spel staat, de rechtbank verzoekt om een sanctie waarvan het beginsel in de wet is neergelegd. Als het de rechtbank bijvoorbeeld vraagt enige, met de openbare orde strijdende beslissing van een familieraad nietig te verklaren, dan is dit een sanctie die de wetgever althans impliciet in uitzicht heeft gesteld. Geheel anders zou het liggen mocht het openbaar ministerie willen optreden omdat het openbaar belang naar zijn oordeel op het spel staat.

.../...

Geen wetstekst geeft de rechtbanken bevoegdheid een maatregel, zoals bijvoorbeeld de nietigverklaring van een handeling, vast te stellen omdat er krenking is van wat het openbaar ministerie oordeelt het openbaar belang te zijn.

Een vordering door het openbaar ministerie ingesteld onder gebruikmaking van de ruimere mogelijkheden die het in het ontwerp krijgt, zou dus tot generlei resultaat leiden. Het is immers niet voldoende als principe te stellen, dat het openbaar ministerie een vordering heeft. Er moet ook worden gezegd waarin die vordering bestaat, onder welke voorwaarden ze wordt uitgeoefend, en met welke gevolgen.

Het begrip "openbare orde" komt voor in tal van wetten, onder meer in artikel 6 van het Burgerlijk Wetboek. De parlementaire voorbereiding van een aantal wetten toont, dat de wetgever sommige bepalingen als bepalingen van openbare orde heeft gezien. Het begrip "openbare orde" moge niet volkomen duidelijk omljnd zijn, beweren dat het altijd een bron van betwisting en moeilijkheden is gaat niet op.

Het begrip "openbaar belang" van zijn kant heeft geen wettelijke inhoud. Geen tekst verbindt bijzondere gevolgen aan wetten die het openbaar belang betreffen. Het openbaar ministerie soeverein over dat begrip laten oordelen, verandert daar niets aan.

Men moet dus wel besluiten dat de tweede volzin van artikel 138 geen uitwerking kan hebben en dus te schrappen ware.

Artikel 139.-

In plaats van "deurwaarders" schrijve men "gerechtsdeurwaarders", welke benaming in de artikelen 509 en volgende van het ontwerp en trouwens ook in het onlangs door beide Kamers aangenomen ontwerp van wet betreffende het ambt van gerechtsdeurwaarder is gehuldigd.

Artikel 142.-

"Het ambt van openbaar ministerie bij het Hof van cassatie wordt onder het gezag van de Minister van Justitie uitgeoefend door de procureur-generaal".

1.

Die tekst is te algemeen gesteld. Ambtenaren van het openbaar ministerie treden alleen dan onder het gezag van de Minister van Justitie op als ze de uitvoerende macht bij de rechterlijke orde vertegenwoordigen, niet als zij als magistraten handelen (zie hieromtrent "Propos sur le ministère public", rede op de plechtige openingszitting van 15 september 1936 uitgesproken door de heer Raoul Hayoit de Termicourt, toenmalig procureur-generaal bij het Hof van beroep te Brussel, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1936, blz. 961 en volgende).

.../...

Wat nu bepaaldelijk de leden van het openbaar ministerie bij het Hof van cassatie betreft, deze geven in alle zaken advies en wonen de beraadslaging bij (artikelen 36 en 39 van het besluit van de Souvereine Vorst van 15 maart 1815, overgenomen in de artikelen 438 en 442 (IV) van het ontwerp).

Zij oefenen die bevoegdheid in volle onafhankelijkheid uit en hoeven zich niet te gedragen naar instructies van de Minister van Justitie.

Die opmerking geldt ook voor artikel 143.

2.

In de artikelen 142, 143, 144, 151 en 152 wordt voor de verschillende gerechten eenzelfde materie behandeld. Gewenst ware overal dezelfde redactie aan te nemen en daarin ondubbelzinnig te doen uitkomen dat alle leden van de parketten (advokaten-generaal, substituut-procureurs-generaal, enz...), ieder volgens de in de wet gestelde regelen, het ambt van openbaar ministerie uitoefenen.

Artikel 144.-

Bij vergelijking van de artikelen 144 en 151 ziet men, dat de procureurs des Konings niet langer substituut-procureur-generaal zullen zijn, welke hoedanigheid hun was verleend in artikel 43 van de wet van 20 april 1810 en weder bevestigd is in artikel 152 van de wet van 18 juni 1869. Die wijziging in de positie van de procureurs des Konings is in het verslag niet verantwoord.

.../...

Ze lijkt trouwens weinig in overeenstemming te zijn met de algemene strekking van het ontwerp. Dit behoudt immers het beginsel dat het openbaar ministerie één is en dat al zijn functies zijn samengetrokken in handen van de procureur-generaal, die ze uitoefent hetzij rechtstreeks hetzij door leiding te geven aan en toe te zien op alle overige leden van de parketten van zijn rechtsgebied (zie onder meer artikel 143, luidens hetwelke de procureurs-generaal bij de hoven van beroep "alle opdrachten van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken van hun rechtsgebied uitvoeren"; artikel 144, dat zegt dat de procureurs-generaal worden "bijgestaan" door advocaten-generaal, substituut-procureurs-generaal en procureurs des Konings; artikel 150, krachtens hetwelk het ambt van openbaar ministerie bij de hoven van assisen wordt uitgeoefend door de procureur-generaal, die het kan opdragen aan leden van het parket van het Hof van beroep of van het parket van de arrondissementsrechtbank; artikel 151, volgens hetwelk de procureurs des Konings hun bevoegdheid onder het toezicht en de leiding van de procureur-generaal uitoefenen; artikel 153, dat de procureur-generaal voortaan recht van voordracht geeft voor de ambten van eerste-substituut-procureur des Konings).

Het beginsel van de eenheid van het openbaar ministerie - belichaamd in de persoon van de procureur-generaal - is in de nieuwe organisatie van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken nog sterker beklemtoond : dat ambt wordt voortaan - onder het toezicht en de leiding van de procureur-generaal - door de procureurs des Konings uitgeoefend (artikel 151).

Waar het de procureurs des Konings niet langer substituut-procureur-generaal laat zijn, wenst het ontwerp echter geen afbreuk te doen aan het eenheidsbeginsel.

.../...

Artikel 146.-

1.

Luidens dat artikel moeten de advocaten-generaal die zitting nemen op de terechtzittingen van de kamers voor sociale zaken, houder zijn van het diploma van licentiaat in het sociaal recht. Licentiaat in het sociaal recht is geen academische graad, die dus alleen kan worden begeven na examens waarvan het programma bij de wet is bepaald. Het is een wetenschappelijke graad, bij de Rijksuniversiteiten ingesteld door de koninklijke besluiten van 12 september 1962 en aldaar toegekend onder de in die besluiten bepaalde voorwaarden. Niets verhindert de vrije universiteiten die graad onder andere voorwaarden te verlenen, bijvoorbeeld na examens over een ander programma.

2.

Waar het alleen sommige advocaten-generaal in de kamers voor sociale zaken van de hoven van beroep zitting laat nemen, breekt het ontwerp met het traditionele beginsel, dat het openbaar ministerie één en onverdeelbaar is. In principe zijn alle magistraten van eenzelfde parket - de bevoegdheid die de wet in handen van de korps-
hoofden als zodanig legt niet te na gesproken - gelijk-
lijk geroepen tot het doen van al wat met het ambt van openbaar ministerie verband houdt. Dat de magistraten van de parketten in hun parket bepaaldelijk deze of gene be-
voegdheid uitoefenen, kan alleen maar het gevolg zijn van de aanwijzing die hun korpshoofd hun heeft gegeven en ook te allen tijde kan wijzigen.

.../...

3.

Uit vergelijking van de artikelen 145 en 146 volgt dat de procureur-generaal, anders dan de advocaat-generaal, in de kamers voor sociale zaken zitting kan nemen wanneer hij het geraden acht, ook al is hij geen licentiaat in het sociaal recht.

4.

Het ontwerp zegt niet welke sanctie erop staat als een advocaat-generaal die geen diploma van licentiaat in het sociaal recht heeft, tóch in een kamer voor sociale zaken zitting heeft genomen.

Artikelen 151 en 152.-

Volgens artikel 153 van de wet van 18 juni 1869 wordt het ambt van openbaar ministerie bij de politierechtbank uitgeoefend door de politiecommissaris in de plaatsen waar er een is, en in de andere door de burgemeester, die zich door een schepen kan laten vervangen.

Het ontwerp draagt dat ambt op aan de procureur des Konings die het, zoals trouwens al zijn andere ambtsbezigheden, vervult "onder het toezicht en de leiding van de procureur-generaal" (artikel 151) en "bijgestaan door substituten" (artikel 152). De procureur des Konings en zijn substituten worden in de uitoefening van hun ambt bijgestaan door een of meer politiecommissarissen, door de Koning aangewezen en gekozen uit de politiecommissarissen van het arrondissement (artikel 156).

.../...

Dat magistraten van het parket van eerste aanleg het ambt van openbaar ministerie bij de politierechtbanken zullen uitoefenen, is geen novum. Reeds in artikel 4 van de besluitwet van 21 september 1945, dat ingevolge de wet van 1 juni 1949 in werking is gebleven, werd de procureur-generaal gemachtigd een substituut-procureur des Konings onder sommige voorwaarden het ambt van openbaar ministerie bij een politierechtbank te doen vervullen.

Waar het dat ambt van openbaar ministerie bij de politierechtbank aan de procureur des Koning van het arrondissement opdraagt, strekt het ontwerp tot veralgemeende toepassing van dat systeem en neemt het de politiecommissaris van de zetel van de politierechtbank, de burgemeesters en de schepenen dat ambt uit handen. Waar het de Koning ertoe machtigt uit de politiecommissarissen van het arrondissement degene aan te wijzen die de procureur des Konings en zijn substituten zullen bijstaan, zal het ontwerp bovendien tot gevolg hebben dat die commissarissen, die toch gemeenteambtenaren zijn, zich zonder het goedvinden van de gemeenteoverheid een ambt zien opdragen dat een deel van hun tijd in beslag zal nemen buiten de gemeente waar zij benoemd zijn.

Artikel 152 kan dan ook vervallen.

Artikel 154.-

Bij het tweede lid van dat artikel zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij artikel 146.

.../...

Artikel 155.-

"Er is in ieder parket een arbeidsauditoraat.

De magistraten die er hun ambt vervullen, worden door de procureur des Konings aangewezen onder de substituten van zijn parket die houder zijn van het diploma van licentiaat in het sociaal recht.

De leden van het arbeidsauditoraat vervullen in het bijzonder hun ambt in de sociale rechtbank".

Dat artikel organiseert in ieder parket een arbeidsauditoraat waarvan de leden hun ambt bepaaldelijk in de sociale rechtbank uitoefenen.

In artikel 154 is trouwens reeds gezegd, dat de substituten die in de sociale rechtbank zitting nemen, het diploma van licentiaat in het sociaal recht moeten hebben. Volgens het verslag wenst men dat auditoraat een voorname rol te laten spelen en het een ruime bevoegdheid te geven; gepreciseerd wordt echter, dat het hier om de in artikel 138 bepaalde bevoegdheid gaat. Artikel 155 geeft echter noch de bevoegdheid van het arbeidsauditoraat, noch de attributen van zijn leden aan.

Het arbeidsauditoraat is feitelijk dus maar een afdeling van het parket, met leden die licentiaat in het sociaal recht moeten zijn. De substituten die er deel van uitmaken, zullen als lid van het parket niet minder en ook niet méér bevoegdheden dan de overige substituten hebben. In dat "auditoraat" zijn er trouwens geen "auditeurs". Het is de Raad van State dan ook niet duidelijk waarom de magistraten uit het arrondissementsparket, die in de sociale rechtbank fungeren, een speciale benaming zouden krijgen, terwijl zij zich toch door generlei bijzonder prerogatief van de overige magistraten van het parket onderscheiden.

Het organiseren van een echt auditoraat onderstelt, dat bijzondere regelen voor de werking ervan worden vastgesteld en dat dit auditoraat een eigen bevoegdheid krijgt.

TITEL III. - Griffiers.Artikel 157.-

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"In elk vredegerecht is er een griffier-hoofd van de griffie.

In de vredegerechten waarvan het griffiepersoneel samengesteld is uit ten minste vier leden, onder wie de griffiechef en een griffier, en in de politierechtbanken bedoeld in artikel 3 (bijvoegsel) voert de griffier-hoofd van de griffie de titel van hoofdgriffier".

Artikel 158.-

Het eerste lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Behalve de griffier-hoofd van de griffie, kunnen er ook een of meer griffiers zijn :

- 1° in de vredegerechten van kantons met ten minste 50.000 inwoners ;
- 2° in de vredegerechten te Brussel ;
- 3° in de politierechtbanken bedoeld in artikel 3 (bijvoegsel)

..." .

.../...

Artikel 159.-

In het eerste lid kunnen de woorden "zoals in artikel 61 is bepaald" als overbodig vervallen.

In het tweede lid lijkt de formule: "... voorziet de griffier in de dienst van de politiezittingen met de vrederechter van het kanton waaraan hij verbonden is" het werk van de griffier gelijk te stellen met dat van de rechter. Beter ware, de tekst van artikel 13, tweede lid, van de wet van 18 juni 1869 te herhalen.

Artikelen 160 en 161.-

Duidelijkheidshalve verwerke men beide artikelen tot één.

Artikel 162.-

In dit artikel moet worden bepaald of de voorzitter van de "arrondissementsrechtbank" dan wel de voorzitters van de "rechtbanken" waaruit de "arrondissementsrechtbank" bestaat, zich een secretaris kunnen kiezen.

Artikelen 163 en 164.-

Van beide artikelen zou er één gemaakt moeten worden, in een formulering als die van de artikelen 160 en 161.

Artikelen 171, 172 en 175.-

Het tweede lid van artikel 171, artikel 172 en artikel 175 zijn niet in overeenstemming met artikel 157, krachtens hetwelk er in sommige vredegerechten en politierechtbanken een hoofdgriffier is.

Artikel 173.-

Het eerste lid is een woordelijke herhaling van het eerste lid van artikel 160 van de wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957. In de Franse tekst komen echter de woorden "actes afférents au siège où il est établi" in de plaats van "actes afférents à la juridiction près laquelle il est établi". De thans geldende tekst is beter en zou moeten worden herhaald.

TITEL IV. - Personeel van griffies en parketten.

De wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, bepaalt zelf de voornaamste regelen van het statuut van het griffiepersoneel, terwijl zij het statuut van het parketpersoneel door de Minister van Justitie laat vaststellen. Het ontwerp corrigeert die ongerijmdheid en regelt zelf beide statuten.

Bij de artikelen 177 tot 185, die deze statuten vaststellen, zijn geen opmerkingen te maken.

.../...

TITEL V. - Zetel en personeel van hoven en rechtbanken.
Hun rechtsgebied.

Artikel 186.-

Dit artikel verwijst naar een bijvoegsel waarvan de Raad van State geen kennis heeft.

Wordt rekening gehouden met de wenken door de Raad van State gegeven in verband met de artikelen 59 en 100, dan zou artikel 186 alleen voor het personeel van hoven en rechtbanken naar een bijvoegsel moeten verwijzen ; het opschrift van titel V ware dan in die zin te wijzigen.

TITEL VI. - Benoemingsvoorwaarden voor de leden van de
rechterlijke orde en voor de griffiers.

Hoofdstuk I. - Vrederechters en politierechters.

Artikel 188.-

Volgens dit artikel moet hij die plaatsvervangend vrederechter wil worden, dezelfde voorwaarden vervullen als de kandidaat-vrederechter titularis.

Die eis kan de werving van plaatsvervangende rechters in plattelandskantons bemoeilijken. Daarom acht de Koninklijke Commissaris het wenselijk, afwijkingen toe te staan ten gunste van notarissen die zich kandidaat wensen te stellen voor het ambt van plaatsvervangend rechter in een vredegerecht of een politierechtbank. Een amendement in die zin heeft de Raad van State niet ontvangen.

.../...

Hoofdstuk II. - Leden van de arrondissementsrechtbank.Afdeling I. - Rechters in de arrondissementsrechtbank.

De artikelen 191 en 192 betreffen de benoeming niet van "rechters in de arrondissementsrechtbank", maar van procureurs des Konings en substituten. Het opschrift van afdeling I moet dan ook worden aangevuld met de woorden "en ambtenaren van het openbaar ministerie".

Artikel 193.-

Aan de Raad van State is medegedeeld dat dit artikel werd geschrapt.

Afdeling II. - Leden van de rechtbank van eerste aanleg.Artikel 194.-

Deze bepaling zou beter na artikel 88 komen.

Artikel 195.-

Noch dit artikel, noch artikel 196 zeggen welke overheid de voorzitters en ondervoorzitters van de rechtbank van eerste aanleg benoemt, maar ongetwijfeld is er hierbij aan gedacht dat die benoemingen, krachtens artikel 99 van de Grondwet, door de Koning worden gedaan. Die redenering gaat niet op, want de in het ontwerp bedoelde

.../...

"rechtbank van eerste aanleg" is niet hetzelfde gerecht waarover de Grondwet spreekt. Wordt de benaming "arrondissementsrechtbank" vervangen door de benaming "rechtbank van eerste aanleg", zoals de Raad van State al voorgesteld heeft, dan kan de hier gemaakte opmerking vervallen.

Artikel 196.-

Voor de tweede volzin van het tweede lid behoude men de redactie van artikel 19 van de wet van 18 juni 1869 : "De voordracht behoort aan de raad van de provincie, waar de plaats open is".

Afdeling III. - Leden van de rechtbank van koophandel.

Artikel 197.-

De redactie van het laatste lid zal moeten worden gewijzigd indien wordt ingegaan op het voorstel betreffende de artikelen 74 en 76. Ze moet hoe dan ook in overeenstemming worden gebracht met het laatste lid van artikel 202, dat hetzelfde onderwerp heeft.

De zinsnede "naar de rang van hun installatie" is bovendien onduidelijk. Gaat het alleen om de rang waarin de rechters van de arrondissementsrechtbank die in de rechtbank van koophandel ambtsbevoegdheden uitoefenen, zitting nemen in de rechtbank van eerste aanleg, dan is de bepaling overbodig, want dat is in de artikelen 311 en 312 van het ontwerp geregeld.

.../...

Artikel 200.-

Voor zover deze bepaling betrekking heeft op plaatsvervangende rechters-assessoren in handelszaken, is zij alleen te verantwoorden indien een andere voorziening van het Wetboek dat ambt instelt en omschrijft.

Op grond van 3° en 4° van dit artikel kunnen tot rechter-assessor in handelszaken worden benoemd :

- a) alle beheerders van naamloze vennootschappen, van personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid of van coöperatieve vennootschappen.

Volgens het artikel 2, tweede lid, en artikel 6 van de wet van 13 juni 1924 betreffende het kiesrecht, de verkiesbaarheid en de verkiezingen met het oog op de samenstelling der rechtbanken van koophandel, gewijzigd bij de wet van 10 april 1934, waren alleen diegenen van de beheerders verkiesbaar, die "de leiding van het dagelijks beheer der onderneming hebben".

- b) De personeelsleden van de vennootschappen die in de onderneming een leidinggevend ambt uitoefenen.

De tekst onder 3° van dit artikel moet worden aangevuld met de woorden "of de zaakvoerders" (zie de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, artikelen 129 en volgende).

.../...

Afdeling IV.- Leden van de sociale rechtbank.Artikel 202.

1. .

Het artikel eist gezamenlijke voordracht van twee Ministers voor de benoeming van rechters in de "sociale rechtbank". Die benoeming wordt gedaan voor drie jaar en kan worden vernieuwd.

Moet niet worden gevreesd, dat een Minister de vernieuwing van het mandaat van een magistraat alleen zal voorstellen als diens rechtspraak in de lijn van zijn streven ligt ? Die mogelijkheid alleen al kan de objectiviteit van de rechter beïnvloeden.

De magistraat wordt echter voor zijn leven benoemd, en wordt zijn mandaat niet vernieuwd, dan blijft hij magistraat, maar krijgt hij een ander ambt toegewezen. De onafhankelijkheid van de rechterlijke ten opzichte van de uitvoerende macht zou dus in gevaar kunnen komen.

2.

De tekst van artikel 202 moet in overeenstemming worden gebracht met die van artikel 197 : in het eerste lid leze men derhalve : "de rechters die het voorzitterschap van de kamers van de "sociale rechtbank" zullen bekleeden" ; in het tweede lid vervange men "benoemd" door "aangewezen".

In het laatste lid is sprake van een correctionele afdeling . Dat beantwoordt aan wat de Raad van State bij de artikelen 74 en 76 heeft voorgesteld. Artikel 197 daarentegen spreekt alleen van "kamer voor correctionele zaken".

Artikel 204.-

"De rechters assessoren in sociale zaken en de plaatsvervangende rechters-assessoren in sociale zaken worden door de Koning, op voorstel van de Minister van Arbeid, in gelijk aantal benoemd uit twee lijsten van drie kandidaten per openstaande zetel, de ene lijst wordt voorgedragen door de interprofessionele werkgeversorganisaties, de andere door de interprofessionele organisaties van werknemers en zelfstandigen. De kandidaten moeten volle dertig jaar oud zijn".

Afgezien van wat de Raad van State in het algemeen heeft gezegd over de wijze waarop rechters-assessoren in handelszaken en in sociale zaken worden benoemd, moge hij bij dit artikel nog een bijzondere opmerking maken. De termen "interprofessionele werkgeversorganisaties" en "interprofessionele organisaties van werknemers en zelfstandigen" zijn in het ontwerp niet omschreven, zodat de uitvoerende macht soeverein kan oordelen over het interprofessionele van een organisatie van werkgevers, werknemers of zelfstandigen.

Om ieder gevaar voor willekeur uit te sluiten, zou het ontwerp in dit opzicht objectieve maatstaven moeten vaststellen, bijvoorbeeld door te verwijzen naar bestaande wetten.

.../...

Voorts kunnen moeilijkheden ontstaan indien de Regering, zoals mag worden verondersteld, bedoelt dat alleen de interprofessionele organisaties uit het gerechtelijk arrondissement kandidaten mogen voordragen voor opengevallen plaatsen in de "sociale rechtbank" van het arrondissement; het is niet zeker dat bij de samenstelling van die organisaties altijd met de grenzen van de gerechtelijke arrondissementen rekening is gehouden.

Hoofdstuk III. - Leden van het hof van beroep.

Artikelen 208 en 209.-

1.

Krachtens deze artikelen zullen er in de hoven van beroep twee soorten van voorzitters zijn: voorzitters door de hoven zelf uit hun leden gekozen op grond van artikel 99, laatste lid, van de Grondwet, en raadsheren door de Koning aangewezen om bepaalde kamers voor te zitten. Allen zullen zij "kamervoorzitters" zijn. Eén benaming zal dus slaan op ambten van verschillende aard en oorsprong.

2.

Door de aanwijzing van de raadsheren die de kamers voor handelszaken en de sociale kamers van het hof van beroep voorzitten, aan de Koning op te dragen, breekt

.../...

het ontwerp met een vast gebruik dat gehuldigd is in de artikelen 193 en 194 van de wet van 18 juni 1869 en overigens in herinnering wordt gebracht in artikel 316 van het ontwerp, volgens hetwelk de rechterlijke macht zelf, in de persoon van de eerste voorzitter, dient te beslissen over de aanwijzing van de leden van het hof voor de onderscheiden kamers, zonder bemoeiing van de uitvoerende macht.

3.

De term "raadsheer in het hof" is niet zeer gelukkig gekozen. Men schrijve "raadsheer in het hof van beroep", of nog eenvoudiger "raadsheer", want er is geen gevaar voor verwarring : het artikel waarin de term voorkomt, staat toch in het hoofdstuk over de leden van het hof van beroep. Deze opmerking geldt ook voor andere artikelen uit hetzelfde hoofdstuk.

Artikel 212.-

In het derde lid van de Franse tekst lezen men : "dont ils ont été membres" en niet "dont ils sont membres".

Artikel 213.-

Het gewijzigde artikel 70 van de wet van 18 juni 1869, waarvan de voornaamste voorzieningen in artikel 213 van het ontwerp zijn overgenomen, heeft in de praktijk tot moeilijkheden geleid sedert er in ieder hof van beroep niet meer hetzelfde aantal plaatsen van raadsheer zijn als bepaald in dat artikel 70, als gevolg namelijk van verscheidene opschortings- en andere wetten die plaatsen van toegevoegd raadsheer hebben ingesteld.

Die moeilijkheden zijn in tegengestelde zin opgelost door de hoven te Brussel en te Luik ; het is de Raad van State niet bekend of die moeilijkheden thans uit de weg zijn geruimd.

Door het getal van de plaatsen opnieuw in overeenstemming te brengen met dat van de in artikel 215 bedoelde voordrachten, kunnen die moeilijkheden wel verdwijnen, maar alleen als nieuwe wetten geen nieuwe afwijkingen invoeren.

Om tot een regeling te komen die niet moet worden herzien telkens als het organiek aantal plaatsen van raadsheer in de hoven veranderd wordt, ware het geraden beide zaken los van elkaar te regelen, hetgeen licht te doen is als de eerste volzin van 1° (a, b, enz...), 2° en 3° (a, b, c en d) van artikel 215 wordt geschrapt en de tekst als volgt wordt gelezen :

" ...

1° Hof te Brussel ;

a) de eerste ... voordrachten worden gedaan door de provincieraad van Antwerpen ;

b) de tweede, enz. ...

Wanneer het totaal aantal voordrachten waarvan de volgorde hiervoren voor ieder hof van beroep is bepaald, uitgeput is, wordt de volgende voordracht gedaan door de provincieraad die de eerste voordracht heeft gedaan en zo voort in dezelfde volgorde".

Zodoende blijft de volgorde waarin elke provincieraad voordrachten doet voor openstaande betrekkingen ongewijzigd, ongeacht het aantal raadsheren.

Artikel 215.-

Het eerste lid kan worden geschrapt en vervangen door vermelding van artikel 204 in het derde lid. Op die manier zou er geen gemis van overeenstemming meer bestaan tussen artikel 204 dat wel, en artikel 215, dat niet door de Regering geamendeerd is.

Hoofdstuk IV. - Juryleden.

Artikel 221.-

Het artikel geeft een opsomming van de categorieën van personen die niet of niet meer op de lijst van gezworenen worden geplaatst.

4° heeft betrekking op de Raad van State en vermeldt de auditeurs en substituten. Het ware verkieslijk de tekst als volgt te lezen : "De leden van de Raad van State, de assessoren van de afdeling wetgeving, de leden van het auditoraat, van het coördinatiebureau en van de griffie". Zo zou de tekst kunnen blijven dienen als de huidige inrichting van de Raad van State en de gebruikte titels mochten worden gewijzigd.

.../...

De tekst onder 9° kan verwarring stichten doordat de woorden "die hun beroep uitoefenen" alleen op de vroedvrouwen schijnen te slaan, terwijl zij voor alle genoemde beroepen gelden. Een betere lezing ware : "de doctors in de genees-, heel- en verloskunde en de doctors in de veeartsenijkunde, alsmede de tandartsen, de apothekers en de vroedvrouwen, wanneer zij hun beroep uitoefenen".

Artikel 222.-

Krachtens het laatste lid kunnen vrouwen op gewoon verzoek vrijgesteld worden van de verplichting als jurylid op te treden. Die bepaling herhaalt woordelijk artikel 100, tweede lid, van de wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij de wet van 21 december 1930. Toen die tekst werd goedgekeurd, waren slechts enkele vrouwen, op grond van nationale erkentelijkheid, in de lijsten van de kiezers voor de Wetgevende Kamers opgenomen.

Thans zijn op die lijsten meer kiezeressen dan kiezers ingeschreven en kunnen in alle rechterlijke ambten vrouwen worden benoemd.

De vraag is of deze bepaling nog overeen te brengen is met het rechtsstatuut van de vrouw en of een veralgemeende vrijstelling voor vrouwen bestaanbaar is met de burgerplicht die de uitoefening van het ambt van gezworene tenslotte is.

.../...

Artikel 223.-

1.

Het vierde lid van dit artikel vermeldt een reeks diploma's, waarvan de houders op de lijst van gezworenen worden ingeschreven.

De gebruikte benamingen stemmen niet overeen met die van de geldende wetten.

In plaats van "een der diploma's bedoeld bij de wet op het toekennen van de academische graden" leze men: "een der diploma's bedoeld in de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens".

Waar het ontwerp de woorden "academische graden" gebruikt, sluit het bovendien de "wetenschappelijke graden" uit.

In plaats van "gehomologeerd getuigschrift van volledig middelbaar onderwijs van de hogere graad, zonder onderscheid tussen officieel en bijzonder onderwijs", kan worden volstaan met de woorden : "gehomologeerd getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad".

.../...

Wat moet worden verstaan onder "een diploma of getuigschrift van technisch onderwijs, afgegeven door de technische onderwijsinrichtingen van het Rijk, door de erkende technische onderwijsinrichtingen of door de examencommissies ingesteld krachtens de wet tot inrichting van het technisch onderwijs" ? Het technisch onderwijs heeft thans drie takken : het hoger technisch onderwijs, het secundair technisch onderwijs, onderverdeeld in lager (eerste drie jaren) en hoger, en ten slotte het beroeps-onderwijs. Wil de Regering niet alle diploma's of getuigschriften van technisch onderwijs zonder onderscheid in aanmerking nemen voor inschrijving op de lijst van gezworenen, dan moet zij dat in het ontwerp uitdrukkelijk zeggen.

In plaats van "van een diploma van een lagere normaalschool of van een diploma van een middelbare normaalafdeling, afgegeven door inrichtingen onder Rijkstoezicht", leze men : "van een diploma van onderwijzer of van onderwijzeres of van een diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs".

2.

Dit artikel moet in overeenstemming worden gebracht met artikel 219 wat het schriftelijk of mondeling afleggen van de erin bedoelde verklaringen betreft.

.../...

Artikel 232.-

Met inachtneming van het bepaalde in de artikelen 115 en 116, moet het tweede lid van dit artikel als volgt worden gelezen :

"Overledenen, zij die hun woonplaats buiten de provincie hebben gevestigd, zij die volle vijfenzestig jaar oud zijn en zij die deel uitmaken van de jury van een ander hof van assisen, worden vervangen".

Artikel 235.-

Dit artikel kan als volgt worden gelezen :

"De voorzitter van het hof van assisen verleent een bevel tot oproeping van de werkende gezworenen en van een door hem te bepalen aantal toegevoegde gezworenen".

Artikel 236.-

"De voorzitter zendt het oproepingsbevel aan het openbaar ministerie, dat het aan ieder gezworene doet betekenen".

Voorgesteld wordt, de woorden "dat het aan ieder gezworene doet betekenen" te schrappen. De betekening wordt in artikel 237 geregeld.

Artikel 237.-

Het eerste lid kan als volgt worden gelezen :
"Het openbaar ministerie betekent aan iedere gezwoorene het uittreksel uit het bevel dat hem betreft. Die betekening geschiedt ten minste acht dagen vóór de dag waarvoor hij wordt opgeroepen, met aanmaning om zich ten zetel van het hof van assisen te melden, op straffe van het bepaalde in artikel 239".

Artikel 239.-

"De gezwoorene die zich niet naar de zitting begeeft op de hem betekende dagvaarding, wordt door het hof van assisen veroordeeld tot geldboete :

- van vijfhonderd frank, de eerste maal ;
- van duizend frank, de tweede maal ;
- van vijftienhonderd frank, de derde maal.

De laatste maal wordt hij bovendien onbekwaam verklaard om in het vervolg als gezwoorene op te treden. Het arrest wordt op zijn kosten gedrukt en aangeplakt".

Artikel 240.-

"Zij die bewijzen dat zij op de gestelde dag onmogelijk hun verplichtingen konden na-leven, zijn verschoond.

Het hof doet uitspraak over de geldigheid van de verschoning".

Artikel 241.-

"De in artikel 239 bepaalde straffen zijn van toepassing op iedere gezworene die, zelfs al heeft hij zich naar de zitting begeven, zich zonder geldige verschoning terugtrekt vóór het einde van zijn taak. Het hof doet uitspraak over de geldigheid van de verschoning"

Artikel 242.-

"De drie vorige artikelen zijn van toepassing op de toegevoegde gezworenen".

Voorgesteld wordt, artikel 239 als volgt te beginnen : "De gezworene die zich niet op de terechtzitting meldt op de hem betekende dagvaarding ..., enz. ...".

De Franse tekst van artikel 240, eerste lid, kan beter als volgt worden gelezen : "sont excusés ceux qui justifient qu'ils étaient dans l'impossibilité de remplir leurs obligations au jour indiqué".

Het tweede lid van dit artikel zegt niet welk gerecht bevoegd zal zijn indien de afwezige gezworene, ten gevolge van bepaalde omstandigheden, zijn redenen van verschoning eerst na het sluiten van de zitting kan voordragen.

Artikel 241 zou als volgt moeten worden gewijzigd : "De in artikel 239 bepaalde straffen zijn van toepassing op iedere gezworene die, zelfs al heeft hij zich op de terechtzitting gemeld, zich zonder geldige verschoning terugtrekt ...".

Het ware verkieslijk de drie artikelen 239, 241 en 242 te verwerken tot één artikel, als volgt :

"De gezworene en de toegevoegde gezworene die zich niet op de terechtzitting melden op de hun betekende dagvaarding, of die zich wel naar de terechtzitting hebben begeven maar zich vóór het einde van hun taak terugtrekken, worden door het hof van assisen veroordeeld tot geldboete :

- van vijfhonderd frank, de eerste maal ;
- van duizend frank, de tweede maal ;
- van vijftienhonderd frank, de derde maal.

De laatste maal worden zij bovendien onbekwaam verklaard om in het vervolg als gezworene op te treden. Het arrest wordt op hun kosten gedrukt en aangeplakt".

Deze tekst herhaalt de hoofdzaak van het nog geldende gedeelte van artikel 396 van het Wetboek van strafvordering, dat dagtekent van 1808. Op te merken valt :

- 1° dat de vastgestelde geldboeten krachtens de wet van 5 maart 1952 met 190 decimes moeten worden verhoogd ;
- 2° dat, in tegenstelling tot hetgeen sedert de invoering van het Strafwetboek van 1867 gebruikelijk is, het bedrag van de geldboeten niet vastgesteld is binnen de grenzen van een maximum en een minimum ;

.../...

- 3° dat, bij gemis van uitdrukkelijke bepaling, geen verzachtende omstandigheden in aanmerking worden genomen ;
- 4° dat de wettelijke herhaling anders dan in de artikelen 54 en 57 van het Strafwetboek, niet tot een bepaalde termijn is beperkt.

Artikel 253.-

Deze bepaling herhaalt artikel 390 van het Wetboek van strafvordering ; luidens artikel 232 van het ontwerp wordt de lijst slechts voor één zitting opgemaakt. Het is dus overbodig te bepalen dat die lijst "als niet bestaande wordt beschouwd na de dienst waarvoor zij is opgemaakt".

Hoofdstuk V.- Leden van het Hof van cassatie.

Artikel 255.-

Dit artikel zou moeten worden aangevuld met een lid, geredigeerd als het tweede lid van artikel 211.

Artikel 257.-

Dit artikel bepaalt dat het Hof in de vacature voorziet, terwijl artikel 216, dat hetzelfde onderwerp heeft, maar voor het hof van beroep, bepaalt dat het Hof in de vacature kan voorzien. Tenzij de Regering niet werkelijk bedoelt het hof van beroep een mogelijkheid te laten en het Hof van cassatie een verplichting op te leggen, zouden beide artikelen op dezelfde wijze moeten worden gesteld.

Artikel 258.-

In de Franse tekst van dit artikel heet de procureur-generaal "procureur général à la Cour de cassation ...". In artikel 256 heet hij "procureur général près la Cour de cassation ...". Men gebruike overal dezelfde benaming, namelijk "procureur général près la Cour de cassation", zoals in artikel 151 van de wet van 18 juni 1869.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de advocaten-generaal en voor de magistraten van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep.

Artikel 259.-

"De magistraten die geroepen worden om in de sociale afdeling zitting te nemen, moeten houder zijn van het diploma van licentiaat in de sociale wetenschappen".

De voltallige kamer, bedoeld in artikel 131, tweede lid, moet negen raadsheren tellen ; de verenigde kamers, bedoeld in artikel 131 , derde lid, zijn samengesteld uit ten minste zeventien leden ; zowel aan de voltallige terechtzitting als aan de verenigde kamers kunnen echter sociale zaken worden voorgelegd. Met inachtneming overigens van de eisen van de taalwet, zouden alle leden van het Hof houder moeten zijn van het diploma van "licentiaat in de sociale wetenschappen".

.../...

Voorts moet bij dit artikel worden herhaald wat reeds over de woorden "afdeling" en "diploma van licentiaat in het sociaal recht" is opgemerkt; het ontwerp gebruikt bij vergissing de term "sociale wetenschappen".

Hoofdstuk VI. - Griffiers.

Bij dit hoofdstuk, dat de artikelen 260 tot 269 omvat, zijn geen opmerkingen te maken.

Hoofdstuk VII. - Griffiebeambten.

Hoofdstuk VIII.- Personeel van de parketten.

1.

De artikelen 270, 273, 282 tot 284 bepalen, dat de griffiebeambten en het personeel van de parketten met voorlopige benoeming onderworpen zijn aan het statuut van het tijdelijk Rijkspersoneel.

Deze verwijzing van de wet naar verordeningsbepalingen die voor andere Rijksambtenaren zijn vastgesteld, kan moeilijkheden opleveren indien het onmogelijk mocht blijken het statuut van het tijdelijk Rijkspersoneel volledig toe te passen op de voorlopig benoemde beambten van griffies en parketten. Beter ware te zeggen : "De wet draagt de Koning op het statuut van die beambten vast te stellen".

.../...

2.

Het ontwerp neemt artikel 149 van de wet van 18 juni 1869 niet over, krachtens hetwelk er ook "boden van de hoven en rechtbanken" zijn, onderscheiden van die van griffies en parketten.

3.

In de artikelen 272, 282 en 283 gebruike men overal , zoals in de artikelen 270 en 271, de formule "voor een examen geslaagd zijn" in plaats van "met goed gevolg een examen hebben afgelegd".

Anderzijds kunnen de woorden "de procureur-generaal", die in deze artikelen zonder nadere bepaling zijn gebruikt, verwarring stichten ; naar gelang van het geval moet worden bepaald of hier de procureur-generaal bij het Hof van cassatie dan wel de procureur-generaal bij het hof van beroep wordt bedoeld.

4.

In artikel 271, tweede lid, is het overbodig de griffiebeambten die redacteur wenssen te worden, vrijstelling te verlenen van de voorwaarde onder 1° van het artikel, want die voorwaarde moeten zij vervullen om tot beambte te worden benoemd. In de Nederlandse tekst zijn de woorden "1° en" reeds geschrapt. In hetzelfde lid leze men "bepaald in 2° van dit artikel" in plaats van "bepaald bij 2° hierboven". Anderzijds kent artikel 282 ten behoeve van de beambten bij de parketten niet de vrijstellingen welke artikel 271, tweede lid, aan de griffiebeambten verleent.

.../...

5.

De geamendeerde Franse tekst van artikel 281 heeft betrekking op de voorwaarden inzake benoeming van "klerken-redacteurs bij het parket". Zoals in artikel 182 moet hier sprake zijn van "klerken-secretarissen bij het parket".

Hoofdstuk IX. - Algemene bepalingen.Artikel 285.-

"Om voor de eerste maal tot werkend magistraat te worden benoemd, moet men een stage van ten minste drie jaar hebben doorgemaakt en, na afloop daarvan, van zijn bekwaamheid hebben doen blijken op de wijze die de Koning bepaalt.

De stage stelt, voor zolang ze duurt, de kandidaat vrij van de voorwaarden van beroepsuitoefening die in de artikelen 189 en 192 zijn gesteld".

1.

Het ontwerp stelt een regel die alleen van toepassing kan zijn op magistraten die rechtstreeks door de Koning worden benoemd (artikel 99, eerste lid, van de Grondwet).

Waar de Grondwet bepaalt, dat de raadsheren in het Hof van cassatie en in de hoven van beroep, alsook de voorzitters en ondervoorzitters van de rechtbanken op de voordracht van de door haar aangewezen lichamen worden benoemd, heeft zij de beoordeling omtrent de aanwijzing van de kandidaten uitsluitend aan die lichamen gelaten.

.../...

Zij kunnen in hun vrije keuze niet worden gehinderd door de eis dat de kandidaten moeten voldoen aan voorwaarden die, zoals de beoordeling van de goede afloop van een stage, niet strikt objectief zouden zijn.

2.

Aangezien alle Belgen op gelijke voet tot openbare bedieningen benoembaar zijn (artikel 6 van de Grondwet), moeten alle kandidaten die de in de wet bepaalde voorwaarden vervullen, tot de stage worden toegelaten. Een andere regel kan alleen gelden als de wet objectieve voorwaarden voor toelating tot de stage bepaalt.

3.

De ontwerp-tekst kent geen vrijstelling van stage ; ook gegadigden die in een universiteit of in de Raad van State een ambt hebben uitgeoefend, of advocaten met een lange praktijk aan de balie zullen dus stage moeten doormaken.

4.

Door in het tweede lid alleen naar de artikelen 189 en 192 te verwijzen, sluit het artikel de vrederechters en de politierechters buiten zijn werkingssfeer.

BOEK II. - GERECHTELIJKE AMBLEN.TITEL I. - Voorwaarden voor het uitoefenen van gerechtelijke ambten.Hoofdstuk I. - Installatie en eedaflegging.Artikel 289.-

Indien het laatste lid van dit artikel ook de eedaflegging van griffiers wil regelen, is de term "leden van de hoven en rechtbanken" niet dienstig. Beter ware de volgende tekst :

"De overige in artikel 288 genoemde personen leggen die eed bij hun installatie af in handen van de eerste voorzitter van het Hof of van de voorzitter van de rechtbank".

Artikel 191.-

1.

Dit artikel laat zonder blijkbare reden de ondervoorzitters van de arrondissementsrechtbanken weg, hoewel ook zij in artikel 288 vermeld zijn.

.../...

1.

Het slot van dit artikel kan als volgt worden gelezen :

"... leggen die personen, mondeling of schriftelijk, in handen van de eerste voorzitter van het hof van beroep de eed af die bij het decreet van 20 juli 1831 is voorgeschreven".

Hoofdstuk II.- Onverenigbaarheden.

Afdeling I. - Cumulatie van ambten.

Artikel 292.-

"Cumulatie van vaste gerechtelijke ambten van werkend magistraat is verboden.

Nietig is het vonnis, gewezen door een rechter die vroeger bij het uitoefenen van een ander rechterlijk ambt kennis genomen heeft van de zaak".

Volgens artikel 61 van het ontwerp zullen de ambten van vrederechter en van politierechter voortaan van elkaar onderscheiden zijn en gecumuleerd mogen worden. Het eerste lid van artikel 292 moet dan ook als volgt worden gelezen : "Behoudens de in de wet bepaalde gevallen is cumulatie van vaste gerechtelijke ambten van werkend magistraat verboden".

.../...

Artikel 293.-

"De ambten van de gerechtelijke orde zijn onverenigbaar met de uitoefening van een bij verkiezing verleend openbaar mandaat, met enig openbaar ambt van politieke of administratieve aard waaraan een wedde of loon ten bezware van het Rijk, de provincies of de gemeenten is verbonden, met het ambt van notaris of van gerechtsdeurwaarder, met het beroep van advocaat, met de militaire stand en met de geestelijke stand".

Artikel 293.-

1.

Artikel 175 van de wet van 18 juni 1869 verbiedt het cumuleren van ambten van de rechterlijke orde met, onder meer, "ieder bezoldigd ambt van de administratieve macht" ; het ontwerp herhaalt dat verbod niet met zoveel woorden, maar vervangt het door een beperkende opsomming waaruit a contrario zou kunnen worden afgeleid dat de uitoefening van gerechtelijke ambten niet onverenigbaar is met een ambt in de administratie waaraan een wedde ten laste van een openbare instelling is verbonden. Dat is niet de bedoeling van de Regering : artikel 294 bepaalt immers dat, in afwijking van artikel 293, de bezoldigde deelneming van een magistraat aan het beheer van of het toezicht op een openbare instelling door de Minister van Justitie kan worden toegestaan.

De tekst zou dus moeten worden verduidelijkt met de bepaling, dat de ambten van de gerechtelijke orde onverenigbaar zijn met enig bezoldigd openbaar ambt van politieke of administratieve aard.

.../...

2.

Nu ambten van de gerechtelijke orde onverenigbaar worden verklaard met bij verkiezing verleende openbare mandaten, zullen ze voortaan ook onverenigbaar zijn met het lidmaatschap van een commissie van openbare onderstand, dat door de gemeenteraad bij verkiezing wordt opgedragen (wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand, artikelen 9 en volgende, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1945).

3.

De woorden "de ambten van de gerechtelijke orde" lijken mede te doelen op de ambten van rechter-assessor en van raadsheer-assessor, en op die van de plaatsvervangende rechter, rechter-assessor en raadsheer-assessor. Voor die veronderstelling pleit de vergelijking van de woorden "ambten van de gerechtelijke orde", in artikel 295, met de meer beperkende woorden "vaste gerechtelijke ambten van werkend magistratuur", in artikel 292. Maar daarmee in tegenspraak is artikel 300, dat de onverenigbaarheden speciaal regelt voor plaatsvervangende magistraten en raadsheren- en rechters-assessoren en hun plaatsvervangers.

Om iedere twijfel te voorkomen, stelle men artikel 295 zo, dat duidelijk blijkt, dat de daarin uitgevaardigde onverenigbaarheden alleen gelden voor carrière-magistraten van de hoven, rechtbanken en parketten, voor leden van de griffies en, eventueel, voor het administratief personeel van parketten en griffies, indien de Regering het zo bedoelt.

.../...

Artikel 294.-

In afwijking van de regel van artikel 293, staat artikel 294 de daartoe behoorlijk gemachtigde magistraten toe, sommige ten bezware van de Staat of van de overheid bezoldigde ambten uit te oefenen.

Hierbij rijst een gewichtig grondwettigheidsprobleem, dat de Raad van State reeds bij herhaling heeft onderzocht, met name in zijn adviezen : L.5547 (Gedr.st., Senaat 1952-1953, nr 436) over een ontwerp, geworden de wet van 20 maart 1954 tot wijziging van artikel 232 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting;- L.6122 (Gedr.St., Senaat 1957-1958, nr 235) over een ontwerp, geworden de wet van 28 april 1958 tot verlenging, voor de jaren 1957 en 1958, van de wet van 20 maart 1954 ; - L.6672 (Gedr.St., Senaat, 1958-1959, nr 216) over een ontwerp, geworden de wet van 27 mei 1960 tot bescherming tegen misbruik van economische machtspositie.

Ook de memorie van toelichting weidt uit over die kwestie.

De in dit artikel voorgeschreven machtiging van de Koning is overbodig wanneer het gaat om ambten waartoe de Koning benoemt ; a fortiori kan dus geen machtiging van de Minister voor zulke benoemingen worden geëist.

.../...

Artikel 295.-

"Geen lid van een hof, rechtbank, parket of griffie kan worden benoemd of aangewezen voor de ambten of bedieningen in artikel 293 bepaald, zonder het advies van de korpschef of van de magistrant onder wie hij hiërarchisch ressorteert".

1.

De tekst schijnt alleen te eisen dat de korpschefs of de hiërarchische overheden worden geraadpleegd, niet dat hun advies gunstig is.

2.

De term "korpschef" is niet wettelijk omschreven.

3.

De tekst stelt geen regeling vast voor de "korpschefs" zelf, noch voor de vrederechters of politierechters.

4.

De Raad van State heeft er al op gewezen, dat het ontwerp het statuut van de rechters en raadsheren-assessoren in de rechterlijke macht niet nauwkeurig omschrijft ; er wordt bijvoorbeeld niet bepaald of zij "lid" zijn van het gerecht waar zij een rechtersambt moeten uitoefenen.

.../...

Het is dus niet uit te maken of de artikelen 295 tot 299 toepassing vinden op hen, dan wel alleen de in artikel 293 bedoelde magistraten betreffen.

Artikel 300 dat het alleen over de onverenigbaarheden heeft en zodoende alleen naar artikel 293 lijkt te verwijzen, brengt hier geen oplossing.

5.

Tenzij in de artikelen 295 tot 299 een andere term wordt gebruikt dan "de leden van de hoven, enz. ...", leze men "leden van hoven en rechtbanken, van parketten en van griffies".

Artikel 296.-

"De werkende en plaatsvervangende leden van de hoven, rechtbanken, parketten en griffies mogen niet voor enige andere openbare dienst worden opgevorderd, behoudens de gevallen die de wet bepaalt".

1.

Er zullen in de hoven geen plaatsvervangende leden zijn, tenzij de plaatsvervangende raadsheren-assessoren als leden van die hoven worden beschouwd ; in parketten en in griffies zijn er geen plaatsvervangende leden.

.../...

2.

Het ware tegelijk logischer en duidelijker al wat op de plaatsvervangers betrekking heeft uit dit artikel te lichten en naar artikel 300 over te brengen.

Artikel 300.-

1.

Dit artikel, dat het alleen over de "onverenigbaarheden" heeft, lijkt, impliciet, alleen naar artikel 293 te verwijzen ; de volgende artikelen gaat het eigenlijk niet om onverenigbaarheden maar om bepaalde werkzaamheden die magistraten niet mogen uitoefenen. Artikel 296, hetwelk het ontwerp op de plaatsvervangende magistraten toepasselijk wil verklaren, vermeldt ze uitdrukkelijk.

Zoals bij dat artikel is gezegd, ware het verkieslijk de hele regeling inzake verbod van cumulatie, onverenigbaarheden en aan plaatsvervangende magistraten, aan rechters en aan raadsheren-assessoren verboden werkzaamheden samen te trekken in artikel 300, en wel door uitdrukkelijke verwijzing naar de artikelen welke de Regering op hen toepasselijk wil verklaren.

2.

Door de onverenigbaarheidsregels voor magistraten tot de plaatsvervangende rechters uit te breiden, legt het ontwerp dezen het verbod op, een bij verkiezing verleend openbaar mandaat of een openbaar ambt van politieke aard uit te oefenen. Daarmee wijkt het af van de regeling die in artikel 178 van de wet van 18 juni 1869 bepaald is.

Afdeling II.- Bloed- of aanverwantschap.Artikel 301.-

"Echtgenoten, bloed- en aanverwanten tot en met de graad van oom en neef mogen, behoudens vrijstelling door de Koning, van eenzelfde hof of rechtbank geen deel uitmaken als rechters, plaatsvervangende rechters, assessoren of als hoofdgriffiers, griffiers-hoofden van de griffie, griffiers en griffiers-klerken.

Geen vrijstelling kan worden verleend voor de rechtbanken die slechts één kamer omvatten".

1.

Dit artikel gaat uit van artikel 180 van de wet van 18 juni 1869, maar laat de ambtenaren van het openbaar ministerie achterwege. De leden van het parket bij een hof of rechtbank zullen voortaan echtgenoot, bloedverwant of aanverwant van leden van hetzelfde hof of van dezelfde rechtbank mogen zijn en in dezelfde kamers zitting hebben.

Dezelfde opmerking geldt ook voor de ambtenaren van het openbaar ministerie die zitting hebben in de politierechtbank (artikel 303).

.../...

2.

In genoemd artikel 180 staat het woord "tegelijkertijd". In het ontwerp staat het niet. Al lijdt het geen twijfel, dat het verbod van het ontwerp-artikel 301 alleen slaat op de "gelijktijdige" uitoefening van ambten in eenzelfde rechtbank door echtgenoten en bloed- of aanverwanten in de opgegeven graad, toch is het niet duidelijk waarom die bijzonderheid uit de bestaande tekst nu wordt weggelaten.

Krachtens artikel 100, eerste lid, van de Grondwet, blijven magistraten die wegens het bereiken van de leeftijdsgrens tot het emeritaat zijn toegelaten of de eretitel van hun ambt mogen voeren, lid van het gerecht waarin zij hun ambt hebben uitgeoefend ; letterlijk opgevat, zouden artikel 180 van de wet van 18 juni 1869 en artikel 301 van het ontwerp de bloed- of aanverwant van de emeritus of van de eremagistraat verbieden, deel uit te maken van de rechtbank of het hof waarvan die magistraat lid blijft. Dit is echter niet de juiste interpretatie van die teksten.

Acht de Regering het dienstig de redactie van genoemd artikel 180 te wijzigen, zonder overigens de betekenis ervan te veranderen, dan ware dit een gelegenheid om die verduidelijking in de tekst op te nemen.

5.

Nader aan te geven is, of de woorden "zelfde rechtbank" of "rechtbanken" slaan op de in artikel 74, eerste lid, vermelde "arrondissementsrechtbank", dan wel

op de "rechtbank van eerste aanleg, de rechtbank van koophandel of de sociale rechtbank", waarvan sprake in het tweede lid van dat artikel. Slaan zij op de "arrondissementrechtbank", dan kan het tweede lid van artikel 301 onmogelijk toepassing vinden, want krachtens artikel 74 bestaat dat gerecht uit ten minste drie kamers.

Artikel 303.-

In de Franse tekst leze men zoals in artikel 301 "conjointes ni parents, ni alliés jusqu'au degré ...".

Artikel 304.-

"Bij huwelijk of aanverwantschap na de benoeming mag degene door wiens toedoen de aanverwantschap is ontstaan, zijn ambt niet verder uitoefenen zonder de in artikel 301 voorgescreven vrijstelling te hebben bekomen".

1.

Het artikel bepaalt niets over de gevolgen van weigering van de vrijstelling, noch over de wijze waarop de toepassing van dat artikel overeen te brengen is met het eerste en het tweede lid van artikel 100 van de Grondwet. Door de Koning te machtigen de vrijstelling te verlenen - en dus ook te weigeren - kan de tekst tot gevolg hebben, dat een rechter uit zijn ambt wordt ontzet of wordt geschorst op een andere wijze dan onder de voorwaarden die artikel 100, tweede lid, van de Grondwet stelt.

.../...

Geheel anders zou de toestand zijn als de tekst bepaalde, dat de rechter wiens huwelijk een van de gevolgen mocht hebben welke artikel 301 wil ondervangen, en die niet vooraf vrijstelling mocht hebben gevraagd en verkregen, geacht wordt ontslag te nemen. In zulk een regeling zou de rechter niet uit zijn ambt zijn ontzet door een beslissing van de uitvoerende macht, maar zou hij zelf vrijwillig ontslag hebben genomen.

2.

De tekst zegt niets over het geval, dat het huwelijk plaatsheeft tussen twee personen die een ambt in hetzelfde gerecht uitoefenen. Wie van beiden behoudt zijn ambt, wie moet vrijstelling krijgen ?

Artikel 305.-

Dit artikel stelt geen regel inzake gerechtelijke organisatie maar is veeleer een procedurebepaling. Zij ware beter op haar plaats in het deel van het Wetboek dat handelt over de redenen van verschoning.

Hoofdstuk III. - Standplaats.

Artikel 306.-

1.

Dit artikel verplicht tot verblijf in de "agglomeratie" waar het gerecht zijn zetel heeft. Maar de samenstelling van de agglomeraties is in verschillende teksten verschillend geregeld.

2.

Krachtens het derde en het vierde lid kan de Koning sommige magistraten van de parketten vrijstellen van de verblijfsplicht, ofschoon het eerste en het tweede lid geen lid van de parketten zulk een verplichting oplegt.

3.

Zoals reeds bij herhaling is opgemerkt, kan uit geen bepaling van het ontwerp worden opgemaakt of de term "leden ... van de hoven van beroep en de arrondissementsrechtbanken" ook slaat op de raadsheren- en rechters-assessoren.

Artikel 307.-

Dit artikel werkt met de begrippen overtreding en waarschuwing en lijkt daardoor verband te houden met de tuchtregeling. Gaat het hier volgens de Regering om een tuchtvordering, dan ware de bepaling over te brengen naar het deel van het Wetboek dat over de tucht handelt; zo niet wijzige men de tekst van het artikel, om verwarring te voorkomen.

Hoofdstuk IV.- Magistraten gemachtigd om een gerechtelijk ambt te aanvaarden bij een internationale instelling.

Bij de artikelen 308 en 309, waaruit dit hoofdstuk bestaat, zijn geen opmerkingen te maken.

TITEL II. - Uitoefening van gerechtelijke
ambten.

Hoofdstuk I. - Rangorde en voorrang.

Algemene opmerking over het eerste hoofdstuk.

Op te merken valt, dat noch de raadsheren-assessoren noch de rechters-assessoren in de ranglijsten zijn opgenomen. Dit schijnt erop te wijzen dat zij niet vallen onder de begrippen "lid van het hof" of "lid van de rechtbank".

Artikel 310.-

1.

Het ontwerp gebruikt de term "voorzitters in het hof" ; ongetwijfeld worden hier alleen bedoeld de voorzitters die overeenkomstig artikel 99, laatste lid, van de Grondwet, door de hoven worden gekozen, niet de raadsheren die de Koning aanwijst als voorzitters van de kamers voor handelszaken en voor sociale zaken van de hoven van beroep, zelfs wanneer de aanwijzing, doordat zij wordt vernieuwd, definitief wordt. Zijn de magistraten die tot een van die categorieën van voorzitters behoren, "kamervoorzitters", zoals de Raad van State heeft opgemerkt bij de bespreking van de artikelen 208 en 209 (opmerking 1), alleen de eersten zijn "voorzitters in het hof van beroep" en hebben rang tussen de eerste voorzitter en de raadsheren.

.../...

2.

Aan het slot van het artikel leze men :
"de griffiers, naar orde van hun benoeming, de griffiers-
klerken naar dezelfde orde". De opmerking geldt ook voor
artikel 311.

Artikel 311.-

1.

In tegenstelling tot artikel 310, dat geen
voorrang verleent aan de raadsheren in het hof van
beroep die de Koning aanwijst om een ambt uit te oefenen
in de kamers voor handelszaken en voor sociale zaken
van het hof, verleent artikel 311 die voorrang wel aan
de rechters van de arrondissementsrechtbank die, nadat
de Koning hen heeft aangewezen om een ambt uit te oefenen
in de rechtbank van koophandel en in de sociale recht-
bank, tot voorzitter daarvan kunnen worden benoemd
zonder andere eis dan dat hun aanwijzing na drie jaar
wordt vernieuwd.

Artikel 311 verleent hun zelfs voorrang op
de ondervoorzitters ; worden hier, zoals mag worden ver-
ondersteld, de ondervoorzitters bedoeld die overeenkomstig
artikel 99 van de Grondwet op voordracht worden benoemd,
dan zal het ontwerp tot gevolg hebben, dat voorrang
wordt verleend aan magistraten die mogelijk veel minder
jaren dienst tellen dan de ondervoorzitters, die door-
gaans slechts naar dat ambt overgaan na tien tot vijf-
tien jaar lang het ambt van rechter te hebben uitge-
oefend.

Artikel 355 schijnt erop te wijzen, dat aan die prerogatieven geldelijk voordeel is verbonden. Het ontwerp zal dus tot gevolg hebben, dat aan magistraten die minder jaren dienst tellen en heel wat gemakkelijker benoemd zijn geraakt dan op voordracht mogelijk is, morele en geldelijke voordelen worden verleend waaraan geen verschillende of strengere wervings- of bekwaamheidseisen beantwoorden.

Meent de Regering dat zij met die opmerking rekening moet houden en dat de voorrang in de arrondissementsrechtbank moet worden gewijzigd, dan moet zij ook de artikelen veranderen die de in artikel 311 opgegeven rangorde in de praktijk bevestigen, met name de artikelen 319, 320 en 390.

2.

De voorzitters van de sociale rechtbank en van de rechtbank van koophandel staan op dezelfde rang. Alle moeilijkheden in verband met de voorrang zouden worden ondervangen, als op de vermelding ervan volgde : "naar orde van hun dienstouderdom als voorzitter".

3.

Verstaat het ontwerp onder de ondervoorzitters wier rangorde artikel 311 bepaalt, die van de arrondissementsrechtbank, dan regelt het de rangorde noch van de ondervoorzitters van de rechtbank van koophandel, noch van die van de sociale rechtbank ;

.../...

worden echter die laatste ondervoorzitters bedoeld, dan is de rangorde van de ondervoorzitters van de arrondissementsrechtbank niet geregeld, tenzij al die ondervoorzitters dezelfde rangorde krijgen.

4.

Het slot van het artikel dient als volgt te worden gelezen : "De griffiers-hoofden van dienst of leidende griffiers, naar orde van hun benoeming ; de griffiers, naar dezelfde orde ; de griffiers-klerken, naar dezelfde orde".

5.

De rechters-plaatsvervangers zijn niet meer in de ranglijst opgenomen. Het verslag zegt niet waarom.

Artikelen 312 en 314.-

Artikel 312 bepaalt de rang welke de magistraten van eenzelfde hof of rechtbank onder elkaar in acht nemen, maar niet de rang van ieder van die gerechten.

Artikel 314 verplicht aan hoven en rechtbanken die een openbare plechtigheid bijwonen, onder elkaar de hiërarchische orde in acht te nemen, maar zegt evenmin welke die orde is.

Die aangelegenheid, waarvoor moet worden teruggегреpen naar het decreet van 24 messidor jaar XII, zou best worden geregeld of in herinnering gebracht, of in artikel 312, of in artikel 314, of nog in één artikel waarin beide bepalingen zouden worden verwerkt.

.../...

Artikel 313.-

Dit artikel dient tot regeling van de rangorde der raadsheren die worden aangesteld om assisen of kamers voor sociale zaken voor te zitten, elders dan ten zetel van het hof van beroep, hetgeen in de tekst niet duidelijk tot uiting komt.

Anderzijds zijn de woorden "De raadsheren in het hof van beroep verbonden aan sociale kamers" niet juist.

Met inachtneming van deze opmerkingen, kan artikel 313 als volgt worden gelezen :

"De raadsheren in het hof van beroep die worden aangesteld om de kamers voor sociale zaken van het hof voor te zitten, of aan wie opdracht wordt gegeven een zitting van de assisen voor te zitten ten zetel van een arrondissementsrechtbank die niet de zetel van het hof van beroep zelf is, hebben rang boven en nemen zitting vóór alle leden van die rechtbank. Dezelfde rangorde wordt ook op openbare plechtigheden in acht genomen".

Hoofdstuk II. - Dienst van de zittingen.Artikel 318.-

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De dienst der zitting van de leden van het parket wordt voor het Hof van cassatie en voor het hof van beroep geregeld door de procureur-generaal bij die hoven, en voor de rechtbank door de procureur des Konings".

Hoofdstuk III.- Verhinderings en vervanging.Artikel 319.-

De redactie van dit artikel is dubbelzinnig. Volgens inlichtingen die door de Koninklijke Commissaris zijn verstrekt, moet de vervanging geschieden in de orde welke het artikel opgeeft. Van de voorzitters van de rechtbank van koophandel en van de sociale rechtbank komt de oudstbenoemde eerst in aanmerking.

Onder voorbehoud van de opmerking die de Raad van State heeft gemaakt in verband met de ondervoorzitters van de rechtbank, zou de tekst als volgt kunnen worden gelezen :

"Wanneer de eerste voorzitter van een hof verhinderd is de hem bepaaldelijk opgedragen ambtsverrichtingen te vervullen, wordt hij vervangen door een van de voorzitters of, bij gebreke van dezen, door een van de raadsheren, naar orde van hun dienstouderdom.

Wanneer de voorzitter van een (arrondissements)rechtbank verhinderd is de hem bepaaldelijk opgedragen ambtsverrichtingen te vervullen, wordt hij vervangen door de voorzitter van de (rechtbank van koophandel) of de voorzitter van de (sociale rechtbank) of, bij gebreke van dezen, door een van de ondervoorzitters van de (rechtbank van eerste aanleg) of, bij gebreke van dezen, door een van de rechters naar orde van hun dienstouderdom".

Artikel 320.-

Wil men in het tweede lid inzake vervanging dezelfde regel stellen als in artikel 319, dan moeten op de vermelding "de voorzitter van de sociale rechtbank" volgen : "naar orde van hun dienstouderdom".

Artikel 324.-

"De afwezige of verhinderde procureur-generaal wordt vervangen door de eerste advocaat-generaal of door de advocaat-generaal die hij aanwijst.
...".

Uit de tekst en uit de toelichting die door de Koninklijke Commissaris werd verstrekt, blijkt dat de procureurs hun plaatsvervangers zullen kunnen aanwijzen, maar dat, indien geen aanwijzing is gedaan, de vervanging wordt geregeld naar orde van de dienstouderdom. Het ware dan ook verkieslijk de tekst van artikel 204, eerste lid, van de wet van 18 juni 1869 ongewijzigd over te nemen.

Artikel 326.-

De termen "arrondissementsparket" en "beroepsparket" moeten onderscheidenlijk worden vervangen door "parket bij de arrondissementsrechtbank" en "parket bij het hof van beroep".

Artikel 327.-

Het tweede lid van dit artikel heeft betrekking op de wedde van de magistraten aan wie opdracht is gegeven, en zou derhalve in het desbetreffend deel van het Wetboek moeten staan. Dezelfde opmerking geldt voor de griffiers, artikel 330, tweede lid.

Artikel 328.-

In de Franse tekst van het derde lid kan beter worden gelezen : "d'un greffe dans un autre".

Hoofdstuk IV.- Afwezigheid en verlof.Artikel 331.-

In de Franse tekst van het gedeelte van het tweede lid dat begint met de woorden "les vice-présidents", schijnen de woorden "sans autorisation préalable du tribunal" te moeten worden vervangen door "sans autorisation du président du tribunal".

Hoofdstuk V.- Vakantie en vakantiekamers.Artikel 334.-

"De arrondissementsrechtbanken, de hoven van beroep en het Hof van cassatie hebben ieder jaar twee maanden vakantie van 1 juli tot 1 september, zonder dat de oproeping van en de debatten over enige zaak mogen worden uitgesteld wegens vakantie en vóór het begin van de vakantie.

De behandeling en de berechting van criminele, correctionele en politiezaken worden niet vertraagd of onderbroken".

.../...

1.

Dit artikel wil verbieden zaken vóór de vakantie uit te stellen omdat die vakantie nakend is. De tekst zegt niet of de debatten die vóór de vakantie begonnen zijn, tijdens de vakantie moeten worden voortgezet.

2.

De gerechtelijke vakantie eindigt in feite op 31 augustus.

Artikel 335.-

Er kunnen rechtbanken zijn zonder ondervoorzitter, maar met een voorzitter van de rechtbank van koophandel of van de sociale rechtbank. Zijn die magistraten vrijgesteld van de beurtregeling als bepaald in het laatste lid van dit artikel?

Hoofdstuk VI. - Algemene vergaderingen.

1.

Het eerste lid van artikel 340 regelt de bijeenroeping van de algemene vergaderingen van hoven en rechtbanken.

Het tweede lid bepaalt : "De vergadering van de kamers mag de gang van de zittingen in geen geval verhinderen of onderbreken". De term "Vergadering van de kamers" staat in artikel 65 van het decreet van 6 juli 1810, waarvan de voornaamste bepaling is overgenomen in artikel 345 van het ontwerp, waar de term overigens niet gebruikt is.

.../...

De rechtsleer maakt een onderscheid tussen de gewone algemene vergaderingen, zoals die bedoeld zijn in de wet van 18 juni 1869, en de vergaderingen van de kamers of van kamers.

In de "Pandectes belges" staat onder "Assemblée générale des cours", nr 5 :

"... la loi de 1869 n'est pas applicable en matière disciplinaire, et c'est aux anciennes lois françaises qu'il faut demander des règles relatives à l'organisation des assemblées générales en cette matière. Or, ces assemblées sont composées d'une manière toute différente que par la loi de 1869. Elles sont formées, non de la réunion des membres de chaque cour d'appel individuellement, mais de la réunion des chambres de la cour, ce qui entraîne l'application de règles différentes quant au nombre des magistrats requis pour délibérer ...".

Nr 68 voegt eraan toe :

"Aux termes de l'article 62 du décret du 6 juillet 1810, le premier président de la cour impériale peut convoquer l'assemblée des chambres quant il le juge convenable, soit pour délibérer sur des objets d'un intérêt commun à toutes les chambres de la cour, soit pour s'occuper d'affaires d'ordre public dans le cercle des attributions des cours impériales. Le législateur de 1869 s'étant occupé de la plupart des objets d'un intérêt commun à toutes les chambres, ces objets sont, par là même, déferés à l'assemblée générale ordinaire ; mais l'assemblée des chambres reste seule compétente pour les affaires d'ordre public rentrant dans le cercle des attributions de la cour d'appel".

Uit de tekst van het ontwerp kan niet worden opgemaakt, of de Regering het onderscheid tussen de vergaderingen van kamers en de algemene vergadering wenst te handhaven (cfr. het gebruik van de term "vergadering van de kamers", in het tweede lid van artikel 340, en "in verenigde kamers", in artikel 343), dan wel of zij alleen de algemene vergaderingen wenst te behouden, zoals onder meer het opschrift van hoofdstuk VI laat vermoeden.

De Regering zou haar bedoeling uitdrukkelijk te kennen moeten geven door het gebruiken van een ondubbelzinnige terminologie.

2.

Uit geen bepaling van hoofdstuk VI kan worden opge-
maakt of de raadsheren-assessoren en de rechters-assessoren
al dan niet zitting hebben in de algemene vergaderingen of
eventueel in de vergaderingen van de kamers.

Artikel 343.-

Dit artikel bepaalt dat het hof in verenigde kamers
de procureur-generaal bevel kan geven tot vervolging wegens
feiten welke het hem aangeeft ; die tekst heeft niet tot
gevolg dat aan de procureur-generaal andere bevoegdheden
worden verleend dan hij aan het Wetboek van strafvordering
ontleent.

Artikel 347.-

"Telkens als de algemene vergadering wordt
bijeengeroepen, geeft de eerste voorzitter daar-
van kennis aan de Minister van Justitie onder op-
gave van de zaak waarover het hof zal beraad-
slagen en beslissen".

Deze tekst is ontleend aan artikel 67 van het de-
creet van 6 juli 1810 en dagtekent dus van vóór de Belgische
Grondwet.

Artikel 349.-

De in het eerste lid behandelde stof staat niet rechtstreeks in verband met de overige bepalingen van dit artikel. Beter ware, er een afzonderlijk artikel aan te wijden.

Artikel 352.-

Men leze : "In afwijking van artikel 60, § 3, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 ...".

Hoofdstuk VII. - Ambtskledij.Hoofdstuk VIII. - Bepalingen aan de vertalers, redacteurs
en griffie- en parketbeambten gemeen.

Bij de bepalingen van deze hoofdstukken zijn geen opmerkingen te maken.

TITEL III.- Wedden, lonen en werkingskosten .Eerste Hoofdstuk.- Wedden van magistraten van de rechter-
lijke orde.Artikel 355.-

1.

Aan het slot van dat artikel wordt als wedde voor de toegevoegde rechter vermeld "de wedde die onm
lijk lager is dan die van de rechter-titularis"; die
mule is vrij vaag, beter ware het bedrag van de toe te
kennen wedde op te geven.

.../.

2.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de vredegerichten van kantons met minder dan 50.000 inwoners geen wedde voor de politierechter is bepaald. Het ontwerp, zoals dit thans aan de Raad van State is voorgelegd, verbiedt toch nergens dat in zulke kantons een politierechter wordt benoemd.

3.

Niet uit te maken is of de "kamervoorzitters" bij het hof van beroep, zoals volgens de geldende teksten het geval is, "de voorzitters bij het hof van beroep" zijn, dit wil zeggen de uit hun midden door het hof gekozen voorzitters, dan wel of hier ook worden bedoeld de raadsheeren, door de Koning aangewezen om de kamers voor handels- en sociale zaken voor te zitten.

Artikel 356.-

"De Koning bepaalt welke presentiegelden aan de raadsheren-assessoren in handelszaken, de raadsheren-assessoren in sociale zaken, de rechters-assessoren in handelszaken en de rechters-assessoren in sociale zaken kunnen worden toegekend".

Maargelang de rechters en de raadsheren-assessoren al dan niet als lid van de rechterlijke orde te beschouwen zijn, moet hun wedde ingevolge artikel 102 van de Grondwet bij de wet worden bepaald of kan, zoals in het ontwerp is voorgesteld, de Koning dat doen.

.../...

Artikel 358.-

"De raadsheren in de hoven van beroep die geroepen zijn om bij ontstentenis van een voorzitter titularis de kamers voor te zitten, genieten de wedde aan het voorzitterschap verbonden".

Op welk geval de uitdrukking "bij ontstentenis van een voorzitter" doelt, is niet gezegd; doelt zij op de vacature van een betrekking van voorzitter in afwachting dat het hof daarin voorziet, of op het geval dat er méér kamers dan voorzitters bij het hof zijn ?

Artikel 359.-

"Wanneer de weddebijslag, aan magistraten verleend wegens hun hoedanigheid van onderzoeksrechter, kinderrechter, kinderrechter in hoger beroep en eerste substituut, niet wordt genoten door de titularis, hetzij omdat zijn betrekking openstaat, hetzij om enige andere reden, is die bijslag voor de helft verschuldigd aan hem die uit hoofde van zijn ambt de werkzaamheden tijdelijk waarneemt.

De magistraat geroepen om een magistraat die een hogere wedde geniet, tijdelijk te vervangen, ontvangt de helft van het verschil tussen zijn wedde en die welke aan het voorlopig uitgeoefende ambt is verbonden".

Het eerste lid levert geen moeilijkheid op : hij die een bepaald ambt tijdelijk vervult, ontvangt de daaraan verbonden weddebijslag als de titularis die niet geniet.

Het tweede lid zegt niet wat onder "tijdelijk te vervangen" moet worden verstaan en ook niet van welk tijdstip af de weddebijslag verschuldigd is. Het ware als volgt te wijzigen : "De magistraat die geroepen is om tijdelijk het ambt van een andere magistraat te vervullen ...".

.../...

Artikel 361.-

"Wanneer een magistraat die heeft opgehouden zijn ambt uit te oefenen ten einde het in artikel 243 bedoelde ambt te vervullen, na het uitvoeren van zijn opdracht wordt hersteld in het ambt dat hij niet verder had uitgeoefend, dan wel opnieuw wordt benoemd tot dit ambt of tot een hiermee gelijkstaand of hoger gerechtelijk ambt, worden de anciënniteitsverhogingen berekend alsof hij nooit had opgehouden zijn ambt uit te oefenen".

Dit artikel is gesteld naar het voorbeeld van artikel 228 van de wet van 18 juni 1869 maar met weglating van § 2, die onder meer betrekking heeft op ambten vervuld in Congo. Maar de Koninklijke Commissaris heeft verklaard, is dit punt behandeld in het deel dat de overgangsbepalingen bevat.

Op te merken is, dat artikel 368 voor de griffiers die § 2 wél herhaalt. Overeenstemming tussen beide artikelen ware gewenst. In de Franse tekst schrijven men bovendien : "Lorsqu'un magistrat, après avoir cessé ses fonctions pour remplir celles qui sont prévues...".

Artikel 362.-

"Voor de wedden, weddebijlagen en anciënniteitsverhogingen van de magistraten geldt dezelfde mobiliteitsregel als voor de wedden van het personeel der ministeries".

Om het uitgangspunt van die mobiliteitsregeling te bepalen, geve men aan op welke basis de in artikel 355 vermelde wedden zijn vastgesteld. Die verduidelijking kan worden gegeven in artikel 362 of eventueel in artikel 355, op het ogenblik dat de wetgever het bedrag van die wedden vaststelt.

.../...

Artikel 364.-

Het tweede lid van dat artikel brenge men onder in artikel 376, dat algemener van strekking is.

Artikel 365.-

Men verwijze naar artikel 363 en niet naar artikel 364.

Dat artikel, waarbij dezelfde opmerkingen zijn te maken als bij artikel 294, is overigens niet geheel in overeenstemming hiermee ; laatstgenoemd artikel zegt immers dat de magistraten onder bepaalde voorwaarden zekere bezoldigde ambten kunnen vervullen en sluit ambten waarin de Koning benoemt niet uit, evenmin als het toekennen van vergoedingen ten bezware van de Staatskas.

Hoofdstuk II. - Wedden van de griffiers en
secretarissen van de parketten.

Artikel 368.-

1.

In verband met artikel 361 verklaarde de Koninklijke Commissaris dat voor de berekening van de anciënniteitsverhogingen voor ambten, door magistraten in Congo vervuld, een overgangsbepaling wordt vastgesteld. Voor de griffiers is dit echter rechtstreeks in artikel 368 gedaan. Het ware gewenst in beide gevallen op dezelfde manier te werk te gaan.

.../...

2.

Het lijkt overbodig voor het berekenen van de periodieke verhogingen nog te spreken van de diensten verstrekt als griffier in de onafhankelijke Kongostaat.

3.

Onder § 2 schrijve men : "in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi, vóór die gebieden onafhankelijk werden..."

Artikel 370.-

Uit de woorden "geniet hij een wedde ten bezware van het Rijk" in het tweede lid lijkt men te moeten afleiden, dat het ambt van hoofdgriffier, van griffier-hoofd van dienst of van griffier-hoofd van de griffie ook aan personen die buiten de griffie of de rechterlijke orde, ja zelfs buiten de Rijksdiensten staan, ad interim kan worden opgedragen. Verstaat de Regering het zó, dan moet artikel 328 van het ontwerp, waar dat anders is geregeld, worden gewijzigd en zegge men hoe, door wie en voor hoelang het ambt ad interim wordt begeben.

Artikel 375.-

Artikel 364, waarnaar hier wordt verwezen, lijkt op de secretarissen en de adjunct-secretarissen van de parketten geen toepassing te kunnen vinden.

.../...

Hoofdstukken III.- Bepalingen gemeen aan de
vorige hoofdstukken.

Een beter opschrift voor dat hoofdstuk ware :
"Bepalingen gemeen aan de hoofdstukken I en II".

Artikel 376.-

Het tweede lid verwijst naar artikel 63, dat, zoals de Raad van State bij het onderzoek van dat artikel in overweging gaf, meer op zijn plaats is in artikel 376, waarin alles geregeld zou moeten worden wat verband houdt met de wijze waarop het bevolkingscijfer van de kantons wordt vastgesteld.

Artikel 377.-

In de Franse tekst schrijve men "le traitement court à partir du premier du mois qui suit la prestation de serment; il prend fin le premier du mois qui suit la cessation des fonctions".

Hoofdstuk IV.- Bepalingen betreffende de plaats-
vervangende magistraten.

Artikel 378.-

Het is de Raad van State niet duidelijk op welk geval de term "ontslagen" zinspeelt. Rechters en substituten worden, naar gelang van het geval, wél "ontzet of afgezet", nooit "ontslagen".

Hoofdstuk V.- Bepalingen betreffende het personeel
van de parketten en de griffies.

Hoofdstuk VI.- Werkingskosten.

Bij de bepalingen van beide hoofdstukken zijn
geen opmerkingen te maken.

TITEL IV.- Inrustestelling, pensionering en emeritaat.

Hoofdstuk I. - Inrustestelling.

Artikel 586.-

In dit artikel is sprake van een "als onher-
roepelijk beschouwde" beslissing.

Het begrip "onherroepelijk" is in het Wetboek
nergens gedefinieerd. Wel geven de artikelen 19 en 28
een bepaling van "eindvonnis" en "in kracht van ge-
wijste gegane beslissing".

Men schrijve dan ook : "... dan gaat de beslis-
sing eerst in kracht van gewijste ...".

Dit geldt mede voor artikel 587.

.../...

Artikel 387.-

Dit artikel zegt wel dat de termijn voor de voorziening in cassatie vijf dagen bedraagt, maar niet wanneer hij ingaat. Evenmin als de wet van 25 juli 1867 bepaalt het ontwerp in welke vorm de voorziening dient te worden ingesteld. Gelet op de korte termijn, moet dat vermoedelijk bij eenvoudige verklaring ter griffie, zonder vermelding van de geschonden wetsbepalingen gebeuren. Maar dan ware dat in het ontwerp zelf te zeggen.

In het laatste lid schrijve men liefst "van de procureur-generaal bij het hof van beroep" in plaats van "van het openbaar ministerie bij het hof van beroep".

Hoofdstuk II. - Pensioen en emeritaat.Artikel 391.-

Dit artikel is gesteld naar het voorbeeld van artikel 9 van de wet van 25 juli 1867, met dien verstande echter dat het emeritaat alleen nog wordt verleend aan magistraten met "dertig jaren dienst bij het gerecht" en niet meer, zoals in laatstgenoemd artikel, aan magistraten "met dertig jaren dienst waaronder ten minste vijftien bij de magistratuur". De strekking van die wijziging is in het verslag niet aangegeven : bedoelt men dertig jaren dienst bij de magistratuur of slaat die formule mede op de jaren dat betrokkene bijvoorbeeld het beroep van advocaat of pleitbezorger heeft uitgeoefend ? Het ontwerp ware op dat punt te verduidelijken.

.../...

Het tweede lid zegt, dat het emeritaatspensioen gelijk is aan het gemiddelde bedrag van de wedde over de laatste vijf jaren "onder voorbehoud van de regels inzake cumulatie van pensioenen". Die woorden moeten worden weggelaten. Het emeritaatspensioen kan immers niet onder de bepalingen inzake cumulatie van pensioenen vallen, want voor magistraten steunt dat emeritaat op artikel 100 van de Grondwet. Daarom ook worden de verminderingen wegens pensioencumulatie voor een magistraat emeritus ingevolge artikel 11 van de wet van 20 maart 1958, "op alle onderdelen van zijn globaal inkomen behalve op het emeritaatspensioen" toegepast.

Artikel 392.-

Het derde lid verwijst naar "de wet op de pensioenregeling van de leden van het burgerlijk Rijkspersoneel". Aan de pensioenregeling van het burgerlijk Rijkspersoneel zijn verscheidene wetten gewijd. Nader te bepalen ware dus, met toepassing van welke bepalingen, of naar welke grondslagen, het pensioen dient te worden berekend. Dit geldt ook voor artikel 397.

.../...

TITEL V. - Tucht.Eerste Hoofdstuk. - Bepalingen tot regeling van de
hiërarchie en het toezicht.Artikel 398.-

In zover dit artikel het Hof van cassatie een recht van toezicht op de hoven van beroep geeft, is het geïnspireerd op artikel 82 van de Senatus Consultus van 16 thermidor jaar X, waarvan betwijfeld is of het zich wel met de Grondwet laat verenigen (R.P.D.B., V° Discipline judiciaire, n° 6) en dat in artikel 147 van de wet van 18 juni 1869 niet is overgenomen.

Artikel 401.-

Een betere lezing voor dat artikel ware :

"Wanneer een magistraat van het openbaar ministerie op de terechtzitting van de plichten van zijn staat afwijkt, geeft de eerste voorzitter van het hof of de voorzitter van de (arrondissements)rechtbank waarbij hij ...".

Meteen moet dan de zinsnede "en, in voorkomend geval, door tussenkomst van de eerste voorzitter" vervallen.

Artikel 402.-

"De procureurs des Konings en hun substituten, de onderzoeksrechters en de vrederechters oefenen, onder toezicht van de procureur-generaal bij het Hof van beroep, de gerechtelijke politie uit".

Die bepaling bevat een regel die is neergelegd in artikel 279 van het Wetboek van strafvordering, waar hij overigens op zijn plaats is en in zijn gevolgen wordt doorgetrokken. Het is niet duidelijk waarom hij hier zou moeten worden herhaald.

Artikel 403.-

In de Franse tekst van het tweede lid schrijven men "le procureur général près la Cour de cassation".

Hoofdstuk II. - Tuchtrechtelijke bepalingen.

Artikel 404.-

Dit is het enige artikel in dit hoofdstuk en het heeft het dan nog over tuchtmaatregelen, een materie die in het derde hoofdstuk is behandeld.

Om de tekst niet verder onder te verdelen dan werkelijk nodig is, make men van artikel 404 het eerste artikel van hoofdstuk III, dat dus hoofdstuk II wordt.

Dat artikel kan als volgt worden gelezen :

"De in dit hoofdstuk bepaalde tuchtmaatregelen vinden toepassing op hen die hun ambtsplichten verzuimen of door hun gedrag afbreuk doen aan de waardigheid van hun ambt".

Artikel 405.-

1.

De huidige tuchtstraffen, die verschillen naar gelang het om deze of gene categorie van leden der rechterlijke orde of van haar administratief personeel gaat, worden in dit artikel door één enkele, vaste rangorde van tuchtstraffen vervangen. De rechters, de magistraten van de parketten, de leden van de griffies, het administratief personeel van de parketten en de griffies, de plaatsvervangende rechters en wellicht ook de raadsheren en de rechters-assessoren zullen in het vervolg dus onder eenzelfde tuchtregime staan.

2.

Als tuchtstraf vermeldt artikel 405 ook de waarschuwing, die onder de huidige regeling geen straf, maar enkel "één raad of een daad van vaderlijke jurisdictie" is (verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit nr 184 van 5 juli 1935).

3.

Wat enkele censuur is, wordt niet gezegd en ook haar gevolgen zijn niet aangegeven. Behalve dan dat ze vaak plechtiger dan een waarschuwing zal zijn, valt geen verschil met deze laatste te onderkennen.

4.

Eenzelfde sanctie, bestaande in ambtsontzetting, is in de Franse tekst van het ontwerp én met "destitution" én met "révocation", in de Nederlandse tekst én met "ontzetting" én met "afzetting" aangeduid, waarbij de eerste term alleen voor rechters en voor magistraten van het parket (artikelen 409 en 414), de tweede alleen voor griffiers en leden van het administratief personeel van de parketten en de griffies (artikelen 415 en 416) is bedoeld. "Destitution" (afzetting) is in de rechtstaal een strafrechtelijke sanctie (Strafwetboek, artikel 19) voor hen die tot bepaalde criminele straffen zijn veroordeeld. Een tuchtstraf is ze alleen voor notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders (decreet van 25 ventôse, jaar XI, artikelen 32, 52 en 53, en decreet van 30 maart 1808, artikel 102). Voor welhaast alle dragers van openbare ambten of bedieningen - behalve dan voor rechters en Staatsraden, die "vervallen" kunnen worden verklaard (déchu), (wet van 20 april 1810, artikel 59, en wet van 23 december 1946, artikel 56), spreekt men van "ontslag" soms van "niet-eervol ontslag".

Men houde liefst vast aan de geijkte terminologie en schrijve dus in de Franse tekst "la déchéance ou la révocation, selon le cas", in de Nederlandse "ontzetting of ontslag, naar gelang van het geval".

Artikel 406.-

1.

Dit artikel sluit aan bij artikel 62ter van de wet van 20 april 1810, in die wet ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 184 van 5 juli 1935. Dat artikel 62ter geldt echter niet voor rechters, want voor hen is

.../...

in artikel 58 van dezelfde wet een speciale regeling bepaald. Dit onderscheid is in het ontwerp niet meer gemaakt, zodat artikel 406 algemeen toepassing zal vinden. Het kan zijn nut hebben er aan te herinneren, dat de in artikel 406 bedoelde schorsing ingevolge artikel 100, tweede lid, van de Grondwet op een rechter niet dan bij een vonnis kan worden toegepast.

2.

"Voorlopige schorsing" is een pleonasme. Uiteraard immers is schorsing voorlopig.

3.

Voor het tweede lid geeft de Raad van State de volgende lezing in overweging :

"Bovendien kan de bevoegde overheid voor de door haar te bepalen duur, stilstand van wedde bevelen".

Artikel 407.-

"Aan de leden van de rechtbank en de leden van het parket die zonder verlof afwezig zijn, kan voor de duur van die afwezigheid hun wedde worden ontzegd.

Zij kunnen als ontslagnemer beschouwd en vervangen worden wanneer zij langer dan zes maanden afwezig blijven of wanneer zij na een maand afwezigheid door de procureur-generaal worden gezocht op hun post terug te keren en niet binnen acht dagen aan dit bevel gehoor geven".

1.

Dit artikel heeft het over "leden van het parket", terwijl artikel 48 van de wet van 20 april 1810, waarop het althans gedeeltelijk is geïnspireerd, van "ambtenaren van het openbaar ministerie" spreekt. Wil men met dat onderscheid de politiecommissarissen als ambtenaren van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken aan de werkingssfeer van het artikel onttrekken, dan schrijve men, om daarover generlei twijfel te laten : "Aan de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie, behalve de politiecommissarissen, die zonder verlof ...".

+

Het eerste lid spreekt wel van een "verlof om afwezig te zijn", maar zegt niet wie dat verlof geeft; men vulle het artikel dan ook aan met een verwijzing naar de artikelen 331 en 332.

Bovendien is niet bepaald welke overheid de zonder verlof afwezige magistraten, indien daartoe grond bestaat, wedde ontzegt.

+

Uit het tweede lid blijkt dat bedoelde magistraten niet van rechtswege als ontslagnemer worden beschouwd doch alleen kunnen geacht worden het te zijn. Het ontwerp zegt echter niet, welke overheid hen eventueel als ontslagnemer kan aanmerken.

Hoe het zij, voor rechters kan zulk een ontslag, ingevolge artikel 100 van de Grondwet, alleen door een vonnis worden uitgesproken.

.../...

2.

Dit geldt ook voor stilstand van wedde, want deze is een schorsing als bedoeld in artikel 100, tweede lid, van de Grondwet (R.P.D.B., V° Discipline judiciaire, nr 41).

Artikel 408.-

"Assessoren die, ofschoon regelmatig opgeroepen, zonder geldige reden op meer dan drie zittingen over een tijdvak van 6 maanden afwezig zijn geweest, worden als ontslagnemer beschouwd en vervangen".

1.

Dit artikel zegt niet wie oordeelt of er een "geldige reden" is, en ook niet welke overheid de zonder geldige reden afwezige assessoren als ontslagnemer vermag aan te merken.

2.

Assessoren zijn, in het ontwerp, ofschoon met rechtsmacht bekleed, geen rechters voor de toepassing van artikel 100, tweede lid, van de Grondwet, want zij zijn niet voor hun leven benoemd. De tuchtregeling voor rechters is dus niet van rechtswege op hen toepasselijk. Voor hen moet het ontwerp de tuchtregeling dus noodzakelijk aangeven onder verwijzing naar die van de rechters of anderszins. Ook voor de plaatsvervangende "magistraten", bedoeld in artikel 413, ware op die manier te werk te gaan. Die bepalingen zouden best vooraan in het tweede hoofdstuk staan en aldus de werkingssfeer hiervan aangeven.

Hoofdstuk IV. - Bevoegdheid.Eerste afdeling. - Bepalingen betreffende de rechters.

Bij de tuchtbevoegdheid ten aanzien van de rechters is de volgende, algemene opmerking te maken.

De huidige tuchtregeling voor rechters laat zich als volgt resumeren :

- 1° de rechter die de waardigheid van zijn ambt in het gedrang brengt, krijgt vanwege de voorzitter van het gerecht waartoe hij behoort een waarschuwing; dit is geen straf maar een maatregel die aan de toepassing van een tuchtstraf voorafgaat (wet van 20 april 1810, artikel 49);
- 2° blijft de waarschuwing zonder gevolg of wettigen de feiten een zwaardere sanctie, dan krijgt de rechter enkele censuur, censuur met berisping, die een maand stilstand van wedde meebrengt, of voorlopige schorsing met stilstand van wedde tijdens de ganse duur ervan (wet van 20 april 1810, artikel 50);
- 3° bovengenoemde tuchtstraffen worden uitgesproken door de hoven, ten aanzien van hun leden, door de rechtbanken van eerste aanleg én ten aanzien van hun leden én ten aanzien van de vrederechters (wet 1810, artikelen 50bis en 52). Ingevolge het derde lid van artikel 52 van de wet van 20 april 1810, hierin ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 184 van 5 juli 1935, kan ook de eerste voorzitter van het hof van beroep enkele censuur of censuur met berisping opleggen;

.../...

- 4° tuchtbeslissingen van rechtbanken van eerste aanleg kunnen niet ten uitvoer worden gelegd dan nadat ze onderworpen werden aan het hof van beroep (wet 1810, artikel 51), dat ze te niet kan doen (R.P.D.B. V° - Discipline judiciaire, nr 48);
- 5° rechters die strafrechtelijk vercordeeld zijn, kunnen door het Hof van cassatie ontzet of geschorst worden (wet 1810, artikel 59);
- 6° rechters kunnen in geen geval uit hun ambt worden ontzet of geschorst dan door een vonnis (Grondwet, artikel 100).

Het ontwerp wijzigt die regeling als volgt :

Voor alle tuchtstraffen - ook voor waarschuwing, echter niet voor afzetting (destitution), die alleen het Hof van cassatie kan uitspreken - zijn de hoven van beroep bevoegd ten aanzien van hun leden, de leden van de "arrondissements"rechtbanken, de vrederechters en de politierechters; het Hof van cassatie is tot het uitspreken van al die tuchtstraffen bevoegd ten aanzien van zijn leden en van de eerste voorzitters en voorzitters van de hoven van beroep.

De eerste voorzitter van de hoven kan ten aanzien van de daaronder tuchtrechtelijk ressorterende magistraten evenwel enkele censuur of censuur met berisping opleggen. Een waarschuwing kan worden gegeven :

.../...

- door de voorzitter van de "arrondissements"rechtbanken, aan vrederechters en politierechters;
- door de voorzitter van het gerecht waartoe zij behoren, aan ondervoorzitters en rechters van de "arrondissements" rechtbanken, alsook aan rechters-assessoren;
- door de eerste voorzitter van het hof van beroep :
 - 1° aan diezelfde magistraten en 2° aan de voorzitters van de "arrondissements"rechtbanken, de "rechtbanken van koophandel" en de "sociale rechtbanken", alsook aan de voorzitters, de raadsheren en raadsheren-assessoren van de hoven van beroep;
- door de eerste voorzitter van het Hof van cassatie aan de onder 2° hierboven genoemden, alsook aan de eerste voorzitters van de hoven van beroep, aan de kamervoorzitters en raadsheren van het Hof van cassatie (1).

Dit overzicht leidt tot twee belangrijke bevindingen :

- a) doorslaggevend voor de tuchtbevoegdheid is voortaan én de hoedanigheid van de betrokken rechter én de toe te passen straf;
- b) in sommige gevallen berust eenzelfde tuchtbevoegdheid ten aanzien van eenzelfde magistraat en voor dezelfde feiten bij méér dan één overheid : zo kan een rechter in een "arrondissements"rechtbank een waarschuwing krijgen hetzij vanwege de voorzitter van die rechtbank, hetzij vanwege de eerste voorzitter van het hof van beroep, hetzij vanwege dat hof zelf. Ook censuur kan hetzij door een hof, hetzij door de eerste voorzitter daarvan worden toegepast.

.../...

(1) Het verslag stipt aan dat alleen het "korpshoofd" van de betrokken magistraat tot het geven van een waarschuwing bevoegd is. Daargelaten dat dit in de tekst van artikel 412 niet besloten ligt, ja door artikel 410 zelfs wordt tegengesproken, valt op te merken dat het woord "korpshoofd" niet helemaal juist is : de voorzitter van de arrondissementsrechtbank is geen "korpshoofd" voor de vrederechter en ook niet voor de politierechter.

Dat systeem levert moeilijkheden op die het ontwerp onopgelost laat.

Dat de tuchtbevoegdheid mede door de "hoogte" van de toe te passen straf wordt bepaald, betekent dat de feiten vooraf naar hun ernst moeten worden beoordeeld. Daarin voorziet het ontwerp nergens.

Ook het feit dat de bevoegde overheden luidens artikel 418 van het ontwerp ambtshalve de tuchtvordering uitoefenen, kan moeilijkheden meebrengen; geen bepaling van het ontwerp zegt immers hoe de feiten ter kennis van de tegelijk bevoegde overheden worden gebracht; ook is niet bepaald volgens welke orde van voorrang ieder van die overheden de kennisneming van die feiten aan zich kan houden dan wel naar een andere overheid verwijzen; evenmin is gezegd dat de door een bepaalde overheid genomen tuchtrechtelijke beslissingen de andere overheden ter kennis gebracht en, als die overheden hiërarchisch hoger staan, ter beoordeling onderworpen worden; geen beroep tegen een contradictoire tuchtbeslissing, behalve voorziening in cassatie wegens machtsoverschrijding (artikel 56 (III) -, is hier opengesteld; evenmin is er enig recht van wijziging of evocatie voorzien.

Iedere bevoegde overheid kan dus, onafhankelijk van de andere overheden, de zaak aan zich houden, vervolgelingen instellen en eventueel tegen eenzelfde magistraat wegens dezelfde feiten een straf uitspreken.

.../...

Waar geen systeem voor de aanhangigmaking bij de tuchtoverheden is uitgewerkt, is het bovendien mogelijk dat feiten die een zware straf wettigen, geen doeltreffende bestraffing krijgen.

Tenslotte is het beroep wegens machtsoverschrijding niet georganiseerd; binnen welke termijn, in welke vorm en door welke personen dat beroep kan worden ingesteld, is niet gezegd.

Artikel 409.-

"Alleen het Hof van cassatie neemt kennis van de tuchtvervolgingen tot ontzetting uit het ambt".

Bij onderlinge vergelijking van de artikelen 404, 405 en 409 ziet men, dat het Hof van cassatie de in het ontwerp bedoelde "ontzetting" kan uitspreken in alle gevallen waarin het dat gewettigd acht, terwijl onder de bestaande wetgeving een rechter niet dan als gevolg van een strafrechtelijke veroordeling ontzet kan worden. Men kan zich afvragen of het wel bestaanbaar is met het beginsel van de onafzetbaarheid van de rechters, dat de ernst van de feiten, als die een afwijking van dat beginsel mocht wettigen, niet resulteert uit een in de wet zelf bepaalde, objectieve omstandigheid, zoals het bestaan van een strafrechtelijke veroordeling, maar alleen uit de beoordeling ervan door de tuchtoverheid, ook al was die het Hof van cassatie.

Artikel 410.-

In de ontworpen regeling behoren de raadsheren-assessoren eigenlijk niet tot de hoven van beroep. De woorden "die er deel van uitmaken", die bovendien niets aan de tekst toevoegen, moeten vervallen.

Anderdeels zijn er geen "rechters-assessoren" in de "arrondissements"rechtbanken, wél "rechters-assessoren voor sociale zaken" onderscheidenlijk in de rechtbanken van koophandel en in de "sociale rechtbanken".

Artikel 411.-

"De enkele censuur of de censuur met berisping kan door de eerste voorzitter van de hoven worden uitgesproken tegen de magistraten die tuchtrechtelijk onder die hoven ressorteren".

Hiervoren reeds is gememoreerd, dat stilstand van wedde als gevolg van censuur met berisping een schorsing in de zin van artikel 100, tweede lid, van de Grondwet is. Censuur met berisping kan een rechter dus niet dan bij een vonnis worden opgelegd. Dit betekent dat de eerste voorzitter die straf niet kan uitspreken krachtens de tuchtbevoegdheid welke hij aan zijn ambt mocht ontleenen, doch alleen als hij als enige rechter van een kamer van het hof zitting mocht houden.

Artikel 413.-

1.

Volgens dat artikel ressorteren de plaatsvervangende magistraten onder dezelfde tuchtoverheid als de werkende. Daarin lijkt wel besloten te liggen, dat zij

.../...

ook onder dezelfde tuchtregeling staan. De Raad van State verwijst in dit verband naar hetgeen hij bij artikel 408 heeft opgemerkt.

2.

Tuchtvervolging tegen plaatsvervangende magistraten als zodanig ingesteld, onttrekt deze vanzelfsprekend niet aan het optreden van de andere tuchtoverheden waaronder zij wegens andere werkzaamheden mochten ressorteren.

Afdeling 2. - Bepalingen betreffende de leden van het parket.

Artikel 414.-

1.

In plaats van "ontzetting" schrijve men "ontslag" zoals in artikel 101 van de Grondwet.

2.

Een betere lezing voor dat artikel ware :

"De Koning schorst de magistraten van het openbaar ministerie en ontslaat ze.

De Minister van Justitie kan om het even welke ambtenaar van het openbaar ministerie waarschuwen of censureren.

De procureur-generaal bij het hof van beroep kan de onder hem staande magistraten van het openbaar ministerie de waarschuwing, de enkele censuur en de censuur met berisping opleggen; hij kan hun schorsing en ontslag vorderen.

De procureur-generaal bij het Hof van cassatie oefent dezelfde bevoegdheid uit ten aanzien van de advocaten-generaal bij dat hof en de procureurs-generaal bij het hof van beroep".

Afdeling 3. - Bepalingen betreffende de griffiers.

Artikel 415.-

1.

Sedert de wet van 20 december 1957, waar artikel 260 van het ontwerp in dit opzicht bij aansluit, worden hoofdgriffiers, griffiers-hoofden van de griffie, griffiers en griffiersklerken allen door de Koning benoemd. Met een omschrijving als "de overheid bij wie het benoemingsrecht berust", die opging toen niet alle leden van de griffies door dezelfde overheid werden benoemd, hoeft hier dus niet langer te worden gewerkt.

2.

Het tweede lid is, althans gedeeltelijk, gesteld naar het voorbeeld van artikel 62, derde lid, van de wet van 20 april 1810, volgens hetwelk de griffiers ook een berisping konden krijgen. De in artikel 405 vastgestelde rangorde der sancties kent die straf niet, wél censuur met berisping.

3.

In hetzelfde lid schrijve men in de Franse tekst "procureur général près la Cour de cassation" en "procureur général près la cour d'appel".

Afdeling 4. Bepalingen betreffende de secretarissen van de parketten en het personeel van de griffies en de parketten.

Artikel 416.-

1.

Hier is in verband met de berisping dezelfde opmerking te maken als bij artikel 415.

2.

De uitdrukking "hoofd van het parket" is niet gebruikelijk. Beter ware : "naar gelang van het geval, door de procureur-generaal of de procureur des Konings".

Hoofdstuk V. - Tuchtprocedure.

Een aantal bepalingen van dit hoofdstuk lijken op alle leden van de rechterlijke orde en op het eraan verbonden administratief personeel toepassing te vinden; andere daarentegen slaan kennelijk slechts op de tuchtprocedure voor rechters; nog andere tenslotte laten de vraag open of ze al dan niet algemeen van strekking zijn.

De volgorde en de redactie van de artikelen, en eventueel ook het opschrift van hoofdstuk V, moeten gewijzigd worden met inachtneming van het nodige onderscheid en zó dat interpretatiemoeilijkheden worden voorkomen.

.../...

Artikel 417.-

Dit artikel formuleert een beginsel dat nooit is betwist : dat de tuchtvorderingen de burgerlijke vordering en de publieke vordering los van elkaar staan, spreekt vanzelf. Ze zijn immers op een verschillend doel gericht. Artikel 417 kan dan ook gerust vervallen. Wel kan men, om enige discussie te voorkomen, in de memorie van toelichting heel even op dat beginsel zinspelen.

Artikel 418.-

Bij dit artikel zijn, in zover het op rechters toepassing vindt, dezelfde opmerkingen te maken als bij de bespreking van hoofdstuk IV (algemene opmerking) is gedaan.

Artikel 419.-

"De tuchtprocedure wordt in raadkamer gevoerd".

Slaat het woord "tuchtprocedure" in de opvatting van de Regering mede op de eigenlijke beslissing, dan zij eraan herinnerd dat, als het om een rechter gaat, de sanctie die ambtsontzetting of schorsing tot gevolg heeft, alleen bij een vonnis kan worden opgelegd en dus in openbare terechtzitting is uit te spreken.

Artikel 420.--

"Een tuchtstraf kan enkel worden opgelegd nadat de betrokkene is gehoord of behoorlijk opgeroepen en de procureur-generaal schriftelijk conclusie heeft genomen".

1.

Dat artikel slaat op alle tuchtmaatregelen, ook op de waarschuwing, die door de voorzitter van de "arrondissementen" rechtbank kan worden gegeven. Het laat zich dan ook moeilijk begrijpen dat de procureur-generaal, zelfs in dat geval, zijn conclusiën zou moeten nemen. Men vervange de woorden "de procureur-generaal" dan ook door "het openbaar ministerie".

2.

Wenst de Regering dat artikel geen toepassing te laten vinden bij schorsing of ontslag van Koningswege, dan ware dat in de tekst te zeggen. In het tegenovergestelde geval, moeten de rechten van de verdediging worden geregeld en zegge men door welke overheid de betrokkene dient te worden gehoord.

3.

Schriftelijke conclusies moet de procureur-generaal natuurlijk niet nemen als de tuchtbevoegdheid bij hemzelf berust. De tekst is dus te algemeen gehouden.

Artikel 421.-

"Waarschuwing wordt mondeling gegeven. Wanneer er ernstige redenen voor bestaan, wordt zij schriftelijk gegeven en wordt daarvan akte opgemaakt".

1.

Volgens dat artikel zijn er dus twee soorten van waarschuwing : mondelinge en schriftelijke. Uit de tekst lijkt wel te mogen worden afgeleid, dat hiermee een verschil in de ernst van de feiten overeenkomt. Is dat zo,

.../...

dan heeft men hier te maken met onderscheiden straffen, die in artikel 405 ook afzonderlijk moeten worden vermeld.

2.

Van de schriftelijke waarschuwing moet volgens het hier besproken artikel akte worden opgemaakt; het is niet duidelijk waarvan precies akte moet worden opgemaakt, tenzij misschien van de afgifte der waarschuwing aan de betrokkene. Is dat de bedoeling, dan moet de tekst worden verduidelijkt.

Artikel 422.-

"Voor het Hof van cassatie en de hoven van beroep die in tuchtzaken zetelen, kan de gedagvaarde partij bijgestaan worden door een advocaat".

Die bepaling zou in artikel 420 moeten komen, dat de rechten van de verdediging in tuchtzaken regelt.

Artikel 425.-

"Wanneer de betrokkene niet verschijnt, wordt hij bij verstek gevonnist. De tuchtoverheid kan verzet tegen de verstekbeslissing ontvangen, ingeval de niet opgekome ne bewijst dat hij onmogelijk kon verschijnen.

Kan men zeggen dat de betrokkene "gevonnist wordt" als de eerste voorzitter van een hof, de voorzitter van een rechtbank, de procureur-generaal, de procureur des Konings, laat staan de Minister van Justitie of de Koning de straf opleggen? Hoe kan men in die gevallen een verzetprocedure organiseren? Het artikel lijkt dan ook alleen toepassing te kunnen vinden als de tuchtbevoegdheid bij wege van een vonnis wordt uitgeoefend.

Artikel 426.-

"De hoven nemen in algemene vergadering kennis van de tuchtvervolgingen".

Dit artikel is gesteld naar het voorbeeld van artikel 50bis van de wet van 20 april 1810, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 184 van 5 juli 1935, dat het instellen van tuchtvervolgingen mede aan de algemene vergadering van het bevoegde gerecht opdraagt. Weggelaten is echter het tweede lid van dat artikel, volgens hetwelk de algemene vergadering, voor het toepassen van die bepaling, alleen uit de zeven eerste rechters in rang of hun plaatsvervangers bestaat. Die bepaling is, met enige wijziging, herhaald in artikel 348 van het ontwerp.

Artikel 427.-

"De procureurs-generaal geven in alle gevallen aan de Minister van Justitie rekenschap van de beslissingen, door de hoven en rechtbanken in tuchtzaken genomen".

Voor tuchtstraffen opgelegd door de eerste voorzitter van een hof of de voorzitter van een rechtbank zullen die beslissingen niet door de hoven en rechtbanken, maar krachtens een persoonlijke opdracht door het korps-hoofd zijn genomen. Artikel 427, zoals het geformuleerd is, zou de procureur-generaal niet verplichten de Minister van Justitie kennis te geven van de door die magistraten opgelegde sancties.

Bovendien hebben de rechtbanken als zodanig niet meer de minste tuchtbevoegdheid.

+

+ +

Aangezien artikel 427 alleen spreekt van "de beslissingen door de hoven en rechtbanken genomen", hoeven de procureurs-generaal de Minister van Justitie geen rekenschap te geven van de sancties die zij zelf, de procureurs des Konings of de griffiers mochten hebben genomen tegen diegenen die onder hun respectieve tuchtbevoegdheid vallen.

BOEK II. - DE BALIE.

Het is dienstig gebleken de bepalingen van dat boek anders te groeperen en te rangschikken, en er tevens een aantal vormwijzigingen in aan te brengen.

De aldus omgewerkte tekst is als bijlage bij de opmerkingen over de balie gevoegd.

EERSTE TITEL. - Advocaten ingeschreven bij de
balie bij hoven van beroep en rechtbanken.Hoofdstuk I.- Advocaten.

Hoewel onder de huidige regeling wordt aangenomen dat de Orde van advocaten rechtspersoonlijkheid heeft ook al staat dat niet met zoveel woorden in de wet, toch is het verkieslijk gebleken, dat in het ontwerp van Gerechtelijk Wetboek te bevestigen.

De Koninklijke Commissaris is het hiermee eens.

Artikel 434.-

Nu het decreet van 2 juli 1812 in het ontwerp wordt opgeheven, is er geen reden meer om nog een onderscheid te maken tussen stage bij een hof van beroep en stage bij een "arrondissements"rechtbank .

.../...

Toch moet de raad van de Orde ruimte worden gelaten om de deugdelijkheid van een stage die bij een ander rechtscollege is verricht te toetsen aan de door hem zelf bepaalde stageregelen, en moet hij dus ook een advocaat die om inschrijving verzoekt van een nieuwe stage kunnen ontslaan.

Artikel 436.-

Aan het slot van dit artikel is gezegd, dat tegen de beslissing geen verzet openstaat. Het is dan ook dienstig gebleken eraan te herinneren, dat die beslissing wél vatbaar is voor hoger beroep.

Artikel 437.-

Dit artikel bepaalt, dat het beroep van advocaat onverenigbaar is met dat van Rijksambtenaar. Is dit begrip op te vatten in de enge betekenis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, dan zouden advocaten toch nog tal van administratieve ambten waarop genoemd besluit geen toepassing vindt, zoals dat van lid van een ministerieel kabinet, kunnen vervullen.

Moet onder Rijksambtenaar daarentegen worden verstaan al wie diensten verstrekt aan de Staat, dan zou de onverenigbaarheid mede gelden voor Ministers, professoren aan Rijksuniversiteiten en andere Rijksonderwijsinstellingen, en voor assessoren van de afdeling wetgeving van de Raad van State. Wil de Regering, zoals in

het verslag staat, het begrip "Rijksambtenaar de betekenis geven die duidelijk werd vastgesteld bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937" met inbegrip echter van de "uitzonderingen op de toepassing van het statuut die het opsomt", dan zou dat uit de tekst zelf van het artikel moeten blijken.

Artikel 440.-

"Vóór alle gerechten, behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald, hebben alleen advocaten het recht te pleiten.

In de zaken waarmede hij verklaart belast te zijn, verschijnt de advocaat als gevolmachtigde van de partij zonder dat hij van enige volmacht moet doen blijken, behalve indien de wet een bijzondere lastgeving eist".

Onder "gerechten" in het eerste lid van dit artikel zijn volgens de Koninklijke Commissaris de tot de rechterlijke orde behorende rechtscolleges te verstaan.

Artikel 445.-

"Indien een advocaat in zijn pleidooien of in zijn geschriften met kwaad opzet de beginselen van de Monarchie, de Grondwet, de wetten van het Belgische volk of het gevestigd gezag aanvalt, kan de rechtbank of het hof dat van de zaak kennis neemt, door de griffier proces-verbaal doen opmaken en het incident aanhangig maken bij de raad van de Orde waaronder de betrokkene ressorteert, onverminderd de uitoefening, ter terechtzitting, van de politiemacht die aan de voorzitter toebehoort, zoals bepaald is in artikel 100 (IV)" .

.../...

Die bepaling herhaalt artikel 39 van het decreet van 14 december 1810, met toevoeging echter van "met kwaad opzet", een uitdrukking waarvan de betekenis niet vast staat. De tekst uit het Napoleontische tijdvak is niet in overeenstemming met artikel 14 van de Grondwet, en is feitelijk in onbruik geraakt. De bevoegdheid van de voorzitter bij wie de politie van de terechtzitting berust, is trouwens ruim genoeg opdat misbruiken door advocaten tijdens hun pleidooi begaan, worden verhinderd, onverminderd strafrechtelijke vervolging als hetgeen de advocaten hebben gezegd een misdrijf mocht opleveren.

Dat artikel kan dus vervallen.

Artikel 459.-

De laatste volzin van dat artikel moet worden weggelaten. Het gaat hier immers om een geschil over een burgerlijk recht en dan moeten de debatten overeenkomstig artikel 96 van de Grondwet in openbare terechtzitting worden gevoerd.

Artikel 462.-

Ingevolge dit artikel zal er geen schrapping van rechtswege meer zijn, zoals artikel 51 van het decreet van 14 december 1810 in geval van een derde schorsing bepaalde.

.../...

De raad krijgt het recht de advocaat die voor de tweede maal is geschorst, te schrappen. De voorgestelde bepaling is overbodig, want schrapping als straf kan de raad altijd uitspreken.

Artikel 478.-

De Koning zal volgens het ontwerp niet meer verplicht zijn het advies van het Hof van cassatie in te winnen alvorens hij het aantal advocaten bij dat Hof vaststelt.

Artikel 485.-

Artikel 485 geeft het Hof van cassatie bevoegdheid tot het schorsen of het schrappen van een advocaat bij dat Hof. Dit is een novum, vergeleken bij het koninklijk besluit van 31 december 1836 dat hierin niet voorzag : advocaten bij het Hof van cassatie konden als ministeriële ambtenaren, door de Koning benoemd, alleen door hem worden ontslagen , en dat moest niet met zoveel woorden in een tekst worden gezegd. Volgens het ontwerp zal dat voortaan zo niet meer zijn.

TITEL III.- Nationale Orde van advocaten.

Hoofdstuk II.- Algemene raad.

Artikelen 490 en 491.-

Heeft men het, zoals de Koninklijke Commissaris bij artikel 490 verklaarde, "geraden geacht voor iedere stafhouder nog slechts één plaatsvervanger te laten aanwijzen", dan is het niet duidelijk wat voor zin artikel 491 nog kan hebben.

Verstaat men het daarentegen zó, dat iedere raad van de Orde voor zijn stafhouder verscheidene plaatsvervangers kan aanwijzen onder vaststelling van hun onderlinge rangverhouding maar dat iedere stafhouder op de vergadering van de algemene raad slechts door één plaatsvervanger kan worden vervangen, dan ware een duidelijker redactie voor het eerste lid van artikel 490 gewenst.

Artikel 502.-

Bij wege van verwijzing ware aan te geven met inachtneming van welke vormen het beroep tot nietigverklaring moet worden ingesteld.

Op te merken is, dat in de woorden "binnen de drie maanden die volgen op de toezending van de reglementen" ten aanzien van de deken besloten ligt, dat die reglementen hém dienen te worden toegestuurd. Dat is in artikel 500 echter niet gezegd.

.../...

BOEK III. - DE BALIE.EERSTE TITEL. - Advocaten ingeschreven bij de balie bij
hoven van beroep en rechtbanken.Eerste hoofdstuk.- Orde van advocaten.Artikel x¹.

nieuw artikel
voor de Raad
van State
voorgesteld.

Er is een Orde van advocaten in ieder gerechtelijk
arrondissement. Zij heeft rechtspersoonlijkheid.

Artikel x².

artikel 431
van het ont-
werp.

De Orde van advocaten bestaat uit de leden van de
balie die op het tableau ingeschreven zijn.

Artikel x³.

artt. 430 en
438, tweede
lid, van het
ontwerp.

Uiterlijk op 1 december van elk jaar wordt in ieder
gerechtelijk arrondissement een tableau van de Orde van
advocaten en een lijst van stagiairs opgemaakt.

In gerechtelijke arrondissementen waar een hof
van beroep zetelt, voeren de advocaten die op het tableau
van de Orde zijn ingeschreven, de titel van advocaat bij
het hof van beroep.

.../...

Het tableau en de lijst worden door toedoen van de stafhouder aangeplakt.

Deze laatste zorgt ervoor dat ze worden bijgehouden.

Artikel x⁴.

Artikel 428
van het ontwerp.

Niemand kan het beroep van advocaat uitoefenen of de titel van advocaat voeren, tenzij hij doctor in de rechten is, de eed bij de wet vastgesteld, heeft afgelegd en ingeschreven is op een tableau van de Orde of op een lijst van stagiairs.

Artikel x⁵.

Nieuw artikel
door de Raad
van State voor-
gesteld.

De doctor in de rechten die als advocaat wil worden aangenomen, meldt zich aan bij de procureur-generaal bij het hof van beroep en legt hem zijn diploma van doctor in de rechten over.

Artikel x⁶.

Artikel 429
van het
ontwerp.

De aanneming heeft plaats in een terechtzitting van het hof van beroep, op de voordracht van een advocaat die sedert ten minste tien jaar op het tableau is ingeschreven, in tegenwoordigheid van de stafhouder der Orde van advocaten bij het hof van berop of van het door hem aangewezen lid van de raad der Orde, en op vordering van het openbaar ministerie.

De recipiëndus legt de eed af in de volgende be-
woordingen : "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoor-
zaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch
volk, dat ik niet zal afwijken van de eerbeid aan het ge-
recht en de openbare overheid verschuldigd, en geen zaak
zal aanraden of verdedigen die ik naar eer en geweten
niet geloof rechtvaardig te zijn".

De griffier maakt van dat alles proces-verbaal op
en bevestigt op de keerzijde van het diploma dat de for-
maliteiten vervuld zijn.

De recipiëndus vraagt vervolgens zijn inschrijving
op een lijst van stagiairs.

Artikel x⁷.

De stage duurt drie jaar.

De stageverplichtingen worden vastgesteld door de
raad van de Orde, die toeziet dat zij worden nagekomen.
De raad richt conferenties in, die de stagiairs moeten
bijwonen ten einde zich met de regels van het beroep ver-
trouwd te maken en zich in het pleiten te oefenen.

Behoudens vrijstelling verleend door de overheid
van de Orde, mag de stage niet worden onderbroken of ge-
schorst.

De raad van de Orde kan de duur van de stage even-
tueel verlengen, onverminderd het recht om de opneming in
het tableau te weigeren.

.../...

artikelen
34,435 en
56 partim
van het ont-
werp.

Ieder stagiair die uiterlijk vijf jaar na zijn opneming niet doet blijken dat hij alle stageverplichtingen heeft nagekomen, kan uit de lijst worden weggelaten.

De raad van de Orde kan vrijstelling van stage verlenen aan een advocaat die ingeschreven is geweest op het tableau van de Orde van advocaten bij een ander gerecht.

Artikel x⁸.

Artikel 434
van het ont-
verp.

De gerechtelijke stage kan tegelijk met de stage aan de balie worden doorgemaakt.

Artikel x⁹.

Artikel 433
van het ont-
verp.

De advocaat bij een hof van beroep, die op het tableau van de advocaten bij een rechtbank wordt ingeschreven, heeft er rang vanaf de dag van zijn inschrijving op het tableau van de Orde bij het hof.

Artikel x¹⁰.

Artikel 432
van het ont-
verp.

Over de inschrijving op de lijst van stagiairs en op het tableau beslist, zonder hoger beroep, de raad van de Orde, die meester is over het tableau en de lijst van stagiairs.

.../...

Artikel x¹¹.

Artikel 437
van het ont-
werp.

Het beroep van advocaat is onverenigbaar :

- 1° met het ambt van werkend magistraat, van griffier en van Rijksambtenaar ;
- 2° met het ambt van notaris en van gerechtsdeurwaarder ;
- 3° met het drijven van handel of nijverheid ;
- 4° met bezoldigde betrekkingen en werkzaamheden, openbare of particuliere, die de onafhankelijkheid van de advocaat of de waardigheid van de balie in gevaar kunnen brengen.

Indien er een reden van onverenigbaarheid bestaat, wordt de weglating uit het tableau of uit de lijst van stagiairs uitgesproken door de raad van de Orde, hetzij op het verzoek van de betrokken advocaat, hetzij ambtshalve, en in dit laatste geval volgens de rechtspleging en de rechtsmiddelen bepaald in tuchtzaken.

Artikel x¹².

Artikel 438
van het ont-
werp.

Advocaten die lid zijn van een van beide Wetgevende Kamers, mogen geen vast advocaat van openbare besturen zijn, noch in enige zaak in geschil pleiten of optreden in het belang van de Staat, noch hem in zodanige zaak van advies of van raad dienen, behalve onbezoldigd.

Hetzelfde verbod geldt voor provincieraadsleden en gemeenteraadsleden met betrekking tot zaken ingeleid voor de provincie of de gemeente waar zij verkozen zijn.

Artikel x¹³.--

Artikel 436
van het ont-
werp.

De raad van de Orde kan de doctors in de rechten die ten minste tien jaar op het tableau van de Orde ingeschreven zijn geweest en het beroep van advocaat niet meer uitoefenen, machtigen de titel van ere-advocaat te voeren.

In uitzonderlijke omstandigheden kan hij die termijn inkorten.

Alleen de raad van de Orde in wiens gebied de betrokkene het laatst het beroep van advocaat heeft uitgeoefend, kan de machtiging verlenen onder de voorwaarden in het reglement bepaald.

De lijst van ere-advocaten wordt achteraan op het tableau van de Orde bekendgemaakt.

Bij niet-nakoming van de regels van recht-schapenheid en kiesheid, of bij niet-voldoening aan de voorwaarden voor toekenning van de titel, kan de raad van de Orde die machtiging tot het voeren van de titel van ere-advocaat heeft verleend, ze te allen tijde intrekken, de betrokkene opgeroepen of gehoord ; deze kan zich doen bijstaan door een raadsman. Tegen de beslissing staat geen verzet open, maar hoger beroep kan worden ingesteld bij de tuchtraad van beroep.

.../...

Hoofdstuk II. - Rechten en plichten van
de advocaten.

Artikel x¹⁴. -

Artikel 439 van
het ontwerp.

Advocaten ingeschreven op het tableau van de Orde of op de lijst van stagiairs mogen pleiten voor alle gerechten van het Rijk, onverminderd de bijzondere bepalingen betreffende de Raad van State.

Artikel x¹⁵. -

Artikel 440 van
het ontwerp.

Vóór alle gerechten, behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald, hebben alleen advocaten het recht te pleiten.

In de zaken waarmede hij verklaart belast te zijn, verschijnt de advocaat als gevolmachtigde van de partij zonder dat hij van enige volmacht moet doen blijken, behalve indien de wet een bijzondere lastgeving eist.

Artikel x¹⁶. -

Artikel 446 van
het ontwerp.

Indien een partij niet de bijstand van een advocaat verkrijgt, wijst de stafhouder een advocaat aan, indien daartoe grond bestaat.

De advocaat die door de rechtbank of de stafhouder ambtshalve is aangewezen, mag zijn ambtelijke tussenkomst niet weigeren, zonder zijn redenen van verschoning of van verhindering te doen goedkeuren door de overheid die hem heeft aangewezen.

.../...

Artikel x¹⁷. -

Artikel 442
van het ont-
werp.

In de gevallen bij de wet bepaald, worden de advocaten geroepen om rechters en ambtenaren van het openbaar ministerie te vervangen ; zij mogen niet weigeren zonder reden van verschoning of van verhindering.

Artikel x¹⁸. -

Artikel 444
van het
ontwerp.

De advocaten oefenen vrij hun ambt uit voor de verdediging van het recht en van de waarheid.

Tenzij het voor de zaak volstrekt noodzakelijk is, moeten de advocaten zich ervan onthouden in hun pleidooi enig ernstig feit tegen de eer of de faam van personen aan te voeren, op straffe van tuchtrechtelijke vervolging.

Artikel x¹⁹. -

Artikel 445
van het ont-
werp.

Indien een advocaat in zijn pleidooien of in zijn geschriften met kwaad opzet de beginselen van de monarchie, de grondwet, de wetten van het Belgische volk of het gevestigd gezag aanvalt, kan de rechtbank of het hof dat van de zaak kennis neemt, door de griffier proces-verbaal doen opmaken en het incident ahangig maken bij de raad van de Orde waaronder de betrokkene ressorteert, onverminderd de uitoefening, ter terechtzitting, van de politiemacht die aan de voorzitter toebehoort, zoals bepaald is in artikel 100 (IV).

.../...

Artikel x²⁰.--

Artikel 441
van het ont-
werp.

De advocaten dragen de ambtskledij die de Koning voorschrijft.

Hoofdstuk III.- De stafhouder en de raad van
de Orde.Artikel x²¹.--

Artikel 448
partim.

Voor elke balie wordt een stafhouder aangewezen en een raad van de Orde gevormd.

Artikel x²².--

Artikel 447
van het ont-
werp.

De stafhouder is het hoofd van de Orde.

Hij roept de algemene vergadering van de advocaten en de raad van de Orde bijeen en zit deze voor.

Is de stafhouder overleden of verhinderd, dan wordt hij voorlopig vervangen zoals bepaald is in het reglement van de raad van de Orde ; anders door de oudst-benoemde stafhouder die lid is van de raad.

Artikel x²³.--

Artikel 456
partim.

De raad van de Orde heeft opdracht :

de eer van de Orde van advocaten op te houden ;
de beginselen van waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid die aan hun beroep ten grondslag liggen, te handhaven ;

de inbreuken daarop en de tekortkomingen tuchtrechtelijk te beteugelen of te straffen, onverminderd het optreden van de rechtbanken, indien daartoe grond bestaat ;

de stageverplichtingen vast te stellen en toe te zien dat zij worden nagekomen.

Artikel x²⁴.-

Artikel 443
van het ont-
werp.

De raad van de Orde kan de op het tableau ingeschreven advocaten, de advocaten-stagiairs en de ere-advocaten verplichten tot het betalen van de bijdragen die hij bepaalt.

Hij ziet toe, dat de wetten en reglementen betreffende de betaling van de bijdragen aan de voorzorgsinstellingen van de balie worden nagekomen.

Artikel x²⁵.-

Nieuw artikel
door de Raad
van State
voorgesteld.

De raad van de Orde vertegenwoordigt de Orde van advocaten. Alle gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen worden in zijn naam verricht.

Artikel x²⁶.-

Artikelen 449
en 452 van het
ontwerp.

De raad van de Orde bestaat uit de stafhouder en uit :

- veertien leden, indien honderd of meer advocaten ingeschreven zijn op het tableau en op de lijst van stagiairs;
- acht leden, indien dit aantal vijftig of meer bedraagt;

.../...

- zes leden, indien het dertig of meer bedraagt ;
- vier leden, indien het vijftien of meer bedraagt ;
- twee leden, indien het minder is dan vijftien.

Een lid van de raad van de Orde vervult het ambt van secretaris van de raad en secretaris van de Orde.

Artikel x²⁷.-

Artikel 450
van het
ontwerp.

De stafhouder en de leden van de raad worden rechtstreeks verkozen door de vergadering van de Orde ; voor die vergadering worden alle op het tableau ingeschreven advocaten opgeroepen.

De stafhouder en de leden van de raad worden verkozen bij gelijktijdige maar afzonderlijke lijststemming, op dag en uur bepaald door de raad van de Orde en met inachtneming van de regels die deze vaststelt. De stafhouder wordt bij volstrekte, de leden van de raad worden bij betrekkelijke meerderheid van stemmen verkozen, onder voorbehoud van artikel x²⁸, tweede lid.

Nadat de stemming gesloten is verklaard, wordt de uitslag ervan in de algemene vergadering door haar voorzitter afgekondigd.

Indien bij de stemming voor de verkiezing van de stafhouder geen volstrekte meerderheid wordt bereikt, heeft dadelijk of in een latere vergadering een herstemming plaats tussen de twee kandidaten op wie het grootste aantal stemmen is uitgebracht.

.../....

Indien de kandidaten bij de herstemming een gelijk aantal stemmen behalen, is de overeenkomstig de volgorde van het tableau oudstbenoemde kandidaat verkozen.

Is een lid van de balie tegelijk tot stafhouder en tot lid van de raad der Orde verkozen, dan wordt deze laatste verkiezing als onbestaande beschouwd.

Indien bij de verkiezingen voor de raad van de Orde verscheidene kandidaten een gelijk aantal stemmen behalen voor het laatste te begeven mandaat, is de overeenkomstig de volgorde van het tableau oudstbenoemde kandidaat verkozen.

De uitslag van de raadsverkiezing wordt afgekondigd na de verkiezing van de stafhouder.

Van de verrichtingen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Artikel x²⁸.-

Artikel 451
van het
ontwerp.

De raad van de Orde kan bepalen op welke wijze en onder welke voorwaarden de kandidaten voor het stafhouderschap en voor de raad worden voorgedragen.

Hij kan beslissen dat een van de plaatsen in de raad wordt toegekend volgens de regels die inzake voordracht en stemming voor de aanwijzing van de stafhouder zijn voorgeschreven.

.../...

De stemmen die voor de verkiezing in die plaats worden uitgebracht, mogen niet aangerekend worden voor de verkiezing in een andere plaats in de raad van de Orde.

Artikel x²⁹.-

Artikel 453
van het
ontwerp.

De raad van de Orde kan alleen dan beraadslagen en besluiten wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Artikel x³⁰.-

Artikelen
454 en 448
van het
ontwerp.

De raden van de Orde worden vóór het einde van ieder gerechtelijk jaar vernieuwd, om hun ambt op te nemen bij het begin van het nieuw gerechtelijk jaar.

Is de raad van de Orde op dat tijdstip niet wettelijk gevormd of vernieuwd, dan worden zijn werkzaamheden voorlopig verricht door de aftredende raad van de Orde.

De lijst van de leden waaruit de raad van de Orde bestaat, wordt binnen acht dagen na de verkiezing gezonden aan de procureur-generaal bij het hof van beroep van het rechtsgebied.

.../...

Artikel x³¹. -

Artikel 455
van het
ontwerp.

Ten einde te voorzien in de verdediging van hen wier inkomsten ontoereikend zijn, stelt de raad van de Orde een bureau van consultatie en verdediging in, met inachtneming van de regels die hij bepaalt.

Kennelijk ongegronde zaken worden niet verdeeld.

De advocaten-stagiairs moeten aan het bureau verslag doen over hun optreden in de zaken waarmede zij belast zijn.

Naar gelang van de omstandigheden kan het bureau bepalen welke bedragen degene die een beroep doet op het bureau, als voorafgaande provisie of als ereloon moet storten.

Hoofdstuk IV. - Tucht.Artikel x³². -

Artikel 457
van het
ontwerp.

De raad van de Orde neemt, door toedoen van de stafhouder, kennis van de tuchtzaken, hetzij ambtshalve, hetzij op klacht, hetzij op schriftelijke aangifte door de procureur-generaal.

Artikel x³³. -

Artikel 458
van het
ontwerp.

Aan de advocaten die bij de uitoefening van hun werkzaamheid in een ander gerechtelijk arrondissement dan dat waar zij ingeschreven zijn, de tuchtregels niet in acht nemen, kan verbod worden opgelegd de partijen bij te staan en te pleiten vóór de gerechten waarvan de zetel aldaar gevestigd is.

Dit verbod, dat niet langer dan drie jaar mag duren, wordt uitgesproken, de betrokken advocaat vooraf opgeroepen voor de raad van de Orde van het arrondissement waar de overtreding is begaan.

Tegen de beslissing staan verzet en hoger beroep open.

Het afschrift van de beslissing wordt gezonden aan de stafhouder van de Orde waaronder de betrokkene ressorteert, onverminderd de tuchtmaatregelen die de overheid van die balie kan nemen.

Artikel x³⁴.-

Artikel 459
van het
ontwerp.

De advocaten stellen hun ereloon vast met de scheidenheid die van hun ambt moet worden verwacht. Een beding daaromtrent, dat verbonden is aan de uitslag van het geschil, is verboden.

Ingeval de begroting niet met een billijke gematigdheid is vastgesteld, wordt zij door de raad van de Orde verminderd, met inachtneming onder meer van de belangrijkheid van de zaak en de aard van het werk, onder voorbehoud van de teruggave die hij beveelt en van de tuchtstraffen die hij oplegt, indien daartoe grond bestaat, een en ander onverminderd het recht van de partij om zich tot het gerecht te wenden indien de zaak niet aan een scheidsgerecht is onderworpen.

.../...

Artikel x³⁵. -

Artikel 460
van het ont-
werp.

De raad van de Orde kan naar gelang van het geval waarschuwen, censureren, berispen, voor een termijn van ten hoogste één jaar schorsen, van het tableau of van de lijst van stagiairs schrappen.

De schorsing of de schrapping wordt naast de naam van de betrokkene vermeld in een door de secretaris van de Orde gehouden register, waarvan de advocaten inzage kunnen nemen. De raad van de Orde kan de berisping of de schorsing doen samengaan met het verbod om gedurende ten hoogste drie jaar in geval van berisping, gedurende ten hoogste vijf jaar in geval van schorsing, deel te nemen aan de in artikel x²⁷ bedoelde stemming en met onverkiesbaarheid tot stafhouder of tot lid van de raad van Orde gedurende dezelfde tijd.

De raad van Orde besluit, indien hij het dienstig acht, zijn beslissingen geheel of gedeeltelijk aan te plakken, in de voor de advocaten bestemde lokalen, of ze bekend te maken zonder dat de naam van de betrokken advocaat daarin mag worden vermeld.

Artikel x³⁶. -

Artikel 461
van het ont-
werp.

De raad van de Orde is bevoegd om uitspraak te doen over tuchtvervolgingen die ingesteld zijn wegens feiten gepleegd vóór de beslissing waarbij de verdachte uit het tableau van de Orde of de lijst van stagiairs is weggelaten, indien het onderzoek uiterlijk drie maanden na die beslissing is geopend.

.../...

Artikel x³⁷.-

Artikel 463
van het ont-
werp.

De geschorste advocaat moet zich tijdens de
duur van zijn straf van iedere beroepswerkzaamheid ont-
houden.

Artikel x³⁸.-

Artikel 464
van het ont-
werp.

Wanneer het wegens de aan een advocaat ten
laste gelegde feiten te vrezen is dat zijn latere be-
roepswerkzaamheid nadeel kan toebrengen aan derden of de
eer van de Orde kan schaden, kan de stafhouder de be-
warende maatregelen nemen die de voorzichtigheid eist
en zelfs aan de advocaat verbieden het gerechtsgebouw
te betreden gedurende ten hoogste drie maanden. Deze
termijn kan worden verlengd bij een met redenen omklede
beslissing van de raad van de Orde. Deze is bij voorraad
uitvoerbaar, niettegenstaande het hoger beroep waarvoor
zij vatbaar is.

Artikel x³⁹.-

Artikel 465
van het ont-
werp.

De advocaat wordt binnen vijftien dagen gedag-
vaard bij een ter post aangetekende brief met bericht
van ontvangst.

Op zijn verzoek wordt hem bovendien een termijn
toegestaan om zijn verdediging voor te bereiden.

.../...

Artikel x⁴⁰.--

Artikel 466
van het ont-
werp.

Binnen acht dagen na de uitspraak geeft de secretaris van de Orde van iedere beslissing in tucht-zaken kennis aan de procureur-generaal bij een ter post aangetekende brief, en aan de advocaat bij een ter post aangetekende brief en bij gewone brief.

Artikel x⁴¹.--

artikel 467
van het ont-
werp.

Is de beslissing bij verstek gewezen, dan kan de verdachte advocaat verzet doen binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag waarop hem daarvan kennis is gegeven.

Laattijdig verzet wordt onontvankelijk verklaard tenzij de raad de verzetdoende advocaat van het verval ontheft. Hierover oordeelt hij soeverein en zonder dat hiertegen enig middel openstaat.

Het verzet wordt bij een ter post aangetekende brief aan de secretaris van de Orde gezonden.

Degene die verzet heeft gedaan, wordt door de raad opgeroepen in de vormen en binnen de termijnen van de oorspronkelijke oproeping. De raad doet uitspraak, zelfs in diens afwezigheid. De beslissing geldt in ieder geval als op tegenspraak gewezen.

Artikel x⁴².--

Artikel 468
van het ont-
werp.

De betrokken advocaat en de procureur-generaal bij het hof van beroep kunnen beiden hoger beroep instellen tegen een beslissing van de raad van de Orde houdende veroordeling of vrijspraak.

Artikel x⁴³.-

Artikel 469
van het ont-
werp.

Van het hoger beroep wordt aan de secretaris van de raad van de Orde bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag waarop de kennisgeving van de beslissing is opgestuurd.

Nadat de secretaris kennis heeft gekregen van het hoger beroep, doet hij daarvan bij een ter post aangetekende brief, naar gelang van het geval, aangifte aan de procureur-generaal of aan de verdachte advocaat. Vervolgens stuurt hij het dossier aan de secretaris van de raad van beroep.

Zowel de procureur-generaal als de advocaat kunnen tegenberoep instellen.

Artikel x⁴⁴.-

Artikel 470
van het ont-
werp.

De procureur-generaal zorgt voor de tenuitvoerlegging van de beslissingen tot schorsing en tot schrapping.

Artikel x⁴⁵.-

Artikel 471
van het ont-
werp.

Een geschrapt advocaat kan op een tableau van de Orde of op een lijst van stagiairs niet worden ingeschreven dan na het verstrijken van een termijn van tien jaar sinds de beslissing tot schrapping en indien buitengewone omstandigheden het wettigen.

De inschrijving is niet geoorloofd dan na gelijkluidend advies van de raad van de Orde van de balie waartoe de advocaat behoorde, en in voorkomend geval met machtiging van het tuchtgerecht van beroep van het rechtsgebied, indien dit gerecht de schrapping heeft uitgesproken.

Tegen de weigering tot inschrijving staat geen hoger beroep open.

Hoofdstuk V. - Tuchtraden van beroep.

artikel 472
van het ont-
werp.

Artikel x⁴⁶. -

In de zetel van ieder hof van beroep wordt een Tuchtraad van beroep gevormd.

Artikel x⁴⁷. -

artikel 473
van het ont-
werp.

De Tuchtraad van beroep bestaat uit een voorzitter en vier assessoren. Hij wordt voorgezeten door de eerste voorzitter van het hof van beroep of door een door hem aangewezen kamervoorzitter.

De procureur-generaal of het lid van zijn parket dat hij aanwijst, oefent het openbaar ministerie uit.

Twee van de assessoren behoren tot de balie waaronder de verdachte advocaat ressorteert; de andere twee tot de balie van het hof van beroep van het rechtsgebied.

Behoort de verdachte advocaat echter tot de balie van een hof van beroep, dan wordt een van de assessoren gekozen uit de assessoren die zijn aangewezen in de andere balies van het rechtsgebied.

Bij het begin van ieder gerechtelijk jaar maken de raden van de Orde van de balies een lijst op van ten minste acht en ten hoogste twaalf advocaten voor de balies van de hoven van beroep, en van vier advocaten voor de andere balies, die kunnen geroepen worden om als assessor deel uit te maken van de Tucht-raad van beroep.

De assessoren worden aangewezen uit de oud-leden van de raad van de Orde van advocaten. Zijn bij de balie minder dan vijftig advocaten op het tableau ingeschreven, dan mag de lijst ook advocaten bevatten die bij een andere balie van het rechtsgebied zijn ingeschreven.

De rang die de advocaten op de aldus opgemaakte lijsten bekleden, bepaalt de volgorde waarin zij worden opgeroepen om als assessor zitting te nemen.

Binnen vijftien dagen worden de lijsten door toedoen van de stafhouder ter kennis gebracht van de voorzitter van de Tuchtraad van beroep.

De leden van de raad van de Orde, die de beslissing heeft gewezen waartegen hoger beroep is ingesteld, mogen van de zaak geen kennis nemen in hoger beroep.

Artikel x⁴⁸. -

Artikel 474
van het ont-
werp.

De rechtspleging voor de Tuchtraad van beroep wordt gevoerd in dezelfde taal als gebezigd is voor het stellen van de beslissing waartegen hoger beroep.

De voorzitter stelt met inachtneming van deze regel het college samen, zoals is bepaald in artikel x⁴⁷.

Indien niet voldoende assessoren van de balie van beroep de taal van de rechtspleging kennen, stelt de voorzitter van de raad van beroep het college samen uit assessoren die door de andere Tuchtraden van het rechtsgebied zijn aangewezen.

Zijn er niet voldoende assessoren van de balie waartoe de verdachte advocaat behoort, dan stelt de voorzitter het college samen uit assessoren die door de andere Tuchtraden van het rechtsgebied zijn aangewezen.

Artikel x⁴⁹. -

Artikel 475
van het ont-
werp.

Tegelijk met de aanwijzing van de assessoren van de Tuchtraad, benoemen de raden van de Orde van de balies van beroep twee leden of oud-leden van de raad van de Orde, die het ambt van secretaris en van plaatsvervangend secretaris van de Tuchtraad van beroep gedurende twee jaar uitoefenen. Hun mandaat is vernieuwbaar.

Het secretariaat is gevestigd in het gerechtsgebouw van het hof van beroep van het rechtsgebied.

Artikel x⁵⁰.--

Artikel 476
van het ont-
werp.

De debatten voor de Tuchtraad van beroep worden met gesloten deuren gehouden.

Artikel x⁵¹.--

Artikel 477
van het ont-
werp.

Van de beslissingen van de Tuchtraad van beroep geeft de secretaris kennis aan de advocaat bij gewone brief en bij een ter post aangetekende brief.

De advocaat komt tegen de beslissingen, door de Tuchtraad van beroep bij verstek gewezen, in verzet in dezelfde vormen en binnen dezelfde termijnen als gelden voor de akte van beroep. Het verzet wordt behandeld en gevonnist met inachtneming van de regels die in eerste aanleg zijn toegepast.

De advocaat of de procureur-generaal kunnen de beslissingen van de Tuchtraad van beroep binnen de termijn van een maand aan het Hof van cassatie onderwerpen in dezelfde vormen als gelden voor de voorzieningen in burgerlijke zaken.

Tenzij de beslissing anders luidt, heeft de voorziening schorsende kracht.

Wordt de beslissing vernietigd, dan verwijst het Hof van cassatie de zaak naar de Tuchtraad van beroep, anders samengesteld.

TITEL II. - Advocaten bij het Hof van cassatie.Artikel x⁵². -

Artikel 478
partim van
het ontwerp.

Voor het Hof van cassatie kunnen in burgerlijke zaken, in handelszaken en in sociale zaken alleen advocaten postuleren en conclusies nemen, die de titel van advocaat bij het Hof van cassatie voeren.

Artikel x⁵³. -

Artikel 478
partim van
het ontwerp.

De advocaten bij het Hof van cassatie, wier aantal wordt bepaald door de Koning, worden door hem benoemd uit een lijst van drie kandidaten, door het Hof in algemene vergadering voorgedragen; de uitgifte van de beslissing wordt door het Hof aan de Minister van Justitie gezonden.

Tot benoeming door de Koning kunnen alleen worden voorgedragen kandidaten die sedert ten minste zes jaar aan de balie zijn.

Alvorens de advocaten bij het Hof van cassatie hun ambt aanvaarden, leggen zij vóór het Hof de in artikel x⁶ voorgeschreven eed af.

Artikel x⁵⁴. -

Artikel 484
van het ontwerp.

De raad van de Orde maakt elk jaar uiterlijk de ... het tableau van de advocaten bij het Hof van cassatie op; zij worden daarop ingeschreven volgens de orde van hun eedaflegging; het tableau wordt aan de procureur-generaal bij het Hof gezonden.

Artikel x⁵⁵.-

Artikel 479
van het ont-
werp.

In alle zaken die aan het Hof worden onderworpen, vertegenwoordigen de advocaten bij het Hof van cassatie de partij op geldige wijze zonder dat zij van enige volmacht moeten doen blijken, behalve indien de wet eist dat zij een bijzondere lastgeving hebben.

Zij hebben het recht te pleiten vóór alle gerechten van het Rijk ; artikel x¹⁵, tweede lid, is op hen van toepassing.

Artikel x⁵⁶.-

Artikel 480
van het ont-
werp.

Indien een partij in burgerlijke zaken, in handelszaken en in sociale zaken geen bijstand van een advocaat bij het Hof van cassatie verkrijgt, wijst de stafhouder van de Orde ambtshalve een advocaat aan, indien daartoe grond bestaat, een en ander onverminderd de bepalingen inzake rechtsbijstand.

Artikel x⁵⁷.-

Artikel 481
van het ont-
werp.

De advocaten bij het Hof van cassatie vormen een Orde ; deze omvat een stafhouder en een raad van de Orde. De Orde heeft rechtspersoonlijkheid.

Artikel x⁵⁸.-

Artikel 483
van het ont-
werp.

De stafhouder is het hoofd van de Orde. Behalve in het geval bedoeld in artikel x⁶⁰, zit hij de algemene vergaderingen van de advocaten bij het Hof van cassatie voor. Is de stafhouder overleden of verhinderd, dan wordt hij voorlopig vervangen door het op het tableau oudstingeschreven lid van de raad van de Orde.

Artikel x⁵⁹.-

Artikelen 481
partim en 482
partim van het
ontwerp.

De raad van de Orde bestaat uit de stafhouder, die voorzitter is, en uit vier leden.

De raad van de Orde vertegenwoordigt de Orde. Alle gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen worden in zijn naam verricht.

Artikel x⁶⁰.-

Artikel 482
partim van het
ontwerp.

Ieder jaar tijdens de laatste maand vóór de gerechtelijke vakantie komen de advocaten bij het Hof van cassatie in algemene vergadering bijeen om bij afzonderlijke stemmingen eerst de stafhouder, bij volstreckte meerderheid, en vervolgens de overige leden van de raad van Orde, bij betrekkelijke meerderheid, te verkiezen.

Deze vergadering wordt voorgezeten door de oudste advocaat in jaren, bijgestaan als secretaris door de jongste advocaat in jaren.

Indien bij de stemming voor de verkiezing van de stafhouder geen volstreckte meerderheid wordt bereikt, heeft in een latere vergadering een herstemming plaats tussen de twee kandidaten op wie de meeste stemmen worden uitgebracht ; indien bij die herstemming de stemmen staken, is de kandidaat die het eerst voorkomt in de orde van de lijst tot stafhouder verkozen.

Artikel x⁶¹.-

artikel 481
van het ont-
werp.

De algemene vergaderingen van de Orde worden bijeengeroepen hetzij door de stafhouder, hetzij door de procureur-generaal bij het Hof van cassatie.

Artikel x⁶².-

Artikel 485
van het ont-
werp.

In tuchtzaken kan de raad van de Orde naar gelang van het geval waarschuwen, censureren of blaam uitspreken.

De procureur-generaal kan zich een uitgifte van alle beraadslagingen der algemene vergadering en van alle beslissingen van de raad van de Orde doen afgeven.

Het recht tot schorsing of schrapping komt toe aan het Hof van cassatie. Het Hof is bevoegd om bij de schorsing verbod op te leggen om gedurende ten hoogste vijf jaar deel te nemen aan de stemming, in artikel x⁶⁰ bedoeld, of om zich gedurende dezelfde tijd te laten verkiezen tot stafhouder of tot lid van de raad van de Orde.

De raad van de Orde beschikt over dezelfde bevoegdheid in geval van blaam.

Artikel x⁶³.-

Artikel 486
van het ont-
werp.

De procureur-generaal bij het Hof van cassatie en de betrokken advocaat hebben beiden het recht tegen een beslissing van de raad van de Orde hoger beroep in te stellen binnen vijftien dagen na de dag waarop van de beslissing kennis is gegeven.

Het hoger beroep wordt voor het Hof van cassatie gebracht; het wordt ingesteld bij verzoekschrift gericht aan de eerste voorzitter; een afschrift van dat verzoekschrift wordt binnen acht dagen aan de stafhouder gestuurd ; de betrokken partijen worden door de griffier opgeroepen om in raadkamer te worden gehoord ; zij kunnen ter griffie inzage nemen van het in hoger beroep gewezen arrest.

Artikel x⁶⁴.-

Artikel 487
van het ont-
werp.

Tenzij in deze titel anders is bepaald, zijn de bepalingen van titel I van dit boek van toepassing op de Orde van advocaten bij het Hof van cassatie en op haar leden.

TITEL III. - Nationale Orde van advocaten.Eerste hoofdstuk.- Algemene bepalingen.Artikel x⁶⁵.-

Artikel 488
van het ont-
werp.

Alle Belgische balies vormen samen de Nationale Orde van advocaten van België.

De Nationale Orde is gevestigd te Brussel.

Zij bezit rechtspersoonlijkheid.

Artikel x⁶⁶.-

Artikel 489
van het ont-
werp.

De organen van de Nationale Orde zijn :

1° de algemene raad ;

2° de deken, de vice-deken, de twee secretarissen.

Hoofdstuk II.- Algemene raad.Artikel x⁶⁷.-

Artikel 490
van het ont-
werp.

De algemene raad is samengesteld uit de stafhouders van de onderscheiden balies .

Iedere stafhouder kan door een van zijn plaatsvervangers worden vervangen.

.../...

Elk jaar in oktober wijst iedere raad van de Orde een plaatsvervangend lid aan, uit de leden van de balie die het ambt van stafhouder hebben uitgeoefend.

Artikel x⁶⁸.-

Artikel 491
van het ont-
werp.

Het aantal en de rang van de plaatsvervangende leden worden door de raad van de Orde bepaald.

Artikel x⁶⁹.-

Artikel 492
van het ont-
werp.

Het mandaat van de plaatsvervangers duurt een jaar. Het kan worden vernieuwd overeenkomstig de regels door de raad van de Orde vastgesteld.

Artikel x⁷⁰.-

Artikel 493
van het ont-
werp.

De algemene raad waakt over de eer, de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van de advocaten.

Artikel x⁷¹.-

Artikel 494
van het ont-
werp.

Met het oog op de betrekkingen tussen de leden van de onderscheiden balies bepaalt de algemene raad de regels en gebruiken van het beroep van advocaat en brengt er eenheid in. Te dien einde stelt hij passende reglementen vast. Hij zorgt eveneens voor de werking van de Nationale Orde.

.../...

Artikel x⁷².-

Artikel 495
van het ont-
werp.

De algemene raad richt zijn secretariaat in.
Hij geeft de raden van de Orde voorlichting omtrent de
vraagstukken die voor de advocaten van belang zijn.

Artikel x⁷³.-

Artikel 496
van het ont-
werp.

De algemene raad beraadslaagt in beide landstalen.
De verslagen en besluiten worden in beide talen gesteld,
zonder voorrang van de ene tekst op de andere. Over ver-
schillen hiertussen doet de algemene raad uitspraak vol-
gens de gewone interpretatieregels.

Artikel x⁷⁴.-

Artikel 497
van het ont-
werp.

De installatie van de algemene raad heeft plaats
de tweede maandag van november, in het gerechtshof te
Brussel.

Artikel x⁷⁵.-

Artikel 498
van het ont-
werp.

Ieder lid van de algemene raad heeft één stem.
Zijn stem wordt echter gerekend voor evenveel
aanvullende stemmen als er in de balie die hij vertegen-
woordigt honderdtallen advocaten en advocaten-stagiairs
op de eerste oktober van het lopend gerechtelijk jaar
ingeschreven zijn boven het honderdtal.

Overschrijdt het aantal advocaten van een ver-
tegenwoordigde balie een honderdtal zonder het hogere
honderdtal te bereiken, dan wordt het niettemin voor een
aanvullende stem gerekend.

.../...

Artikel x⁷⁶.-

Artikel 499
van het ont-
werp.

Indien in een vergadering van de algemene raad, na regelmatige oproeping, de meerderheid van de leden niet aanwezig is, wordt niet tot stemming overgegaan. De deken roept een nieuwe vergadering bijeen. Zij besluit op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Ieder voorstel betreffende de regels en gebruiken van de balie moet worden goedgekeurd met twee derde van de stemmen der aanwezige leden.

Artikel x⁷⁷.-

Artikel 500
van het ont-
werp.

De reglementen worden aan de procureurs-generaal en aan de stafhouders gestuurd zodra zij zijn aangenomen.

Artikel x⁷⁸.-

Artikel 501
van het ont-
werp.

De reglementen die de algemene raad aanneemt zijn bindend voor alle advocaten die ingeschreven zijn bij de balies van België.

De raden van de Orde van de balies waken voor de toepassing ervan . Zij alleen zijn bevoegd in tuchtzaken.

Artikel x⁷⁹.-

Artikel 502
van het ont-
werp.

De vordering tot nietigverklaring voor het Hof van cassatie, waarover in artikel 56 (III) sprake is, kan uitgaan van de procureur-generaal bij dit Hof en van de deken.

De voorziening wordt vooraf betekend aan de procureur-generaal of aan de deken, naar gelang van het geval, binnen de drie maanden die volgen op de toezending van de reglementen, zoals wordt bepaald in artikel x⁷⁷.

Artikel x⁸⁰.-

Artikel 503
van het ont-
werp.

De algemene raad vertegenwoordigt de Nationale Orde. Alle gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen worden in zijn naam verricht.

Artikel x⁸¹.-

Artikel 504
van het ont-
werp.

De algemene raad bepaalt de bijdrage die de balies jaarlijks dienen te betalen om de kosten van de Nationale Orde en van zijn secretariaat te dekken.

Hoofdstuk III. - Deken, vice-deken en secretarissen.

Artikel x⁸².-

Artikel 505
van het ont-
werp.

De algemene raad kiest buiten zijn leden : de deken, de vice-deken en de twee secretarissen.

De deken, de vice-deken en de secretarissen hebben zitting in de algemene raad. Zij hebben raadgevende stem. Bij staking van stemmen echter is de deken of in voorkomend geval de vice-deken die hem vervangt, stemgerechtigd.

.../...

De deken en de vice-deken worden aangewezen uit de gewezen stafhouders.

De secretarissen worden gekozen uit de gewezen stafhouders of uit de gewezen leden van de raad van de Orde.

Bij de keuze van de titularissen wordt een billijk evenwicht tussen beide taalgroepen in acht genomen.

Artikel x⁸³.-

Artikel 506
van het ont-
werp.

De deken, de vice-deken en de twee secretarissen worden bij volstrekte meerderheid van stemmen verkozen.

Hun mandaat duurt drie jaar.

De secretarissen zijn herkiesbaar.

Artikel x⁸⁴.-

Artikel 507
van het ont-
werp.

De algemene raad wordt opgeroepen en voorgezeten door de deken.

Hij moet worden opgeroepen indien ten minste drie leden van de algemene raad het vragen.

Artikel x⁸⁵.-

Artikel 508
van het ont-
werp.

De deken legt de besluiten van de algemene raad ten uitvoer en vertegenwoordigt hem bij de overheid en balies.

De secretarissen zorgen doorlopend voor het ken en verzenden van de notulen van de algemene raad voor de bewaring van het archief.

BOEK IV. - DE GERECHTSDEURWAARDERS.

Op verzoek van de koninklijke commissaris, worden de bepalingen van dit boek door de Raad van State niet onderzocht, aangezien deze aangelegenheid thans aan het Parlement is voorgelegd.

+ +

OPMERKINGEN OVER DE VORM.

1. Woorden als "het vorig artikel" vervange men door een nauwkeurige vermelding van de bepalingen waarnaar wordt verwezen.
2. De woorden "van dit Wetboek" of "van dit artikel" moeten vervallen, daar waar geen verwarring mogelijk is.
3. De leeftijd die vereist is om sommige ambten te bekleden, zou in alle bepalingen op gelijke wijze moeten worden aangegeven.

+

+ +

Na het onderzoek van het tweede deel van het voorontwerp van Gerechtelijk Wetboek dat over de gerechtelijke organisatie handelt, acht de Raad van State sommige van zijn opmerkingen zo belangrijk, dat een onderzoek van het derde en het vierde deel van het voorontwerp hem voorbarig lijkt. Die opmerkingen kunnen immers de Regering ertoe aanzetten het deel van het ontwerp betreffende de gerechtelijke organisatie aanzienlijk te wijzigen, hetgeen ook de herziening van de overige delen tot gevolg zou hebben.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
 Me Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
 J.MASQUELIN, raadsheren van State,

A.BERNARD, assesseurs de la section
 de législation,
 P.ANSIAUX, bijzitters van de afdeling
 wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
 adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. M.DIDERICH et W.VAN ASSCHE, auditeurs, Mlle M.-Th.BOURQUIN et M.J.HOEFFLER, substituts.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de HH. M.DIDERICH en W.VAN ASSCHE, auditeurs, Mej.M.-Th.BOURQUIN en de H.J.HOEFFLER, substituten.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.

ERRATA ET CORRIGENDA.

=====

- P. 6 - observation 3 - 7e ligne : lire "contient"
au lieu de "soutient".
- P. 12 - 2° - 2e ligne : lire "prud'homales" au lieu
de "prud'hommales".
- P. 41 - observation 4 - 2e alinéa - 9e ligne : lire
"fonction de juger" et "l'on pourrait"
respectivement au lieu de "fonction de
juges" et de "l'on pourrait".
- P. 58 - article 98, 2e alinéa. La dernière phrase doit
se lire : "Mais ni l'une ni l'autre de
ces dispositions, ni d'ailleurs le pro-
jet de loi relatif aux fonctions d'huis-
sier de justice voté par la Chambre des
Représentants (Doc. Sénat, session 1961-
1962, n° 72), ne prévoient les homolo-
gations d'avis".
- P. 61 - 4e avant-dernière ligne : lire : "fonction de
juger" au lieu de "fonction de juges".
- P. 65 - observation 1 - 2e ligne : supprimer les mots
"A défaut d'exposé des motifs".
- P. 70 - Section III - lire : "Article 122" au lieu de
"Article 63".
- P. 87 - observation 1 - L'alinéa suivant doit être
ajouté entre l'avant-dernier et le
dernier alinéa :
"Si le Gouvernement estime opportun
de rappeler l'autorité que le Ministre
de la Justice exerce dans certains cas
sur les officiers du ministère public,
il conviendrait que ces cas soient
précisés".

- P. 91 - 2e alinéa - 3e et 4e lignes : supprimer les mots
"et confie ces fonctions au procureur
du Roi".
3e alinéa - cet alinéa doit être supprimé.
- P. 98 - article 200 - le 1er alinéa de l'observation
doit être supprimé.
- P. 100 - article 202 - l'alinéa 2 peut être supprimé.
- P. 113 - article 257 - dernière ligne : lire "rédigés
de manière identique" au lieu de
" rédigés de la manière identique".
- P. 115 - observation 1 - in fine : lire "mieux vaudrait
que la loi ...".
- P. 117 - observation 1 - 2ème alinéa - in fine : lire
"l'appréciation des aptitudes des
candidats" au lieu de "l'apprécia-
tion de l'affectation des candidats".
- P. 122 - dernier alinéa : lire "Au surplus, le rapport
s'explique longuement à ce sujet".
- P. 123 - 3ème ligne : lire "à la nomination du Roi; à
plus forte raison ...".
- P. 143 - observation 2, 5e ligne : lire "en cette
matière, à moins qu'il ne s'agisse...".
- P. 158 - observation 3 - dans le texte proposé supprimer
le mot "provisoire".
- P. 165 - alinéa 2, 2ème ligne : lire "n'est pas organisé :
ni les délais ...".
- P. 166 - 2e alinéa, 2ème ligne : lire "mais bien des
juges-asseesseurs consulaires" et
des "juges-asseesseurs sociaux"...".
- P. 170 - 2ème ligne : lire "que l'action disciplinaire...".

ERRATA EN CORRIGENDA.

-
- Blz. 277 - opmerking 1 - 2de en 3de regel : de woorden
"bij gemis van een memorie van toelich-
ting" schrappen.
- Blz. 284 - afdeling III : het moet zijn "Artikel 122" en
niet "Artikel 63".
- Blz. 301 - opmerking 1 : tussen de voorlaatste en de
laatste alinea de volgende alinea in-
voegen :
"Acht de Regering het raadzaam te herinne-
ren aan het gezag dat de Minister van Justi-
tie in bepaalde gevallen over ambtenaren
van het openbaar ministerie uitoefent,
dan zouden die gevallen moeten worden ge-
noemd".
- Blz. 305 - de derde alinea schrappen.
- Blz. 313 - artikel 200 - de eerste alinea van de opmer-
king schrappen.
- Blz. 314 - afdeling IV - artikel 202 - Opmerking 1 :
de derde alinea schrappen.
- Blz. 329 - de slotzin op die bladzijde vervangen door :
"Beter ware te zeggen dat de wet de
Koning opdraagt het statuut van die
beambten vast te stellen".
- Blz. 331 - opmerking 1 - voorlaatste regel: "aanwijzing"
vervangen door "geschiktheid".
- Blz. 333 - het moet zijn : "Artikel 291" en niet "Artikel
191".

Blz. 337 - derde alinea, lezen : "Ook het verslag weidt uit over die kwestie".

Blz. 357 - artikel 348 - opmerking 2, vierde en vijfde regel zo lezen : "... zijn de rechtbanken ter zake niet meer bevoegd, tenzij hier bedoeld is op de huidige ...".

Blz. 380 - artikel 410 - tweede alinea, tweede en derde regel zo lezen : "... wel "rechters-assessoren voor handelszaken" en "rechters-assessoren voor sociale zaken" onderscheidenlijk in ...".

Blz. 384 - artikel 417 - tweede regel lezen : " : dat de tuchtvordering, ...".